NOV 18 1947

ANNÉE NOVEMBRE 1947 N° 11

# REVUE DE PARIS

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

Louis MADELIN : Paris sous le premier Empire

Charles MORGAN : Le Juge Gaskony. — I

Jacques PERRET : A la Fortune des Girouettes

Georges BONNET : Les Négociations Franco-Russes de 1938-39

Ed. GISCARD d'ESTAING : Restaurer l'Économie française

Adrien DANSETTE : Lamennais contre son temps

Marcel GRIAULE : Sur le Sens des Sacrifices rituels

André PIERRE : Le Théâtre à Moscou

Marcel PLAISANT : Inventeurs et Inventions

Denise BOURDET : Images de Paris

Pierre GAXOTTE et Pierre AUDIAT : Les Livres d'Histoire

LA LIVRAISON : 60 FRS

# SOMMAIRE


| | | Pages |
|---|---|---|
| Louis MADELIN | Paris sous le premier Empire | 3 |
| Charles MORGAN | Le Juge Gaskony | 36 |
| Jacques PERRET | A la Fortune des Girouettes | 68 |
| Georges BONNET | Les Négociations Franco-Russes de 1938-39 | 93 |
| Ed. GISCARD d'ESTAING | Restaurer l'Économie française | 102 |
| Adrien DANSETTE | Lamennais contre son temps | 110 |
| Marcel GRIAULE | Sur le Sens des Sacrifices rituels | 129 |
| André PIERRE | Le Théâtre à Moscou | 133 |
| Marcel PLAISANT | Inventeurs et Inventions | 140 |
| Denise BOURDET | Images de Paris | 145 |
| P.GAXOTTE et P. AUDIAT | Les Livres d'Histoire | 152 |
| | Notes et Chronique bibliographique | 162 |


★ ★


DIRECTEUR : Marcel THIÉBAUT



LA REVUE DE PARIS
publiera prochainement

**EN MISSION SECRÈTE**
(Le ***Général Clark*** en Afrique du Nord)
par **N. L. A. JEWELL**

RATHENAU
par
Émil Ludwig

PÉTRARQUE ET SA MUSE
par Étienne Gilson
de l'Académie Française



**CHANGEMENTS D'ADRESSES**

**Prière de joindre la somme de dix francs et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.**

**TARIFS DES ABONNEMENTS**

**Un an, 600 francs**
**Six mois, 300 francs**

**Étranger : Un an, 720 francs; six mois, 360 francs**

**Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Elysées (Balzac 02-88)**
**Compte chèques postaux 360-50 Paris.**
**LA REVUE DE PARIS :** Société à responsabilité limitée, capital 75.000 francs.
Propriétaires : Edmée de La Rochefoucauld - André de Fels. — Tirage : 19.000 exemplaires



*Copyright by* Revue de Paris *1947*

# PARIS SOUS LE PREMIER EMPIRE

## LA VIE MATÉRIELLE

Le décor de Paris, en 1812, est encore, à peu près, celui de l'ancien temps ; la « Grande Ville » se livre à son travail, fait ses affaires, jouit de ses plaisirs, court à ses fêtes et, revenue, depuis 1800, au calme, dix ans perdus, de l'existence normale, se mêle maintenant fort peu de la politique ; mais « la capitale » joue de plus en plus, dans la Nation, le rôle prépondérant, qui déjà tend à devenir absorbant.

« Le *grand* Paris », dit-on, dès cette époque ; ce Paris de 1812 est cependant bien petit au regard de notre Paris actuel et de son énorme banlieue ; la ville qui, à la fin de l'Ancien Régime, a compté 660 000 âmes a, de 1789 à 1804, vu diminuer sa population, maintenant tombée à 580 000 habitants ; mais Marseille et Lyon dépassant à peine 100 000 âmes, Bordeaux et Rouen étant loin de les atteindre, Paris, avec plus d'un demi-million, garde et fait sonner, à juste raison, son titre de « *ville capitale* ». Aussi bien n'est-ce pas à l'étendue de son territoire et au nombre de ses citoyens que la ville doit principalement sa situation dans la Nation : c'est au rôle qu'elle a, nous le savons, joué dans notre longue histoire.

Paris a gardé un caractère de vieille cité aux maisons basses et serrées, aux toits et murs noircis, aux rues étroites, parfois sinueuses, souvent

obscures, aux rares places un peu spacieuses, et sans autre voie aérée que ses *boulevards* — entendons ceux qui, de l'extrémité de la rue Impériale (ci-devant Royale), à la place de la Bastille, closent d'un demi-cercle le nord de la capitale et, de ce côté, en tracent presque la limite. Le Paris qu'a trouvé le Premier Consul, c'est encore, à peu de chose près, celui de la fin du XVIe siècle, la « Grand-Ville » du bon roi Henri, et, si certains quartiers riches comme le Faubourg Saint-Germain se sont bâtis au XVIIe siècle, si des édifices imposants, du Panthéon de Soufflot à l'École Militaire de Gabriel, se sont encore élevés au XVIIIe, la ville, ramassée dans ses deux îles et le long des rives de la Seine, garde l'aspect, d'ailleurs vénérable et pittoresque, qu'elle présente depuis des siècles. Napoléon a entendu le lui enlever — en partie. Nous l'avons vu bâtissant en rêve « la capitale de l'Occident »[1] ; mais les travaux entrepris n'affectent pas encore la vieille Cité, et les grands projets ne sont encore que des projets. Les grandes constructions en chantier n'ont, pour l'heure, qu'une conséquence dont la ville ne se félicite pas : ces chantiers encombrent de moellons les abords de certains quartiers et en couvrent d'autres de poussière. Cependant, la ville continue à présenter son aspect presque moyenâgeux. L'Empereur, songe simplement à l'ordonner, la rapproprier, lui donner — à défaut d'air — de l'eau en abondance, et, la nuit, plus de lumière.

***

Elle en a grand besoin. Un jeune étudiant, débarquant de sa Gascogne, en 1810, a été profondément déçu par ses premières promenades dans ce Paris, déçu jusqu'à en rester stupéfait. Il s'étonne de trouver « les rues étroites, fangeuses, plusieurs non pavées, impraticables », les boutiques « étroites », les voitures « hideuses », l'éclairage « défectueux », même dans ce fameux Palais Royal dont on lui avait dit merveille ; on fait, dirait-il, dix fois mieux, à Bordeaux, dans les allées de Tourny. Il faut, à la vérité, dans ces impressions, faire la part et de la déconvenue d'un visiteur trop affriandé, et aussi de l'orgueil provincial s'irritant d'une réputation, à ses yeux, par trop surfaite. Mais il est certain que Paris est plus arriéré que la plupart des capitales de l'Europe.

Les rues sont, en effet, si étroites qu'en certaines d'entre elles, on toucherait de chacune de ses deux mains les maisons qui s'y font face et que, par comparaison, la rue des Marais-Saint-Germain — la rue Visconti actuelle — est une des plus convenablement habitables.

En dehors des « Boulevards », de la rue Impériale, de la rue Saint-Antoine, pas une voie n'est réellement large. Ces rues forment un lacis assez tortueux ; elles communiquent souvent pas des *passages* couverts

1. Cf. le tome X de notre *Histoire du Consulat et de l'Empire : L'Empire de Napoléon.*

et obscurs. Il y a dans ce labyrinthe parisien cent de ces sombres passages sans parler d'innombrables *impasses*.

Ces rues sont, en général, affreusement sales. Il n'y a qu'un très petit nombre d'égouts et aucun service n'est organisé pour le ramassage des déchets. Chacun vide ses ordures — et parfois les pires — dont les chiens et les chiffonniers viennent seuls, je ne dirai pas en nettoyer, mais en débarrasser, partiellement, le pavé.

Il n'y avait, jusqu'en 1811, qu'une soixantaine de fontaines publiques, la plupart payantes, où «l'Auvergnat » venait puiser l'eau pour la porter, moyennant salaire, aux ménagères ; mais ces rares fontaines sont souvent à sec ; il faut donc boire de l'eau de la Seine qui, à la vérité, apparaît, à un étranger — optimiste —, comme une « belle et limpide » rivière. C'est en 1811 seulement que le ministre de l'Intérieur a inauguré la première grande fontaine, le *Château d'Eau*, alimentée par les eaux de l'Ourcq. Là encore, il faut attendre d'un avenir plus ou moins prochain la réalisation d'un très beau projet, et les rues, encombrées d'immondices, restent de vrais bourbiers.

Les *trottoirs* n'existaient pas encore en 1800, alors que Londres en possédait depuis vingt ans ; les émigrés, revenus d'Angleterre, en ayant vanté les bienfaits, le Premier Consul en avait adopté aussitôt l'idée et imposé l'exécution. On avait donc, de 1800 à 1810, créé des *trottoirs* dans la plupart des rues relativement larges, mais des trottoirs assez rudimentaires. Les partisans du *statu quo* — il y en a toujours et en très grand nombre — signalaient, soulignaient, les accidents causés par cette innovation, pour qu'on en cessât la construction.

Le désordre, cependant, continue à régner sur la chaussée : les rues sont d'autant plus sales qu'il n'y a, en 1810 encore, à Paris, ni halles, ni abattoirs. Le commerce des légumes ne se fait que par marchands ambulants « des quatre saisons » : « J'entends Javotte — portant sa hotte —, criant carottes, — navets et choux-fleurs », chante-t-on ; mais les détritus de légumes jonchent le sol après leur passage. C'est peu cependant à côté des horribles résultats de l'« abattage » des bêtes devant les boucheries : le sang coule dans les ruisseaux et le pavé est souillé d'affreux restes. Napoléon faisait, depuis 1806, construire les Halles et en pressait l'achèvement ; mais elles ne seraient pas terminées avant 1813.

Ces rues de Paris, si mal tenues, sont, en outre, mal éclairées. Encore que Philippe Le Bon ait, dès 1780, découvert l'éclairage par le gaz, Quinquet récemment inventé des lampes à huile beaucoup plus puissantes et Carcel encore apporté, en ce domaine, de grands perfectionnements, on s'en tient, pour l'éclairage des voies publiques à la misérable lanterne se balançant au bout d'une corde — cette corde qui parfois a joué, de 1789 à 1792, le rôle sinistre que l'on sait. Ce sont des lumignons qu'éteignent sans cesse le vent et que, d'ailleurs, on oublie fort souvent d'allumer.

La circulation en voitures est, de ce fait, le soir, presque impossible. Aussi bien n'est-elle pas, même dans la journée, de tout repos. La *calèche* et, plus encore, la *berline* ne sont équipages que de voyage, mais, dans la ville, le « petit maître » a son *tilbury* ou son *phaéton* et le financier son *briska ;* avocats, médecins, hommes d'affaires, négociants aisés, gens du monde de fortune médiocre possèdent un *cabriolet*. Ces hauts équipages à deux roues, suspendus sur d'énormes ressorts avec capote et tablier de cuir épais, nous en avons tous vu exposés dans les *rétrospectives* de carrosserie, ou parfois relégués depuis un siècle, dans des remises de maisons de campagne, écaillés, poussiéreux, vénérables et prêtant au sourire. On s'y juchait par un marchepied de fer à deux degrés dont l'escalade nous paraît avoir dû constituer une première épreuve. C'étaient pourtant les voitures les plus répandues. Keller, le grand carrossier des Champs-Élysées, en fabriquait, à la vérité, de fort

confortables, et Braidy, le principal fournisseur des nouveaux seigneurs, ne dédaignait pas d'en lancer, qui étaient tenus pour «élégants». C'étaient, d'ailleurs, équipages rapides, et les cabriolets de louage qu'on prenait dans la rue trouvaient beaucoup de clients, de préférence aux *fiacres*, boîtes de sapin verni — les « *sapins* » —, conduits par d'affreux automédons assez rares. Il fallait, en tout cas, à ces équipages de solides ressorts : les pavés de Paris, en effet, étaient durs et, par ailleurs, si bombés, que l'épreuve était double pour les roues cerclées de fer. Encore était-on heureux quand on roulait sur cette dure pierre ; dans la plupart des rues, telles que je les décrivais d'après les témoins, boueuses, défoncées, encombrées de détritus et parfois inondées, c'était grande fortune que l'on s'en tirât.

On ne s'en plaignait pas beaucoup — du moins les Parisiens — et il fallait venir de province pour en être scandalisé. Les Parisiens adorent trop leur ville pour ne pas l'aimer « jusque dans ses verrues », et madame de Staël, exilée, songera avec nostalgie « au ruisseau de la rue du Bac ». Ils aiment, dans leur ville, leurs habitudes et ne tiennent pas à ce qu'on les change ; en dépit de leur esprit volontiers critique, les carences comme

les défauts leur échappent, et les innovations les heurtent. Ceux de 1812 se résignent fort bien à ces rues étroites, sombres, sales, mal odorantes, encombrées et, le soir, obscures jusqu'à paraître toutes des coupe-gorge — parce que c'étaient *leurs* rues.

Ils sont également habitués à leurs magasins qui, célèbres dans l'Europe entière par la qualité et le fini de leurs marchandises, offrent cependant aux yeux étonnés des nouveaux venus l'aspect le moins attirant. Ces magasins sont étroits et bas ; les commerçants logent presque toujours dans un *entresol*, lui-même fort bas, mais qui, pris sur le rez-de-chaussée de telle « belle maison », diminue d'autant la hauteur des boutiques. Celles-ci sont assez sombres et, le soir, mal éclairées par une unique lampe qui n'est même pas encore, en 1812, une *carcel*. Seulement, dans ces boutiques, on trouve ces « articles » qui font, dans le Monde entier, la renommée de Paris : les magasins de mode, de frivolités et d'alimentation surtout attirent tant de clientes, que celles-ci débordent dans la rue et y doivent patienter. Le Parisien de 1812 ne tient pas au tape-à-l'œil, et il préfère trouver de bonne marchandise que d'ambitieuses devantures. De ce trait, il tirerait même quelque gloire.

***

Le Parisien, d'ailleurs, tire gloire de tout ce qui est de sa ville.

C'est déjà un personnage à part dans la Nation que « le Parisien » — et il l'est alors plus même qu'aujourd'hui, parce que plus qu'aujourd'hui la plupart des habitants sont nés Parisiens et, ayant passé, depuis le berceau, leur vie à Paris, font infiniment plus corps avec leur cité. Il y a, à Paris, comme dans tout le pays, des classes sociales fort échelonnées ; mais aristocrates, bourgeois, boutiquiers, fabricants, artisans, ouvriers, ils ont entre eux un lien de parenté ; ils sont « les Parisiens ». D'ailleurs le contact matériel est fort étroit entre ces Parisiens de toutes les classes ; exception faite pour certains quartiers aristocratiques, presque entièrement bâtis d'hôtels dont certains sont de petits palais, ou, au contraire, pour certains faubourgs lointains où ne se rencontrent qu'artisans et ouvriers — Faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau —, les usages d'habitation excluent l'idée de « quartiers riches » et de « quartiers pauvres ». La même maison abrite, le plus souvent, « pauvres » et « riches ». « Les marchands occupent les boutiques (peu de maisons en sont dépourvues), écrit un visiteur, les gens riches le premier, les gens aisés le second, les salariés le troisième, les ouvriers le quatrième, les pauvres les étages supérieurs », et, comme il n'y a pas encore d'*escaliers de service*, ces locataires de fortunes si diverses, se rencontrent dans le grand escalier et, sans fraterniser nécessairement, se connaissent et, dans une certaine mesure, parfois se lient. Telle circonstance favorise l'existence d'un état d'esprit spécifiquement parisien : ce mélange de générosité à grands élans et de sens critique aigu, de

gaieté aux accès amusants et de goût pour le drame, de cordialité et de causticité, d'enthousiasme et de fronde, d'esprit conservateur et d'esprit séditieux, et surtout cet amour pour leur Grand-Ville qui se traduit par un certain dédain, tempéré de condescendance, pour « la Province » et une parfaite indifférence pour « l'Étranger » mais surtout par un orgueil parfois naïf, la certitude d'être les habitants de la première ville du Monde et, en tout cas, la plus justement célèbre, — partant, un grand attachement aux habitudes, aux coutumes, aux façons d'être et de penser de Paris.

Ce serait cependant outrer la note que de dire qu'il y a une *vie parisienne*. Chaque classe a sa manière de vivre et, quand nous parlons de « la vie de Paris », nous entendons celle d'une certaine bourgeoisie qui va des hommes de loi, hommes d'affaires, hommes de lettres, hommes de science, hommes de l'art, aux fabricants et gros commerçants, et qui en face du monde officiel groupé à la Cour et du monde des Salons avec lesquels d'ailleurs il peut lui arriver de voisiner, constitue la *société proprement parisienne*.

***

L'appartement bourgeois — situé au premier ou au deuxième étage, — s'ouvre, généralement, sur une pièce qui, souvent dallée de carreaux blancs et rouges, sert de salle à manger aussi bien que d'antichambre ; elle donne accès au salon ; ce salon mène à deux ou trois chambres, car toutes les pièces, alors, suivant l'expression consacrée, *se commandent*. A ces chambres on chercherait en vain un cabinet de toilette, et dans cet appartement une salle de bain. Le Parisien n'était certainement pas l'homme le plus propre du monde ; en tout cas ne devait-il pas se livrer à de très grandes ablutions : dans un obscur réduit qui, de l'autre côté de l'alcôve, fait pendant à une étroite *penderie*, un mince *lavabo* — le mot est nouveau — offre une de ces cuvettes et de ces « pots à l'eau » exigus que nous trouvons encore dans les vieilles maisons de campagne — témoins d'un âge où l'hydrothérapie était inconnue.

L'appartement est souvent assez paré, mais ne brille pas toujours par la propreté. On y entasse trop de meubles, de tapis, de vases, de lampadaires pour qu'il soit facile, si l'on ne possède pas un nombreux *domestique*, d'y faire régner un ordre scrupuleux. Or, la plupart des bourgeois n'ont, en général, qu'une domestique — « bonne à tout faire ». On paie peu ces auxiliaires — telle bourgeoise donne à une domestique qui a tous les mérites 17 francs par mois, plus 24 francs d'étrennes — et l'on exige beaucoup d'elles. Il n'est pas étonnant qu'il se glisse dans le nombre de fâcheux éléments ; les vols se multipliant, il faudra que la police se décide à réglementer le « placement ». Ce sera par l'arrêté du préfet de police du 20 mai 1813.

Les intérieurs manquent de ce que nous appelons le *confort* ; l'éclairage et le chauffage en sont également médiocres. Les pièces de récep-

tion — salle à manger et salon — sont éclairées par des lampes à « pompe » alimentées à l'huile qui ne s'éloignent guère des plus antiques modèles ; cependant, vers 1806 ou 1807, les lampes Carcel commencent à se répandre, qui paraissent le comble du luxe : les bougies ne devant se faire abordables que vers 1830, on ne s'éclaire dans les chambres qu'*à la chandelle*. Une dame, qui a laissé son *journal*, note que, chez une de ses amies, pourtant fort aisée, la table était, un soir de grand dîner, éclairée par « de vilaines chandelles puantes ». Les allumettes viennent d'être inventées — en 1809, — mais, beaucoup de gens les jugeant « dangereuses » ; on continue donc à user du « briquet » à mèche d'amadou.

Le chauffage lui-même est si défectueux qu'on n'en est pas aux brocs d'eau chaude. On ne se chauffe qu'au bois dans des cheminées souvent étroites, mais comme « l'Auvergnat », qui n'est pas seulement porteur d'eau, mais fournisseur de bois, fait payer (d'après le journal de notre ménagère) « la voie du bois » (une charrette moyenne) 38 francs, on y regarde et, disons le mot, on gèle dans ces appartements de Paris.

En 1812, il faut bien, des chambres à la cuisine, s'en tenir au bois de l' « Auvergnat ». La cuisinière use du *potager* au charbon de bois pour les courtes cuissons, du feu de la cheminée pour les rôts à la broche et, pour le pot-au-feu, du système de la crémaillère. Et tout cela fait, en fin de compte, de très bonne cuisine.

***

C'est, pour les Parisiens de 1812, chose fort importante. Cette société est, en effet, nous le savons, composée de gros mangeurs et fins gourmets.

On prend quatre repas par jour. Au saut du lit (on se lève très matinalement, à 6 ou 7 heures), on avale la tasse de café au lait ou de chocolat ; il a fallu, ou à peu près, renoncer au café qui, en raison du Blocus, coûte 7 à 8 francs la livre et ne se trouve pas facilement ; à 10 heures, on fait une collation sérieuse, œufs, viandes grillées ou froides, beurre, dessert — on appelle ces repas « déjeuners à la fourchette ». Le *dîner* se servait sous l'Ancien Régime, à 3 heures et même parfois 2 heures ; mais la Révolution a changé tout cela ; on prend le déjeuner à 11 heures et le dîner à 5 heures. Quand certains incidents bouleversent ces heures de repas le Parisien s'en irrite ; car, comme du temps du Cardinal de Retz, il n'aime pas se « désheurer ». Le jour du baptême du roi de Rome où il a, six heures, attendu le cortège, il l'a montré par son mécontentement. Le dîner est le repas important de la journée. Même dans de modestes intérieurs, il comporte, nous le verrons, cinq ou six plats solides, mais, par surcroît, on a pris l'habitude de *souper* avant le coucher, vrais dîners nocturnes, vers 9 ou 10 heures du soir.

Nous possédons, depuis peu, le *journal* déjà cité, d'une bonne bourgeoise de Paris — document d'espèce assez rare ; il est d'un médiocre intérêt pour l'historien de la politique, mais d'un grand prix pour celui

des mœurs. Il s'agit de madame Moitte dont le mari, le statuaire Moitte — auteur d'œuvres appréciables —, est membre de l'Institut. Quoique artiste et un peu personnage, le statuaire mène la vie la plus bourgeoise « du monde ». Madame Moitte est ménagère dans l'âme, faisant honneur à ses médiocres ressources. Habitant un second étage, quai Malaquais après 1804, le ménage reçoit très largement ses amis, mais, possédant une très belle chambre, meublée d'un très beau lit à rideaux de taffetas bleu, d'une *commode* d'acajou à pieds bronzés, d'un *secrétaire* et d'un *chiffonnier* de même style, d'une « *table à la Tronchin* » et de fauteuils en bois de merisier, et ornée d'une pendule dorée, voire de quelques objets d'art, madame Moitte, par économie, n'hésite cependant pas à pendre souvent à l'âtre de cette noble pièce la marmite du pot-au-feu.

Quoique n'ayant guère que 5 000 livres, non de *rentes*, mais de *revenus* totalisés, le ménage ne vit pas chichement. C'est que la courageuse ménagère fait ses courses elle-même et bataille avec les fournisseurs ; on la voit, un jour, fort tourmentée parce que le marchand de volailles lui a fait tort de 8 sols. Rentrée chez elle, madame Moitte, si la servante est absente, fait elle-même la cuisine ou répare les vêtements — à miracle. Mais elle reçoit ses amis, tous les vendredis, à 7 heures du soir, et donne de « grands dîners » dont, nous y reviendrons, les menus qu'à coup sûr, on tenait alors pour fort ordinaires, nous étonnent pas leur abondance et leur succulence. Au cours des réceptions ou après les dîners, on joue — *reversi* ou *brelan courant*, — ou bien aux « jeux de famille » innocents, les *pincettes*, le *pèlerin*, les *jonchets*, et même on danse parfois un peu. Comme on lui rend ses politesses, le ménage va souvent déjeuner ou dîner « en ville » — chez ses bons amis ; madame Moitte y apporte un certain esprit de critique et, trouvant excellent ce qu'elle sert, estime généralement moins bon ce qu'on lui sert. Mais ces relations impliquent quelque toilette, et ce sont précisément robes et chapeaux remis à neuf par madame Moitte. Se levant à 5 heures en été, à 7 heures en hiver, — « à la chandelle » —, elle suffit à toutes les tâches, sans en geindre jamais, et y gagne, sou par sou, des économies telles qu'à la mort de cette brave femme, le statuaire apprendra avec stupéfaction qu'elle a placé 25 000 francs en valeurs du Mont-de-Piété.

L'active madame Moitte — qui d'ailleurs a, toute sa vie, exercé, dans son ménage, l'autorité la plus absolue — n'est pas une exception : à lire d'autres témoignages, on a, tout au contraire, l'impression que l'on tient là le type d'un ménage de Parisiens *moyens* de cette époque, et qu'on le pourrait multiplier facilement par vingt mille. Vaillance, activité, surveillance étroite des dépenses, tout est employé, par une madame Moitte, à « faire honneur à sa situation ». Dans le Paris petit bourgeois, il y a quantité de madame Moitte qui « font honneur à leur situation ». Très différent du bourgeois cossu du XVIIIe siècle, plus différent encore du bourgeois aliéné du Directoire et des débuts du Consulat, le ménage

Moitte présente un type qui va se perpétuer, cent ans, à Paris — jusqu'au crack que nous avons vu, au XXe siècle, se produire dans la vie des classes moyennes.

***

Quel est le goût de cette société bourgeoise? Celui de toute la société française à cette époque. Madame Moitte — femme d'un membre de l'Institut qui n'a du guerrier que l'épée — a un lit militaire en manière de tente et des meubles en acajou aux formes rigides censés inspirés de la martiale Antiquité. Sous le Consulat, comme sous le Directoire, tout était à l'Antique. En 1804, il y a déjà un quart de siècle que règne en France *l'anticomanie*. Alors a-t-on vu commencer, comme écrira Louis Gillet, « le règne de l'acajou métallique et du pâle citronnier ».

Tout le monde évidemment ne peut se payer le mobilier de Juliette Récamier ou celui du ménage Murat qui constituent le suprême de l'Art à l'antique. La bonne madame Moitte se scandaliserait de ce luxe tapageur, mais elle ne veut cependant pas être en retard, et il n'y a plus chez elle de meubles Louis XV ni même Louis XVI. Sa pendule dorée est de style antique et l'acajou — évoquant le porphyre romain — règne dans toutes les pièces. Les petits bourgeois ne se contentent pas de s'asseoir dans l'acajou; on fait, dit le *Journal du Commerce* du 15 vendémiaire an XIV, d'excellentes imitations de meubles « antiques » en un « bois commun revêtu de plusieurs couches de blanc mat sur lequel tranchent des ornements d'or brun ».

Ces meubles à l'antique ont tous ce caractère essentiel d'être extrêmement inconfortables et peu propres au délassement. On s'en plaint; aussi accueillera-t-on, en 1813, avec un mélange d'étonnement et de plaisir — peut-être d'un peu de méfiance — la « géniale » invention des « meubles à ressorts ». Quel émerveillement devant « ces sièges élastiques qui ne s'affaissent jamais, s'écrie un journaliste, et se prêtent à tous les mouvements ». Le tapissier « de génie » s'appelle M. Darrac, rue Neuve-Saint-Eustache, et tout Paris va peu à peu remplacer ses durs sièges curules — simulant le marbre ou le bronze — par des « sièges élastiques ». Mais ce ne sera qu'après 1814; jusque-là, l'ameublement n'aura guère varié.

***

Il n'en est pas de même de « la mode »; elle varie, et c'est encore Paris qui la fait.

Les modes du Directoire s'étaient assagies lentement dans les derniers temps du Consulat. De 1804 à 1812, les robes n'ont fait que s'alourdir, se chargeant de tresses, de brandebourgs, de galons, s'accompagnant de pèlerines, collerettes, fraises en forte mousseline, se couvrant, par surcroît, de douillettes, de *witchouras*, de fourrures — dont celle de

chinchilla est alors la plus recherchée — et surtout de l'inévitable *cachemire*. Le cachemire, c'est une des marques du régime.

Dès lors, toute bourgeoise de Paris, voire toute petite boutiquière, veut — à l'imitation des « dames du monde » — son « châle de l'Inde » ; mais comment se payer de si coûteuses merveilles ? Le Blocus, d'ailleurs, ferme maintenant la France aux produits des colonies britanniques, donc de l'Inde. C'est alors que Ternaux — le grand filateur d'Auteuil — se fait bénir de tous en créant le « cachemire français ». Et bientôt, le « cachemire », dès lors abordable, drape quatre cent mille épaules de Françaises. Entrés en contrebande ou fabriqués à Auteuil, les « châles de l'Inde » sont pour longtemps en posssession d'état ; les dames de l'Empire les lègueront à leurs filles et celles-ci à leurs filles ; trois générations s'en draperont. En attendant, les bourgeoises s'en parent — de la rue Saint-Denis à la rue Cassette — et, de même, elles adoptent, pendant à leurs bras, le « réticule » parce que madame la duchesse de Bassano l'a relancé.

C'en est bien fini des modes « libres » et la preuve est que le corset ressuscite. « Nos dames, lit-on, dans le *Journal des Dames* du 25 avril 1806, ont repris leurs corsets, les baleines et même ce qu'elles appellent le *busc*. » Mais le *Journal de l'Empire* nous informe que ces dames ne parlent que de « ce que les couturiers appellent *la forme Médicis* » : « Ces corsets effacent entièrement le ventre, les hanches et les épaules et font une poitrine bien carrée ». Un journal étranger prétend d'ailleurs ne voir dans cette résurrection du corset qu'un des traits de la poussée contre-révolutionnaire dans la société impériale : c'est en février 1811 que le correspondant parisien du *Morgenblatt* écrit : « Nos dames portent actuellement des corsets *busques (sic)* ; il ne leur manque plus que les *mouches* au visage et l'on n'a qu'à dire à une des nouvelles comtesses que les marquises en portaient. » De fait, les hauts *buscs* — ainsi que l'on disait à Versailles — avaient disparu avec la Bastille et les dames s'en étaient, de 1789 à 1804, libérées ; mais, après 1804, les femmes — et dans toutes les classes — se sont remises dans le carcan. Tout cela marque une transformation totale. Bonaparte, qui avait flétri la liberté de tenue des amies de Joséphine, avait eu raison de la « légèreté » : avec les robes « habillées », les grands châles et le corset restauré, « le sérieux » triomphait.

Que la coquetterie ait d'ailleurs disparu, on n'est pas, à lire les journaux (et d'ailleurs le *Journal* de madame Moitte) tenté de le croire.

On reste, au contraire, frappé de la place qu'y tient la chronique de la mode. Le « chapitre des chapeaux » est, à lui seul, fort copieux, et, comme les chapeaux se doivent adapter aux coiffures, il en est de même du chapitre des coiffures. C'est toujours Paris qui lance, et coiffures, et chapeaux, et robes. Sous la Révolution, ces dames avaient sacrifié leur chevelure à la mode des cheveux courts ; les coiffeurs, personnages fort importants à la fin de l'Ancien Régime, avaient, un instant, cru leur industrie ruinée ; mais, même dans des coiffures à la « Titus », il est des variétés, des agencements ; le friseur a repris sa vogue. Et puis on a laissé repousser les cheveux qui, maintenant, s'étagent derechef en un important édifice.

On a, cependant, lancé les « casques à la Clorinde » après la représentation, à l'Opéra, de la *Jérusalem délivrée*, dont Clorinde est l'héroïne. C'est coiffure guerrière qui va bien avec le goût qu'ont nombre de ces dames pour « le militaire ». Puis, dernier cri, la *capote*, après les toques et turbans, s'impose, avec une haute coiffe à la façon des chapeaux d'hommes, et des bords énormes faisant une auréole à la figure, mais en l'enfouissant, et cette *capote*, ce sera le chapeau que l'Empire passera à la Restauration et à la génération même qui verra régner Louis-Philippe, avec les fameux châles de « l'Inde » et les cheveux en « pain de sucre ».

Cette persistance — sous quatre règnes, de 1815 à 1848 — des dernières modes féminines sera un hommage posthume à « l'élégance » du régime impérial. Mais cette élégance, elle a eu ses variations. Il n'est que de feuilleter les *journaux* de 1804 à 1814, pour voir à quel point changent, sur le dos des dames de l'Empire, les formes et les couleurs. En 1804, on s'est vêtu « à l'enfant » — longues jupes bien fermées ; mais bientôt les robes tentent de se rouvrir, des deux côtés, jusqu'à la ceinture ; seulement « pour se garantir du froid ou pour obéir aux lois de la décence, le corset officieux garnit le vide que laissent les profondes échancrures » — des corsets, cela va sans dire, en soie ou satin de couleurs tendres.

Le décolletage ne s'assagit pas, mais il se déplace sans cesse ; seulement les guimpes, les collerettes de dentelles font maintenant florès et sauvent la pudeur. Elles finissent même par engoncer ; à l'époque où Marie-Louise paraît, les *fraises* couvrent la nuque et grimpent même jusqu'aux oreilles — l'étrange « chérusque » étant réservée aux robes de cour. Il y a d'ailleurs, en 1811, réaction nette contre la « nudité » ; ces dames portent des *spencers*, noirs ou gros vert, des redingotes très montantes, même en été ; mais si elles quittent leurs manteaux, on les voit dans des tuniques si courtes et si étroites que « ces robes de *perkale (sic)* qui ont l'air de chemise », scandalisent, en 1812, le jeune François Guizot qui, à la vérité, sera toujours un puritain.

On pourrait en dire plus long sur les variations des formes et des tons, sur cette éternelle alternance du *décolleté* et de *l'engoncé*. C'est, bien entendu, la Cour qui fait la mode — suivie, à la distance d'un ou deux ans, par la « société parisienne », puis par la petite bourgeoisie —,

mais la Cour subit elle-même la loi absolue d'un despote qui n'est pas du tout Napoléon, mais Leroy. Comme il fournit, avec le monde officiel de Paris, toutes les cours napoléoniennes, il n'est pas seulement « le prince des tailleurs, mais le tailleur des princes ». Ses ateliers et magasins, installés 89 rue de la Loi (rue de Richelieu), sont véritablement le Sinaï où s'écrit la loi, le temple où se rendent les oracles. Il a définitivement conquis la gloire et j'ose écrire le pouvoir, en exécutant magnifiquement les costumes du Sacre — la plus belle débauche de soie et velours qui ait jamais été permise à un grand couturier. Comme il s'est adjoint une lingère, mademoiselle Raimbault, vite célèbre dans tout Paris, il a doublé ses affaires. La plupart des grandes dames rougiraient d'être habillées — dessus et dessous — par d'autres que Leroy et mademoiselle Raimbault.

L'étude des *factures* de ce couturier de « génie » permettrait d'écrire l'histoire détaillée de la Mode pendant quinze ans, cette mode, il l'a faite, défaite, refaite, sans cesse transformée, et y a gagné de quoi réaliser une fortune de prince, tout en servant à ses « premières » — suivant l'expression de Jules Bertaut — des « traitements de colonel ».

Tout Paris subit son empire. Sans doute la bonne madame Moitte et ses congénères de la petite bourgeoisie parisienne ne se font-elles pas habiller par Leroy, ni fournir de linge par mademoiselle Despeaux ou sa concurrente madame Germond, — les grandes marchandes de frivolités —, ni chausser chez Cop — le créateur de « divins cothurnes » —, mais, un an, deux ans, trois ans après que Leroy, Raimbault, Despeaux, Germond ou Cop ont créé une nouvelle mode, on verra des bourgeoises de la rue du Sentier ou de la rue de Vaugirard, voire des commerçantes de la rue Saint-Denis ou de la rue Saint-Honoré, se soumettre lointainement à leurs lois — aidées par de « petites couturières à la journée », quand elles ne travaillent pas elles-mêmes, comme l'industrieuse madame Moitte, à se tailler, pour les réunions de leur « société », une « robe à l'enfant » ou un « spencer » à l'instar de ceux des grandes élégantes.

Il en est de même de leurs maris. César Birotteau, négociant de la rue Saint-Honoré, ne songe pas à s'habiller, comme un « mirliflore », un « petit maître » ; il n'en adopte pas moins — étant encore assez jeune environ 1812 — le costume que, quelques années auparavant, a lancé tel tailleur à la mode, Chevalier ou Léger, car ceux-ci, ayant comme client l'Empereur lui-même, — « mauvaise pratique » d'ailleurs, disait Léger, — ont trouvé meilleures « pratiques » et répandu leurs « modèles ». Laissant aux revenants de l'Émigration l'habit à basque, la culotte courte, les bas de soie et les souliers à boucles, la jeunesse dorée a ses modes ; plutôt les reçoit-elle de ses tailleurs, cordonniers et chapeliers. Dès l'été de 1805, la mode a imposé le costume si gênant que cette génération passera à ses fils. Tout y est empesé, engoncé, lourd : cols amidonnés aux pointes évasées, mais très hautes, qui caressent les bajoues, enroulés de

cravates à double et triple tour, habit bleu, vert ou brun, à l'épais collet montant haut dans la nuque et à gros revers drapés sur la poitrine, serrant, jusqu'à l'étrangler, la taille par-dessus l'ample gilet — qui est parfois de cachemire ou de soie —, pantalon très large s'enfouissant dans les bottes, tandis qu'un chapeau « haut de forme », en castor ou lapin, noir ou gris, coiffe leurs chevelures, « en coup de vent ». Certains affectent de donner à leur tenue quelque chose de militaire — parce que tout est, je le dirai, au militaire —, coiffant en « casseur d'assiettes » le *tromblon* au poil épais, se sanglant dans des redingotes à boutons de métal, portant des pantalons à *la mamelouk*, fort en usage dans l'armée, et des bottes à revers, la tête tenue droite par les pointes acérées de leurs cols, avec, par surcroît, la contrainte du hausse-col, et affectant la raideur de soldats dans le rang. Tout cela — cols, hausse-cols et habits — durera longtemps, trois quarts de siècle. Tous les bourgeois de Paris ont suivi, et c'est dans un costume assez pareil à celui-là que César Birotteau vendra, pendant la Restauration, les produits de sa parfumerie à la *Reine des Roses*. Le costume — le masculin et même le féminin — tend, environ 1812, à se stabiliser — comme tout le reste.

## LES MŒURS

C'est dans Paris qu'il faut regarder vivre cette société nouvelle qui, même se dégageant, après 1804, de celle du Directoire, en garde cependant bien des traits.

Les parvenus y sont encore trop nombreux pour ne pas conserver leur emprise sur tout ce monde — gens « dont on voit bien qu'il n'y a pas longtemps qu'ils marchent sur un parquet », ricanait Talleyrand.

Pendant dix ans, la nouvelle génération essaiera encore de se réformer, mais elle restera, comme toute la société — la Cour la première —, rude de manières et de ton, d'une galanterie sans finesse, d'une culture trop improvisée pour être réelle, tombant dans le pédantisme si elle se veut corriger de la grossièreté, excessive dans l'expression du « sentiment », toujours prête à s'attendrir jusqu'aux larmes, prenant le luxe outré pour l'expression suprême du goût, et, parce qu'elle n'est pas « lisarde », comme disait la maréchale Lefebvre, se délectant du théâtre, jusqu'à la débauche, et de la danse, jusqu'à la folie, — vouée aussi aux fortes ripailles et apportant d'ailleurs à toutes choses un étonnant appétit.

En 1809, paraît un ouvrage que, non sans ironie, le *Journal de l'Empire* signale aux jeunes gens : *L'usage du monde ou la politesse, le ton et les manières de la bonne compagnie, contenant les règles nécessaires pour se présenter avantageusement en société et s'y faire honneur*. Mais, deux ans après, le même journal doit constater que le livre n'a pas été lu ou tout au moins médité et que la galanterie des jeunes gens est au moins intermittente, car, après un bal où ils ont « voltigé de belle en belle », on les a vus, pour se faire livrer « leur carrick » et « de peur des rhumes », se

précipiter au vestiaire avant les dames et « passer avec une froideur impolie près de la même femme qui, l'instant d'avant, était l'objet de leur souci » : « De grâce messieurs, ajoute la gazette, moins de *compliments* et plus *d'égards !* » Cette impolitesse persiste, et les étrangers s'étonnent d'un pareil trait dans ce Paris jadis réputé la ville la plus aimable d'Europe.

Tout le monde a le sentiment que la France doit — sous peine d'une profonde déchéance au milieu d'une si grande gloire — retrouver les règles du savoir-vivre. Il faut aussi retrouver celles du style et de l'orthographe. On est frappé, en feuilletant les journaux de l'Empire, de la quantité de dictionnaires et de grammaires parus à cette époque ; c'étaient là autrefois productions rares et exclusivement destinées à l'instruction scolaire ; mais M. de la Madeleine, membre de l'Académie de Lyon, spécifie bien, en 1807, que sa *Grammaire* est pour *gens du monde* et, quant aux deux dictionnaires parus en cette même année 1807, ils visent bien les mêmes « gens du monde », l'un signalant à ceux-ci « ce qui ne relève que du bas parler », l'autre ce qui est « expressions vicieuses » ; on recommande à ces « gens du monde » de ne pas employer les termes « embarlificoter », suivre un « colidor », « faire une maladie » et ouvrir une « ormoire ». On sent à ces utiles avis, entre mille, que la Révolution a décidément fait remonter trop d'éléments populaires jusqu'aux salons de la bourgeoisie nouvelle.

***

Dans ces salons, certaines dames luttent, à la vérité, contre cette invasion des Barbares, mais on y tombe alors dans le précieux et le pédant. On y cherche les termes rares : le mot *insidieux*, par exemple, est à la mode : une couleur est *insidieuse* et *insidieuse* une plaisanterie. Pourquoi insidieuse ? C'est de cette époque que date l'expression : « *un amour* d'enfant » ou même un « *amour* de cheval » ; on ira jusqu'à « un *amour* de tigre » comme d'ailleurs « un *amour* de livre ». On ne sait plus, en fait, le sens des mots ; mais comme on n'est pas « lisard », les librairies ne font pas de très bonnes affaires ; en revanche, les maîtresses de maison, même modestes, multiplient les « soirées littéraires », on y attire des auteurs qui y lisent leur dernière œuvre avec complaisance. Une dame dit avec orgueil : « Monsieur Un Tel nous a lu chez moi sa *Sévigné* » ; la gloire, c'est lorsqu'on a obtenu la présence d'un académicien de la classe des Lettres de l'Institut. L'urbanité n'étant pas restaurée, la femme se réfugie dans la culture de l'esprit. C'est en 1810 encore que Geoffroy écrit, au sujet de l'éducation des filles : « La Révolution, en détruisant les restes de la galanterie française, a dépouillé les femmes de leur plus chère prérogative ; elles ont cherché dans la culture de leur esprit de quoi se dédommager. » Certaines, en effet, s'y jetaient avec intempérance ; des pensionnats s'étaient ouverts où l'on formait des « jeunes personnes accomplies » ; le pensionnat Campan en était le

modèle ; Hortense en sortait qui, charmante femme, restera toujours un peu pédante. On plaisantait un peu cette éducation féminine : « Si vous n'apprenez pas à dessiner, à chanter, à danser, à faire des vers et à jouer la comédie, fait dire à une des nombreuses dames Campan un auteur de théâtre, comment voulez-vous devenir de bonnes femmes de ménage ? »

Sorties de leurs pensionnats, ces jeunes femmes ont essayé de ressusciter la conversation, « ce plaisir si doux s'il naît de l'intimité ou si agréable s'il naît de l'esprit », déclare l'une d'elles. Mais celle-ci se sent vite découragée : « Chacun, écrit-elle, *vit en commerce continuel avec son intérêt personnel, méprise le renouvellement des idées et ne veut que la fortune.* » Elle écrit encore en 1808 : « Plus de ces gens de lettres qui *aiguillonnaient l'esprit*, point de ces jeunes gens de bonne compagnie à *saillies* et à *bons mots*, et à cette médiocrité de ressources ajoutez *la défiance de personnes qui ne se connaissent plus, dans la crainte d'être mal comprises ou mal interprétées.* » De quoi parler d'ailleurs librement ? Sous le Directoire encore on pouvait se livrer à des épigrammes contre le gouvernement — qui y prêtait — ; il a fallu en perdre l'habitude dès le Consulat, et ce n'est pas sous la surveillance de Savary qu'on est tenté de la reprendre. Littérature ? Oui, si la maîtresse de maison est une Félicité de Genlis ou une Delphine Gay qui soufflent leurs répliques à leurs hôtes ; mais il y a, dans les milieux bourgeois, une telle indigence de culture ! On parle acteurs, coiffures, cuisine ou modes. On en a vite fini. Alors on se livre aux facéties ; elles sont généralement sans aucune finesse. On invite les mystificateurs de profession qui choisissent une victime dans l'assistance et la bernent. Tel ce Musson qu'on paie cher pour ses « farces ». On comprend que, lorsque manquent les nouvelles de la Grande Armée et qu'on ne peut « parler des victoires », on s'ennuie, à Paris, « profondément ».

***

Cette société est d'ailleurs larmoyante. La « sensiblerie » du XVIIIe siècle, déjà si agaçante chez un grand écrivain comme Jean-Jacques, est devenue, sous la Révolution, une espèce de déviation du cœur : songeons que, pendant les massacres de Septembre 1792, le *Mercure* a publié une pièce de vers d'une dame éplorée : *Aux mânes de mon serin.* Il y a des formules toutes d'attendrissement qui caractérisent les correspondances de l'époque : si un jeune homme a perdu son père — « l'auteur de ses jours » — , on lui écrit : « Puisses-tu trouver quelque soulagement à répandre ton affliction dans le sein de ton meilleur ami. » C'est très bien, mais on ne parle jamais que sur ce ton et, à la longue, cette sentimentalité nous paraît, ainsi que nous dirions aujourd'hui, *stéréotypée.* Aussi bien, comme tout fait verser des larmes, et parfois des « *torrents de larmes* » (c'est le style hyperbolique de l'époque), il est décourageant de parler d'un deuil particulièrement cruel. On renchérit donc : si l'ex-conventionnel Lecointre est mort, en 1805, le *Courrier* affirme que

« tous les habitants de la commune *ont arrosé sa tombe de leurs larmes* » — et cela sert pour presque tous les morts. En 1806, Alexandre Duval est reçu à l'Académie ; parlant au cours de son discours, du jeune fils de son prédécesseur, il est si ému par sa propre éloquence, cet auteur comique, qu'il s'arrête pour « essuyer ses larmes ». Il y a mieux : lors du procès de mademoiselle de Cicé, maître Bellart, son avocat, obtient un succès étonnant : tandis qu'il plaide, « de vieux gendarmes, oubliant la consigne, laissent tomber leurs fusils de leurs mains *pour essuyer leurs yeux remplis de larmes* ». Après cela, comment s'étonner que de faibles femmes s'effondrent « en pleurs » devant le serin favori qui, si j'ose écrire, vient de rendre l'âme. Tout cela vient du caractère excessif de cette société que l'éducation n'a pas formée selon les lois de la mesure, et dont, depuis quinze ans, trop d'événements bouleversants ont déséquilibré le système nerveux.

Le goût également immodéré du Théâtre, sur lequel je reviendrai plus longuement, résulte un peu de cet état d'âme ; le côté factice de ce théâtre séduit ; il fournit le public d'émotions ; le public s'attendrit extraordinairement ; des femmes s'évanouissent devant les drames de Pixérécourt — enfants volés à leur mère, père qui retrouve ses enfants, et cent « situations qu'on proclame touchantes ».

***

Mais le principal, constant, infatigable plaisir de cette société, c'est la danse ; les Goncourt ont parlé des excès de la *dansomanie*, née à Paris au lendemain même de Thermidor et portée, sous le Directoire, jusqu'au délire, et j'ai tenté, après eux, de décrire cette débauche de bals publics qui a confondu dans une sarabande échevelée toutes les classes de la capitale[1]. Nous avons vu que cette dansomanie n'avait paru nullement se restreindre pendant le Consulat, puisqu'en 1803 la *Gazette* a constaté que « *les bals sont plus nombreux que jamais* » et qu'en 1804, une pièce de théâtre, *La Dansomanie*, a prêté, par son actualité, à un long feuilleton du *Journal des Débats*. Cela durera tout au long de l'Empire ; si les bals publics deviennent moins nombreux, c'est que les salons se sont rouverts où d'ailleurs — j'entends les plus modestes — l'on danse dès que l'on est plus de quatre. La Cour danse, les sociétés à côté dansent, les gros et petits bourgeois dansent, et, dans le peuple même, toute fête se traduit immédiatement par la danse. On danse chez l'Empereur, on danse chez Maret, on danse chez les Moitte, on danse Faubourg Saint-Antoine, et ce ne sont pas seulement les jeunes qui se livrent éperdument à cette chorégraphie enragée, mais les gens de tous les âges. On reste, non seulement fou de danse, mais très occupé de ce qui est l'art de danser : les grands maîtres du ballet, Gardel et Vestris, espèces de demi-dieux,

1. Dans *La France du Directoire*.

lancent sans cesse de nouvelles danses ; certain ballet de Gardel a suffi pour qu'on préférât, une saison entière, la *bamboula* nègre à la valse, qui, depuis 1800, faisait fureur. Vestris fils, qui a hérité du talent de son père et participe à son « autorité », revient d'Italie, en octobre 1805, « nous apportant, écrit un journal, les poses les plus gracieuses et les pas les plus hardis » ; on attend avec impatience ces nouveautés. Si, en 1807, les vainqueurs de Friedland rentrent à Paris après la douloureuse campagne de Pologne, on ne parle que des nouvelles danses que, de Varsovie, ils importent à Paris et, particulièrement, de cette *mazurka* qui, pour un an, va primer également la valse, et c'est un événement. Trénis — proclamé « le premier danseur mondain de Paris » — continue, comme sous le Consulat, à être « idolâtré » : les maîtresses de maison se le disputent et si, d'un air condescendant, il fait danser une « jeune demoiselle », c'est la gloire pour toute la famille. Pour voir pirouetter Trénis avec une partenaire digne de lui, les autres couples renoncent à danser ; on lui laisse la place libre pour ne rien perdre de ses mouvements et les invités mal placés grimpent sur les chaises et les fauteuils pour mieux voir « l'Apollon de la valse ». Les petites gens sont privés des leçons de Vestris et de la présence de Trénis, mais s'en soucient peu : au Vauxhall, on danse la *monaco* et autres vieilleries. Napoléon, d'ailleurs, est, ici, tout à fait consentant : s'il danse mal, il aime qu'on danse, des Tuileries au Vauxhall. Il préfère voir ses sujets se passionner pour les entrechats que pour la politique. Il trouve fort mauvais que les prêtres prêchent contre les bals populaires. Un peuple qui *danse*, dirait-il, n'est pas prêt de *s'agiter*.

*
* *

Nous savons aussi que le Maître encourage le luxe. Il entend, ai-je dit, que l'or circule et que, prodigué par lui aux grands, il retourne aux petits — conception excellente puisque, seul, le luxe fait vivre vingt corps de métiers et que, par une suite immanquable, l'argent qui s'y dépense, va à l'artisan et, par lui, finalement, aux petits commerçants. Il n'a pas besoin de beaucoup prêcher : le monde officiel jette l'or dans les dépenses du luxe le plus effréné, mais — sans parler des financiers — il n'est guère de bourgeois qui ne rêvent de renouveler leur mobilier ou la garde-robe de leurs « dames ». Toutes les bourgeoises ne mènent pas la vie serrée de madame Moitte et, si César Birotteau n'en est pas, en 1812, à se jeter dans les excès de luxe qui le ruineront en 1820, c'est qu'il n'est encore qu'un trop petit sire ; mille Birotteau font, en 1812, ce que César fera en 1820 ; ils dépensent pour être à la hauteur. « A en juger par la quantité de boucles de souliers en or et de dés en or qui ont été vendus à Paris pour étrennes, a écrit, le 11 janvier 1808, le *Journal de l'Empire*, il y a beaucoup plus de richesse et de luxe qu'autrefois. » L'or est d'ailleurs à la mode ; dès 1804, les *Débats* écrivaient que l'on en surchargeait par trop les ameublements. Le luxe était par-

tout ; c'est que, écrira Thiébault, « l'insatiabilité était partout ». « Pour un peu de conversation chez soi, il faut, écrira madame de Rémusat, commencer à parer sa maison comme une boutique. » Il s'agit ici d'un monde assez haut ; mais, dans son *Tableau de Paris*, qui paraîtra en 1813, Salgues écrira : « Il n'est pas une *petite bourgeoise* qui ne préfère un piano à un métier à broder, qui ne veuille danser comme une artiste de l'Académie Impériale, chanter comme madame Pasta, danser comme une duchesse et se parer comme une femme de banquier. Cent mille francs de dot ne sont plus rien aujourd'hui. Un voile, un châle, suffisent pour en dévorer le produit. »

Mais c'est certainement pour les dépenses de « la table » que, à des échelons très divers de cette société, l'on jette l'argent presque sans compter. La gourmandise, signalée dès l'époque du Directoire et pendant le Consulat comme un des traits marquants de la nouvelle société, reste, sous l'Empire, le plus courant des péchés capitaux. Les ripailles du Directoire même étaient encore timides au regard de ce qui, dès le Consulat, a suivi, et voici que, sous l'Empire, le cuisinier devient roi.

Nous savons où l'on en était cependant arrivé, sur ce chapitre, dans les années consulaires ; mais Carème — le prince des cuisiniers — écrira : « La création des grandes maisons de l'Empire donna des jours d'or à notre art. » L'artiste aura été « chef » chez Cambacérès, puis chez Talleyrand — deux mangeurs de haut parage — que, d'ailleurs, ce maître queux est loin de mettre, dans le domaine du bien-manger, sur le même rang. J'ai dit quel caractère imposant l'archichancelier donnait à ses réceptions ; les repas en étaient la partie la plus importante ; ils étaient copieux, longs, magnifiques, mais, en vrai gastronome, l'homme entendait qu'on fût tout à son assiette. Si un convive élevait trop la voix : « Parlez donc plus bas, disait-il. *A la vérité on ne sait plus ce qu'on mange !* » Ce qu'on mangeait était généralement fort savoureux, et cependant, à en croire Carème, l'archichancelier était trop vorace pour être gourmet : « Pourrait-on croire, écrira le *chef*, encore indigné après vingt ans, que M. de Cambacérès préférait à tous les mets le pâté chaud aux boulettes, plat lourd, fade et bête » et il ajoutera : « *Il ne savait pas manger !* » En revanche, quelle admiration gardera le même Carème pour Talleyrand qui l'a, un jour, enlevé à Cambacérès. « Mon passage dans la maison du prince, s'écriera l'artiste, aura été l'honneur de ma vie » et, ailleurs : « M. de Talleyrand *entend le génie de la cuisine* et il est le juge le plus compétent des progrès délicats. » Le prince, en effet, appréciait pour son compte la bonne chère, comme les vins fins.

On a en réalité l'impression que ce haut monde *dévorait*. Le philosophe Joubert avait, dès 1794, écrit au poète Fontanes, son ami : « Avec *la capacité d'estomac* dont mon frère m'a assuré que vous êtes toujours doué... » Le Grand Maître de l'Université, en effet, est resté un mangeur étonnant et sans cesse préoccupé de la table. Mais lui aussi eût peut-être, comme Cambacérès, mérité le mépris de Carème ; car il

était de ceux qui mangent et ne dégustent pas ; il en était ainsi de ces prodigieuses fourchettes militaires qu'étaient Murat, Junot, Lannes, Ney.

Grimod de la Reynière croyait donc répondre à une aspiration de son époque en publiant, de 1803 à 1812, son *Almanach des Gourmands*. Il en mettait d'ailleurs trop et fatiguait à la longue, étant plus enragé gourmet qu'homme d'esprit. Lorsque l'ancien conseiller à la Cour impériale de Lyon, Anthelme Brillat-Savarin, bien supérieur, publiera, en 1825, sa *Physiologie du goût*, on lui sera reconnaissant de rendre quelque noblesse à un sujet qui en manquait et, contrairement à Grimod, d'apporter de l'esprit dans ses jugements gastronomiques. La duchesse d'Abrantès pourra alors écrire : « Après avoir lu Grimod, je n'ai plus faim, mais après avoir lu Brillat-Savarin, je demande mon dîner. »

Ce n'est pas seulement chez les nouveaux seigneurs qu'on se régale, et, lorsque l'on connaît « les bonnes adresses », on se procure, en une demi-heure, dès qu'on a quelque argent, les éléments d'un fin repas. La boutique de Chevet ne désemplit pas — d'autant qu'elle est fort étroite ; on y livre, en particulier, « des perdrix du Périgord, des mauviettes de Pithiviers, des foies gras de Toulouse » et un certain bœuf fumé de Hambourg qu'on est tenté de proclamer « divin ». Divines aussi les confiseries de Berthellement ou de Lemoine ; mais c'est au *Fidèle Berger* que l'on trouve ces bonbons qu'a, cinquante ans auparavant, inventés le cuisinier des Choiseul-Praslin — les *pralines* — et ce n'est qu'au *Grand Monarque* qu'on achète « le roi des chocolats ».

Même si l'on n'a pas recours à Chevet et à ses concurrents, Hyrment, Corcellet et autres, on peut, chez soi, faire de petits festins. Ne croyons pas que la bourgeoisie modeste s'en prive. A la vérité peut-on alors se nourrir largement, et parfois finement, à assez bon compte. Un pot-au-feu de 8 livres se payant 5 francs et un kilo de jambon 2 fr. 50, on a, pour 30 sols, un perdreau, pour 60 un poulet ou un canard. La bonne madame Moitte note toutes ses dépenses : nous savons donc exactement qu'il ne lui en coûte que 3 francs pour offrir une belle poularde aux amis de Moitte ; elle paie les artichauts 8 sous la pièce, un œuf frais 3 sous ; elle achète du beurre fin pour 1 fr. 80 sols la livre et, dans ces conditions, on peut régaler ses amis. On les traite surtout copieusement ; il est évident que les appétits de la classe moyenne égalent ceux des grands soldats. Madame Moitte, modeste bourgeoise, offre à ses hôtes hebdomadaires un repas composé d'une soupe grasse, de radis, beurre et cornichons, du bouilli, de deux poulets, de petites pâtes, de côtelettes, d'une poularde aux truffes, de deux perdreaux, d'une salade, de choux-fleurs, d'une charlotte avec biscuit de Savoie et tartelettes, de fromages et de confitures. Tout naturellement suivent le café et les liqueurs et, comme on peut encore avoir faim, « des petits biscuits, des bonbons et des conserves de pêches. » Je crois n'être pas téméraire en supposant que les Moitte ne nourrissent pas mieux leurs amis que mille autres bourgeois de leur classe — quitte à se contenter, quand ils mangent entre eux,

au déjeuner de 10 heures, d'œufs, de côtelettes, d'un légume et du dessert, au dîner de 5 heures, du potage aux pâtes, du bouilli, de deux autres plats de viande et de deux de légumes, et, s'ils soupent à 10 heures, de quelques bonnes viandes froides, tout cela arrosé de vins appréciables.

Mais, des mœurs de l'époque directoriale, il est resté, à beaucoup de Parisiens, une habitude que n'avaient jamais même pu concevoir — et pour cause — les gens de l'Ancien Régime : celle des repas aux *restaurants*. J'ai dit plus haut que, fondés sous le Directoire, les *restaurants* ont très rapidement connu une vogue qui en a amené la multiplication — ainsi que le pullulement des *cafés* où, souvent, l'on trouve aussi à manger. Déjà les quinze restaurants du Palais-Royal trouvaient des clients à en déborder : Naudet, Véry, les frères Provençaux, Beauvilliers, Champaux, étaient bientôt renommés à Paris, puis dans le pays où les provinciaux rapportaient de Paris, à ce sujet, des échos exaltants, puis dans l'Europe entière. Du Palais-Royal ces établissements culinaires essaimaient, et il en était déjà, sous le Consulat, dans dix quartiers de Paris. Les cafés Foy, de Valois, Corazza, Lemblin, de la Rotonde retiennent, cependant, au Palais-Royal, les gros clients. Encore que les foyers se soient reconstitués, restaurants et cafés continuent à être fort achalandés. C'est qu'ils servent à leurs clients des menus à la fois si copieux, si variés, si succulents, que c'est à n'y pas croire. La « carte de Véry » est célèbre avec ses « deux cents mets ». On s'approchait de l'établissement l'eau à la bouche : « Il faut voir nos gourmands, l'œil brillant, les narines frémissant, l'estomac déjà dilaté, écrit Jouy, se pencher sur l'interminable liste des plats. » Il est certain que le seul souci venait de l'embarras du choix.

Disons-le, tout est poussé à l'excès —du moins dans certains milieux. Qu'il s'agisse de l'ameublement, du costume, du plaisir du théâtre, du goût pour la danse, des joies de la table, on a bien l'impression qu'une société de parvenus aux gros appétits — le mot étant pris dans sa plus large acception — a imposé sa marque qui, sous le Directoire, est la *démesure*. La tradition de *mesure* qui était, au contraire, celle des Français de race, semble, sinon disparue, du moins méconnue. Sous une nouvelle aristocratie, enfiévrée par la satisfaction même de ses ambitions, la bourgeoisie parisienne, même la plus rangée, subit l'influence de ces parvenus — grands et petits — qui, n'ayant reçu d'aucune éducation, d'aucune morale, ni d'aucune tradition, le sens de cette mesure, restent, sous l'Empire, ce qu'ils étaient sous le Directoire. Peu à peu, la bourgeoisie parisienne reprend son assiette, mais il faudra du temps pour que la fièvre s'apaise qui a favorisé la surexcitation de tout un monde.

***

Que, dans ces conditions, la prostitution ait singulièrement augmenté, cela ne peut étonner. L'Allemand Kotzebue estime, en 1804, par l'expé-

rience de ses promenades, que « les filles de joie » sont beaucoup plus nombreuses qu'avant la Révolution : un soir, à l'angle de la rue Vivienne et de la rue des Petits-Champs, il en a compté quatorze. Un journal anglais prétendait qu'il s'en trouvait 75 000 dans Paris — chiffre très évidemment exagéré, mais qui prêtait à l'éternelle antienne : Paris-Gomorrhe, Paris-Sodome, Paris-Babylone. Peut-être, concède Kotzebue, ces filles sont-elles moins audacieuses qu'autrefois. C'est qu'au quai Malaquais siège un ministre de la Police Générale qui, manière de puritain lui-même, est résolu à purger Paris : Fouché a fait faire, dès le Consulat, des coupes sombres, ce qui engage à la prudence celles qui ont échappé aux rafles de ses agents. Sur ce point, le ministre est, chose rare, d'accord avec son préfet de police Dubois. Celui-ci a, dès 1801, adressé, à ce sujet un appel pathétique au Premier Consul. Napoléon s'est plaint lui-même en plein Conseil d'État de l'audace avec laquelle « les filles *raccrochent* dans la rue ». Mais le départ de Fouché, suivi de près par celui de Dubois, semble avoir, après 1810, laissé le champ libre au flot des « nymphes » : « Les filles de joie inondent les carrefours et de nouvelles maisons de prostitution ont été ouvertes, écrit, en 1812, l'Empereur à Savary. Réprimez l'audace de ces misérables et *faites en sorte que le mal, au lieu d'augmenter, diminue* ». Que la Grand-Ville soit, plus particulièrement en France, le foyer du vice, il en a été toujours ainsi des grandes villes ; encore la police essaie-t-elle de fermer les lieux de débauche clandestins ; en dépouillant les bulletins et rapports de police, on se convainc, et de l'existence dans le Paris impérial de ces maisons secrètes où se satisfont toutes les formes du vice, et de la constance qu'apportait la police à les découvrir. On voit d'ailleurs, dans les rapports, que les lieux de débauche étaient au moins aussi fréquentés si ce n'est plus par les étrangers que par les Parisiens : le 19 juin 1805, par exemple, la Police est tombée sur une maison où, dans une obscurité propice, des couples se formaient au hasard ; or, si l'on y a arrêté, avec « des filles de boutiques » et « lorettes » dévoyées, trois anciens marquis, un banquier, un avocat à la Cour de Cassation, un avoué, etc... », on y a trouvé aussi « une riche Anglaise, une Suédoise de distinction et d'autres étrangers *de tout rang et de tous pays.* » L'incident est, de tous les temps — et de tous les pays — et ce serait être bien sévère pour le Paris impérial que lui attribuer, dans ce domaine, des mœurs plus dévergondées que celles de toutes les capitales.

***

Un autre vice continuait à dépraver une partie de cette société parisienne, celui du jeu. Sur ce chapitre, aucun assagissement ne se manifestait depuis le Consulat. En vain l'Empereur aura-t-il, au Conseil d'État, vitupéré ce vice par lequel, immanquablement, a-t-il dit, « sombre l'honneur » ; en vain, pour endiguer le mal, a-t-il tenté, en quelque sorte, de le régulariser par l'établissement de la *Ferme* et l'obligation de l'auto-

risation pour les maisons de jeu ; en vain, en créant (avec répugnance) la *Ferme* elle-même, a-t-il déclaré encore, au Conseil d'État, qu'il fallait « défendre tout jeu où l'on pût perdre, dans une soirée, plus de deux louis». A côté des maisons autorisées par la *Ferme*, où l'on perdait, non « deux louis », mais parfois dix mille, des maisons clandestines s'ouvraient, ou plutôt s'entr'ouvraient, remplies par un public si interlope que, sous le Consulat, nous l'avons vu, on n'y paraissait souvent *que masqué*. Les bulletins de police de 1804 à 1814 révèlent la guerre — souvent impuissante — faite par la Police impériale à ces maisons clandestines, et d'ailleurs des maux qui résultaient du maintien des établissements autorisés aux-mêmes. L'Empereur avait pensé, un instant à prononcer l'interdiction et la fermeture *de tous les jeux*. S'il faut en croire ses confidences à Gourgaud, il avait longtemps hésité et, finalement, n'avait pas osé. De même qu'il laissait subsister les maisons publiques en les condamnant, il laissait subsister les salles de jeu, « effrayé », dira-t-il, par le nombre même des gens qui fréquentaient ces deux sortes d'établissements « infâmes ». Les unes et les autres ne constituent-elles pas la part du feu et ne serait-ce pas, en ce domaine, propager l'incendie que d'essayer de l'étouffer ?

En fait, toutes les classes parisiennes se ruaient autour des tapis verts. Au Palais-Royal les trois maisons autorisées connaissaient, chacune, un public très différent, « depuis le n° 113 qui recevait *des ouvriers dans leurs tenues de travail* jusqu'au n° 124 où l'on était, au contraire, fort difficile pour la tenue ». Comment d'ailleurs, s'étonner de voir, tous les soirs, les cent salles de jeu déborder de clients lorsque l'on sait que la dévorante passion sévit jusque dans les maisons les plus respectables? Dans tous les salons — des plus hauts aux plus modestes — on joue avec passion — fût-ce à 1 sol la fiche. Rarement on a connu société plus ardemment joueuse.

C'est là, comme ailleurs, que se trahit cette *démesure* qui, après les excès inouïs de la Révolution, s'est révélée dans la nouvelle société et dont Bonaparte a rêvé de guérir une Nation, jadis réputée comme étant, tout au contraire, une des plus équilibrées qui fût—par l'esprit comme par l'âme.

## LES DISTRACTIONS DE PARIS

Ce sont là — j'entends la débauche et le jeu — dangereux divertissements et fort dépravants. Paris en a, heureusement, d'autres. Il a besoin de distractions, car d'esprit en général fort peu cultivé, la société ne connaît guère cette « vie intérieure » qui a valu tant d'austères joies aux hommes du XVIIIe siècle, et, par là, elle reste vouée à « l'ennui »; il lui faut bien les plaisirs d'une vie très extérieure ; les Parisiens, à tous les échelons, adorent les lieux de réunion, les « jardins de plaisir, » les cortèges, les spectacles, les fêtes — traditionnelles ou nouvelles —, et quand la Grand-Ville ne suffit pas à leur en donner, courent en cher-

cher dans la banlieue, encore campagnarde, et croient s'amuser à ses « fêtes champêtres ».

Tous les jours de l'année, Paris se donne à lui-même le spectacle. Les « Grands Boulevards » et le Palais-Royal assemblent quotidiennement de vraies foules. Ce sont lieux permanents de réunions ; visiteurs et promeneurs font d'ailleurs partie du divertissement qu'ils y viennent chercher.

Les « Boulevards » ont gardé à peu près l'aspect qu'ils avaient sous l'Ancien Régime — fort différent de celui qu'ils présenteront après les travaux du Second Empire : large avenue en arc de cercle allant du débouché de la rue Impériale (ci-devant Royale) au bout de laquelle se bâtit, après 1810, le *Temple de la Gloire* — notre *Madeleine* —, à la place de la Bastille ornée de son gigantesque éléphant-fontaine ; plantée d'ormes, cette avenue circulaire n'est qu'en partie nivelée et pavée — entre la future Madeleine et le Pavillon de Hanovre —, avec des contre-allées de terre battue, jadis séparées de la chaussée que sillonnent les voitures, par des barrières ; ces contre-allées sont parfois plus hautes que la chaussée et ainsi les promeneurs peuvent-ils dominer le spectacle et mieux en jouir. Quel spectacle ? Celui des équipages courant dans les deux sens et de la foule même des passants. Assis sur des chaises, parfois très serrées, des milliers de Parisiens satisfont là, purement et simplement, leur inlassable badauderie. On s'est donné rendez-vous, on se retrouve et l'on forme de petits cercles où l'on jase, potine, clabaude et plaisante à propos de tout et de rien ; la société élégante ne fréquente — par mode — que le futur boulevard des Italiens et, plus précisément, les environs de la Chaussée d'Antin, qu'on appelle le *Petit Coblence :* c'est là qu'avaient, dit-on, en 1791, donné rendez-vous à leurs amis les futurs émigrés près de partir pour Coblence et leur avaient fait leurs adieux. En mémoire de ces jours fâcheux dont certains des *revenus* évoquent cependant volontiers le souvenir, ceux-ci passent des heures au *Petit Coblence* — centre de fronde, toute verbale d'ailleurs, contre le gouvernement ; la jeunesse du Faubourg Saint-Germain ne fréquente que le *Petit Coblence.* La bourgeoisie se retrouve entre le Pavillon de Hanovre et les portes Saint-Denis et Saint-Martin. Après ces portes et jusqu'à la Bastille, le public est tout autre : populaire, bruyant, gouailleur, parfois débraillé. Le Boulevard est donc tout un monde et, aux heures de la belle saison, un microcosme de Paris. Il y a, dans la zone « distinguée », des glaciers et, dans la zone populaire, des cabarets, qui font, les uns et les autres, de bonnes affaires — et, partout, des marchands *d'oublies* qui vendent leur légère pâtisserie criant : *Voilà le plaisir, Mesdames ! voilà le plaisir !* On y voit aussi, entre des cordes tendues, des jongleurs, des prestidigitateurs, des lutteurs, des leveurs de poids, et ces petits vendeurs de toutes choses que nous appelons aujourd'hui des *camelots.* Des groupes se forment, se dispersent, se reforment, suivant la coutume parisienne, et constituent une foule mobile, bruissante et sans cesse renouvelée. Parfois

cette foule s'entasse à ce point qu'on étouffe et que des femmes s'évanouissent (on s'évanouit beaucoup à cette époque). Il se produit, dans cette masse errante, des arrêts inexplicables, des bousculades, parfois des bagarres. Mais tout finit par des plaisanteries, qui déchaînent le rire. Ce spectacle que Paris se donne ainsi à lui-même est un de ceux qu'il goûte le plus.

Le Palais-Royal est cependant, nous le savons, le grand centre de réunion, parce que d'attractions. Le public y est d'ailleurs, fort interlope; dans ces galeries et jardins, aujourd'hui si délaissés, une foule encore grouille qui vient tout chercher en ces lieux, même — et surtout — les moins avouables aventures : *Voilà le plaisir !* n'a pas là un sens aussi innocent que sur le Boulevard. En réalité, on y cherche tout; c'est un énorme bazar à petites cases et l'on y vend tout ce qui peut plaire, des bijoux, dont étincellent les vitrines, aux gravures, dont certaines sont, par la police, qualifiées « infâmes », et des parfums aux objets de toilette; on y vend aussi de succulentes pâtisseries, des plats renommés — et des baisers. Nous avons parlé des maisons de prostitution et de jeu, des restaurants et des cafés qui à tout heure débordent. « Le Palais-Royal, écrit-on, est pour Paris ce que cette capitale est pour la France entière, c'est-à-dire la réunion, le point central de tous les plaisirs, de tous les objets d'agrément. »

On a, vingt fois, décrit la foule, affluant de tous les coins de Paris vers ce fameux Palais-Royal. Le « jardin » était alors sans beaux arbres et sans parterres fleuris et l'on y mourait de chaleur en été; les galeries étaient, en partie, de bois, étroites et incommodes; les arcades du pourtour, très basses, ne permettaient guère de respirer; et « l'illumination », vantée aux provinciaux, les décevait, les premiers soirs, par sa médiocrité, mais rien de tout cela ne rebutait le Parisien. Aussi bien la badauderie était-elle, là encore, pour beaucoup dans cette affluence : la foule allait au Palais-Royal pour voir beaucoup de choses, mais surtout, comme sur le Boulevard, pour se regarder elle-même. Et puis, on aimait ce tapage, ces cris, ces musiques, ces bastringues et jusqu'à ces bruits d'assiettes heurtées chez Véry et ses émules, jusqu'au choc des verres chez Corazza ou à la Rotonde, jusqu'à l'odeur de la bonne cuisine qu'on ne mangeait pas et de ces parfums violents que, derrière elles, laissaient les « nymphes errantes ».

Les promeneurs des Tuileries, du Luxembourg, du Jardin des Plantes, du parc de Monsseaux, étaient gens plus paisibles et plus innocents. On y menait les enfants qui y sautaient à la corde, y faisaient des parties de *barres* ou y jouaient *au diable*, jeu que l'on a cru, il y a quarante ans, inventer sous le nom de *diabolo* alors qu'il n'était qu'une résurrection.

***

Les « jardins de plaisir », cependant, survivaient : Tivoli, Frascati, Ruggieri, hameau de Chantilly, Élysée Boutin, vingt autres. J'ai dit

ailleurs que, le Consulat travaillant à l'assagissement général, ces « paradis de volupté » eux-mêmes avaient dû se mettre à la note — ou du moins affirmer qu'ils s'y mettaient.

Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'ils étaient moins fréquentés sous l'Empire. Soit que « les mères de famille » ne se fiassent point aux rassurantes promesses du Tivoli nouveau style, soit que la proscription des « merveilleuses » eût privé ces lieux d'une de leurs principales attractions, soit enfin que, la famille, le foyer, la vie bourgeoise se rétablissant, on restât un peu plus chez soi, il y avait, dans les jardins de plaisir, moins de monde que naguère. Le spectacle de Tivoli était cependant des plus variés : un soir, on y entend Garat, le chanteur le plus célèbre de la capitale, mais on y voit aussi dans ses exercices « l'écuyère incomparable » qu'est madame Sacqui. Le jardin ferme en novembre, mais il y a un *Tivoli d'hiver* dont « on parle avec éloges » ; on y boit, on y dîne, on y joue, on y danse, on y applaudit les « artistes » les plus divers dans une salle « bien chauffée ».

La nouvelle salle de Frascati s'ouvre à 2 000 personnes ; en forme de croix, elle mesure « 120 pieds de long, 24 de large et 14 en travers » ; « elle sera, a-t-on promis, éclairée par 8 grands lustres et 18 moyens » — et, par surcroît, « 120 quinquets ». Le plafond bleu est étoilé d'or. Sur la rive gauche, les *Jardins de la Grande Chaumière*, au Montparnasse, ouverts toute l'année, font la joie de la jeunesse des Écoles ; on lui promet avec de bonne chère et des rafraîchissements exquis, « de jolis cabinets à cheminée pour l'hiver » et, pour l'été, « des bosquets souterrains », — tout cela propice à certaines rencontres discrètes.

Dix autres « jardins » étant sortis, environ 1806, de leur court sommeil, un nouveau s'est, d'autre part, ouvert à l'ouest de Paris : celui du Ranelagh. Les directeurs annoncent, en juillet 1808, la résurrection du jardin, déjà célèbre dans les dernières années de l'Ancien Régime. « Les heureux habitants de Passy, Chaillot, Auteuil, Boulogne, Neuilly et les aimables personnes que le zéphyr appelle sous l'ombrage des bois... s'empresseront de venir respirer un air pur, délicieux et frais». Mais les Parisiens sont invités à venir jouir des spectacles. Là aussi, là toujours, acrobates, illusionnistes, chansonniers, chanteurs, danseurs et, comme chez Ruggieri,

pour terminer la soirée, un de ces *feux d'artifices* pour lesquels les gens de cette époque ont un goût si prononcé, qu'à aucune autre on ne verra, devant ce genre d'attractions, un si infatigable enthousiasme.

***

Enthousiasme aussi pour les fêtes du Cirque. Le plus célèbre des « hippodromes » est celui de Franconi, ouvert en 1807, au coin de la rue Saint-Honoré et de la rue du Mont-Thabor. Le nom de Franconi a traversé l'histoire — grâce surtout à un mot mordant de Napoléon à son beau-frère Murat. Dans un édifice qui, écrit le *Journal de l'Empire*, « dépassa en beauté et en étendue l'amphithéâtre d'Astley à Londres », le magnifique écuyer, déjà célèbre, restera, trente ans, l'idole de tout un monde. Seule, sa pensionnaire, mademoiselle Sacqui, lui dispute la palme. Mais ce ne sont pas seulement ces deux artistes qui attirent la foule au *Cirque Olympique* de la rue Saint-Honoré, et pas plus les acrobates et funambules de la troupe ; la nouveauté qui fait fureur, ce sont les *pantomimes* à grand spectacle et à caractère patriotique. En décembre 1808, la première s'intitule *Les Français en Pologne ;* elle obtient un succès tel que, chaque soir, la salle est comble. Franconi, d'ailleurs, y joue son rôle et l'on a ainsi toutes les joies : celle d'acclamer, à travers les mimes, les vainqueurs de Friedland et celle de voir encore dans des poses héroïques le beau cavalier doré dont on raffole.

On aime l'écuyer, on aime aussi les chevaux de Franconi, bêtes magnifiques que Murat, parfois, lui envierait. D'ailleurs le cheval, naguère célébré par Buffon « comme la plus noble conquête de l'homme», est-il, à cette époque, l'animal le plus populaire. Les courses du Champ de Mars réunissent, elles aussi, un public qui, d'ailleurs, n'a rien d'une élite ; le petit peuple y vient en foule et certains noms de propriétaires de chevaux courent la rue, comme celui du prince d'Arenberg dont, le 26 octobre 1808, la jument a fait trois fois en six minutes le tour de la piste au milieu de folles acclamations. On voit, dans une séance, neuf chevaux, trois à trois, et Paris retentit le soir du nom du vainqueur. On vient donc beaucoup au Champ de Mars ; c'est là encore occasion de ces réunions — et je dirai de ces coude-à-coude très serrés — que le Parisien semble aimer plus qu'homme du monde.

D'ailleurs tout spectacle plaît ; on vient d'inventer les *Panoramas* et, là aussi, la foule se presse. Un peintre, Prévost, a la spécialité de ces grandes toiles circulaires sur lesquelles sont peintes, en fort relief, des scènes que continuent les mannequins jusqu'à la plate-forme où se succèdent les curieux, mais ce qui attirait le plus gros public était la reproduction d'une des batailles, illustration de ces *Bulletins de la Grande Armée* que tout le monde lisait. La *bataille de Wagram* avait, en 1810, fait un « effet magique ». Les entrées sont d'ailleurs de prix modique : 1 fr. 50. Nouvelle occasion de se coudoyer, que la foule ne saurait négliger.

***

Promenades sur le Boulevard, cohues du Palais-Royal, ébats dans les jardins publics, soirées des Frascati et des Tivoli, jeux du Cirque, courses du Champ de Mars, prestiges des panoramas, ce sont là, sans parler encore des théâtres, autant de fêtes pour ces Parisiens qui trouvent à y satisfaire, non point seulement leur goût du spectacle, mais encore leur extraordinaire sociabilité — même quand il leur faut subir les promiscuités les plus singulières.

Comme ils ont été contents lorsque, sous le Consulat, les fêtes traditionnelles du Carnaval et de la Mi-Carême, abolies sous la Révolution, ont été rétablies — occasions encore de grandioses cohues!

C'est en ventôse an VIII que les mascarades du Carnaval ont été derechef autorisées — à la joie de la population qui, d'après un rapport de police, a immédiatement usé de l'autorisation « avec frénésie », tandis que la « société » — assez mêlée — se précipitait aux bals masqués de l'Opéra, également rétablis. Quatre ans plus tard — la promenade du Bœuf gras, supprimée, comme le Carnaval, pendant la Révolution, a été, à son tour, autorisée pour la Mi-Carême, et depuis, les deux fêtes n'ont fait que gagner en popularité. Il suffit, pour s'en convaincre, de feuilleter les *Bulletins de police* et les rapports de la Préfecture pendant les dix années de l'Empire. Le Mardi gras, la mascarade se déchaîne dans la rue avec toutes les facéties qu'autorise le masque et que l'époque goûte particulièrement, et la foule s'en égaye sans se lasser; il y a là comme une loi qui impose la bonne humeur; le Parisien y obéit; même quand il ne s'est pas amusé, il veut, le soir, l'avoir été et il reviendra l'année suivante. Cependant, les bals de l'Opéra font, pendant les jours gras, des recettes croissantes, et les classes s'y mêlent avec délices.

La promenade du Bœuf gras est peut-être plus populaire encore que la mascarade du Mardi gras. C'est le jour des bouchers et des blanchisseuses. Quand celles-ci l'ont fêté « par des chants et des danses sur leurs *bateaux* », elles se déversent sur les Boulevards pour voir, avec cent mille Parisiens, passer le cortège organisé par la boucherie. La bête enrubannée est promenée sur un char accompagné de toute une cavalerie de bouchers costumés; le 23 février 1805, où pour la première fois la fête a battu son plein, ces bouchers ont revêtu un costume très fantaisiste « sous le chapeau à la Henri IV » et, autour d'eux, on a vu s'écouler, trois heures durant, une mascarade multicolore : « mamelucks, sauvages, Romains, Grecs, chevaliers, Polonais, Espagnols, précédés d'un magnifique tambour-major ». Douze garçons bouchers, précédés d'un piquet de cavalerie et suivis d'un peloton d'infanterie, fermaient la marche. Naturellement des fanfares — cors et mirlitons —, beaucoup de bruit, et grand échange de quolibets entre les gens du cortège et les spectateurs enchantés. La tradition s'est établie de conduire le Bœuf gras devant les Tuileries où l'Impératrice Joséphine a, tous les ans, reçu une députation de

bouchers et de blanchisseuses avec son inlassable bonne grâce et quelques largesses. Et le soir, on danse encore à l'Opéra.

Une autre fête traditionnelle restaurée dès le Consulat, c'est la promenade de Longchamp. L'usage était, depuis le XVII^e siècle, que, les mercredi, jeudi et vendredi saints, la haute société se portât, dans ses carrosses, à l'abbaye de Longchamp pour y entendre chanter les *Ténèbres*. D'où une longue file de belles voitures qui, après avoir traversé une partie de Paris, ralentissaient peu à peu leur train en approchant du Bois : comme Pâques tombe souvent dans les premiers jours d'avril et que les « jours saints » étaient parfois, en ce cas, favorisés par le premier soleil printanier, les dames faisaient sortir leurs équipages d'été — généralement neufs — et, dans les voitures largement ouvertes, exhibaient les premières toilettes claires. Des badauds avaient pris peu à peu l'habitude de venir, tous les ans, voir défiler de beaux chevaux, de riches carrosses et des toilettes fraîches. Les belles dames accompagnées d'aimables cavaliers passaient ainsi, des Champs Élysées à la plaine de Longchamp, entre deux haies de curieux, et n'allaient pas sans en tirer quelque vanité ; par là le diable ne perdait rien à ces « Ténèbres » des « jours saints ». Et, cependant, tant le peuple de Paris aime *ses* spectacles, c'étaient les petites gens qui, depuis 1790, déploraient la disparition de celui-là ; car, l'abbaye ayant été fermée, les *Ténèbres* ne s'y chantaient plus, et on avait cru ne plus jamais revoir ce défilé des plus beaux équipages, des plus beaux coursiers et des plus belles dames de la capitale. Or, au printemps de 1800, on avait appris que la promenade à Longchamp allait être reprise et, au jour dit, les gens s'étaient postés sur le chemin de cette « procession », en si grand nombre, que la police s'était trouvée débordée. Telle était la passion des petites gens à cette distraction qu'on entendit une femme s'écrier avec enthousiasme : « *On renaît ! sans Bonaparte on ne verrait pas cela ;* » — ce qui était donner une bien grande importance à cette mondanité de semaine sainte. Dès lors la promenade avait eu lieu tous les ans et les rapports de police en signalaient le succès croissant. A dire vrai la foule y courait par badauderie comme, le mercredi saint, à la place du Parvis Notre-Dame où, autre résurrection du Consulat, était renée la *Foire aux jambons*, annonciatrice de Pâques et de la fin d'un carême, — qui, d'ailleurs, n'existait plus guère pour les trois quarts des Parisiens.

***

Les fêtes officielles devaient être, dans l'esprit de Napoléon, autant de coups de fouet donnés à l'esprit national et plus particulièrement d'éclatantes manifestations d'union civique. On se rappelle que l'un des premiers gestes du Premier Consul avait été de supprimer les sinistres « fêtes » qui, instituées par la Révolution, ne commémoraient que des souvenirs de discorde et de haine : le *Vingt et un janvier* et le *Trente et un mai*, anniversaires de l'exécution de Louis XVI et de la proscription

des Girondins. Il avait cependant conservé la fête du Quatorze Juillet, mais il avait voulu qu'elle prît le nom de *Fête de la Concorde*. J'ai dit que, le 25 messidor an VIII — 14 juillet 1800 — cette généreuse pensée avait été comprise : célébrée depuis des années dans la plus morne indifférence, l'anniversaire de la prise de la Bastille, l'avait été, ce jour-là, avec un éclat particulier ; l'élan de la foule y avait contribué qu'enivraient alors, avec la victoire de Marengo toute récente, les premiers bienfaits du Consul restaurateur.

Tous les ans jusqu'en 1805, ce Quatorze juillet avait été marqué de cérémonies nouvelles ; mais, en 1804, il avait jeté son dernier feu. Le nouvel Empereur avait voulu, pour donner un suprême éclat à l'anniversaire, distribuer lui-même dix-neuf cents croix de la Légion d'honneur — réservées depuis la fondation de l'Ordre national. Mais l'on prévoyait déjà que la fête allait à s'effacer : en réalité, sans qu'elle dût jamais être officiellement supprimée, deux fêtes nationales nouvelles avaient été instituées, le *Quinze-Août* — la « Saint-Napoléon » — et le *Deux-Décembre* anniversaire du Couronnement. Et, depuis lors, les deux fêtes se célébraient avec des programmes de réjouissances qui ne variaient pas beaucoup d'une année à l'autre, du *Te Deum* à Notre-Dame dans la matinée, annoncé par les salves d'artillerie, au feu d'artifices du soir. On essayait cependant de trouver, chaque année, de nouvelles distractions : joutes sur la Seine, théâtres en plein air au « Carré Marigny » ou, ailleurs, jeux forains gratuits, bal à l'Hôtel de Ville, soirée à entrées libres à Tivoli, et, à la tombée de la nuit, lancement de ballons lumineux.

***

En dehors de ces fêtes annuelles, Napoléon multiplie, pour Paris, les jours de réjouissance. Tout — de 1800 à 1812 — a été occasion de faire tonner le canon, sonner les cloches, retentir les fanfares, défiler les troupes, illuminer les maisons, danser les foules et partir les fusées. Je ne parle pas des très grandes circonstances : la journée du Sacre, celle du Mariage, celle du Baptême, qui ont été, je l'ai dit, pour le peuple de Paris, d'inoubliables fêtes. Il n'est pas une grande victoire remportée qui n'ait été célébrée — dès l'annonce faite — dans Paris tout entier par des *Te Deum* solennels, des danses tourbillonnantes dans tous les carrefours, de brillantes illuminations — et de grandes beuveries ; il n'est pas une paix proclamée qui n'ait donné lieu aux mêmes manifestations.

La Ville de Paris donne, en toute occasion, de magnifiques banquets à l'Hôtel de Ville — parfois de mille couverts, — mais on veut que ces jours-là le peuple reçoive sa part de la frairie : on distribue, à pleines mains, du vin, des charcuteries, des gâteaux. Ce sont, d'ailleurs, ces distributions, faites plus largement encore, qui, les jours d'exceptionnelles festivités, ont obtenu le plus grand succès de la journée. Dès le 18 décem-

bre 1804, lors d'une fête donnée par la Ville de Paris, les douze municipalités ont ouvert, sur la principale place de leur arrondissement, une loterie où chacun pouvait prendre gratis un billet ; le gagnant recevant une pièce de volailles, 13 000 de celles-ci ont été ainsi distribuées tandis que le vin coulait à flot du sein d'énormes tonneaux. On avait, dès lors, pris l'habitude de ces débauches alimentaires, non plus sous forme d'une loterie, mais parfois sous celle, plus brutale, d'une distribution de vivres à la volée. Cette fâcheuse façon de procéder donnait lieu à de honteuses bousculades et à d'écœurantes batailles. Le jour du « Baptême », on avait ainsi distribué dans Paris 2 400 pâtés, 1 200 saucissons, 900 langues, 600 gigots, 900 poulets. Le vin jaillissait continûment, cette fois à certaines fontaines publiques autour desquelles on se ruait ; un témoin qui, le jour du « Mariage », a assisté aux scènes qu'entraînait fatalement un tel usage, ne dissimulait pas le dégoût qu'il avait éprouvé. Elles faisaient dégénérer les fêtes en bagarres. Mais le peuple s'en accommodait. On est surpris que l'Empereur qui se plaisait à surexciter les « fibres nobles » par les parades militaires comme par les représentations populaires, et qui, d'autre part, avait horreur de tout désordre, persistât à autoriser un usage aussi dégradant ; peut-être, pénétré de classicisme, songeait-il à ce peuple de Rome qui réclamait, pour rester soumis, *panem et circenses* — du pain et des fêtes ; — il donnait les deux au peuple de Paris.

Il y avait d'ailleurs dans ce grand nombre de festivités un inconvénient que le souverain ne voyait pas assez : le peuple était, à la longue, exposé par là à se blaser.

***

Mais si le Parisien commençait à se fatiguer un peu des fêtes officielles trop fréquentes, il ne se lassait pas d'une autre distraction : les fêtes « campagnardes » de sa banlieue.

C'est là un trait qui complète le tableau. Un journaliste avait, dès le Consulat, écrit : « En ville, on fait semblant d'aimer la campagne ; à la campagne, on transporte les occupations de la ville... » Dans les rues noires de sa capitale, le Parisien se sent quelquefois pris du désir de voir, dans les prairies, brouter les moutons, dans les vignes en pente, mûrir les raisins et, sous les arbres verts, les paysans vivre de « la paix des champs ». Mais il ne tient pas à aller chercher trop loin cette saine distraction ; il s'en va promener volontiers, les beaux dimanches, dans sa banlieue où règne encore « la Nature ». Seulement il est si amateur de fêtes que, de préférence, il choisit les localités dans lesquelles, tel ou tel dimanche, le bal se donne. « La mode, écrit-on, est, le dimanche, de courir les fêtes votives des villages ». On s'y fait transporter par ces *coucous*, cabriolets rustiques que Boilly a immortalisés. Les bons bourgeois organisent des promenades dînatoires ; les Moitte, qui ne sont pas grands voyageurs, vont dîner à Passy ; cela ne coûte pas cher : « 7 fr. 40

pour nous six », note madame Moitte. A Saint-Cloud, c'est plus cher : de 16 à 20 francs toujours pour six, — mais on a « le potage, la matelote, deux pigeons rôtis, des artichauts frits et un plat de goujons, du raisin, le café et un verre d'eau-de-vie d'Hendaye ». A Passy, on dîne dans un bosquet, mais, à Saint-Cloud, on peut ensuite s'ébattre dans le parc ; on y joue aux *barres* ou à *Colin-Maillard*. A Meudon, on a la forêt, à Suresnes, les vignes. Cependant Suresnes n'apparaît complet que si l'on y peut voir couronner une rosière comme à Nanterre.

Il y a des fêtes « champêtres » célèbres, qui, chaque année, attirent le Parisien, à Vincennes, à Meudon, à Saint-Maur, à Choisy, mais surtout à Saint-Cloud. On y mange, on y boit, on y danse — tout comme à Paris d'ailleurs. C'est ce qui sans doute permettait au journaliste d'écrire que, à la campagne, le Parisien « transporte les occupations de la ville ». Il y rencontre, en effet, parce qu'il l'y cherche, tout ce qu'il trouverait à Paris, mais, rentrant le soir, après avoir mangé une matelote, dégusté des sorbets et acheté des mirlitons, il est persuadé qu'il a goûté les joies de la campagne.

***

Que tous les Parisiens ne songent qu'à danser, bien manger, se débaucher, jouer, dépenser leur argent en « frivolités », baguenauder sur les boulevards ou au Palais-Royal, courir les spectacles, théâtres, bals publics, cirques et champs de courses, se jeter éperdûment à toutes les fêtes, personne ne le croirait et l'on aurait raison, car il s'en faut de beaucoup. Napoléon a ramené la Nation à une vie de travail fécond, et Paris travaille autant et même plus que le reste de la Nation. Dans ses ateliers, ses fabriques, ses magasins, ses bureaux, tout un monde s'affaire et œuvre d'arrachepied. Une bourgeoisie sage, économe, pleine de bon sens, rangée dans ses habitudes et, sans rigueur, sévère dans ses mœurs, vit dans ces milliers de maisons noircies. Il existe, alors comme aujourd'hui, à Paris, des bibliothèques où l'on lit, des écoles où l'on étudie, des temples où l'on prie et des foyers sans nombre où l'on s'aime aussi honnêtement que partout ailleurs. Si une partie de cette société parisienne montre une certaine excitation, héritée de la période fiévreuse et malsaine qui, à peine, vient de finir, la population est ce qu'on l'a toujours connue, laborieuse sans excès, mais appliquée à faire, dans tous les domaines, ce que l'on appelle « du bon ouvrage », aimant la vie active et s'intéressant à cette vie, plus sensible certes que tout groupe humain aux appels du cœur mais tempérant sa naturelle générosité d'un sens très fin des réalités.

Très revenue des extravagantes passions qui l'ont, de 1789 à 1799, si souvent bouleversée, bien loin de ces jours où, à l'Hôtel de Ville siégeait cette affreuse Commune de Paris, peuplée cependant de tant de petits bourgeois, et n'évoquant qu'avec horreur cette période où, de par les lois du rationnement on ne touchait qu'une demi-livre de viande tous

les cinq jours — et après quelles heures de « queue » devant les boucheries! — elle se détache, cependant, moins que le reste du pays, de la politique parce qu'elle a toujours aimé à voir clair et parce que, poussant jusqu'à l'extrême l'esprit de critique, elle n'a pas complètement perdu son humeur frondeuse. Aimant l'Empereur et l'admirant, elle ne peut — du moins dans certaines de ses classes — renoncer à le juger. Portée, par surcroît, à la causticité, elle ne se prive pas de mettre son sel dans les hommages mêmes qu'elle rend à l'œuvre et au génie du grand homme. Dans tous les temps Paris a été ainsi. Paris a frondé les Valois, frondé les Bourbons, frondé la Convention : il est disposé à fronder Napoléon — sans qu'il paraisse s'être jamais détaché de lui. Le succès des caricatures, des jeux de mot, des *rébus* transparents qui semblent viser le régime, ne préjuge pas de ses sentiments qui, en masse, demeurent, et parfois avec exaltation, fidèles à l'homme qui a tout sauvé. Quand, en février 1810, Maret a écrit, de Paris, à Talleyrand : « Le retour de l'Empereur est désiré, attendu comme l'un des plus grands biens qui puissent servir la France », il n'exagère nullement : pendant les absences souvent fort longues de l'Empereur, le public parisien se sent, je l'ai dit, inquiet et presque désorienté ; on aime le voir et on aime l'acclamer ; c'est maintenant une habitude. Et cependant, il est certain qu'à plusieurs reprises — de 1804 à 1812, — on a senti passer à travers Paris un léger souffle de sédition. Lors du procès Moreau-Cadoudal, notamment, l'opinion s'est montrée si favorable aux accusés, que les amis de Napoléon s'en sont indignés : « Ne demandez pas quel esprit règne ici, a écrit une fidèle, madame de Vaisne. *Vaniteux, frondeur, ingrat, bavard, voilà le Parisien!* » et madame de Rémusat — alors autre fidèle : « La Cour si mécontente à juste titre de nos *vilains Parisiens...* » L'Empereur s'en est montré irrité, jusqu'à l'injustice : « Certainement, le Parisien est, de sa nature, *ingrat et frondeur : le Parisien n'aime point.* Croyez-vous que Louis XIV fût aimé? Croyez-vous que votre Henri IV eût l'amour du peuple et qu'il fut pleuré quand on l'assassina? Non! » Il s'est récrié qu'il ne « se ferait jamais faire la loi par les Parisiens », cette ville qui « d'ailleurs change d'intérêt et d'opinion deux fois du matin au soir ». Mais il a ajouté qu' « à la première victoire remportée par lui, *toute cette mauvaise humeur se dissiperait!* » Au Conseil d'État, il s'est exprimé en des termes plus violents sur ces « ingrats » Parisiens : « Ils prennent la défense de Georges! Ils sont fâchés qu'on ne m'ait pas tué! » et il s'est demandé si, pour punir l'ingrate capitale, il n'irait pas se faire couronner dans une autre ville. La *Gazette de France* a publié, sur ces entrefaites, un article — dont le caractère officieux est visible — sur « les motifs qui ont déterminé Constantin à quitter Rome et à transporter le siège de l'Empereur à Byzance » : « Au premier rang de ces motifs a été, écrit le journaliste, le mauvais esprit des habitants de Rome, toujours disposés à blâmer le pouvoir. » Il est certain que, par la suite, on a vu l'opinion de Paris marquer des hauts et des bas qu'on ne signalait jamais en province. A la vérité,

nous le verrons, le monde du petit commerce, très influent dans la capitale, se montre-t-il assez mécontent; César Birotteau n'oserait pas encore rappeler qu'il s'est trouvé en face de Bonaparte, le 13 vendémiaire, mais, s'il en conserve le naïf orgueil, on peut être sûr que Birotteau se mêle à la foule les grands jours d'exaltation et se surprend parfois à crier : « Vive l'Empereur! » — tout comme un autre.

Napoléon — ai-je besoin de le dire? — n'a jamais songé sérieusement à « punir » la capitale en transférant ailleurs la résidence du gouvernement. Il aime beaucoup la Ville, et les querelles entre Paris et lui sont toujours querelles d'amoureux. « *Il n'y a*, dira-t-il à Gourgaud, *rien au-dessus de Paris*, de ses jardins, de ses bibliothèques. On a tous les spectacles pour un petit écu. On peut même dire qu'à Paris on ne s'aperçoit pas de la pluie ou de la neige. *Il y fait toujours beau*! » Il tient le Parisien pour le plus intelligent des Français. Quand, le 5 décembre 1804, il dit au Corps Municipal : « Dans les batailles, dans les plus grands périls, sur les mers, au milieu des déserts même, *j'ai toujours eu en vue l'opinion de cette grande capitale* », il ne ment pas, il ne flatte pas. N'a-t-il pas encore écrit le 25 juin 1809 à Cambacérès : « Votre correspondance ne me dit rien de *l'opinion de Paris.* » Il en a un peu peur; parlant de la Révolution, il dit au Conseil d'État : « Tout le mal, c'est la Commune de Paris qui l'a fait. » Il continuera à aimer Paris et voudra reposer, non dans son Ajaccio natal, mais « sur les bords de la Seine » dans les bruits de la Ville.

Paris sent d'instinct la sympathie du Maître et est flatté de la crainte même que cause à celui-ci l'opinion de sa capitale. La Grand-Ville, qui, mobile, impressionnable, changeante, a crié : *Vive la Ligue* et *Vive Henri-IV*, *Vive la Fronde* et *Vive le Roi*, *Vive Lafayette* et *A bas Lafayette*, est, au fond, fidèlement attachée à l'Empereur. Qu'elle l'ait frondé, cela est dans sa nature; mais elle demeurera fidèle, fidèle au-delà de la chute, fidèle au-delà de la mort, au delà même de cette journée de décembre 1840 où, sans distinction de partis et de classes, la foule se sera jetée à genoux au passage des « Cendres » ramenées de Sainte-Hélène et s'acheminant vers la crypte des Invalides.

LOUIS MADELIN
*de l'Académie Française.*

# LE JUGE GASKONY

## I

Au Club royal de l'Automobile, qu'il avait choisi pour sa piscine et sa proximité du Rodd's Club, Severidge avait parcouru à la nage quatre fois la longueur de la piscine et mangé quatre sandwichs. Ce programme énergique et frugal avait été établi suivant un horaire méticuleux. Il était dans les habitudes de Severidge de n'être ni en avance, ni en retard. Aucune pendule ne l'avait jamais trouvé en défaut à moins d'être elle-même dans l'erreur, et lorsqu'il consulta le cadran du bureau de poste, au bas de St-James Street, celui-ci répondit, docilement : « Deux heures treize ». Au quart, il serait sur les marches du Rodd's Club. Dans ce cercle respectable, il boirait un verre de sherry et jouerait une manche de bridge. A partir de trois heures quinze, sa voiture l'attendrait. A trois heures quarante-cinq, au plus tard, il se retrouverait dans son bureau de président des *Combined Metallurgical Industries* — son premier rendez-vous de l'après-midi, avec Haslip, du Trésor, était à trois heures cinquante — et il travaillerait jusqu'au moment où il rentrerait à South Street, et s'habillerait pour le dîner.

Il passa en revue ses engagements de la soirée. Il devait recevoir des invités à huit heures trente. Donc il fallait être à South Street à sept heures quarante-cinq et en bas à huit heures dix. Cela lui donnait vingt minutes de battement pour ses lettres personnelles : il comptait en écrire une à sa sœur au sujet de son terrible fils, une en Écosse à la vieille dame qui possédait un manuscrit du Traité de Cennini, daté de 1431, antérieur de six années à la copie du Vatican et *illustré*. Severidge rit entre ses dents. Il avait examiné les planches au printemps, à l'Exposition Italienne du xv^e siècle où figurait le manuscrit et il en connaissait la valeur.

A une première lettre, composée et dactylographiée par sa secrétaire, la vieille dame avait répondu que cette proposition « l'étonnait »; elle

n'avait « ni le désir, ni l'intention » de vendre, non plus d'ailleurs que de correspondre avec des « marchands »; d'où la nécessité pour Severidge de lui envoyer une lettre personnelle, écrite de sa main. La vieille dame finirait par vendre. Tout est à vendre. En attendant, cette résistance l'amusait, comme, dans un tout autre domaine, la résistance de femmes plus jeunes. Il les aimait pleines de feu. Il aimait la lutte. En fin de compte, sa victoire prouvait la justesse de ses prévisions.

Comme il approchait du club, il aperçut le Juge qui en sortait et venait à sa rencontre. Sur le point de le croiser, Severidge se prépara à lui sourire et à l'accueillir avec quelque plaisanterie. Gaskony s'était retiré de la magistrature depuis deux ans déjà. Il devait commencer à prendre de l'âge. Mais ces Victoriens — du moins ceux qui avaient dû se tirer d'affaire par eux-mêmes, sans avoir eu le temps ni les moyens de mener joyeuse vie dans les années 90 — conservaient un air de jeunesse étonnant. Gaskony descendait St-James Street dans le soleil éclatant de juillet, il rayonnait de santé et de tranquille assurance. Un parapluie, soigneusement roulé, pendait à son bras gauche et il tenait à la main, aussi fièrement qu'un gamin qui vient de faire une emplette, un petit paquet enveloppé de papier brun. De l'autre main, il balançait négligemment son chapeau qu'il ne tarderait sans doute pas à remettre. En attendant, il s'exposait au soleil, sa longue tête grisonnante tournée un peu de côté vers le ciel bleu, ses épaules bien droites, ses vieux souliers noirs, soigneusement cirés, brillant à chaque pas.

— Eh bien, Juge, vous semblez très en forme, cette après-midi.

Gaskony descendit du ciel avec bienveillance :

— Tiens, Severidge! Vous allez faire votre bridge?

— Revenez sur vos pas, et joignez-vous à nous.

— Mon Dieu, dit Gaskony, qu'ai-je fait de mon chapeau? Puis, s'apercevant qu'il le tenait à la main, il s'en coiffa. Il sourit. Le tarif est trop élevé, dit-il. Je suis d'un autre temps. Ses yeux pétillèrent en regardant Severidge. Dans une existence antérieure, vous avez certainement été membre du club du Feu d'Enfer. Du reste, mon jeu à moi, c'est le whist — du moins, ça l'était.

— Va pour le whist, répondit Severidge avec bonne humeur. Un verre de sherry, une partie de whist, programme très acceptable pour une après-midi d'été. Ma voiture sera là à trois heures quinze, je pourrai vous mettre sur votre chemin. Allons, venez — et il fit mine de prendre le Juge par le bras.

Mais Gaskony ne parut pas s'apercevoir du geste, et tint ses coudes serrés au corps : « Je me demande pourquoi il désire ma compagnie, se dit-il; il semble toujours la rechercher, bien qu'il ne m'aime pas. Bizarre. »

— Non, malheureusement, c'est impossible. Je pars pour le Surrey, voir ma fille — celle dont je vous ai parlé une fois — pas ma fille, ma pupille.

— Viviane, dit Severidge, prompt comme l'éclair, se référant à son infaillible mémoire. Viviane... Attendez, ne me le dites pas... Viviane Brown. Est-ce bien cela? Brown. C'est un nom très répandu, voilà pourquoi il ne m'est pas immédiatement venu à l'esprit. Ce sont toujours les noms les moins courants dont on se souvient le mieux.

— Vous êtes un type extraordinaire, dit Gaskony. Comment vous rappelez-vous cela? Je n'ai pas dû prononcer ce nom deux fois devant vous.

Severidge lui donna une petite tape sur le bras.

— Une fois suffit ou devrait suffire. Je n'oublie pas. Vous avez rencontré sa mère, n'est-il pas vrai, dans une librairie?... Si je me souviens bien, une librairie de Chancery Lane... Et cette jeune femme n'est-elle pas morte à la naissance de sa fille, et son mari peu après? Une histoire émouvante, m'a-t-il semblé, et qui s'est gravée dans mon esprit. Pour moi, les événements restent liés aux lieux où ils se sont déroulés. J'étais sur mon yacht, un soir, revenant de la mer Égée, je regardais la mer pendant que vous me racontiez cette histoire. La lune brillait, et je me représentais cette petite librairie obscure. Voilà ce qui a contribué à fixer dans mon esprit l'histoire de Chancery Lane. Le lendemain, nous sommes arrivés à Corfou.

— Je me souviens très bien; il faisait une nuit splendide, répondit Gaskony, surpris d'avoir raconté, même en partie, l'histoire de Viviane et précisément à cet homme-là.

— Et comment va-t-elle?

— Très bien. Mais elle ne s'appelle plus Brown. Elle s'est mariée juste avant le voyage que nous avons fait ensemble. Votre étonnante mémoire vous a joué un tour. Elle a épousé le jeune Henry Lerrick, membre du Rodd. Je l'y ai fait entrer. Le connaissez-vous?

— Certes. Un jeune homme plein d'entrain, m'a-t-il semblé. Si sa façon de jouer au bridge n'est qu'un échantillon de ses talents, il devrait aller loin. Je les inviterai un soir à dîner à South Street.

Que pouvait-on répondre à cela, sinon : « Ce sera fort aimable à vous ». C'est ce que fit Gaskony, en ajoutant :

— Je vais manquer mon train.

Les yeux de Severidge se posèrent sur le petit paquet :

— Vous avez l'air d'un jeune homme qui sort de chez le bijoutier. Est-ce un anniversaire?

Le Juge, interloqué, serra le paquet entre ses doigts.

— Eh bien, dit-il, oui et non.

## II

Severidge inspirait toujours le même sentiment à Gaskony — le sentiment extrêmement désagréable qu'il cherchait à forcer ses confidences. Sentiment d'autant plus pénible que, se tenant sur ses gardes, Gaskony craignait de se montrer trop froid. En outre, il se sentait l'obligé de Severidge, depuis le voyage dans la mer Égée, entrepris deux mois après qu'il se fut retiré de la magistrature, voyage au cours duquel il avait trouvé en lui l'hôte le plus généreux et le plus patient. C'était l'année du mariage de Viviane ; le Jeune Lerrick l'avait emmenée en Italie au printemps et le Juge, privé de la présence de la jeune fille et de ses occupations au tribunal, s'était senti très désemparé. Il avait bien un livre à écrire ; *son* livre qu'il comptait appeler *l'Athénien*. Toute sa vie, il avait attendu le moment de se mettre au travail et s'y était longuement préparé ; en un sens, c'était là sa vie ; tout le reste : le barreau, le tribunal, ne représentaient pour lui que des diversions. Mais, lorsqu'il s'était retiré de la magistrature, que la voie était devenue libre, que le moment était venu de s'y engager, il s'était senti las. L'épisode « Lerrick » l'avait éprouvé. Au début, il n'arrivait pas à comprendre que si Viviane restait de longs moments les yeux fixés sur le jeune homme ou se contractait au son de sa voix nonchalante et musicale, cela signifiait simplement qu'elle était heureuse, pleine de vie, et violemment éprise. Les jours qui précédèrent les fiançailles, avec leur cortège d'allées et venues, les coups de téléphone, les télégrammes, la hâte, les attentes à la fenêtre, les silences, les brusques et haletantes confidences, avaient troublé sa vie. Une fois le mariage décidé, il avait pris ses dispositions pour vendre le petit manoir dans lequel Viviane, depuis son enfance, habitait avec lui, car, dorénavant, il ne disposerait plus que d'une modeste retraite et il lui fallait restreindre ses dépenses. Il ne voulait pas que Viviane se mariât sans ressources. Elle aurait besoin d'argent pour ses vêtements, ses menues dépenses, mais il fallait éviter que le jeune Lerrick, avant d'avoir donné sa mesure, pût s'imaginer que sa femme avait une fortune à gaspiller... Lui-même aurait des ressources suffisantes, s'il ne faisait pas de folies. Gaskony avait dû faire placer des étagères neuves dans son appartement du quartier du Temple, y transporter ses livres et les matériaux de l'*Athénien*, faire l'inventaire du mobilier de sa maison de campagne et des instruments de jardinage, pour les commissaires-priseurs ; enfin, aidé de Mrs Partridge, sa gouvernante, et de Lou, la vieille nurse de la mariée, revenue pour la circonstance faire les préparatifs du mariage et assister à la cérémonie, il avait agité la main en signe d'adieu, tandis que Viviane effleurait sa joue d'un rapide baiser. Tout cela avait complètement détourné son esprit de *l'Athénien*.

— Et qu'allez-vous faire maintenant? lui avait demandé Severidge à travers la table ovale du Rodd's.

— Fournir à mes ennemis une bonne occasion de vengeance.

— Écrire un livre? Sur quel sujet?

— L'Athènes de Périclès. Mais pas tout de suite. J'ai besoin de vacances et puis, il me faut retourner à Athènes.

Et Severidge avait répondu :

— C'est facile. On peut faire d'une pierre deux coups. Les vacances et Athènes. Venez sur mon yacht.

Gaskony avait répondu, se tenant instinctivement sur ses gardes :

— Je vous remercie, Severidge. C'est bien aimable à vous, mais il y aura trop de monde pour moi. J'aurai besoin de m'enfermer dans des bibliothèques, de fourrer mon nez dans tous les trous et recoins. Je gâterais votre croisière.

— Mais, mon cher Juge, avait déclaré Severidge, il ne s'agit pas d'une partie de plaisir. L'idée m'en est venue, il y a exactement soixante secondes. Le yacht est désarmé, je le ferai réarmer. Personne en dehors de nous. Départ dans trois semaines. Vous pourrez travailler à votre aise.

Cela se passait deux ans plus tôt, au début de l'été de 1932 et le Juge gardait un souvenir très vif de chaque parole prononcée et de l'expression de Severidge — ce regard dominateur, qui semblait dire : « Regardez-moi. Voyez ma force et ma puissance. Pour moi, les cieux s'abaissent. Sur un signe de moi, le temps s'arrête. »

Ce voyage avait créé entre eux un lien qui ne s'était pas rompu depuis lors, et Dieu sait, se disait le Juge en obliquant vers la droite au sortir du Mail et en lançant un coup d'œil à la statue de la reine Victoria, Dieu sait que je n'ai pas le droit de me plaindre. Assurément, Severidge est parfois déplaisant ; il a une façon de vous accaparer, de vous donner l'impression qu'on devient comme ce vieux moine — comment donc s'appelait-il? — qui, chaque fois qu'il levait les yeux de son pupitre, pour regarder la rue, apercevait à la fenêtre un petit diable qui l'observait. Cependant, si jamais un voyage valut la peine d'être fait, ce fut bien celui-là. Il se rappelait le soleil, le ciel bleu, le voyage jusqu'à Delphes, les aigles planant au-dessus de la vallée, et sur le bateau les lectures assidues, le classement de ses notes, pendant que Severidge faisait sa culture physique avec une régularité d'horloge. Il se rappelait la vie tranquille, frugale, encore que confortable et les soirées sur le pont, un verre de cognac à la main, un bon cigare aux lèvres, tandis que fuyaient les îles pâles sous le clair de lune. Et que de matériaux récoltés pour son *Athénien*, non seulement des documents écrits, mais des impressions vécues !

Il se demandait s'il éprouvait encore les mêmes impressions qu'au cours de son voyage. Assurément pas ; il avait devant lui la station de Victoria et non l'Acropole ; mais l'impression renaîtrait lorsqu'il se mettrait à écrire — lorsqu'il se dirait enfin : « Ma documentation est complète », qu'il se libérerait du Rodd's et de ses jeux de cartes, de ses voyages chez Viviane, de ses visites à Oxford, de ses petits dîners dans le

quartier du Temple et de tout le reste; et que, rendu à lui-même, il prendrait la plume.

Bientôt, se dit-il en arrivant sur le quai de la gare. Il faut que ce soit bientôt, répéta-t-il en s'installant dans une place de coin; les années passent vite, mais ce voyage m'a mis sur une nouvelle piste; tous les matériaux ne sont pas encore rassemblés, mais je ne suis pas oisif, je bûche toujours. Mettons encore six mois à peu près, ou neuf. Je passerai encore cet hiver à Londres, puis, au printemps je pourrai m'en aller. La paix totale. Plus d'obligations. Plus d'engagements. Un calendrier vierge. Une vie personnelle à laquelle j'aspire depuis l'âge de dix-huit ans. C'est-à-dire depuis quarante-huit ans. Enfin, la vraie vie. Dans neuf mois, peut-être plus tôt, ma documentation sera complète.

Il jeta un coup d'œil par-dessus son épaule sur la banlieue qui défilait sous ses yeux. Le visage de Severidge lui apparut à la fenêtre, et il crut l'entendre : « Elle l'est déjà. Vous le savez. Les vacances et Athènes. Revenez sur mon yacht. »

« Laissez-moi tranquille! » murmura le Juge pour lui-même, dessinant les mots avec ses lèvres. Il posa le paquet du bijoutier dans son chapeau sur la banquette, à côté de lui. Puis, il s'avisa que la dame en face de lui avait les joues roses. « Un don de Dieu ou je veux être pendu. » Il prit son journal du soir et regarda les résultats des matchs de cricket. On prétendait que Severidge avait des intérêts dans ce journal et même qu'il le contrôlait. Était-ce bien exact? Les gens sont si bavards; ils disent tant d'absurdités de ce genre. Parce qu'un homme est riche, on croit qu'il a des intérêts partout.

Gaskony cligna des yeux, froissa son journal et repoussa la pensée de Severidge, le souvenir des séductions de la mer Égée. Viviane, se dit-il, est une des rares femmes en ce monde que le cricket n'ennuie pas. Que de fois ils étaient allés à *Lord's*, ensemble. Le jeune Lerrick, en sa qualité d'ancien élève d'Eton la conduirait aux matchs d'Eton et de Harrow. C'était son affaire. Gaskony n'y voyait pas d'objection, étant lui-même sorti de Wykeham. Il laissa tomber son journal et se prit à songer à ce qu'un jeune Athénien aurait pensé du cricket. Trop statique, sans doute; Platon, c'est certain, n'aurait pas approuvé ce jeu, pas assez militaire à ses yeux. Un passage des *Lois* montre clairement qu'il n'aurait même admis la course à pied qu'en tenue de campagne. Mais, Platon, vu sous l'angle du sport, était plus Spartiate qu'Athénien. Il fallait lui faire des concessions. Il fallait se rappeler... .

— Croydon? oui c'est bien ça. Croydon est mon arrêt. Chapeau, paquet, gants, ai-je tout? Ah! mon chapeau! Merci, madame. Bien aimable à vous de m'y faire penser.

— Votre parapluie, aussi, fit la dame en le lui tendant.

— Ah! merci infiniment. Très reconnaissant.

Il regarda le train s'ébranler. La petite voilette, qui ne cachait que le haut du visage, lui avait plu. Les voilettes, sans doute, revenaient à la

mode, bien qu'il n'eût jamais vu Viviane en porter... Et il fallait se rappeler, songea-t-il en gagnant la sortie, que n'importe quel genre de sport devait plaire à un jeune Athénien. Un *paidotribes*, au milieu de ses élèves lanceurs de javelots, ne devait pas différer beaucoup d'un professionnel du cricket. Eux, les élèves, vifs comme la poudre et lui, le maître, solennel comme un juge.

## III

Sorti de la gare, il trouva un taxi dont le chauffeur accepta de le conduire, en traversant Croydon et ses faubourgs, jusqu'à Hadscombe — que le chauffeur appelait « la campagne ». C'était beaucoup dire, bien qu'on y vît effectivement des maisons de campagne ayant appartenu à des commerçants prospères de la cité. Parmi ces demeures, se trouvait la Maison Rouge, qu'Henry Lerrick avait héritée de son père. La firme Bright et Lerrick n'était pas parmi les plus importantes, à en juger par son chiffre d'affaires. C'était plutôt une firme solide et familiale, qui avait d'ailleurs été florissante et Gaskony, au temps lointain où il avait été avocat, avait dû plus d'une cause intéressante à Tom Lerrick. Henry se trouvait déjà dans l'affaire à la mort de Bright et il continua seul, lorsque Tom disparut à son tour.

Une grande confiance en soi, de la vivacité, de l'intelligence, de bonnes manières et cet air de « Tout-va-bien-en-ce-bas-monde », qui réconforte la clientèle privée, surtout les femmes. Rideaux neufs, téléphones blancs, fleurs sur la table et tout à l'avenant. Pas de mal à ça — peut-être même était-ce un bien? L'affaire avait la réputation d'être saine, encore que menée d'une façon un peu hasardeuse; mais elle devait bien marcher, sans quoi Henry n'aurait pu mener ce train de vie. Cependant, pourquoi ne prenait-il pas un associé? Ils avaient toujours été deux dans l'affaire et même trois à un moment donné; si les affaires augmentaient, il devait y avoir aisément place pour un associé.

La Maison Rouge, parfaite à l'époque où l'on avait, pour trois fois rien, domestiques et jardiniers, représentait, de nos jours, une grosse charge pour un jeune ménage. Deux serres, deux tennis, un garage, un pavillon, douze chambres à coucher, cinq domestiques dans la maison, sans compter les aides, de temps à autre — ce qui n'empêchait pas Henry de parler sans cesse d'un projet de piscine — c'était trop; cela ne convenait pas aux temps actuels. Et ce Hitler qui venait de tuer Roehm à Munich. Ils appellent ça « une purge ». Imaginerait-on le président des États-Unis sortant de la Maison Blanche avec une troupe d'hommes armés et massacrant la moitié du Sénat dans la nuit. Pas le moment de construire des piscines!

En arrivant devant le porche, le Juge lança à la Maison Rouge le même regard qu'il aurait accordé à une femme trop parée de bijoux

Il paya le taxi et sonna. Même s'ils avaient les moyens de mener un tel train de vie, ils feraient mieux de mettre de côté pour les mauvais jours. Il en reparlerait à Viviane. Et qu'adviendrait-il au cas où ils auraient besoin d'une nursery? — mais ils ne semblaient pas avoir assez de bon sens pour cela. En tout cas, il se garderait d'aborder le sujet, étant célibataire, il n'avait pas voix au chapitre. Et si une guerre survenait? Les jeunes, eux-mêmes, ne pouvaient chasser cette pensée, ni prétendre que « c'était inconcevable ».

Gaskony sonna de nouveau et la porte s'ouvrit.

Il se redressa, s'apprêtant à être reçu par Kingsley, la femme de chambre d'une majesté épiscopale qu'Henry surnommait toujours « le monument »; mais ce fut Kathleen, l'Irlandaise, qui l'accueillit. Elle expliqua plaisamment son retard, déclarant qu'elle avait dû mettre son tablier et rajuster une manchette.

La voyant sourire, Gaskony quitta son expression de juge, qui était destinée à Kingsley.

— Eh bien, Kathleen, comment cela va-t-il, ici? Madame est-elle à la maison?

— Pas encore, Sir William, mais elle ne tardera pas. Madame m'a demandé de vous conduire au jardin si vous arriviez avant elle.

— Mais, on ne m'attendait pas.

— Non, pas précisément, Sir William; mais on espère toujours vous voir.

— Voilà ce que nous autres, Anglais, appelons donner de l'eau bénite, Kathleen.

— Oui, Sir William.

— Et, même si ça nous plaît, nous ne nous y laissons pas prendre.

— Oh! non, Sir William; nous non plus. C'est simplement une manière de parler.

Ce qui explique, songea Gaskony, pourquoi les Irlandais sont souvent les meilleurs avocats et toujours les meilleurs témoins au monde. Ils peuvent se rétracter sans se contredire. Il suivit la jeune fille, qui avançait à travers le hall et la bibliothèque, telle une vague triomphante. Kathleen fit asseoir le Juge dans un fauteuil de rotin, à côté d'une table préparée pour le thé. Devait-elle le lui servir tout de suite?

— Non, répondit-il, malgré sa soif. Mieux vaut attendre Madame.

Mais il souleva un couvercle sous lequel il trouva des sandwichs au concombre.

— Kathleen, dit-il, avez-vous jamais vu cette pièce au début de laquelle un des acteurs dévore tous les sandwichs au concombre avant qu'on prenne le thé?

— Non, Sir William, jamais.

— Vous devriez la connaître : *De l'importance d'être sérieux*. L'auteur est un de vos compatriotes.

Kathleen se retira et revint presque aussitôt, une tasse de thé à la main :

— De notre théière à nous, dit-elle. Simplement pour passer le temps. Est-il trop fort ?

Il le prit avec reconnaissance.

— Jamais trop fort.

Resté seul, il regarda par-dessus le bord de sa tasse, la pelouse en pente, les massifs de fleurs, un peu surpris de se trouver au sein de la prospérité, comme cela lui arrivait toujours lorsque, se trouvant seul, il songeait à ses débuts. Devant son premier logis se trouvait une petite pelouse poussiéreuse, agrémentée, au centre, d'un bouquet d'arbres et entourée d'une palissade. Lui et son frère Dick, ainsi que Phil Brown lorsqu'il venait chez eux, emportaient leurs livres sur l'herbe et y travaillaient pendant les matinées chaudes, sans prêter aucune attention aux charrettes des marchands et sans paraître entendre les voisins qui regardaient par-dessus la clôture et disaient : « Hello, encore à travailler. » Lorsque, aux heures de consultation, un malade remontait l'allée et sonnait à la salle de chirurgie, le groupe studieux se réfugiait à l'abri des bosquets. Mais les jeunes gens n'étaient pas complètement absorbés par leur travail ; au bruit des pas sur le sable et quand une voix demandait : « Le docteur est-il chez lui ? » la tête de Dick se levait parfois au-dessus de son texte grec et il bâillait — un bâillement de faim et non de sommeil car, jusqu'au repas du soir, la nourriture était maigre à la maison. On se restreignait sur tout pour subvenir aux frais d'instruction, à l'achat des livres, tant l'ambition du père pour ses fils était grande. S'il vivait encore, serait-il satisfait ? Sans doute, se dit Gaskony ; Dick à la tête du collège de St-Peter, à Oxford, cela lui aurait plu et, quant à moi, juge à la Cour d'appel, oui, cela représente quelque chose, mais mon père aurait été contrarié que je prenne ma retraite. « Qui sait, Will ? avait-il coutume de dire. Travaille ferme, mon fils ; il y a un bel avenir dans le barreau, tu peux devenir quelque jour *Lord Chief Justice*. Tu peux même devenir *Lord Chancellor*. Tu es intelligent. Il ne s'agit que de s'engager à fond dans la course et à chaque minute, à chaque seconde de garder les yeux fixés sur la ligne d'arrivée. Et si tu veux mon avis, ne te marie pas — du moins, pas trop jeune. Le mariage est comme un poids mort que l'on traîne.

Mais, songeait le Juge, mon cœur n'était pas pris par le barreau — c'est là le fin mot de toute l'histoire. J'aurais dû être un écrivain sans le sou, comme Phil Brown. Quant au mariage — il releva les sourcils — le sort a décidé pour moi. Ce ne fut pas prudence de ma part. Dieu sait..., j'aurais dû être écrivain, se dit-il encore. Ou bien n'est-ce là qu'une douce illusion ? Les hommes qui ont une vocation réelle, la sacrifient-ils ? Ou bien, s'ils la sacrifient, n'est-ce pas une preuve que cette vocation est ce que Viviane appelle « douteuse ». Gaskony se demanda si les vers qu'il avait écrits dans sa jeunesse étaient aussi bons

qu'il se l'était imaginé, et l'ancien doute le ressaisit. Ses lèvres ébauchèrent un sourire amer. Ses vers grecs n'avaient-ils pas toujours été meilleurs que ses vers anglais? En tout cas, se dit-il en posant sa tasse et en prenant un sandwich au concombre, ma vie n'est pas encore terminée, il me reste à écrire mon *Athénien*. Bientôt, je m'y mettrai. Six mois. Neuf mois. Il faut que ce soit bientôt, le plus tôt possible.

Le soleil réchauffait ses mains, mais son visage était à l'ombre et, dans l'air embaumé de cette journée de juillet, il se mit à dodeliner de la tête, presque certain, au fond du cœur, que son *Athénien* ne serait jamais écrit.

*The world is too much with us; late and soon*
*Getting and spending, we lay waste our powers* [1].

Le sonnet favori de Julia.

— Et que faites-vous ici, Gasky? demanda la voix de Julia, à côté de lui.

Il ouvrit les yeux et aperçut Viviane en robe de cretonne à fleurs, il sentit sur son épaule une main qui l'empêchait de se lever. Il se leva cependant et l'embrassa pour lui prouver qu'il n'était pas vieux, et n'avait pas dormi.

— Ce que je fais? Je me redisais le poème favori de ta chère mère.

— Oh! celui-là! répondit-elle. « Ou écouter le vieux Triton souffler dans sa corne fleurie? » Et elle sourit, tout en déposant les paquets qu'elle tenait dans ses bras.

— Eh bien, s'écria-t-il, qu'y trouves-tu à redire? C'est un sonnet magnifique.

— Je le sais, je ne dis pas le contraire; c'est seulement ce « vieux Triton » qui souffle... — Merci, Kathleen, posez-le là. Croyez-vous que vous réussirez à rallumer le samovar?

Puis, elle se retourna de nouveau vers Gaskony.

— Quel plaisir de vous voir, Gasky. Attendez-vous votre thé depuis longtemps?

— Je n'ai pas attendu le moins du monde, ma chère. Kathleen m'en a apporté une tasse. Du vrai thé de cuisine, bien fort. Ma cuiller y tenait debout.

## IV

Bien qu'à son arrivée Viviane l'eût trouvé en train de sommeiller, l'idée ne lui vint pas de considérer son tuteur comme un vieillard. Ses cheveux avaient gardé leur lustre et leur masse drue et blanche, rejetée loin du front et des oreilles, contrastait heureusement avec la teinte chaude et saine de ses joues; ses gestes étaient vifs, son sourire restait aussi jeune et sa voix aussi chaude que lorsque, petite fille, elle écoutait

1. Le monde nous presse : aujourd'hui comme demain, tout occupés à prendre et à donner, nous laissons nos dons se perdre.

ses histoires. Elle appréciait sa compagnie. Il l'amusait et lui donnait un sentiment de sécurité. Que la fermeté victorienne, elle-même, pût résister au monde qui se préparait, il lui arrivait d'en douter, mais, en fait, elle était certaine que, tant que Gasky vivrait, il ne changerait pas, qu'il serait toujours pour elle la suprême garantie de soutien dans l'existence, — toujours à ses côtés, quelles que fussent les complications dans lesquelles elle pourrait se fourvoyer ; il représentait la seule certitude en ce monde, stable, sûr, jamais nerveux.

— Pendant que j'y pense, Viviane, et simplement pour te mettre en garde, je crois que j'ai pu vous rendre service, à ton Henry et à toi, en venant ici.

— Dieu merci. Nous en avons besoin.

— Qu'entends-tu par là ?

Elle hésita. La phrase lui avait échappé.

— Ce que j'entends par là ? répondit-elle, se ressaisissant. Rien. Simplement qu'un peu de chance est toujours la bienvenue.

— Qu'est-ce qui ne va pas ?

— Rien de particulier. Mais, dites-moi, comment vous nous avez rendu service ?

— Par miracle, j'en conviens. J'ai rencontré Severidge.

Elle secoua la tête.

— Qui est-ce ?

Gaskony rit de bon cœur. Répète, Viviane.

— Je regrette, dit-elle. Honnêtement, je n'ai jamais entendu parler de lui.

— As-tu entendu parler de Rockefeller ?

— Par ouï-dire. Très vaguement. Severidge est-il aussi riche que lui ?

— Non, ma chérie, sans doute pas. Mais c'est lui l'homme du C.M.I.

Voyant que cette précision demeurait sans effet, il se frotta la joue en signe de profonde satisfaction. A présent, dit-il, je m'aperçois que je t'ai très bien élevée. Arriver à vingt-sept ans sans avoir même entendu parler du groupe des Combined Metallurgical Industries.

— Eh bien, maintenant, pervertissez-moi.

Viviane sourit :

— Voilà, dit-il. Severidge est un individu assez singulier, mais non pas inintéressant. J'ai dû te parler de lui, déjà ? Je suis allé en Grèce sur son yacht, l'année de ton mariage.

— Oh ! répondit-elle. C'est cet homme-là !

— Comme tu le dis : « Cet homme-là ! » mais il a autre chose à son actif que de m'avoir emmené en Grèce et il va vous inviter à dîner, Henry et toi.

— Devrons-nous accepter ?

— Je pense bien.

— Pourquoi, s'il vous déplaît. Car vous ne l'aimez pas, n'est-ce pas?

— Me déplaire?... Mm! Non. Je ne dirai pas « déplaire ». Vraiment, Viviane, je serais ravi que vous dîniez avec lui. Il semble avoir été attiré par Henry qu'il a rencontré au club et, du point de vue professionnel, c'est une relation à cultiver. De grosses miettes tombent de la table de cet homme riche. Mais cela regarde Henry. Oui, j'aimerais que tu acceptes, parce que j'ai le plus grand désir de connaître ton impression sur lui. Les femmes sont parfois très clairvoyantes et il me déconcerte.

Elle le taquina.

— Vous un juge, avec votre expérience de la nature humaine!

— Oui, s'écria-t-il, moi un juge. Mais personne n'est juge dans son propre cas, et ceci *est* mon cas. Tu peux parier ton dernier sou qu'il ne manquera pas une occasion de se lier davantage avec moi. Cette idée de vous inviter, Henry et toi, à dîner à South Street répond en partie à ce désir. Il se peut qu'il m'invite avec vous. S'il m'invite, il me parlera à moi et s'il ne m'invite pas, il parlera de moi.

— Tous les symptômes de l'amour, dit Viviane.

— Tous les symptômes de... Non, pas de l'amour, ma chérie.

— De la haine?

— Oh! non, je ne crois pas. Pourquoi dis-tu ça? Oh! non, je ne crois pas.

A l'inquiétude de sa voix, elle le sentit troublé et elle le considéra, d'abord avec surprise — il était si calme en général — puis, avec une affection qui fit taire ses propres inquiétudes. Lorsque, sans le vouloir, elle avait dit qu'Henry et elle « avaient besoin » d'un coup de main, Gasky n'avait pas prêté attention à ces mots qu'il n'aurait pas laissés passer si cet homme, ce Severidge n'avait occupé sa pensée.

— Qu'y a-t-il, Gasky? demanda-t-elle.

Leurs regards se croisèrent et il détourna si vivement la tête qu'elle crut qu'il voulait changer de sujet. Il commença, en effet, par s'en éloigner.

— Rien, dit-il; rien, bien entendu, qui puisse inquiéter.

Il s'empara de la main de Viviane, la retint un instant, puis la lâcha, en disant :

— Voyons, pourquoi les vieux ne prendraient-ils pas parfois conseil des jeunes? Mes préoccupations sont assez vagues, ma chérie; mais c'est justement à cause de cela qu'elles me tourmentent. Severidge surgit à chaque instant devant moi. Je ne le rencontre pas seulement au Rodd's club. Si je descends St-James Street, le voilà qui remonte la rue. Si je vais dîner chez quelqu'un — Mrs Langferry, jeudi dernier; les Aldring, la semaine d'avant — il est parmi les invités, aussi gai et amical qu'on peut le souhaiter, mais toujours il attire la conversation sur moi.

Je connais Kate Langferry depuis dix ans et Arthur Aldring depuis trente. Pour l'un et l'autre, Severidge est une nouvelle relation. « Com-

ment avez-vous fait sa connaissance? » ai-je demandé à Kate et elle m'a répondu : « Par hasard, dans le monde; quelqu'un a prononcé votre nom devant lui et il a parlé de vous avec tant de chaleur que j'ai pensé que ce serait une bonne idée de vous réunir. » A peu de chose près Arthur m'a répondu de même façon. Et ils avaient eu raison. La réunion fut fort agréable. Severidge n'est pas un causeur du modèle égoïste. Il m'entraîne à parler. Il me cède la parole, « m'amorce » avec des questions, qui sont précisément celles auxquelles je peux le mieux répondre. Parfois, c'est sur un point de droit, qui peut intéresser tout le monde. Ou bien sur l'histoire. Il est assez lettré pour savoir quelles questions il faut poser. Parfois aussi, c'est l'amateur d'art qui se manifeste — porcelaine, verrerie, vieux manuscrits — bien qu'il en sache beaucoup plus long que moi là-dessus, car c'est un grand collectionneur; il dépense une fortune, mais je n'ai jamais pu découvrir ce qu'il collectionne, ni à quoi il s'intéresse particulièrement... Le plus souvent, il m'amène sur mon terrain préféré.

— La Grèce? C'est assez naturel, Gasky, puisque vous avez fait ce voyage ensemble, dit Viviane. Je m'imagine que vous n'avez pas parlé d'autre chose. Et vous en parlez si bien; comme la plupart des gens lorsqu'il s'agit de l'amour de leur vie.

Ce compliment le fit sourire et il l'écarta d'un petit geste avec sa cuiller à thé.

— C'est possible, Viviane.

Puis, il respira profondément et poursuivit.

— Mais je ne t'ai pas tout dit. Ces rencontres constantes; le fait de le trouver sans cesse sur mes pas, si je peux m'exprimer ainsi — ce n'est pas ce qui me préoccupe.

Elle se tut et attendit, jusqu'à ce qu'enfin il lui dit :

— Ce qui me préoccupe, c'est de le voir accaparer si souvent mes pensées.

— Voulez-vous dire que vous en rêvez?

— Non, c'est curieux, je ne rêve pas de lui... Je pense à lui. J'ai l'impression qu'il cherche à m'atteindre d'une manière quelconque. De toute évidence, il ne veut rien obtenir de moi...

— Peut-être simplement votre amitié, dit Viviane. Peut-être est-il solitaire, — comme un chien errant qui cherche à s'accrocher à vous.

Le Juge secoua la tête.

— Il n'a rien du chien errant. Oh! ça non. Tu regarderas ses yeux.

Gaskony reprit sa phrase à l'endroit où il l'avait interrompue.

— Ce n'est pas qu'il cherche à obtenir quelque chose *de* moi, mais...

Il s'arrêta, incertain, cherchant non pas ses mots, mais une pensée claire.

Viviane lui laissa le temps de poursuivre, mais, voyant qu'il gardait le silence, elle lui dit :

— Serait-ce qu'il veut vous faire quelque chose, à vous?

Il la regarda surpris :

— Que veux-tu dire? Me faire du mal par un moyen quelconque?

— Vous changer, pour ainsi dire. Il y a des gens comme cela. Pas nécessairement des gens méchants. Je me rappelle, dans mon collège, une jeune fille... — vous savez que j'étais passionnée de musique ; c'était une sorte de religion ; je travaillais d'arrache-pied — cette jeune fille n'avait qu'une idée, c'était de m'empêcher de travailler et de m'entraîner à faire autre chose. Elle m'aimait bien, pourtant. Elle n'était pas mauvaise. Il y a vraiment des gens comme cela. Parfois, ils veulent vous « réformer ». Parfois, ils veulent — d'après leur opinion, l'opinion personnelle qu'ils se font de votre cas — vous relever quand vous êtes en mauvaise posture ou vous rabaisser quand vous êtes sur la voie du succès. Mais, dans le premier cas, il ne s'agit pas de bonté, pas plus que dans le second il ne s'agit de jalousie. C'est le désir de transformer les gens pour les empêcher d'être sincères avec eux-mêmes.

— Cela me paraît assez diabolique.

— Mais non, pas toujours. Peut-être n'est-ce pas pire que l'habitude de parer un chien de rubans et de lui apprendre à faire des tours ; simplement pour le plaisir de le voir se comporter *autrement* qu'un chien... J'ai horreur de cela, mais il y a des gens parfaits qui le font. Ils prétendent que cela amuse le chien, et ils ont sans doute raison. Les chiens adorent se donner en spectacle. Nous aussi, probablement.

— Pfeu! dit Gaskony. C'est un peu effrayant. Est-ce que nous n'aimons vraiment pas à être sincères envers nous-mêmes? Peut-être...

Tant de sérieux fit hésiter Viviane, et elle laissa errer ses regards sur le jardin ensoleillé ; puis, de ce ton âpre que les jeunes adoptent volontiers pour exprimer des choses difficiles, elle répondit :

— En tout cas, je crois que c'est là la véritable tentation ; la tentation la plus noire. N'est-ce pas, Gasky? Je veux dire, n'est-ce pas à cela que se ramène toute l'histoire?

— Quelle histoire? *Le Paradis perdu?*

— Je voulais parler de l'autre. *Arrière, Satan.*

Mais lui, qui appartenait à une vieille génération où la courtoisie envers les femmes était en usage, il craignit que la conversation prît un tour trop sévère. En souriant, il dit :

— Mon Dieu, Viviane, tu donnes à mon pauvre ami un rôle bien odieux. Il n'a pas le pied fourchu.

— Peut-être.

— Et puis, la tentation? Me pousser à ne pas être honnête envers moi-même? De quelle façon? Qu'est-ce qui est « vérité envers soi-même » et qu'est-ce qui est « mensonge »?

Elle lui sourit.

— Vous demandez beaucoup de conseils aux jeunes, Gasky, cette

après-midi! Si je vous avais posé cette question, je sais ce que vous m'auriez répondu : que moi seule serais capable d'y répondre.

Il haussa les épaules.

— Ainsi soit-il.

Il demeura immobile un instant, on eût dit qu'il retenait sa respiration ; petit à petit, le tumulte de son esprit s'apaisa, comme s'éloigne le roulement d'un tambour. Il répéta : « Ha... bien... Ainsi soit-il » et prit le paquet qui était à côté de sa chaise, avec le secret soulagement de saisir enfin quelque chose de solide.

— Pour moi? dit Viviane. Mais ce n'est pas mon anniversaire?

— Celui de ta mère. Un petit clip de diamant. Porte-le sur ta blouse. Est-ce qu'on appelle cela une blouse? Il m'a paru joli... Je voulais aussi te remettre ceci. Pour les petits imprévus. Un billet de cinq livres.

Il le sortit, bien plié, de la poche de son gilet.

Tandis qu'elle l'embrassait et le remerciait, elle se disait en elle-même : « Maintenant, il m'est impossible de faire ce que voulait Henry. Après cela, je ne *peux pas* lui réclamer de l'argent. » Elle en était soulagée. En fixant son clip, elle demanda :

— A-t-il jamais connu maman?

— Qui cela?

— Mr Severidge.

— Seigneur, quelle idée! Je ne le connais moi-même que depuis cinq ou six ans, et elle est morte... Quel âge as-tu?

— Vingt-sept ans.

— Il y a vingt-sept ans. Il ne devait pas même avoir vingt ans. Il ne l'a certainement pas connue. Pourquoi me demandes-tu cela?

Si elle avait voulu être sincère, elle aurait dû dire qu'elle avait souvent remarqué que tout ce qui le troublait profondément ou le ravissait était lié à l'amour qu'il portait à sa mère ; mais elle ne répondit pas immédiatement, il ne lui en laissa pas le temps. Il n'avait plus aucune envie de parler de Severidge. Le roulement de tambour s'était assourdi et il ne voulait pas l'entendre de nouveau.

— Il y a autre chose dont je voulais te parler, dit-il. Je préfère t'en parler avant le retour de Henry. A quelle heure l'attends-tu?

— De bonne heure ; il peut arriver d'un instant à l'autre. Il faut qu'il sorte les vins et décante le porto. Nous donnons un dîner ce soir.

— Un grand dîner?

— Non ; dix, en nous comptant.

— Trop de monde, Viviane. C'est trop pour vous.

— Nous sortons beaucoup, vous savez ; il faut rendre les invitations.

— Certainement. On peut recevoir simplement selon ses moyens. Mais ceci — il étendit les bras pour désigner la Maison Rouge et tout ce qu'elle contenait —. Pourquoi voir si grand, Viviane? Voilà ce dont je voulais te parler. Oh! je suppose que vous pouvez vous offrir tout ce luxe. Henry l'affirme toujours ; il doit le savoir ; tant qu'il s'agit de livres,

de shillings et de menue monnaie, cela ne me regarde pas. Mais la question n'est pas seulement, d'après moi, une question d'argent, c'est une question de mesure, de convenance. Lorsque j'ai débuté dans la vie, les jeunes mariés — même ceux qui étaient dans une situation de fortune aisée — commençaient modestement. On ne s'attendait pas à être invité à de grandes réceptions chez eux ; sauf peut-être lorsqu'il s'agissait d'importants propriétaires terriens, de gros industriels, mais pas dans le cas d'un jeune homme appartenant à une profession libérale et ayant une situation à se faire. Personne n'avait meilleure opinion de lui s'il dépensait son argent à tort et à travers. Mais vous, vous voilà avec la charge d'une maison quatre fois trop grande pour vous ; vous n'hésitez pas à recevoir dans de coûteux restaurants, sans compter le théâtre, les soupers, les courses, deux autos. Et pas d'enfants. Mon Dieu, je ne vois pas quel avantage vous retirez de tout cela ! Lorsque j'en parle à Henry il se contente de sourire comme s'il était la Banque d'Angleterre en personne et il me répond : « Ne vous en faites pas, Gasky. Ça va très bien. De nos jours l'argent appelle l'argent. Tout est une question de prestige ! » Ce raisonnement se justifierait si votre affaire était une affaire de spéculation — acheter à crédit et revendre avec bénéfice — mais ce n'est pas le cas pour un homme de loi. Pour lui, l'argent n'amène pas d'argent. Ce n'est pas ainsi qu'on acquiert du poids.

La main crispée sur le bras de son fauteuil, elle écoutait. Toutes ses craintes s'accordaient avec celles de Gaskony. Pour elle, il ne s'agissait pas seulement d'une question de convenance, comme il disait, mais bien d'une question d'argent. Et elle savait que, si elle voulait se conformer au désir d'Henry, le moment approchait où il lui faudrait faire comprendre à son tuteur qu'ils avaient besoin d'argent. Mais de combien ? Et pour quelle date ? Cinq cents livres, seraient-elles suffisantes ? Ou faudrait-il davantage ? Peut-être mille. Elle n'en savait rien. Henry ne le lui avait jamais dit. Son humeur changeait si vite. Tantôt il lui disait : « Chérie, ne te tourmente pas. Le mois prochain tout ira bien. » Et tantôt : « Mon Dieu, cette maison est un gouffre. Même quand nous ne faisons pas de dépenses exceptionnelles, c'est comme une fuite dans un tank — impôts, taxes, hypothèques, chauffage, éclairage, gages. » Un jour même, il l'avait effrayée. A Noël, il lui avait donné un manteau de fourrure et elle avait laissé deviner ses craintes devant cette extravagance : « En tout cas, avait-il dit, si ce manteau est à toi, les rats ne le mangeront pas. Tu n'es pas responsable de mes dettes. » Mais, au printemps, elle avait lutté et gagné la bataille. Henry avait accepté de faire des coupes sombres dans les dépenses et de se débarrasser de la maison. En retour, elle lui avait promis de continuer à faire bonne figure dans le monde. « Ça ne sert à rien d'économiser des centimes » avait-il dit. D'avoir pris un parti héroïque avait eu pour lui le merveilleux avantage de leur épargner le besoin de lésiner, et après avoir été ensemble chez le marchand de biens et mis la Maison Rouge « en vente », leurs épaules furent soulagées d'un

grand poids. Ils avaient retrouvé leur bonne humeur et avaient donné une soirée pour célébrer leur décision, sans dire, bien entendu, à aucun de leurs invités la raison de la fête. Ce silence avait été pour Henry une affaire de prestige. « Mais, lorsque nous partirons, il faudra bien expliquer la raison de notre départ », avait-elle dit. Henry avait ri en l'embrassant, prétendant qu'après tout les choses n'en viendraient peut-être pas là. Il sentait que tout s'arrangerait parce qu'elle était belle et l'avait persuadé d'être sage.

Elle était un peu lasse, parfois, de jouer ce rôle maternel avec Henry, de porter en fait la responsabilité de problèmes dont il était censé s'occuper. « Mais, si nous avons des ennuis d'argent, songea-t-elle, Henry est un charmant enfant prodigue, avec qui il est doux de les partager ». Avant que le Juge eût terminé son discours, les craintes de Viviane s'étaient dissipées. Un joyeux sourire parut sur ses lèvres lorsqu'elle dévoila son secret.

— Au fait, Gasky, il ne faut pas vous tourmenter. Pas sérieusement du moins, quoique vous ayez raison de penser que nous sommes à court d'argent. Mais le grand sacrifice est fait.

— Oh! dit-il, voilà du nouveau. Mais je n'en vois guère de signes.

— La maison.

— Vendue?

— Pas encore, mais mise en vente.

— Vraiment. Et depuis quand?

— Avril.

— Qu'est-ce qui a décidé Henry? Il a toujours suivi une ligne de conduite toute différente.

— Eh bien, dit-elle, cette maison n'est pas vraiment celle qu'il nous faut. Des jeunes mariés comme nous vivent généralement soit à Londres, soit à la campagne. Henry s'est accroché à Hadscombe, bien que ce soit presque la banlieue — en partie, je crois, parce qu'il y est né et que le site lui plaît; en partie parce que nos amis aiment à venir ici; cela les change sans doute des appartements et des misérables petites maisons aux adresses flatteuses qu'ils habitent. Ici, le jardin est ravissant le soir, quand il est éclairé aux lanternes vénitiennes et l'on oublie qu'on se trouve dans la banlieue. Et puis, parmi les gens que nous connaissons, la Maison Rouge a très bonne presse. Les gens y viennent.

— Je n'en doute pas.

— Je veux dire que du point de vue d'Henry, c'est utile pour le prestige.

— Au diable le prestige! dit le Juge. Je te demande pardon, chérie, mais tu te fais simplement l'écho de ton mari.

— J'aime la Maison Rouge, moi aussi, répondit-elle. Nous avons été heureux ici. Nous sommes très heureux, Henry et moi, vous savez.

— Oui, Viviane. J'en suis certain. Je lui rends justice là-dessus. Mais

Henry ressemble à vos cocktails. Il donne aux choses une teinte rosée qui dure un instant et puis après... Enfin, Dieu sait que je ne vous en veux pas de désirer garder cette maison. C'est même à mes yeux un sentiment assez victorien, pour des jeunes gens comme vous. Cependant...

— Vous oubliez, Gasky, que c'est vous qui m'avez élevée.

Ces mots lui firent plaisir, mais il poursuivit son attaque.

— Toutes les raisons que tu m'as données pour rester ici, dit-il, sont toujours valables, n'est-ce pas? Alors?

— Nous avons changé d'idée.

— Pourquoi? Question d'argent?

— En partie.

— Des dettes?

— Oui, je crois; du moins, avant d'avoir pris cette décision.

— Laquelle?

— De quitter la maison.

— Mais vous y êtes toujours.

— Nous ne l'avons pas encore vendue.

— Qu'en demandez-vous?

— Dix-sept mille livres.

— Mais c'est insensé! Le vieux Tom Lerrick l'avait achetée six mille cinq cents. Vous n'en tirerez jamais dix-sept mille, ni même la moitié. Voyons, Viviane, qu'est-ce que tout ça signifie? — Elle restait perplexe et silencieuse. — A ce prix-là, cette maison n'a pas été réellement mise en vente.

C'était bien ce qu'avait pensé Viviane, lorsqu'elle avait accompagné son mari chez le marchand de biens; mais la réponse d'Henry l'avait tranquillisée alors, et elle fit la même réponse au Juge :

— Il nous faut ces dix-sept mille livres.

— *Il vous les faut?* Mais pour quelle raison?

— Pour acheter autre chose, je suppose. Et pour disposer de...

— De combien? C'est de dettes qu'il s'agit?

— Il y a l'hypothèque, dont il faut nous débarrasser, dit Henry.

— C'est absurde. Cela peut attendre. Combien de dettes courantes? et en dehors de cela?

— Vraiment, Gasky, je n'en sais rien. Cinq cents, peut-être.

— Ou davantage?

— Peut-être un peu plus.

Il se leva.

— Tout ceci ne me plaît guère, dit-il.

— Mais quand nous aurons vendu la maison...

Il l'interrompit brusquement.

— Viviane, Viviane, ne perds pas la tête. Au prix que vous en deman-

dez, vous ne vendrez jamais cette maison. Et, en attendant, toutes ces dépenses continuent :

Il étendit les bras et considéra la maison coupable, mais ce fut pour voir le jeune Henry sortir, gai comme pinson, de la bibliothèque.

— Hello, Gasky ; enchanté que vous ayez tenu compagnie à Viviane.

Il passa son bras autour des épaules de sa femme, se pencha et l'embrassa.

— Chérie, nous avons reçu une autre invitation à dîner pour mardi soir ; pouvons-nous nous dégager de l'invitation Brandell ? J'ai dû accepter celle-ci. C'est assez important.

— Puis-je vous demander, dit Gaskony, si vous avez gagné au brigde ?

— Quinze livres.

— A Severidge ?

— En effet, c'est à lui.

— Il vous a parlé de moi.

— Oui.

— Oh ! c'est sans doute assez naturel, car je l'ai rencontré comme il entrait au Rodd's Club.

Il y avait bien d'autres choses que le Juge désirait ajouter — à propos de Severidge, des économies, de la Maison Rouge, des meurtres de Munich, de l'état du monde, et de la construction des piscines — mais il se tut, faute de temps. On attendait des invités — huit en tout. Il ne pouvait guère demander à rester ce soir-là.

— Voyons, dit-il, tirant sa montre, voulez-vous téléphoner à votre garage pour me demander un taxi ? Il faut que je parte si je veux attraper mon train.

Henry répondit qu'il n'avait pas encore remisé sa voiture.

— Un verre de sherry, d'abord ? Après quoi, je vous conduis jusqu'à la gare. Je vous aurais volontiers mené jusqu'à Londres si nous n'avions pas eu ces gens à recevoir.

Le sherry était sec et bon. Les vives couleurs des roses et les reflets d'argent de la théière se mariaient agréablement au scintillement du vin. On ne peut pas boire le sherry d'un homme et lui demander : « L'avez-vous payé ? » Ils burent donc paisiblement, bavardant de choses et d'autres. Henry remarqua le nouveau clip de diamants de Viviane et se montra aussi reconnaissant qu'elle-même. Tout le long du parcours, jusqu'à la gare, il parla de sa femme comme s'il en était devenu amoureux la veille et Gaskony lui pardonna ses péchés — lui pardonna d'autant plus aisément qu'il crut percevoir sous le joyeux bavardage d'Henry une certaine tension nerveuse. Qu'est-ce qui ne va pas ? se dit le Juge. Ce garçon est à bout ; il parle d'une chose, mais sa pensée est ailleurs... Henry, cependant, tint bon. Il ferma la voiture, entra dans la gare, prit un billet de quai et continua à plaisanter avec le vieux juge jusqu'à l'arrivée du train. Il ne commit qu'une bévue.

— Comment va le grand œuvre ? demanda-t-il, avec le désir de

plaire ; mais Gaskony n'avait aucune envie d'être interrogé sur son *Athénien*. Six mois. Neuf mois. Il fallait que ce fût bientôt... « aujourd'hui comme demain, tout occupés à prendre et à donner, nous laissons nos dons se perdre. »

— Pas mal, dit-il. Merci — et il s'installa dans un coin.

Henry lui apporta un journal du soir et agita la main, tandis que le train s'ébranlait.

## V

Gaskony avait un appartement dans le quartier du Temple, dans un îlot de paix enclos de murs, à vingt mètres de Fleet Street. Il habitait l'étage supérieur qui donnait sur le toit, la cour et les arbres de *Middle Temple Hall*. Grâce à Mrs Clutterbuck, qui venait travailler à la journée, et à son amie, Mrs Sullins, qui l'aidait les jours où il recevait « du monde », Gaskony avait vécu là, confortablement, à chacun de ses séjours à Londres, pendant douze ans, et d'une façon continue depuis le mariage de Viviane. Mrs Clutterbuck lui convenait, parce qu'elle était bonne cuisinière, enjouée, et qu'elle ne craignait pas de prolonger ses heures de service, si besoin était ; de son côté, Gaskony convenait à Mrs Clutterbuck, car il la louait pour ses petits triomphes ménagers, dînait continuellement en ville, s'absentait souvent et fermait les yeux sur ses petits larcins.

Ce soir-là, il avait l'intention de dîner chez lui, et seul. S'il avait été invité à Hadscombe, il aurait téléphoné à Mrs Clutterbuck pour se décommander ; mais, puisqu'il n'en était rien, il fit l'ascension de ses nombreux étages avec un sentiment de solitude mêlé de satisfaction — de satisfaction, parce qu'il se voyait obligé de rester seul et de s'installer devant son *Athénien*. Il était certain qu'alors toute envie de distraction disparaîtrait et qu'il serait heureux. L'enthousiasme de ses jours de collège reparaîtrait, avec la conviction enchanteresse que son travail avait une valeur absolue. Sa pensée brillerait, lumineuse ; tout son être en serait réchauffé, éclairé ; il aurait la certitude de mener le genre de vie auquel il était destiné, et il serait heureux, pénétré par ce sentiment de plénitude, d'innocence que, seule, la mère de Viviane avait discerné chez lui. D'autres avaient compris son avidité d'érudit, cet étrange désir d'apprendre... D'autres encore sympathisaient avec l'ambition du futur auteur d'un livre important.

« Où en est le grand œuvre ? » demandait toujours Henry Lerrick ; mais personne, en dehors de Julia, n'avait discerné chez lui ce sentiment de bonheur où n'entraient pour rien la satisfaction de l'érudit ou le désir de devenir célèbre. Ce qui signifie, songea-t-il avec un sourire, tandis que, du vestibule, il apercevait Mrs Clutterbuck par la porte ouverte de la cuisine, ce qui signifie que je suis comme une de ces lampes que nous avions à la campagne ; la lueur vacille d'abord et ne répand aucune

lumière ; mais, si on lui en laisse le temps, si on la remonte peu à peu, brusquement, tout le globe devient...

Gaskony entra directement dans son bureau aux murs tapissés de livres et ouvrit le classeur qui contenait ses dossiers sur *l'Athénien*, puis il se dirigea vers le living-room et cria :

— Le dîner, dès que vous serez prête, Mrs Clutterbuck. Pas de bordeaux. Je travaillerai tard, ce soir. Je vais d'abord me changer, mettre mon pyjama et ma robe de chambre pendant que vous préparez le repas.

— Oh! Sir William, je me demandais si je devais faire le dîner, dit Mrs Clutterbuck, apparaissant dans le petit vestibule carré. Votre frère a téléphoné pour dire qu'il était venu d'Oxford, qu'il passait la nuit à Londres et viendrait vous chercher pour vous emmener au théâtre.

— Quand cela?

— Il peut arriver d'une minute à l'autre, répondit Mrs Clutterbuck, se refusant à donner aucune précision, selon l'habitude des gens de son milieu. Je lui ai bien dit, Sir William, que vous travailleriez ce soir si vous ne dîniez pas à Hadscombe, mais il a déclaré que c'était absurde, et « Mrs Clutterbuck, m'a-t-il dit, ça fera grand bien au Juge de sortir ».

Comment résister? Dick venait si rarement d'Oxford ; il devait se douter que Gaskony avait failli dîner à Hadscombe ; alors, comment refuser? Par-dessus l'épaule de Mrs Clutterbuck, Gaskony voyait les classeurs qui contenaient les documents sur *l'Athénien* et il se dit : « Je n'irai pas, je travaillerai. » Mais Mrs Clutterbuck poursuivit :

— J'ai sorti vos vêtements de soirée, Sir William ; les boutons du plastron et les boutons de manchettes, tout est prêt...

Puis, devant l'expression du Juge, elle ajouta, pour le tenter :

— A votre place, j'irais. Mr Dick serait tellement déçu. Vous aurez bien assez d'occasions de passer d'autres soirées seul.

Gaskony alla dans sa chambre pour s'habiller et, une fois prêt, passa dans le living-room. Dick n'était pas encore arrivé. Gaskony ouvrit les battants vitrés du meuble qu'il appelait sa bibliothèque personnelle. Il en retira le volume de *Marius l'Epicurien*, qui se trouvait entre les mains de Julia lorsqu'il l'avait rencontrée pour la première fois dans la librairie de Chancery Lane, quarante-deux ans plus tôt. C'était aujourd'hui l'anniversaire de Julia et il ouvrit le volume, ne songeant qu'au jeune visage, à la lèvre inférieure charnue, au regard profond des yeux levés vers lui — ce regard l'avait touché comme une brise fraîche — et il se mit à lire :

... dans les rues de Pise. Et comme il arrive le plus souvent chez les natures foncièrement poétiques, ces premières impressions se transformèrent tout à coup en une harmonie complète, sous l'influence d'incidents propices, la chaleur et la lumière d'une journée heureuse entre toutes.

C'était par l'un des premiers jours de chaleur de mars, « le jour Sacré » où à Pise, comme dans beaucoup d'autres ports de la Méditerranée, le vaisseau d'Isis

prenait la mer, et où chacun descendait sur le rivage pour assister à son chargement, à son lancement et à son abandon aux vagues, ce qui en faisait une chose consacrée à la grande Déesse, cette nouvelle rivale, ce sosie en quelque sorte de la Vénus antique et, comme elle, patronne favorite des marins. La veille au soir, tout le peuple s'était transporté là pour voir l'illumination de la rivière. Les lignes imposantes d'architecture étaient décorées de centaines de lampes aux couleurs variées. Les jeunes gens avaient fait entendre leur chœur :

*Cras amet qui nunquam amavit*
*Quique amavit, cras amet.*

Ils promenaient leurs torches au milieu de la foule bienveillante ou ramaient dans les barques éclairées de feux, qui remontaient et descendaient tour à tour le cours du fleuve, jusqu'à ce que, dans la nuit déjà tombée, de grosses gouttes de pluie aient forcé les retardataires à regagner leurs demeures. Le jour commença cependant à poindre... [1]

Dick était debout sur le seuil, le visage éclairé par la perspective de passer une agréable soirée avec son frère. Dès qu'on eût apporté le sherry, il sortit fièrement les billets de théâtre de la poche de son gilet : quatrième rang des fauteuils d'orchestre, près de l'allée centrale ; Gaskony comprit que son frère, dans son vieux smoking et sa chemise fripée, ses cheveux blonds à peine striés de blanc, relevés au-dessus de son front hâlé, se sentait jeune ce soir-là, car il avait décidé d'oublier ses soucis de professeur et résolu d'offrir une agréable soirée à son frère. Gaskony suivit son exemple ; le magistrat en lui disparut, ainsi que le « vieux Gasky » ; il ne resta plus que « Will », qui avait toujours passé pour savoir moins bien se débrouiller que Dick et qui, pour commander un repas, choisir une distraction ou faire un voyage, s'en remettait à son frère. Dick était celui qui agissait, Will se laissait faire. Une entente tacite existait entre eux. Il peut paraître bizarre qu'un professeur de collège pût passer pour être plus au courant des questions mondaines qu'un magistrat. Mais cette illusion de Dick avait toujours été respectée par Gaskony. Dans chacune de leurs sorties, Dick décidait le programme de la soirée, réglait toutes les dépenses et, pour finir, calculait la part de chacun.

Ce soir-là, il avait choisi la pièce et, par un de ces miracles dont il était coutumier, avait retenu au dernier moment les meilleures places du théâtre. Il était sur le point d'expliquer comment ce miracle s'était produit, lorsqu'il aperçut le volume entre les mains de son frère et s'en empara vivement.

— *Marius*, dit-il. Où en est ton *Athénien?*

Will, d'un geste prompt, reprit le livre et le replaça sur l'étagère. Dick et lui se mirent à parler de la pièce qu'ils allaient voir jouer, d'Oxford et d'un projet de voyage pour les grandes vacances. Ils étendirent une carte de France sur le tapis et, agenouillés devant elle, ils étaient encore plongés dans cette occupation quand la pendule sonna huit heures.

1. Traduction de *Marius l'Épicurien*, par E. Coppinger.

— Huit heures! s'écria Dick. Aucun espoir de dîner si nous voulons assister au lever de rideau.

— C'est toi qui es responsable, répondit Will. Tu diriges les parties de plaisir.

— En ce cas, le plan revisé est celui-ci : pain et fromage chez toi avec une demi-bouteille de champagne. Huit heures vingt, taxi. A la sortie du théâtre, souper au Rodd's.

## VI

Après le souper, un bon souper tranquille qui les réconforta, les deux frères montèrent dans la « salle de l'œuf », au Rodd. La cheminée de cette salle épouse la courbe du mur, et, du bow-window qui lui fait face, on aperçoit, à un bout de la rue, la palais de Saint-James, et à l'autre extrémité la terrasse du club rival, le Boodle.

Le plafond cannelé de la pièce est considéré par les membres du club qui s'intéressent à l'architecture, comme une des sept merveilles du monde. Il est même d'usage, en pénétrant dans cette pièce, de jeter un coup d'œil approbateur sur le plafond, comme les marins qui montent à bord saluent le gaillard d'arrière, et Dick Gaskony, en se dirigeant vers la fenêtre, ne manqua pas de se conformer à ce rite.

— S'il est vrai, fit-il — et il écarta le rideau pour regarder le magasin Berry de l'autre côté de la rue éclairée — qu'il est important d'avoir un plafond au-dessus de sa tête, il l'est tout autant d'avoir un grand marchand de vins à ses pieds. Que deviendrions-nous si nous étions coupés de la France?... Vois-tu, Will, j'ai toujours été surpris que les Athéniens aient pu atteindre une civilisation aussi avancée avec un vin aussi médiocre. Et je doute que les Romains eux-mêmes — ton Marius, ou Horace lui-même — aient eu des palais aussi affinés que nos dégustateurs d'aujourd'hui. Je n'ai aucune confiance dans ce vin de Salerne de quatre ans d'âge...

Ces paroles étaient destinées à amener sans heurts la conversation sur le sujet que Dick avait dans l'esprit, mais la transition fut moins aisée qu'il ne l'espérait. A la fin, il fonça, tête baissée :

— Pourquoi ne veux-tu pas parler de ton *Athénien*, Will? Tu en parlais, autrefois, avec moi.

— Qui prétend que je ne veux pas en parler?

— Il est certain que tu es muet sur ce sujet. Serais-tu en panne? Puis-je t'aider?

— Non, Dick, répondit le Juge, avec un petit mouvement brusque de la tête — celui d'un cheval qui fait un écart — je ne suis pas arrêté,

car — pour tout dire — je n'ai pas encore réellement commencé — du moins à rédiger.

— Mais pourquoi? Ta documentation n'est-elle pas au point?

— Si, autant qu'elle peut l'être pour un livre de ce genre.

— Alors, pourquoi, au nom du ciel, ne t'y mets-tu pas?

Le Juge garda le silence. Son frère tenta de l'encourager affectueusement : il y avait deux ans déjà que Gasley avait quitté la magistrature; il ne fallait plus perdre de temps, il était le seul à pouvoir écrire un pareil ouvrage; s'il ne s'y attelait pas tout de suite, il n'en verrait jamais la fin.

— Je sais, poursuivit Dick, que, si c'était mon livre, je mourrais heureux après l'avoir écrit. La célébrité qu'il m'apporterait — pas une célébrité vulgaire, mais une belle et solide — me réchaufferait le cœur.

— Mais ce n'est pas à cela que j'aspire, s'écria le Juge. Je suis complètement dénué d'ambition; je l'ai toujours été. La gloire, les honneurs durables, oh! ce n'est pas que je me considère comme au-dessus d'eux, je ne les méprise pas le moins du monde, ce sont de légitimes stimulants. Mais comme je n'ai personne avec qui les partager; alors...

Dick l'interrompit :

— C'est bon. Laissons de côté les honneurs. Il reste le fait même. Avoir écrit un livre semblable, cela ne représente-t-il pas...

— Non, s'écria le Juge avec une passion subite. Non pas de l'*avoir* écrit. Non pas le résultat, l'effet obtenu. Pas même peut-être de l'écrire. Mais de le concevoir, de le vivre. Voilà ce à quoi j'aspire; la gloire à laquelle je tends...

Et Gaskony lança un regard inquiet à son frère, avant de lui confier son plus intime secret.

— C'est, dit-il, la gloire de l'avoir conçu. Tu comprends, Dick, que le sujet de ce livre dépasse l'Athènes de Périclès, dépasse les conditions de vie, les idées morales et politiques de l'époque. Ce qui importe, c'est la *sensation* d'avoir vécu alors. Un homme doué de sensibilité peut participer à la vie, à la conscience d'une autre époque. Un imbécile, seul, peut se prendre pour un Moderne avec un *m* majuscule. Personne n'est jamais en tête de la cavalcade du Temps. Parfois, il arrive que le passé vous retienne par les basques de votre habit ou que l'avenir, de ses mains invisibles, vous entraîne en avant. Je ne me borne pas à l'évocation de l'Athènes de Périclès, je voudrais faire participer le lecteur à cette sensation d'échapper au temps; je voudrais qu'il sente cette harmonie entre les hommes et la vie qui existait à Athènes, au temps de Périclès. Mais ce sentiment d'exister en dehors du temps, on devait l'éprouver sous une autre forme que nous ne pouvons le faire nous-mêmes, à cette époque. Les Athéniens étaient moins alourdis que nous par le passé. Ils étaient plus jeunes;

leur littérature, si directe, nous le prouve. J'imagine qu'ils redoutaient moins l'avenir. Ainsi, mon but n'est pas tant d'écrire et de publier un livre que de me plonger de plus en plus profondément dans l'étude de moi-même jusqu'à ce que ma conscience puisse, sur un plan profond, coïncider avec la conscience d'un Athénien.

— Ainsi, répondit Dick avec un léger rire, vous aspirez à communier en une même humanité, hors de la durée? Est-ce bien cela?

Il se pencha et donna une petite tape amicale sur le genou de son frère.

— Toi et moi — et Phil Brown — nous causions ainsi au temps de notre jeunesse. Dieu merci, nous en sommes encore capables. Vraiment, Will, tu es un extraordinaire mélange d'étudiant, et d'amateur à l'ancienne mode. Tu restes assis, à Londres, à te chercher des raisons — toutes excellentes, d'ailleurs — pour éviter d'entreprendre le véritable travail de ta vie. Tu n'es pas assez réalisateur, pas assez impitoyable envers toi-même, trop peu sûr de toi aussi, pour être vraiment sincère vis-à-vis de toi-même et...

— Voilà la deuxième fois qu'on me dit aujourd'hui que je ne suis pas sincère vis-à-vis de moi-même, dit le Juge. Oh! Dick, je le sais bien; je n'ai pas besoin qu'on me le répète.

— Et qui donc te l'a dit?

— Viviane.

— Une femme, fit Dick.

Il se leva, traversa la pièce et sonna. Un long silence tomba entre les frères, tandis qu'ils commandaient les rafraîchissements au garçon et que celui-ci les apportait. Puis, posant le journal illustré dans lequel il s'était plongé depuis un moment, Dick reprit :

— Alors, Viviane t'a réellement dit cela? Je me demande ce qui se serait passé si tu t'étais marié, Will? Une femme qui aurait compris ce pour quoi tu étais fait ne t'aurait pas laissé gaspiller ta vie. Si tu t'étais marié...

— C'était impossible, répondit le Juge.

— Impossible? Pourquoi?

— Parce que, tu le sais bien, Dick, elle n'a pas voulu de moi.

— Il y a tant d'années de cela.

— Tu trouves que j'aurais dû épouser une autre femme? C'est parce que tu ne connais pas toute l'histoire. Non, toi-même ne la connais pas. Nous avions déjà fait la connaissance de Julia, Phil Brown et moi, lorsque tu es intervenu. Tu ignores le début de notre aventure et, en partie, la fin. Tu ignores que je m'imaginais... Oui, j'étais convaincu que nous nous appartenions l'un à l'autre. Lorsqu'elle épousa Phil, j'ai éprouvé, non pas de l'amertume, ni même à proprement parler une déception, mais le sentiment que ce qui se passait n'était pas vrai, ne

comptait pas, qu'elle était encore mienne, comme si... Sais-tu pourquoi je lisais *Marius*, ce soir, quand tu es entré ? C'est son anniversaire aujourd'hui et elle avait ce livre entre les mains... Je veux dire ce volume-là, précisément, lorsque je l'ai aperçue pour la première fois. Tu ignorais ce détail.

Il s'appuya contre le dossier de son fauteuil et ferma les yeux un instant. Puis il les ouvrit de nouveau, et poursuivit :

— C'était ma première année au barreau, je n'avais pas de causes à plaider. Mon cabinet d'avocat, les dettes que j'avais contractées pour entrer au barreau m'avaient réduit à une extrême pauvreté. Phil n'était guère plus fortuné, mais il recevait une petite pension de son père, et il gagnait un peu d'argent de temps à autre dans Fleet Street. Il payait notre loyer lorsque je n'avais plus un sou et je lui rendais ce que je lui devais dès que j'arrivais à me procurer quelques leçons. En tout cas, c'était bigrement difficile ; nous avions souvent faim. Un jour, en descendant Chancery Lane, j'aperçus les deux volumes de *Marius* dans la devanture d'un libraire. C'était une occasion, on en demandait huit shillings six pence ; je ne les possédais pas, mais je calculai qu'en économisant trois pence par jour sur ma nourriture, j'aurais mon *Marius* au bout de cinq semaines. Je demandai au libraire de me le mettre de côté. « Je tâcherai, me dit-il, mais je ne garantis rien. » Matin et soir, je jetais un coup d'œil sur la devanture pour m'assurer que le livre s'y trouvait encore. Un jour, je vis qu'il avait disparu ; mais c'était seulement de la vitrine. Il était dans le magasin et, cette fois-ci, le libraire, voyant le prix que j'attachais à ce livre, me promit sérieusement de le garder jusqu'à la fin des cinq semaines. Peine perdue. Un soir, pris de fièvre, je dus acheter de la quinine. Puis, mon soulier se fendit et il fallut y faire mettre une pièce. Je sentais que je ne pourrais pas mettre de côté l'argent nécessaire dans le délai que j'avais fixé. J'étais timide et je ne voulais pas que le libraire pût soupçonner que moi — Mr William Gaskony, du Middle Temple, avocat plaidant — j'étais si pauvre, qu'il me fallait compter sou par sou, à un rapiéçage de soulier près. Je n'osai donc pas demander au libraire de mettre mon livre de côté plus longtemps. Je n'osais même pas entrer dans le magasin pour m'assurer qu'il s'y trouvait encore. Lorsque j'eus enfin réuni la somme voulue, j'y pénétrai, tenant l'argent non pas dans ma poche, mais serré dans ma main comme un enfant qui va acheter des bonbons. « Je suis venu, dis-je, chercher *Marius l'Epicurien.* »

Will Gaskony haussa les épaules et avança la main pour prendre son verre.

— Naturellement, il arriva ce qui devait arriver, c'était trop tard. Il n'y aurait pas eu d'histoire sans cela. Le libraire leva le sourcil, désigna quelqu'un en disant : « Cette dame vient justement de l'acheter. Je la regardai fixement, elle tenait le volume entre ses mains et lisait ; tandis

que mes yeux restaient rivés sur elle, les siens se tournèrent vers moi.

Le Juge s'interrompit, regarda son frère et reprit, comme si les mots qu'il allait prononcer fournissaient l'explication suprême :

— Elle avait vingt-deux ans à ce moment-là.

Puis, il continua.

— Je pense qu'elle a dû s'apercevoir de quelque chose, car elle demanda : « Qu'y a-t-il ? » en s'adressant, non pas à moi, mais au libraire — et referma le livre, en marquant la page du doigt. Le libraire lui expliqua sans doute que j'avais demandé ce livre depuis près de sept semaines. Je n'en sais rien ; d'ailleurs, je n'écoutais pas, je la regardais — et, finalement, elle me regarda, elle aussi. « Mais alors, dit-elle, il vous appartient, cela va de soi. » Et elle me le tendit, ouvert à la page qu'elle lisait. Je m'aperçus — ce fut instantané — qu'à son doigt... Je m'aperçus, répéta le Juge, s'efforçant de communiquer l'inexprimable, qu'à son doigt (qui ne me semblait pas à ce moment-là faire partie d'elle-même), il y avait une alliance. Mon inconscient dut enregistrer le fait — le désastre — mais je pris le livre et le gardai ouvert, comme elle me l'avait présenté. Elle me demanda sans doute pourquoi j'y tenais autant, car je lui répondis, ce que je n'avais jamais dit à personne, pas même à toi, ni à Phil, à ce moment-là, que je comptais écrire un livre sur les Grecs et que *Marius*... Enfin, en trois minutes, j'ai dû lâcher mon secret. Elle accepta la confidence comme si elle eût été parfaitement naturelle ; elle accueillit mon grand projet, chaleureusement, avec calme, comme si elle y avait pris part dans un monde antérieur ou lu le livre dans une vie à venir. « Vous devriez faire la connaissance de mon mari, dit-elle. C'est un spécialiste du grec. Il est infirme. » Je payai mon livre et nous sortîmes de la librairie ensemble. Lorsque je rentrai chez moi, j'avais encore mon doigt sur la page qu'elle avait lue, et assis sur le bord de la table, je me mis à la lire, cherchant un présage. C'était le morceau sur le bateau d'Isis... Et je lus :

Et comme il arrive le plus souvent chez les natures foncièrement poétiques, ces premières impressions se transformèrent tout d'un coup en une harmonie complète, sous l'influence d'incidents propices, la chaleur et la lumière d'une journée heureuse entre toutes.

A ce moment-là, un membre du club que les deux frères ne connaissait pas entra dans la pièce et se mit à feuilleter les journaux illustrés qui recouvraient la table. Will Gaskony interrompit son récit et contempla le plafond à cannelures.

## VII

Dick, déjà, savait l'essentiel. Julia, la fille d'Edward Springster, ingénieur civil travaillant à son compte dans le quartier de Westminster, avait épousé, deux ans plus tôt, l'un des aides de son père, appelé Pellagrin. Celui-ci, au sortir de Cambridge, s'était détourné des études classiques pour mettre tout son talent au service de son métier d'ingénieur ;

non pas, comme on aurait pu le supposer, pour des raisons pratiques, des raisons d'argent, mais avec le zèle d'un prophète. Toute la technique lui apparaissait comme un symbole de progrès, une garantie contre l'honnête esclavage d'une routine classique, contre ce que lui, fils d'un maître d'école, avait particulièrement redouté. Julia partageait son idéalisme et leur union avait été heureuse. Une vie de dur travail, de dévouement sans effort. Mais, au début de la seconde année, Roy Pellagrin fut frappé de paralysie ; il survécut, mais sa vraie vie avait pris fin. L'année quatre-vingt-douze, pendant laquelle Will Gaskony et Phil Brown, à la suite de la rencontre dans la librairie, pénétrèrent de plus en plus dans l'intimité des Pellagrin, fut la plus sombre de toutes. L'infortune avait beau s'être introduite chez eux, Roy et Julia ne pouvaient s'y adapter ; pris dans un réseau de faux espoirs, ils rêvaient encore de guérison complète. A mesure que ces espoirs s'effacèrent, le bonheur des deux jeunes gens grandit sur un certain plan ; leur amour, qui avait été si plein d'ardeur, se transforma en un amour d'une autre sorte, et l'enthousiasme partagé se mua en pitié partagée. Lorsque Dick fut introduit pour la première fois, par son frère, dans ce petit cercle, il n'y perçut d'autre tension que celle créée par un état d'esprit qui ne pouvait tromper ; le consentement de l'infirme à mourir, consentement qui émouvait d'autant plus qu'il ne comportait ni désespoir, ni pitié de soi, mais simplement ce que Julia appelait « l'extinction de Roy » — absence de désirs et de plaintes, détachement. Elle, de son côté, ne cherchait pas à faire croire que l'ancienne ferveur de son mari pouvait ou devait être attisée ; elle se conformait aux nouvelles conditions de leur vie et non aux suggestions d'un passé irrévocablement disparu. Ce fut sans doute cette loyauté de Julia qui, durant des années, empêcha Dick de se rendre compte que son frère et Phil Brown étaient l'un et l'autre épris de Julia et empêcha également ceux-ci de s'en apercevoir. Dick ignorait à quel moment ils avaient commencé à voir clair, et lorsque le membre du club qui était entré dans la salle de l'Œuf fut parti, Dick dit à son frère :

— Quel drôle d'assemblage vous formiez, vous deux, avec Julia et Pellagrin dans son fauteuil roulant ! Et il a mis douze ans à mourir... et vous restiez tous aussi aveugles... Ou bien est-ce que je me trompe ?

— Elle ne pouvait pas être aveugle, répondit le Juge. Une sorte d'entente tacite devait exister entre elle et Phil, bien que — j'en jurerais, jamais un mot n'eût été prononcé du vivant de Roy. Tu peux voir que le monde a marché depuis ; mais, même selon les principes d'alors, nous étions vieux jeu, Phil et moi. Pour tout dire, nous ne faisions pas la cour aux femmes mariées. D'ailleurs, une femme mariée, qui aimait son mari comme le faisait Julia, ne s'y serait pas prêtée. Je l'aimais, mais je n'en disais rien, pas plus à elle qu'à moi. J'appelais cela de l'amitié, et c'était vrai. Phil agissait de même, j'en suis certain. Lorsque nous parlions d'elle, c'était sur ce plan-là. Je n'avais pas le sentiment de lui cacher quoi que

ce fût et il en était de même pour lui, je le suppose, vis-à-vis de moi. La meilleure preuve, c'est que pendant des années nous ne l'avons jamais appelée par son prénom — elle restait Mrs Pellagrin jusque dans nos conversations entre nous. Et, lorsque nous en vînmes au prénom, nous le fîmes en même temps, sur sa demande, et en présence de son mari — un vrai pacte dans les formes. Cela semble bizarre à l'heure actuelle, mais au cours de toute cette période, pendant laquelle je montais en grade dans la magistrature, il ne me venait pas à l'idée que l'amitié de Julia pour un autre, pour Phil Brown en particulier, pût dépasser celle qu'elle me témoignait. Et je ne le crois pas encore. Lorsqu'elle perdit son mari, à la fin de quatre-vingt-quatorze, j'avais une bonne situation, en tout cas suffisante pour me marier, et ce n'était pas le cas pour le pauvre Phil. Il s'obstinait à écrire ; mais, pour lui, la question matérielle n'était toujours pas résolue. Un de ses romans se vendit un peu, mais la misère était solidement établie chez lui. L'idée qu'il pût se marier ne me vint pas. Je ne me hâtais pas. En tout cas, les conventions tenaient bon, car Pellagrin n'était pas depuis longtemps dans la tombe. Je me rappelle nos longues promenades dans la campagne, pendant les grandes vacances de quatre-vingt-quinze, Julia et moi : nous passions la journée entière en plein air et nous rentrions dîner à Londres. Phil se joignait souvent à nous et je considérais... — Will Gaskony s'interrompit et regarda son frère avec un sourire amer sur sa propre folie — je considérais que nous étions fiancés, fiancés de fait sans avoir prononcé une parole. Mais oui ; Dieu me pardonne ma stupidité ! Je pensais que, sans rien dire et sans me hâter ni la pousser, j'agissais comme elle le désirait, et qu'après un intervalle décent, lorsque je parlerais, nous — comment dirais-je ? — nous ratifierions officiellement notre entente tacite. Mon erreur fut absolue, parce que, jusqu'à un certain point, ce n'était pas une erreur. Elle m'aimait et c'est ce qui m'empêcha de comprendre qu'elle aimait Phil d'une façon plus... en tout cas, d'une façon différente. Si Phil et moi avions cohabité comme au début, je pense que j'aurais deviné ce qui se passait. Mais je ne m'aperçus de rien.

Le Juge se leva et, un genou posé sur l'appui de la fenêtre, le dos à la pièce, il regarda, au dehors, le ciel nocturne.

— Voilà pourquoi je n'ai pas épousé une autre femme. Au fond de moi-même, c'était déjà fait. Son mariage avec Phil n'y changea rien, ni sa mort à la naissance de Viviane. Ni sa mort à lui. Rien. Je considère Viviane comme ma fille. Celle de Julia est la mienne. Peux-tu concevoir cela ?

— Non, fit Dick. Je le comprends de toi — c'est vrai de toi — mais je ne pourrais le concevoir s'il s'agissait de moi. Cela me paraît...

— Sentimental ?

— Non, pas le moins du monde. Au contraire, d'un stoïcisme invraisemblable.

Will s'écria :

— Alors, tu le comprends parfaitement. Supprime seulement « invraisemblable ».

Un de leurs longs silences fraternels tomba entre eux. Dick bourrait et allumait sa seconde pipe, les yeux fixés sur le dos du Juge qui était long et droit.

— Tu as toujours aimé regarder par la fenêtre, Will. Reviens ici, et dis-moi...

— En tout cas, fit le Juge, en l'interrompant, tu dois comprendre pourquoi ce volume a pour moi plus de valeur que tout au monde.

Il se détourna de la fenêtre et revint à son fauteuil. C'est alors qu'il aperçut, à quelque distance de la table, souriant, et se frottant les mains, Severidge.

— Quel volume? demanda-t-il.

Aucun des deux frères ne se décidait à répondre. Dick s'attendait à ce que Will s'en chargeât, mais un coup d'œil sur le visage de son frère, un visage défait aux yeux élargis, à la bouche pincée, lui fit comprendre qu'aucune réponse ne viendrait de ce côté-là et il dit :

— Nous parlions de *Marius*.

Le ton n'était guère encourageant, mais Severidge venait de bien dîner, de reconduire ses invités chez eux et, mis en verve par ce qu'il appelait son exercice sportif, il ne risquait pas de se laisser démonter. Il retourna un fauteuil et se joignit aux deux frères.

— Cela m'intéresse singulièrement, dit-il, et il aurait sans doute continué si le Juge, évidemment inconscient du laps de temps qui s'était écoulé depuis que Severidge avait posé sa question, n'eût ajouté avec une sorte de politesse tragique :

— Vous savez, *Marius l'Epicurien*.

Severidge se mit à rire — un rire léger, plein de bonne humeur qui, intentionnellement ou non, eut pour effet de masquer la gêne de Gaskony — et il se lança avec un curieux mélange d'intérêt sincère et de curiosité aiguë, insistante, dans un monologue plein d'érudition, mais dépourvu de sensibilité sur Walter Pater. Et Dick songeait : je comprends, pour la première fois, pourquoi ce petit homme a la réputation de plaire aux femmes. La curiosité, qui rend ce pauvre Will furieux, est considérée par elles comme un témoignage d'intérêt ou de sympathie. Severidge s'intéresse à leurs robes, leurs ambitions, à leurs histoires d'amour, comme au *Marius* de Will. Et ce qui hérisse Will, les attire. Voilà le secret de cet homme. Son regard ne passe pas au travers des femmes, il s'arrête sur elles. Je parierais qu'il se souvient de tout ce qu'elles ont dit ou porté, trois ans plus tôt ; il oublie seulement qu'il y a trois ans de cela. Il n'éprouve jamais aucun ennui, n'est jamais impersonnel, hésitant ; il est toujours curieux, il s'empare de vous, plein de confiance. « Je suis un magicien, je m'intéresse à vous, je vous comprends et la chance me sourit. » En observant le visage de Severidge plein

d'ardeur, satisfait, souriant, Dick se disait : « Voilà la clef qui lui ouvre les portes et qui donne aux femmes, même les plus intelligentes, l'impression qu'il est charmant ; mais ce n'est, certes, pas une clef qui... » Du visage de Severidge, il passa à celui de Will et l'expression qu'il y aperçut lui donna un choc, un choc si net qu'il renonça aussitôt à l'analyse tranquille et amusée qu'il avait entreprise aux dépens de Severidge. Il avait cru que son frère avait été contrarié — exagérément, peut-être — par l'intrusion de Severidge ; mais ce n'était pas de la contrariété qu'il lisait à présent dans le regard de Will ; c'était une émotion qu'il n'y avait jamais vue. De la peur ? De la colère ? Une passion froide, indescriptible et qui faisait penser à une armée menacée, qui se retire dans une forteresse ou bien à un animal assailli, terrifié et qui recule en faisant tête, dans son antre. Severidge, sans paraître s'en rendre compte, continuait à parler et à plaisanter.

— Allons, Gaskony, quel est ce mystère ? Pourquoi ce livre est-il si extraordinairement précieux ?

Il se tourna vers Dick.

— Je ne savais pas qu'il avait quelque chose à cacher.

Puis, il revint au Juge, avec insistance, lançant en badinant une volée de petits cailloux au vieil animal qui s'était rencogné dans son antre :

— Voyons donc, vous n'allez pas laisser l'histoire inachevée. Autant en finir tout de suite.

— Pourquoi donc ? demanda le Juge.

— Pourquoi ? Mais parce que...

Le Juge s'enfonça dans son fauteuil et courba la tête.

— Alors, puisque vous insistez, puisque vous insistez, je vous en dirai la raison. J'ajoute du prix à ce volume, parce qu'il m'a été donné par la femme qui aurait pu être la mienne. Ses mains l'ont touché. Et maintenant, au nom du ciel, laissez-moi tranquille.

Severidge fit d'abondantes excuses. Il avait entendu une remarque qui, en sa qualité de connaisseur, lui avait semblé naturellement pleine d'intérêt. Il n'avait pas eu la moindre idée qu'il interrompait une conversation confidentielle. Il craignait d'avoir manqué de tact, d'avoir paru absurde, il ne pouvait qu'exprimer ses regrets, il n'avait pas songé à...

— Oh ! n'en parlons plus, dit le Juge. J'ai répondu trop brusquement. Je me suis laissé emporter par mes sentiments.

— Alors, nous nous séparons bons amis, j'espère.

— Certainement. Certainement.

Après le départ de Severidge, Dick Gaskony proposa :

— Encore un verre, Will, avant de rentrer. Nous rentrerons à pied. La nuit est claire.

— Je suis désolé, Dick, répondit Will. J'ai parlé comme un imbécile... Le plus ennuyeux, c'est qu'il faudra me montrer extrêmement affable avec lui la prochaine fois que je le rencontrerai, et lui devra l'être avec moi.

Severidge, tout en conduisant son auto dans la direction de South Street, faisait une mise au point. Sa mémoire lui rappela que la mère de Viviane Lerrick avait été rencontrée pour la première fois par le Juge dans une librairie de Chancery Lane et il rapprocha ce détail de ce qu'il venait d'entendre sur *Marius*. Existait-il un rapport entre les deux faits? Il découvrirait cela mardi, lorsque le jeune Lerrick et sa femme viendraient dîner... Il fit glisser adroitement son auto dans le garage... Je me demande combien ce vieux type accepterait pour ce livre? Ce n'est pas que j'aie la moindre intention de l'acheter. Cependant, c'est une partie de lui-même... Cela peut paraître ridicule, c'est lui-même. S'il vendait ce livre, il aurait la sensation de se vendre. Pour quelle somme le céderait-il?... En se déshabillant, cette question lui revint à l'esprit et il dit à son image dans la glace : « Idiot, que diable veux-tu faire de son *Marius?* Pourquoi ne peux-tu pas laisser le pauvre homme en paix? » Une fois au lit, il se souvint de la vieille dame d'Écosse, et de son manuscrit de Cennini. Sans doute, son trésor. Elle l'avait certainement hérité. Elle semblait n'avoir rien du collectionneur, mais le Cennini était son orgueil.

... En ce moment-ci, sans doute, elle était endormie dans sa petite maison. Severidge alluma sa lampe de chevet et se redressa comme pour regarder la vieille dame; il s'apprêtait à prendre une cigarette, quand, se ravisant, il y renonça. Il lui fallait six heures de sommeil. Il s'étendit et s'endormit aussitôt.

CHARLES MORGAN

(TRADUCTION DE GERMAINE DELAMAIN)

*(A suivre.)*

# LA FORTUNE DES GIROUETTES

Poussé par une bonne brise du Sud-Ouest et fouetté par l'averse, Ronald-Andrew Piggymouth, pieds ballants, voguait dans la nuit noire. Comme on le lui avait enseigné, il humait l'atmosphère avec soin afin d'y surprendre l'approche de la Terre et en particulier cette odeur de terreau vanillé par laquelle, au dire des professionnels, s'annonçait la France jusqu'à cent et cent cinquante mètres au-dessus du sol. Engoncé dans ses équipements, il ne pouvait malheureusement rien humer que la grosse odeur de soldat mouillé qu'il trimballait dans la nuit noire, poussé par une forte brise du Sud-Ouest. Quelque chose lui disait, dans la plante des pieds, que le contact allait bientôt s'établir et il étirait ses jambes avec une impatience mêlée d'angoisse, en même temps qu'il tendait les bras en amortisseurs, prêt au pire. Il envisageait notamment la grande claque de plein fouet sur la haute muraille qui ne retiendrait de lui qu'une répugnante éclaboussure d'insecte éclaté; puis venait l'évocation musicale d'un atterrissage en carillon sur le champ de cloches à melons; plus sobrement enfin, il supputait la baïonnette d'un factionnaire endormi le harponnant au passage. « Dieu tout puissant! murmurait-t-il, tandis que, fort stupidement, il agitait les jambes dans le style spongieux des galopeurs de brume; Dieu tout puissant! que suis-je venu faire en cette foutue sacrée vieille Europe de malheur! »

En vérité Ronald-Andrew Piggymouth n'avait pas tellement de haine pour l'Europe. Il ressentait plutôt une espèce d'écœurement, une saturation littéraire due aux excès de lectures, aux abus scolaires et, il faut bien le dire, à son goût morbide pour les reconstitutions frelatées du cinéma, les quartiers latins tendancieux, les donjons apocryphes, les belles manières de canapé Louis XV, les armures de quincaillerie, les rapières de Woolworth, les discours à la morbleu, les traditions à la gomme, les gesticulations fabuleuses et autres europasseries de contrebande. Il réprouvait ce funeste penchant et l'assouvissait en secret, mais chaque fois que l'Europe faisait mine de se prendre au sérieux, il témoignait

aussitôt de la santé de ses réflexes en proclamant le parfait ridicule de la chose et la scandaleuse aberration qui ferait sacrifier le cheveu d'un Yankee pour cette vieille duègne chamailleuse et rabougrie. Et, tandis qu'il se dandinait dans l'atmosphère, plus empoté qu'un ange de music-hall, il réitérait en vain sa prière au ciel inclément : « Oui! que viens-je faire en cette foutue sacrée vieille cabotine d'Europe de malheur! »

A ces mots, un coup de vent l'aspira si brutalement qu'il crut avoir perdu son foie dans la secousse. Après une deuxième traction plus rageuse encore, il estima que ses vertèbres lombaires avaient perdu le contact et c'est alors que passèrent coup sur coup sur sa gauche, à le toucher, deux ombres verticales qui pouvaient être des cheminées. Il tendit aussitôt la jambe, pied cambré, à la façon de Mercure touchant terre et ses godillots raclèrent une surface dure et squameuse qui pouvait être le dos d'un dragon endormi. Il se couvrit d'une garde extrêmement fermée de boxeur aux aguets, se creusa le ventre à bloc et, d'un geste vif, étreignit quelque chose de frêle qui plia sous le choc.

Était-ce bien là le point de chute assigné par le destin? Toujours est-il que le parachute ne voulait pas lâcher son vent et que le voyageur, solidement embossé se préparait à repartir en emportant le toit, la maison et quelques adhérences de terrain avec. Finalement, l'étoffe mouillée dégorgea son restant de brise, les cordes mollirent et, délivré du caprice des éléments gazeux, heureux d'avoir posé sans dommage son derrière sur le dur, R.-A. Piggymouth reconnut qu'il chevauchait le faîte aigu d'un long et haut toit de tuiles et que l'objet embrassé n'était autre qu'une gracile girouette. La flèche Nord lui avait écorché la joue, mais c'était peu de chose, car il aurait pu s'envoyer les quatre points cardinaux écartelés dans le ventre comme un quadruple hameçon. Le premier mouvement de R.-A. Piggymouth fut de faire face au vent, ce qui dénotait un caractère bien trempé. Il en avait assez de se faire trimballer comme un oiseau crevé au fil de l'air et recevoir enfin la pluie par devant, lui procurait une mâle satisfaction. Son deuxième mouvement fut pour redresser la tige tordue. Étrange démarche. Le geste n'était guère dans ses habitudes, mais attendrissant, il faut bien le dire, venant d'un homme qui avait démoli un certain nombre de ponts, défoncé trois gares régulatrices, écorné une demi-douzaine de cathédrales, rasé par mégarde une ville d'art, ratiboisé une banlieue industrielle et faussé quelques pylônes sans éprouver avec urgence le besoin de réparation. Encore une histoire de complexe. Il essaya donc de se mettre debout, se découvrit une foulure du pied gauche, retomba à califourchon sur les faîtières, dérangea une tuile qui dégringola avec un bruit de catastrophe, interpella de nouveau le ciel en termes blessants sur les raisons de son voyage. Puis, s'étant bien assuré dans une position accroupie, il empoigna la pointe et redressa la ferraille sur son genou. Profitant d'une lueur de lune, il constata le bon aplomb de l'ustensile et voulut en vérifier le bon fonctionnement : sollicitée par une forte claque, la partie mobile,

qui n'en avait jamais tant vu, tournoya en poussant des cris aigus, puis s'immobilisa dans le lit du vent.

Ceci fait, R.-A. Piggymouth entreprit non sans peine de rassembler le paquet de soie mouillée qui s'ébrouait encore par là-bas en légers soubresauts. Absolument novice dans l'art d'apprivoiser les parachutes, il tirait sur les suspentes sans aucune méthode, avec une ardeur brouillonne et des gros mots plein la bouche. Parfois, un brusque ballonnement, une sournoise velléité de décollage, le faisait déraper sur les tuiles jusqu'à la cheminée de maçonnerie qui bloquait brutalement la tentative. Parfois, jouant des ficelles à tort et à travers, les unes s'emmêlant avec perfidie, les autres se débinant à toute allure entre ses doigts, il suscitait là-bas dans l'étoffe mouillée un jeu varié de béances fugitives où le vent follet se donnait du bon temps, roulant sa bulle d'un pli à l'autre, boursouflant ici, crevant là, émettant un clapotis visqueux de poulpe aérophagique. Quel tape-cul rebelle étarquait-il au vent maudit, ce moussaillon d'épave? Quel astéroïde agonisant hâlait-il en son chalut, ce pêcheur de météores? « Dieu tout puissant, que viens-je faire en cette fichue sacrée Europuscule de malheur! » grondait-il encore, tandis qu'un retour de brise lui rabattait sur les épaules dans un joli mouvement tourbillonnaire les vingt mètres carrés de soie humide dont il fit, pour commencer, un étourdissant numéro, genre Loïe Fuller déchaînée. Puis, son style varia selon le vent et le caprice des ficelles ; successivement, il fut Hercule contre l'Hydre, Laocoon, derviche tourneur, ectoplasme en pétard et nébuleuse spirale.

Enfin délivré, mais haletant, R.-A. Piggymouth se dressa dans le vent. Il avait cette mine hargneuse du bombyx enfin sorti d'un cocon tyrannique. A ses pieds moutonnait sur les deux versants du toit l'humide popeline, opaline et féconde écume ; on eût dit la naissance d'un dieu. Le souci de son équilibre l'empêcha de prolonger cette apothéose et derechef, il se mit à quatre pattes, afin de couper les suspentes dont il pouvait avoir besoin dans la suite. Cherchant son couteau, il découvrit dans une poche un paquet de gomme à mâcher et, fort avidement, se mit dans la bouche les six tablettes d'affilée. Ragaillardi par cet arôme de terroir, il se jeta sur la besogne avec sadisme, tranchant à pleine poignée dans ces liens froids et flasques. Cependant, la brise, venue à de meilleurs sentiments, chantonnait à ses oreilles et cueillait à ses lèvres la mirifique haleine afin d'en colporter le message à travers les vallées.

Amputé de ses tentacules, le parachute était bien mort à présent. Restait à faire disparaître ce vaste témoignage qui brillerait à l'aube pour le bonheur des justes et la colère des méchants ; celle-ci étant à considérer tout d'abord, il fit du vestige encombrant un ballot boudiné qu'il s'en alla tasser à grands coups de poing dans la cheminée.

« Et maintenant, se dit-il, accoudé sur le mitron, et maintenant, on va voir un peu ce qu'il en est de leur sacrée fichue rombière de vieille Europe de malheur ! »

***

Debout devant l'âtre où gémissait la brise et mourait un feu de bois, mademoiselle Ursule-Marie-Eugénie-Anne Ledru achevait de tresser pour la nuit ses nattes brunes. Au delà de son visage, tout au fond de la grande vieille glace dégauchie, se reflétait tout de guingois la perspective d'un vaste lit monumental à baldaquin d'andrinople flétri et de brocarts étiolés. Il n'y avait dans la chambre pour toute lumière, que la flamme d'une bougie sur la table de chevet et, dressée devant la cheminée, cette grande chemise blanche légèrement pourprée par les tisons. Si la demoiselle semblait prolonger cette sage toilette, ce n'était pas qu'elle prît tellement plaisir à se regarder dans la glace ; mais, chaque soir, la tendre chaleur des braises domestiques lui apportait à la fois réconfort et récompense. Elle disait même assez volontiers ses prières, les yeux fixés sur la dernière flamme, ayant ainsi le sentiment de les dire en commun avec la famille des vivants dispersés et des morts négligés. Le vent, vieux vent grognon rabâcheur d'histoires, parlait haut dans la cheminée, tandis que la grande fille filait ses cheveux noirs.

Mademoiselle Ursule-Marie-Eugénie-Anne Ledru n'était pas une beauté. Son âge, peu connu, pouvait aller de trente à quarante, selon l'heure, la robe et l'humeur. Elle avait un mètre soixante douze, le pied costaud, la cheville solide, la main étroite et grande, le visage d'un modelé plutôt rare et désuet, avec le nez long, rond du bout et un tantinet vineux ; mais la bouche était humide et grave, le front candide, la chevelure luxueuse, les yeux fort ouverts, pers et toujours perdus un peu au delà. Ce n'était pas une beauté, mais peu s'en fallait et si les butors disaient qu'elle était moche, les délicats restaient troublés par son visage. Ayant achevé le dernier tortillon de sa natte gauche, elle la rejeta sur l'épaule d'un geste un peu brusque, avec un mouvement de tête qui n'avait pas changé depuis l'enfance et c'est à ce moment-là que le vent cessa tout net comme si l'on eût pris là-haut le vieux radoteur à la gorge. La grande fille demeura quelques secondes immobile, la tête encore inclinée du côté de la natte ballante, et la cheminée commença de régurgiter un fort panache de fumée. Alors, elle baissa le tablier, tendit l'oreille avec le plus grand soin et, silencieusement, s'en fut ouvrir la fenêtre, autant pour donner de l'air que pour aider à l'éclaircissement des mystères.

***

R.-A. Piggymouth, au moyen d'un rappel de corde qui lui sciait la cuisse, descendait le long du mur, assez impatient de toucher terre, mais la vraie terre cette fois, c'est-à-dire le soutien naturel de l'homme, la terre nue et loyale, un peu meuble de préférence. Grâce aux semelles de caoutchouc, il prit avec les dalles du balcon un silencieux contact et décida de faire la pause, bien déçu de n'avoir pas atterri dans un carré

de salades. Tout en rassemblant sa ficelle, il constata que la fenêtre était ouverte, singulière conjoncture. L'âcre odeur de fumée qui s'en échappait augmenta beaucoup sa perplexité et le feu bâtard qui papillotait au fond des volutes vint mettre un comble à son embarras. Fallait-il entrer, ou poursuivre la descente?

Subitement à court de réflexe, R.-A. Piggymouth s'immobilisa dans une circonspection totale, anxieux d'affronter ce monde nouveau dont il n'avait eu jusqu'ici que des rapports de seconde main, cette espèce de vieille lune où il était prudent de ne se prévaloir d'aucune expérience. Et toute celle de R.-A. Piggymouth, tout son bric-à-brac documentaire ne pouvait le renseigner sur les bonnes ou mauvaises intentions d'une telle fenêtre souffleuse de fumée. Le plus troublant était cette flammèche qui dansait là-bas au fond du brouillard. On pouvait aussi bien la croire toute proche et périssable, bien qu'elle parût d'abord inaccessible et sidérale. L'expression « langue de feu » convenait assez bien, mais il ne voulut pas s'arrêter à la pénible hypothèse du Saint-Esprit en difficulté dans les ténèbres. « Seigneur! songea-t-il, que de fumée sur la France et que suis-je venu faire en cette sacrée fichue... »

— Où allez-vous comme ça? fit une voix de l'intérieur.

— Je me le demandais..., répondit R.-A. Piggymouth en enjambant la marche, tandis que l'amer brouillard s'écartait en écharpe sur une longue silhouette blanche assise au bastingage d'un galion de haut vol gréé à la dauphine. Le tout voguait sur la molle houle d'un cumulus crépusculaire où se trémoussait un fanal obstiné. « Pour ce qui est de la chose européenne, se dit-il de prime abord, j'ai l'air assez bien servi. » Rangé à cette opinion qu'il pénétrait au sein d'un univers très peu quotidien, R.-A. Piggymouth ne voulut s'étonner de rien. Seulement un peu surpris que ses pieds touchassent le sol, car l'idée lui vint qu'il n'avait pas réellement atterri.

— C'est à cette heure-ci que vous arrivez? reprit la fée vaporeuse, mais d'une voix plutôt virile.

— Hé quoi! vous m'attendiez madame? Le ton cérémonieux lui était venu spontanément.

— Ne parlez pas si fort, je vous prie. Oh! je vous attendais, vous ou un autre...

— Ah! fit R.-A. Piggymouth, en souriant à l'idée qu'il abordait un de ces extravagants vaudevilles à la française.

— Qu'est-ce que c'est que ce sourire d'idiot, fit mademoiselle Ledru, en déplaçant la bougie vers le visiteur, un rouquin efflanqué à grande bouche et yeux ronds. Approchez-vous donc! Qui vous envoie ici?

— La guerre.

— Bien sûr. D'habitude, ils montent par le balcon et je vois leur tête avant leurs pieds. Par où venez-vous donc?

— Par le toit.

— C'est amusant. Vous êtes le premier.

— Parachute.

— Vous avez de la chance. On prétend que c'est très pratique. Mais, dites-moi, vous avez un drôle d'accent ; vous n'êtes pas du pays ?

— Je suis Américain.

— Vraiment ? Eh bien, ce n'est pas trop tôt. J'aurais dû m'en douter à vos habits neufs. Et que venez-vous faire au juste chez moi ?

— Je me le demande, dit Piggymouth, en mettant un peu d'ordre dans l'imbroglio de ses blanches ficelles qui traînaient par terre. Puis il reprit, poliment :

— J'étais parti pour défendre la civilisation et la liberté, lorsque...

— C'est une bonne pensée. Ainsi, vous venez de Nouillorque en parachute ?

— Non. C'est un accident d'avion ; nous avons tous sauté.

— Et les autres ? Ils vont venir ?

— Je ne pense pas, le vent nous a divisés.

— Ne parlez pas si fort.

— Pourquoi ? Il y a du danger ?

— Du danger ? Vous êtes-vous jamais senti en péril dans la chambre d'une jeune fille ? Fermez donc la fenêtre, maintenant ; il fait froid.

Mademoiselle Ledru se leva pour enfiler une vieille et très vaste robe de chambre capitonnée, tout élimée, mais qui rendait encore un somptueux frou-frou. Tout en essuyant sa figure humide, le visiteur promenait alentour son regard de voyageur stellaire. Le brouillard s'était levé dans la chambre et les choses prenaient en même temps plus de contour et d'assiette, mais ça ne les rendait pas plus familières. S'écartant de la fenêtre, il fit quelques pas maladroits à travers une quantité de meubles et, toujours empêtré de blancs cordons, il semblait traîner sur le parquet l'écheveau luisant de ses frêles entrailles. Il bouscula un guéridon surchargé de cadres et bibelots, cogna un tabouret, trouva le moyen d'enrouler une suspente au pied d'une chaise impondérable qui tomba sans bruit sur un pouf.

— Il y a moins de place ici que dans le ciel, dit-il.

— On ne peut pas toujours rester en l'air, ça serait trop facile, dit mademoiselle Ledru en levant un genou pour boutonner les derniers boutons de sa robe de chambre. On dirait que vous boitez, est-ce grave ?

— Non. Je me suis un peu tordu le pied, là-haut, sur le toit.

— Nos toits sont très bizarres ; il faut être du pays pour s'y promener à l'aise. Oh ! les rideaux ! reprit-elle, en se dirigeant vers la fenêtre. On est très sévère, ici, pour la lumière.

— Les avions ne voient pas les bougies, fit remarquer Piggymouth, en poursuivant le démêlage des ficelles.

— Vraiment ? Je pensais au contraire qu'il fallait se méfier beaucoup des petites lumières vivantes. Dites-moi donc, où voulez-vous en venir avec vos ficelles ?

— C'est ce satané parachute qui me poursuit encore! fit-il, en se délivrant à cloche pied d'une dernière boucle. Tout le paquet gisait maintenant sur une carpette comme un déchet chirurgical, un bourbillon vermiculaire, et Piggymouth regarda mademoiselle Ledru, qui venait d'allumer une deuxième bougie sur la cheminée. Elle le regardait aussi avec beaucoup de calme et d'affabilité, comme une personne très habituée à recevoir. D'un geste vigoureux, la grande fille approcha le fauteuil monumental.

— Asseyez-vous donc, dit-elle, de sa voix toujours péremptoire mais si assourdie qu'il avait peine à l'entendre, asseyez-vous et reposez votre pied. Sans compter qu'il y a un bout de chemin de chez vous ici. Quittez vos habits s'ils sont trop mouillés, mais d'abord, vos chaussures qui abîment mon parquet. Vous avez froid? Il y avait un restant de feu tout à l'heure, mais il est mort étouffé et je soupçonne que vous y êtes pour quelque chose.

— C'est mon parachute que j'ai caché dans la cheminée.

— Ah? Eh bien, vous ne manquez pas de toupet, mon garçon. Vous commencez par vous faire attendre cinq ans et vous arrivez sur un nuage de fumée comme le diable pour surprendre les vieilles filles dans leur alcôve! Mais j'aime mieux vous dire tout de suite que ça ne m'épate pas, et que j'ai vu tomber ici plus d'hommes qu'il n'est passé de filles dans votre chambre de garçon. Et de toutes sortes encore, des malabars et des couards. Même des Juifs, parfaitement. Mais tournez-vous un peu : vous êtes blessé à la figure, on dirait?

— Je suis tombé sur votre girouette.

— Vous l'avez détériorée?

— C'est plutôt elle, vous voyez. C'est une sacrée girouette.

— Soyez poli. Elle date de 1708 et fut érigée sur ce toit le jour même où le Parlement décida que cet appareil pouvait orner la maison du vassal comme celle du seigneur.

— Plaît-il?

— C'est vous dire qu'elle a encaissé plus d'un coup de tonnerre et servi de perchoir aux grands-pères des plus vieux corbeaux du pays. Mais vous êtes son premier Américain.

Ce disant, mademoiselle Ledru examinait la plaie. Ainsi rapprochée de son hôte, elle avait encore baissé le ton et sa voix n'était plus qu'un murmure, un chaud murmure, pensait Piggymouth, qui ne suivait pas très bien le sens des mots.

— ... mon oncle Eugène, continuait-elle, je parle d'Eugène Papias qui avait épousé une Picquavoine, la consultait toujours avant la chasse au sanglier, et mon grand-père Ledru n'a jamais voulu qu'on la graissât. Je me souviens quand il disait, d'une voix qui me faisait trembler : « Les girouettes, ma fille, grincent pour leur châtiment! » Je vais chercher un peu d'eau pour vous bassiner la figure et un peu d'alcool

pour la plaie. Mais, ôtez les souliers. Quand votre pied ira mieux, vous irez vous changer.

Mademoiselle Ledru disparut derrière une porte à tenture, qui s'ouvrait à droite du grand lit, dans le cabinet de toilette où elle entreprit de manipuler différents objets, brocs, cuvettes, flacons, avec des gestes qu'on devinait amortis. Ayant quitté ses chaussures, Piggymouth revint malgré lui à la contemplation du lit. La flamme de chevet, d'une courbe très classique, baignait l'édifice d'une lumière usée, mais respectueuse. Il pensa d'abord à la couche devenue stérile d'une lignée de puissants monarques ; puis il vit, échouée sur le seuil d'une grotte marine, une frégate exténuée sous son pavois flétri ; puis ce fut un belvédère qu'une bourrasque avait ravi à son attelage de cygne et, considérant enfin plus soigneusement cette opulente nacelle et la voyant suspendue par quatre colonnettes à fins torons sous le dais rebondi d'un ciel tout chamarré de glands impassibles, une idée lui vint de parachutage princier par vent nul, de descente indéfiniment amortie vers d'inaccessibles royaumes. Il songea un instant, mais sans s'y attarder, aux conséquences que pourrait avoir la mise en portefeuille d'un tel pajot, puis se consacra à l'examen d'un autre secteur.

Dans un coin obscur, il crut distinguer des sièges juponnés et matelassés, réunis en conférence autour d'une table festonnée de pompons et chargée de plusieurs gros livres à tranches d'or, écrasants de piété. En face, près de la fenêtre, bâillait depuis un siècle peut-être, un secrétaire gorgé de papiers, bibelots, photos et autres garnitures mal définies. Il y avait beau temps que nul n'envisageait plus la fermeture d'un pareil bureau à demi-enseveli sous les sédiments familiaux. On devinait le rabattant paralysé, les charnières sclérosées, les tiroirs étouffés ; on songeait à ces temples vénérables qui s'écrouleraient peut-être, sans le soutien d'une végétation pléthorique et millénaire. Non loin, s'offrait au regard la surface reposante d'un haut paravent de laque amarante et grêlé d'écaillures comme si, de tradition, les lais eussent fait office de rempart pour les batailles enfantines des jours de pluie. En haut du paravent émergeaient trois palmes immobiles et le sommet d'un lampadaire à vaste abat-jour de dentelle en forme de corset 1900. Plus loin, flanquée de deux vitrines galbées à galerie de cuivre, une énorme malle de voyage, voûtée, cloutée, culottée par les impériales de diligence, s'adossait au mur sous un objet rond de cuivre rouge à long manche et que Piggymouth identifia pour un banjo de troubadour. Tous les murs étaient revêtus de portraits, peintures, pastels, photos ou miniatures, quelques-uns ornés de fleurs desséchées ; luisaient aussi quelques assiettes autour d'un grand éventail largement déployé, mais d'aspect si fané qu'on craignait pour lui le frôlement qui le ferait tomber en poussière comme une aile de papillon. Sur la console plastronnait un buste à grand faux-col Louis-Philippe et qui ressemblait vaguement au président Polk. Cette remarque fit une heureuse diversion dans l'esprit de Piggymouth qui s'efforçait de consi-

dérer ces choses avec détachement, bien qu'il n'eût pas l'habitude de pareils inventaires. Pour effacer un malaise vraiment saugrenu, il travailla son chewing-gum à pleine mâchoire avec un fin sourire d'indulgence amusée. Puis, il pensa qu'en tapant du pied tous ces objets tomberaient en miettes, mais qu'une bombe de cinq tonnes approchant une telle maison se dérouterait avec bonhomie pour aller foirer dans le potager. Au brusque souvenir de ses derniers raids, il se mit à espérer frénétiquement, pendant quelques secondes, en la bonhomie des bombes de cinq tonnes. Puis, levant la tête, il vit que sur la haute cheminée, s'étirait un globe, léger comme une bulle, où luisaient de petites fleurs blanches parmi des feuilles d'or. Cela valait la peine de se lever pour voir la chose de près. Approchant la bougie, il en profita pour se regarder dans la grande glace. Une grande vieille glace pleine de lubies, où l'extravagant plumard semblait, au fond d'un lac, onduler doucement comme l'alcôve herbeuse et surannée de l'ondine douairière. Penché par-dessus le globe où végétaient les reliques arborescentes, il essaya d'examiner sa plaie et vit alors briller sur la glace, parmi les flétrissures du tain, cette inscription, écrite au diamant :

*Olympe est une crétine.*

— Il a fallu que vous mettiez le nez dessus, naturellement, dit la grande fille, qui revenait avec linge, cuvette, ouate et flacon. Asseyez-vous. C'est l'oncle Augustin, quand il avait douze ans, avec la bague du Sénéchal qui appartenait alors à sa mère, une Bordesoul, laquelle, entre parenthèses, était une beauté ; tenez, la voilà.

Elle lui mit entre les mains un petit cadre ovale, où Piggymouth distingua une forme rose pâle noyée dans une mouchetis de taches brunes.

— Ma tante, expliqua-t-elle, avait un amour secret. Je connais le secret, mais non, n'insistez pas. Au bout de quinze ans, son mari — c'est-à-dire mon oncle Barthélemy Picquavoine, — s'en est aperçu et il est parti. En Amérique, justement. Barthélemy Picquavoine, ça ne vous dit rien, ce nom-là ? On ne sait jamais, le monde est si petit. Je pense que la moitié de l'Amérique a été peuplée par des chagrins d'amour. Bon. Avec cette bague donc, qui est revenue chez les Ledru d'ailleurs, puisque c'est ma cousine Adélaïde qui la porte ; avec cette bague, le cousin Léon, ce garnement de cousin Léon a voulu rendre impérissable et public son mépris pour sa petite cousine issue de germains du côté de sa mère qui était une Bordesoul, comme je vous l'ai dit. Ça ne l'a pas empêché d'épouser Olympe, sept ans plus tard.

— Ah! il avait changé d'avis.

— Pas tellement. Mais, asseyez-vous donc mieux que ça, que je puisse vous laver cette joue comme il faut, voyons. Ah! bon! vous avez enlevé vos chaussures, dit-elle, en posant la cuvette par terre. N'ayez donc pas peur de vous asseoir dans ce fauteuil. C'est un siège qui en a vu bien

d'autres et les postérieurs de militaires ne lui font pas peur. La tapisserie est de mon arrière-grand'mère, Amélie Papias, et l'on peut voir encore dans les nids d'hirondelles, principalement ceux de l'écurie, les petits bouts de laines verts et roses qu'elles attrapaient au vol quand Amélie secouait son tablier. Eh bien, son père, un vieux chouan qui avait pris le maquis dans la Drôme où les Anglais lui passaient des armes par la vallée du Rhône, est mort dans ce fauteuil, la tête dans sa tabatière. Le général Bourbaki y a bu le vin chaud et un oncle du côté Bordesoul y a été surpris en tenue de cuirassier avec une petite cousine sur les genoux, ça a fait un drame et même un commencement de duel sous le pommier à gui du clos des Sauvagines, derrière le pigeonnier. Un major bavarois y a tourné de l'œil, blessé par un franc-tireur à l'affût dans le grenier à foin et mon père, chef de bataillon de réserve, s'y est chauffé les pieds avant d'aller se faire tuer à Vauquois. Un certain nombre d'hommes de troupe en ont aussi tâté, mais ce serait trop long et je ne sais pas tout quand même. Voilà pour les militaires. Je ne parlerai pas des autres, puisqu'il a tenu quatre générations dans ses bras, et des filles rêveuses et des femmes pleureuses et des enfants pisseurs ; mais si vous appuyez bien votre tête, là, contre l'oreillère, vous sentirez que vous êtes en bonne compagnie et que les tendresses n'y manquent pas. Mon petit frère Biquet, tenez, qui est venu me voir pas plus tard qu'avant-hier après cette fusillade qui m'avait tourné les sangs, s'y est endormi un petit quart d'heure avant de repartir dans les bois.

— Fusillade, fit Piggymouth ? Hé !

— Quoi, hé ? Vous a-t-on dit que nous avions signé la paix ? Chacun fait son petit possible contre les Prussiens. Il y en a qui ont des vues lointaines, d'autres courtes ; Dieu jugera. Chacun son tempérament, n'est-ce pas ? Ici, se serait plutôt le genre coups-de-fusil. Allons ! ne bougez pas, j'ai fini, ajouta-t-elle, en tapotant du coin de la serviette la joue que Piggymouth offrait avec une grimace de l'œil.

— Je suis tombé dans un bon coin, dit-il, d'une voix très neutre.

— Pas vilain, oui. Mais ce n'est rien du tout, votre balafre. On ne dirait jamais une blessure de girouette. Vous êtes bien sûr de ne pas l'avoir abîmée ?

— En tombant dessus, je l'ai un peu tordue, naturellement, mais...

— Vraiment ? A vous voir, pourtant, on ne vous prendrait pas pour la foudre. Tourne-t-elle encore, au moins ?

— Soyez tranquille.

— C'est qu'il ne faudrait pas, dit-elle, en renversant une fiole sur un tampon de gaze, il ne faudrait pas que le vent fût contrarié sur mon toit.

— Soyez sans crainte, c'est une sacrée bonne girouette. Je trouve drôle que la première chose sur laquelle je tombe en France, ce soit une girouette.

— Qu'insinuez vous là? fit-elle, soudain sourcilleuse et redressée, la compresse à la main et le flacon de l'autre. Vous avez bonne mine, je trouve, à moquer les girouettes, pour un monsieur qui vient de se faire trimballer par le vent comme une baudruche. Allons! penchez un peu la tête, là, reprit-elle en lui tournant le menton d'une main ferme. Attention, ça va vous faire mal. Ainsi, votre machine se casse, le petit vent du pays vous prend par la main jusqu'à la girouette qui vous envoie dans un fauteuil au beau milieu d'une chambre de jeune fille? Eh bien, mon garçon, vous auriez un peu tort de vous plaindre. Ça fait un peu mal? Tant mieux. C'est de la teinture d'iode d'avant-guerre. Après ça, je vous ferai un café bien chaud, mais pas d'avant-guerre, par exemple. Oui, votre petite histoire mériterait largement une girouette d'or en ex-voto à Notre-Dame des Bonnes-Brises. En tous cas, vous me ferez le plaisir d'aller brûler un cierge à votre ange gardien avant de quitter le pays. Là!..., c'est propre. Vous aurez une jolie petite cicatrice, très fine, très distinguée, mais qui ne durera pas longtemps. Si vous voulez que vos miss vous y donnent le baiser du retour, il faudra faire vite. Peut-être l'imputerez-vous à un coup de baïonnette? Non, n'est-ce pas; ce ne serait pas galant.

Attendri par ces soins, Piggymouth affirma de bon cœur qu'il ne renierait en aucun cas ni la girouette ni le bon vent qui l'avait porté jusqu'ici.

— Oui, vous pouvez les remercier, dit-elle en faisant grincer le bouchon dans la fiole. Et où va-t-il vous conduire à présent, ce bon vent?

Piggymouth n'hésita pas à s'enfouir plus profondément dans le fauteuil, en même temps qu'il disait :

— Oh! vous savez, question de vent, je ne veux pas trop lui demander avant longtemps. Il peut se consacrer à d'autres bonnes œuvres.

— Bien sûr, bien sûr..., fit mademoiselle Ledru d'un ton vraiment très conciliant, et puis, n'est-ce pas, tel vent est bon ce soir qui demain tourne mal...

A ce moment, trois heures tintèrent sur le mur, à droite de la cheminée. Le timbre était si frivole, si puéril que l'Américain leva la tête avec surprise. Il aperçut une délicieuse petite renommée chevauchant un cadran ventru et, comme elle avait perdu son accessoire, le geste évoquait aussi bien la bouteille que la trompette.

— Déjà trois heures, murmura mademoiselle Ledru, avec un rien de contrariété.

Piggymouth consulta d'instinct, à son poignet, un chronographe absolument imbattable. Il hocha la tête comme on fait en présence d'un abus notoire :

— Jamais entendu sonner trois heures à cette heure-là, dit-il. Votre pendule est sans doute à l'heure allemande; il est exactement...

— Vous avez une façon de parler de cette pendule qui ne me plaît absolument pas. C'est, d'abord, un cadeau de noce offert à ma grand' mère Bordesoul par son parrain M. de Poussinage qui fut écuyer de

la duchesse de Berri et chercha refuge ici-même contre les policiers de M. Thiers. C'est vous dire que la maison a l'habitude. Sur le socle, il y a même une devise : *Nulle heure n'est indue.* Vous voyez qu'avec son air de petite pendule de linotte, elle ne tourne pas à la légère. En tous cas, elle n'a pas de leçon à recevoir d'une tocante étrangère, fût-elle alliée.

Mais, tâtillon sur ce point, Piggymouth affirma qu'il détenait l'heure vraie :

— Parfaitement, ajouta-t-il, en tapotant le verre, nous allons rendre à l'Europe l'heure du soleil.

— C'est une bonne pensée, mais ne parlez pas si fort, je vous en conjure.

— Ah! ça! murmura-t-il, me direz-vous à la fin pourquoi ces précautions?

— Il ne s'agit pas de précautions, mais de simple convenance. Je ne sais si vous parlez tous aussi fort en Amérique ou si le bruit de vos aéroplanes vous oblige à hurler, mais vous n'êtes pas du tout dans le ton régional, je vous préviens. Et même, depuis quelque temps, il est assez mal vu en France de parler haut. Surveillez-vous. Alors? Vous disiez n'avoir pas envie de reprendre l'air? Je le conçois fort bien, avec tout le travail qui nous reste à faire en bas. Mais vous avez peut-être une mission? Vous parliez tout à l'heure de droit, de liberté et autres choses intéressantes que vous vous proposiez de défendre, non?

— Oui, j'ai bien entendu parler de ça, au départ, mais...

— D'accord, je vous comprends bien et je trouve bête qu'on puisse donner à des gens qui vont si loin des consignes aussi confuses. Voyons... pour bien faire, je pense, il faudrait d'abord savoir exactement en quels lieux se trouvent les choses en péril dont vous parlez. Ici, croyez-vous?

L'Américain se surprit à tourner son regard vers le lit, le secrétaire, le buste, l'éventail et autres pièces du musée patrimonial comme pour apprécier la question de mademoiselle Ledru. Il songea qu'une réponse hâtive risquait d'entraîner assez loin.

— Vous faites bien de ne pas répondre à la légère, dit-elle. D'ailleurs, il y a des choses plus intéressantes à faire que celles dont vous parliez. J'en connais.

Peu attentif à ces derniers mots, Piggymouth croisa les jambes et déclara :

— Pour moi, en tous cas, c'est tout réglé. Nous allions sur l'Italie, l'avion s'est démoli, j'ai descendu où j'ai pu, je n'ai strictement rien à faire par ici. Je suis une pièce détachée, un petit boulon perdu dans la nature. Je n'ai plus qu'à me cacher jusqu'à la fin de cette plaisanterie, avec votre aide si vous voulez bien.

— Alors, vous venez de Nouillorque jusqu'ici pour vous planquer dans les jupes d'une vieille fille? Nous ne serons jamais assez si vous êtes beaucoup comme vous.

— Mais, juste ciel! Que diable voulez-vous que je fasse d'autre? Si le tuyau d'huile a crevé là-haut, je n'y peux rien, c'est le destin qui m'envoie au rancart; mon boulot est fini.

— Quel boulot?

— Ne vous ai-je pas dit que j'étais radio de bord?

— Ah! Vous faites de la musique, là-haut? Ça ne m'étonne pas de vous autres; on aura tout vu.

— Mais non. Je communique avec les stations, avec le chef d'escadrille, je...

— Autrefois, j'avais un poste moi aussi, et puis j'en ai fait cadeau au maquis. Ça ne me prive pas du tout. Il y avait là-dedans un ramassis de grossiers personnages qui passaient leur temps à parler de trahison. Il faut avoir l'âme bien vile pour insulter les gens qui ne peuvent répondre et, puisque ces goujats ne montrent pas leurs visages, c'est qu'ils ont bien méchante mine, croyez-moi. Ces rabâcheurs se figurent que les traîtres ça se trouve comme ça au coin des rues? Fichtre! les traîtres, c'est aussi rare que les héros. Ainsi, vous étiez radio?

— Oui. Et ça fera donc un radio de moins dans l'armée américaine.

— Oui. Et un homme de plus en France. Est-ce vraiment tout ce que vous savez faire, de la radio? Dommage, parce que, moi, je vous aurais proposé du travail; ça ne manque pas par ici. La montagne d'abord, c'est plein de messieurs très bien qui vous embaucheraient volontiers; vous pourriez aussi prendre un rondin dans le bûcher et aller assommer le feldwebel de la commandantur, je vous donnerais l'adresse. Il y a le père Lucotte qui a besoin d'un coup de main pour tailler ses pieux de vigne, son fils est prisonnier; et la vieille Agnès qui n'a personne pour lui scier son bois; si c'est trop fatigant, vous pourriez vous contenter d'aller trouver le commandant de la Gestapo, au chef-lieu, et de lui botter le derrière à l'heure de l'apéritif, ça ferait plaisir à tout le canton, je vous jure.

— Ah? Les Allemands sont dans le pays?

— Où voulez-vous qu'ils soient, pas en Amérique, non?

— Dans le village?

— Ils vont et ils viennent.

— Bon Dieu, quelle veine j'ai eu tout de même!

— Bon. Vous commencez à mesurer votre bonheur, dit mademoiselle Ledru, qui s'en alla vers la fenêtre rectifier la fermeture des rideaux. Piggymouth ne la quittait pas des yeux. Il y avait dans ce regard, certes, pas mal de gratitude, mais aussi une sorte d'impatience à ne pouvoir accorder cette fille à nul autre visage de fille connue. Pour aller ouvrir un placard, elle fit, à travers le réseau compliqué des meubles, un parcours bizarre qui évoquait un slalom duveteux, impondérable. Les dossiers de chaise semblaient d'ailleurs la seconder par d'infimes esquives

et les tables s'arrondissaient les coins à son approche. Elle revint avec une petite casserole pour le café.

— Ainsi, dit Piggymouth, les Allemands sont dans le pays et vous êtes toute seule ici?

— Oui, seule à ne pas croire, mais solidement seule, et maintenue, croyez-moi, par toute l'équipe des Ledru, des Bordesoul et des Papias qui m'ont à l'œil et qui viennent rêver ici quand ils ont la chance de dormir. Mon frère aîné est prisonnier, le cadet se bat chez de Gaulle, le troisième contre les Russes, que ça vous plaise ou non et le dernier est dans le maquis, c'est Biquet. Ma sœur, dont le mari a été tué à Dunkerque, est à la Croix-Rouge où elle ne manque pas de travail, grâce à vos bombardements. La cadette est au couvent et ne manque pas de travail elle non plus, rien qu'avec les prières pour la famille. Un neveu est déporté, l'autre est mort à Mers-el-Kébir et deux cousins qui se battaient entre eux en Syrie jouent quelque part à la manille sous les palmiers de je ne sais plus quel hôpital excentrique. Vous voyez qu'il est quand même temps que vous arriviez.

— Ah..., fit Piggymouth avec politesse et sincère compassion; puis, tête baissée, il se massa la cheville en silence. Sans doute, s'efforçait-il de peser l'exacte opportunité de son arrivée.

— Il va mieux ce pied? Voulez-vous que je vous conduise au cabinet de toilette pour vous changer? Malheureusement, il n'y a plus de vêtement d'homme à la maison. Tout a été distribué. Ça a commencé par les réfugiés et puis après, les sinistrés; aujourd'hui, ce sont les garçons de la montagne. Ah oui! les gros malins se moquent des vieilles filles qui ont peur des mites, n'empêche que la famille Ledru peut se vanter d'avoir habillé tout un maquis avec ses conserves de guenilles. Pendant huit jours, les bois ont empesté la naphtaline. J'ai bien encore deux habits, trois redingotes, une jaquette et un pantalon d'officier de zouaves, mais je ne puis vous les proposer, ce sont des hardes inaliénables. Voulez-vous une robe de chambre? Pour un homme comme vous, qui estime avoir terminé sa journée, ça me paraît tout indiqué, non? Celle de mon père qui est molletonnée, lie-de-vin, avec des brandebourgs à soutache? A elle toute seule, elle fait une cachette et vous y seriez douillettement pelotonné, comme une autruche.

— Merci. Je n'ai qu'à ôter ma combinaison, je suis habillé en dessous.

— Il fallait le faire plus tôt alors, vous n'auriez pas mouillé le fauteuil.

Piggymouth se mit debout et saisit la languette de sa fermeture éclair. Dans le silence, on entendit le bruissement net et satiné d'un harakiri confidentiel qui lui fendit le devant, du pubis à la pomme d'Adam.

— Ainsi, vous avez renoncé aux boutons? dit mademoiselle Ledru, qui avait considéré l'opération d'un air assez méprisant. C'est une triste époque où l'on s'habille en un clin d'œil et se dévêt en moins de deux. Attention, vous allez casser le globe.

Pour quitter sa vieille peau de sylphe, l'Américain prit appui sur l'épaule de son hôtesse et trouva que mademoiselle Ledru ne sentait pas du tout la naphtaline. Ses cheveux, en particulier, exhalaient une odeur peu commune de forêt profonde qui lui révéla brusquement, sur la femme en général, des perspectives absolument nouvelles. Se trouvant en équilibre, il profita des oscillations pour peser un peu plus sur l'épaule si tiède et si confortable. Il lui parut qu'elle n'était pas hostile à cet appui presque tendre, mais il se méfiait beaucoup de ses interprétations et craignait qu'il ne fallût être au moins un Ledru, un Bordesoul, un Picquavoine ou un Papias pour y voir un peu clair dans les réactions, intentions, attitudes et intonations d'une pareille créature.

— Si vous n'aviez éteint le feu, dit-elle en le poussant affectueusement dans le fauteuil, votre barboteuse aurait bientôt séché. Qu'est-ce que vous mangez donc comme ça, depuis que vous êtes entré? Si vous voulez cracher, ne vous gênez pas, vous avez la cendre à côté de vous.

— Chewing-gum, dit-il, en faisant filer sa chique comme du fromage.

— C'est ravissant, on dirait un fil de la Vierge. Mon père m'a souvent parlé du cousin Paterne, un cousin éloigné, mais un Ledru quand même, qui chiquait, lui aussi. Le seul marin de la famille qui fournit plutôt des soldats et en particulier des fantassins. Mais lui, il chiquait pour de vrai. Il a beaucoup voyagé et je dois vous dire qu'il n'aimait pas trop les Américains, mais c'était à propos de querelles de mauvais lieux et ça ne tire pas à conséquence. Un jour, pour amuser les enfants, il a lancé sa chique au plafond. Elle y est toujours, là, vous voyez? Entre les deux solives, cette tache.

Il leva poliment la tête vers le glorieux vestige, sans parvenir à distinguer autre chose que des festons arachnéens dans le solivage poussiéreux. Et, tandis que l'hôtesse était partie vers le secrétaire à la recherche du cousin Paterne, il remettait son paquet de gomme au repos derrière une molaire et sentait monter en lui d'émollientes vapeurs. Avec une certaine veulerie, comme le sursaut d'un principe affaibli, la question de savoir ce qu'il venait faire, au juste, en cette sacrée vieille Europerette de malheur, lui revint à l'esprit. Le portrait du cousin Paterne ne lui fournit pas de réponse immédiate. Ce dessin d'amateur, à la mine de plomb, lui rappela certaines trombines d'amiraux contemporains de la guerre de Cuba. On pouvait compter les poils de favoris. Il songea rapidement que le port des favoris était un sérieux handicap dans les bagarres de mauvais lieux. Puis, sa pensée revint à l'hôtesse. Évidemment, se disait Piggymouth, j'aurais pu tomber plus mal. Dommage sans doute que cette sacrée vieille fille ne soit ni plus jeune ni plus jolie. Pas très vieille, bien sûr, ni tellement laide. On pouvait même dire qu'elle était belle quand elle vous regardait en face de ses grands yeux ni bleus ni verts, impavides et doux, un peu perdus au delà. Tout bien réfléchi, il s'arrêta à cette idée que mademoiselle Ledru n'était pas du genre pince-fesse

international. Lui-même, au surplus, était un soldat bien élevé, timide et ses préoccupations dominantes ne le poussaient pas pour l'heure aux bonnes fortunes à la hussarde. En outre, et pour ne plus revenir sur la question, il n'était pas douteux que le lit ne fût copieusement hanté, depuis les ressorts jusqu'à la pomme du dais.

— Mais, j'y pense, vous n'avez pas faim? demanda mademoiselle Ledru.

— Merci. Ne vous dérangez pas.

— Vrai? Vous pouvez attendre jusqu'au matin? J'aimerais autant. Je vous ferai un bon casse-croûte.

— Merci, merci. J'ai d'ailleurs des biscuits plein mes poches. Vous êtes déjà si bonne de m'accueillir ainsi.

— Vous pensiez que j'aurais pu vous livrer aux Prussiens?

— Hé! On ne sait jamais chez qui on tombe.

— Tombant en France, vous aviez tout de même des chances de tomber chez des Français. Je vais faire chauffer l'eau du café.

— Ça ne fait rien, vous prenez un gros risque.

— La maison en a vu d'autres et c'est un plaisir pour votre servante, reprit-elle en esquissant une révérence.

— De nous deux, c'est vous qui risquez le pire, je sais.

— C'est le privilège du protecteur. Mais ne vous tourmentez pas, je suis trop flattée de recevoir chez moi l'archange des Amériques, annonciateur des victoires suprêmes.

— Alors, puisque mes ailes sont cassées, je me remets entre vos mains, fit-il, avec un joli mouvement d'offrande.

— Entre mes mains? Qu'est-ce que vous y ferez, je me le demande, entre mes mains? Vous allez vous embêter.

— Je suis sûr que non, dit Piggymouth, qui se faisait très bien à l'idée d'une petite fin de guerre intime et personnelle dans cette espèce de fond de coquille molletonné. Me blottir jusqu'à la paix, voilà.

— Méfiez-vous, ce n'est pas drôle d'attendre et souvent difficile. Je connais la question.

— C'est toujours mieux d'attendre ici que dans les barbelés.

— Hé oui, bien sûr, fit mademoiselle Ledru d'une voix suave, en allant porter la casserole dans le cabinet. Il y eut un silence pendant lequel il entendit gratter un certain nombre d'allumettes. Piggymouth s'étonna qu'on pût gratter un si grand nombre d'allumettes sans proférer le moindre juron ; il allait le faire pour elle quand il perçut enfin le bruissement du phosphore. Mademoiselle Ledru revint et, sans rompre le silence, s'approcha de la cloison pour ouvrir une porte basse dissimulée dans la boiserie et, d'un mouvement brusque y jeta la combinaison qui traînait. S'avisant alors que le parquet avait été maculé, elle approcha du bout de

son pied cambré une rondelle de sparterie et, tout en frottant, reprit d'une voix un peu distante :

— Vous avez raison, il faut être prudent, surtout quand on ne fait plus la guerre, et tant qu'à faire de se cacher, autant se cacher pour de bon, vous êtes sûrement de mon avis. Ce sera donc là votre cachette, fit-elle, en désignant l'ouverture. Le petit couloir conduit à un faux grenier. Sécurité garantie. Vous aurez des couvertures, des livres, un jeu de cartes pour les patiences et je vous gâterai de mon mieux pour la nourriture.

L'Américain se leva pour jeter un coup d'œil dans le trou qui soufflait un air glacé. Il se fit rapidement une raison et trouva même que la Providence fignolait ses petits soins.

— Ce que c'est que le destin, dit-il ; il a fallu que je tombe sur la meilleure maison, la meilleure hôtesse, la meilleure cachette.

— Mais non, mais non. Vous seriez tombé chez le curé, chez le baron, chez l'épicier, chez l'instituteur ou même chez les gendarmes, c'eût été pareil ; avec des nuances, bien sûr. Mais là-dedans, ajouta-t-elle, en fermant doucement la trappe, vous serez en bonne compagnie. Nous y avons caché entre autres, deux prêtres réfractaires pendant la Révolution, mis au coin noir un certain nombre d'enfants pas sages, sans parler de ceux qui s'y enfermaient volontairement comme mon frère aîné qui jouait au faux-monnayeur ou la cousine Eulalie et moi qui nous gavions d'histoires à voix basse en attendant le message du chevalier libérateur des pucelles recluses.

— Ce n'est pas encore moi, mais j'arrive en estafette.

— Bon. Mais désormais, vous êtes avec ceux qui attendent. Vous aurez sûrement des visites, dans votre logement, je vous préviens. Il y est passé toutes sortes de gens depuis la guerre. Ma famille m'en a envoyé de partout, des évadés d'Allemagne, des transfuges, des réfractaires, des traqués, des maquisards, et ce soir, justement, j'attendais quelqu'un, un homme important du maquis ; je croyais même que vous étiez lui.

— J'espère qu'il viendra bientôt. A deux, on s'ennuiera moins.

— Il s'en ira tout de suite, je pense, à moins d'accident. S'il était venu hier, j'aurais fait le signal cette nuit.

— Quel signal ?

— Ça ne vous regarde pas, vous êtes un boulon perdu dans la nature.

— Quoi ! Vous vous méfiez ? Je suis un faux Américain ?

— Non. Je ne crois pas.

— Vous en auriez trop dit, alors.

— Je sais ce qu'il faut dire et ne pas dire. Alors, ne comptez pas sur la compagnie de cet homme. En supposant qu'il arrive, quelqu'un viendra le chercher pour le conduire dans la montagne.

— Mais qu'est-ce qu'il y a donc dans cette fameuse montagne ?

— Un peu de tout, des coquins, des loups, des curés, des agneaux,

des clochards, des mondains. Ils font une saison d'amitié. Ça durera ce que ça durera. Je vais chercher le café.

Mademoiselle Ledru s'éloigna vers le cabinet de toilette et le regard de Piggymouth fut à nouveau captivé par le sillage de cette curieuse fille, tranquille et fière comme une Victoire aptère dans les plis accomplis de sa robe de chambre. Le frou-frou avait cette qualité si rare qu'on ne peut guère la surprendre qu'au passage des voiles de fées éternellement frais et mélodieux. Toutes les fois, d'ailleurs, que mademoiselle Ledru s'approchait du lit, Piggymouth pensait à Morgane un peu vieillie regagnant le char à papillons qui l'avait conduite ici-bas. Il essaya pourtant de regarder ce lit d'un œil impartial, mais l'expérience tourna mal, car il ne put voir autre chose qu'un corbillard de pourpre empêtré dans le pompeux cul-de-sac de l'immortalité. « Sacré vieille perruque d'Europe de malheur! » songea-t-il, en se levant. Il essaya sa cheville, qui allait décidément tout à fait bien, tira une chaussette qui lui sortait du pied et, sifflotant à peine, s'aventura. Respectueux malgré soi de ce demi-silence imposé Dieu sait pourquoi par la fille, attentif aussi à ne point bousculer tant de meubles en chicane, il allait, à pas comptés, littéralement dévisagé par l'assemblée des portraits, pastels, photos et miniatures postés sur les guéridons, les étagères et les murs. Il saisit au hasard un petit cadre à nœud de ruban en métal doré où s'estompaient les formes lilacines d'une femme en décolleté majestueux. Un bouquet fermait le drapé juste à la naissance d'une gorge triomphale et, sous les rinceaux d'une coiffure à la brioche, les yeux pâles et démesurés répandaient une sérénité du fond des âges. Piggymouth fit rouler sa chique le long du palais, reposa la photo et songea : c'est une Ledru, avec quelque chose du cousin Paterne. Puis, il poursuivit sa promenade, posant la main sur un dossier d'acajou, caressant une têtière de macramé et, de poufs en consoles parvint, sans le faire exprès, jusqu'aux abords du lit dont il reçut un parfum strictement ineffable. Il leva un peu la tête avec ce regard égaré des visiteurs de cathédrale, fit demi-tour, revint au fauteuil, s'y laissa choir, croisa les jambes et laissa rouler sa nuque avec un sans-gêne qui donnait l'impression d'être voulu. Cette chambre est d'un intérêt prodigieux, songea-t-il ; mais, à tous égards, je serai mieux dans la soupente. Les histoires de la vieille fille, à propos du fauteuil, lui revinrent à l'esprit. Ce fut un défilé rondement mené, précis comme un ballet, de tous les ancêtres convoqués sur la tapisserie de la grand-mère Papias à la lueur d'un foyer inextinguible ; vinrent successivement marquer leur empreinte et déposer leur chaleur : des cuirassiers scintillants, des généraux à courtes cuisses, des mousquetaires encombrants, des croisés hiératiques, des corsaires salissants, des évêques moelleux, des marquises pâmées, de soubrettes évaporées, des barons remuants, des cacochymes précaires, des enfants à pirouettes, des culottes de peaux, des pantalons à pont, des chausses, des cottes, des langes mouillés, des crinolines et des basques. De temps en temps, le fauteuil s'ébrouait,

cambrait le dossier, étirait ses pieds torses et se retapait le siège entre deux figurants. Le dernier étant passé, tout le cortège se formait en demi-cercle devant le fauteuil béant qui, bien ramassé sur ses courts jarrets en flexion, attendait la chute d'un client supplémentaire annoncé dans le ciel par la voix héraldique des girouettes en transes. Et c'était lui, R.-A. Piggymouth qui, tombé du firmament, écrasait maintenant son derrière au plus douillet, au plus imprégné du giron familial. Il eut alors l'impression soudaine que le dossier exerçait une légère pression comme pour le ramener sur l'extrême rebord et que les pieds de derrière, plus résolus, se bandaient pour le virer sans explication. Mais la grande fille, heureusement, fit entendre à nouveau sa voix douce et péremptoire, irrésistiblement sédative :

— Voilà, disait-elle, ça ne vous empêchera pas de dormir.

— Merci, vous êtes bien bonne ; vous fumez ?

— Oui, bien sûr. Faites attention, l'anse est cassée. C'est l'écuelle où mon petit frère Biquet mangeait sa bouillie.

— Celui qui est dans la montagne ?

— Oui. Si l'homme en question était venu à votre place, je lui aurais donné quelque chose pour Biquet. Attention, c'est très chaud. Non, non ! ce n'est pas une saleté, c'est la saccharine.

Vivement intéressé, Piggymouth suivait les évolutions de la petite pastille écumeuse qui éveillait en lui des idées de poison borgiaque, de mine flottante et de feu grégeois.

— C'est du faux sucre et du faux café, dit mademoiselle Ledru, mais c'est l'intention qu'il faut voir, comme les enfants qui font la dînette avec de l'eau et des cailloux.

Piggymouth but une gorgée, puis leva les yeux vers son hôtesse. Il avait un pli amer aux commissures et de la tristesse dans le regard :

— La guerre est véritablement une chose horrible, dit-il.

— Vous auriez préféré un viandox, peut-être ?

— Non, fit-il, en tirant de sa poche une flasque d'eau-de-vie. Voici qui arrange tout.

Il offrit une lampée à mademoiselle Ledru qui refusa, s'en vida une rasade derrière la cravate et une bonne affaire dans sa tasse, en ajoutant :

— Nous allons bonifier ce philtre.

— Peste ! vous en connaissez, de jolis mots.

— Je suis diplômé de l'Université de Milwaukee, dit-il en baissant la tête sur son bol. Vous ne buvez pas, mademoiselle..., comment déjà ? Lidiou ?

— Non Ledru.

— Leidiou.

— Mais non, vous dites Ledoux, et c'est juste le contraire.

— Le prénom est peut-être plus facile ?

— C'est Ursule ; mais, je vous en prie, n'essayez pas. Et vous ?

— Piggymouth.

— Pigemaous! Ça, c'est un beau nom d'homme. Et le petit nom?

— Ronald.

— Onol? C'est déjà moins bien. Je préfère vous appeler Pigemaous.

— Et moi Iousoul.

— Qu'est-ce que c'est que ça?

— Votre prénom.

— Pas possible! Si ça commence comme ça entre l'Amérique et la France, nous ne sommes pas prêts de nous entendre, monsieur Pigemaous. Votre nom plairait beaucoup à Biquet, je suis sûr. Je vais goûter à ce philtre.

— Biquet est très facile à prononcer, dit l'Américain, en offrant le bol. Que vouliez-vous donc lui faire porter à ce biquet?

— Que vous importe Biquet, fit-elle, en approchant une bergère potelée, toute pleine de fossettes, attifée de pompons et harnachée de franges. Elle s'y laissa tomber, légèrement, en face de son visiteur, à lui toucher les genoux. Le menton haut, elle secoua un peu la tête pour le bon aplomb de ses lourdes nattes, puis saisit le bol à deux mains. Elle était droite et sa gorge encore ferme gonflait hardiment sa robe de chambre. Elle portait à ses lèvres un hanap.

Dans le silence qui se prolongeait on entendit un fort coup de vent et la pluie fouetta les vitres.

— Vilain temps pour ceux qui couchent dans la mousse, murmura-t-elle, puis, ayant bu une gorgée, rendit le bol : pas fameux. Demain, je vous monterai un petit coup de cognac. Je crains que vous ayez un peu froid dans votre niche. On est sensible au froid quand on attend dans une niche.

Elle se pencha pour allumer sa cigarette au briquet de Piggymouth, s'enfonça plus profondément dans la bergère et croisa les jambes en accompagnant de la main la pan de robe qu'elle drapa sur son mollet. Puis, ayant ramené sur le devant les nattes qui gênaient l'appui de sa tête et cambrant un peu la nuque, elle se mit à tirer sur sa cigarette. Elle ne fumait pas à la légère et ses premières bouffées furent savourées, aspirées, quelques-unes même rejetées par le nez avec une rare autorité, ou s'échappant de la bouche, façonnée en forme de petit pavillon gourmand. Piggymouth ne voulait s'étonner de rien, mais tout de même, des idées lui vinrent. C'est peut-être une vamp d'Europe, songea-t-il brusquement; non, ce n'est pas une vamp ou alors, une espèce de vamp domestique; mais non, une vamp ne peut absolument pas avoir un nez aussi rose; peut-être une vamp à l'état nature? Une vamp qui s'en ficherait? Une vamp sophistiquée à la mode du pays, une vamp rurale et folklorique? Non, pourtant... et quand même...

— Ce tabac a une odeur de paix, dit-elle. A peu près aussi martial qu'une verveine. Vos troupiers fument-ils vraiment ce même tabac? Ou s'agit-il d'un tabac spécial pour les radios d'aéroplane?

D'un geste brusque, elle arrêta la réponse sur les lèvres du visiteur et s'immobilisa elle-même dans une pose d'extrême vigilance comme si quelque bruit infime et très important eût impressionné ses oreilles. Piggymouth qui s'était cru, un peu tôt, parvenu au fin fond d'une quiétude à toute épreuve, fut désagréablement affecté par l'incident. Il était difficile de lire sur le visage de la fille aux aguets si la suspicion se portait vers une lointaine rumeur ou sur un bruissement tout proche. C'est peut-être, songea-t-il, ce fameux individu qu'elle attend, et pourtant, d'après ses yeux, son inquiétude semblait dirigée vers la porte plus que vers la fenêtre. Un vif malaise se répandit en lui et son cœur battait comme celui d'un gibier se réveillant au plus extrême rebord d'un piège ultra-sensible. Toujours immobile, mademoiselle Ledru le regardait maintenant avec une fixité distraite en tortillant sur ses doigts l'extrémité d'une tresse. Enfin, comme si de rien n'eût été, elle porta lentement sa cigarette aux lèvres, en esquissant pour son hôte un sourire très affectueux, presque maternel.

— C'est l'homme que vous attendiez? demanda Piggymouth dans un souffle.

— C'est ça, dit-elle, je croyais ; mais ce n'est rien.

— Ne doit-il pas venir par la fenêtre?

— Oui, en principe, mais les gens ont trouvé tant de moyens bizarres pour entrer dans cette maison.

— Vous avez l'oreille fine, en tous cas. Je n'ai rien entendu.

— Les bruits de moteur vous barbouillent encore la tête. En trois ans de silence et d'aguets nous avons fait en France de très grands progrès dans l'audition des murmures. Ainsi tenez, je viens d'entendre le petit déclic qui précède le timbre de la pendule. Quatre heures vont sonner dans dix minutes. Quand j'étais petite, quatre coups, c'était l'heure du goûter et ne sonnaient jamais la nuit.

— Alors, dans dix minutes, l'homme qui vient à la rencontre de l'homme qui n'est pas là sera derrière le potager ; il ne verra pas le signal et s'en ira.

— Comme vous avez retenu tout ça!

— Et cette chose pour Biquet?

Mademoiselle Ledru fit un geste de résignation, puis se pencha pour glisser son mégot sous le tablier de la cheminée.

— Une nuit, reprit-elle, je vous demanderai de sortir de votre cachette pour aller enlever le parachute là-haut ; j'ai horreur de savoir cette cheminée bouchée, c'est oppressant.

— Il n'y aurait qu'à le mettre dans une autre cheminée.

— Non, je suis beaucoup moins sûre des autres cheminées. Sait-on jamais sur quels foyers débouchent les cheminées qu'on ne connaît pas bien? D'ailleurs, ajouta-t-elle, avec un sourire un peu distant, je demanderai au père Testevuide de s'occuper de ça. Il vaut mieux, n'est-ce pas, que vous restiez sagement dans votre petit trou. Le père Testevuide se

débrouillera très bien ; il en profitera pour remettre les tuiles que vous avez démises et, ni vu ni connu, il extirpera le paquet. C'est de la soie de première qualité, paraît-il. Est-ce blanc ? Alors, on pourra faire une robe de mariée pour la fille du charron, qu'est-ce que vous en dites ? Une traîne en voile d'ange, on ne fait pas plus virginal. Je ne sais pas si elle le mérite très strictement, mais enfin, son fiancé est dans la montagne et leur petite affaire est très pure.

— Je crois que le parachute est très abîmé.

— Ah ! Alors, une garniture de berceau pour le petit dernier des Cœurdhomme qui est justement un filleul du Maréchal, non ? Vous auriez dû penser un peu à tout ça avant de faire une guenille de votre aéronef. Il y aura toujours assez de marchandise pour me faire un pantalon, je pense ?

— Oui, fit Piggymouth d'un air soucieux, mais il vaudrait mieux qu'on ne voie pas trop de ce parachute dans le pays, cela pourrait nous trahir.

— Pensez-vous sérieusement que je vais me trousser sur la place pour montrer mon linge aux patrouilles ? Mais ne vous tourmentez donc pas, je m'occuperai de tout ça ; restez seulement bien sage dans votre cachette ; peinard, comme on dit.

— Peinard ?

— Tiens ! Le premier mot que vous ne compreniez pas. C'est assez curieux.

Puis, s'étant levée, elle posa sur le front de son protégé une main très légère :

— Je veillerai sur vous, ajouta-t-elle.

D'un coup de tête instinctif, Piggymouth rejeta comme une mèche importune cette caresse qui, déjà, se propageait en lui, éveillant partout un secret branle-bas, dans la poitrine, aux tempes, au creux de l'estomac, à toutes les jointures. Ses mâchoires besognèrent à pleine gomme. Sur une amicale sollicitation du dossier, il se cambra. Mademoiselle Ledru regardait la pendule. Il était trois heures cinquante-six. Piggymouth tira vigoureusement sur ses chaussettes, enfila ses brodequins, se leva :

— Cette chose pour Biquet, dit-il, en se penchant vers l'hôtesse, qu'est-ce ?

Ayant vu ses pieds chaussés, mademoiselle Ledru leva vers lui ses grands yeux ni bleus ni verts où flottait une tendre surprise :

— Vraiment, murmura-t-elle ? Et sa bouche resta ouverte comme pour prolonger la question.

— Oui, allez vite chercher cette chose, quatre heures vont sonner.

Elle tira de sa poche une minuscule papillotte :

— Voici. C'est une petite médaille de la Sainte Vierge que le père Lacordaire avait donné à un grand-oncle maternel, un Papias, et que celui-ci portait à Sébastopol quand un boulet lui passa entre les jambes.

Elle avait parlé très vite parce que le temps pressait maintenant, et Piggymouth, sans entrer dans le détail de ces histoires de papistes, serra la papillotte dans sa poche de la fesse droite, avec son diplôme d'Université, les photos de famille et un opuscule de la Christian Science.

— Merci, fit mademoiselle Ledru. Mais cela me contrarie beaucoup de vous voir partir sans vêtements civils pour camoufler au moins le plus gros. Il fera bientôt jour et un Américain comme vous dans la nature, j'ai peur que cela donne lieu à une petite manifestation, même si la campagne est déserte. Je ne peux pourtant pas vous prêter une redingote ou une jaquette, ça ne serait pas prudent non plus.

— Et puis, c'est la sacrée garde-robe, n'est-ce pas?

— Oh! je ferais bien ça pour vous, maintenant.

— Vrai? fit Piggymouth en la prenant affectueusement aux épaules; alors, envoyez la redingote!

Elle sortit de la grande malle, dans une bouffée de vestiaire historique, l'estimable vêtement qu'elle secoua machinalement.

— Ça lui fera du bien de prendre l'air, d'ailleurs. Elle ne servait plus que pour les enterrements et les déguisements. C'est celle de mon grand-père Ledru qui était un colosse, deux fois comme vous, sans vous vexer. Elle vous ira même par-dessus la veste.

— Celui qui est mort dans le fauteuil, le nez dans la tabatière?

— Mais non! c'était un Papias, celui-là.

— Excusez, fit Piggymouth, en endossant la redingote qui, effectivement, faisait office de pardessus. Eh bien! reprit-il, on était grand dans votre famille.

— Et ça continue de plus belle, vous verrez Biquet. Alors, vous vous sentez bien là-dedans?

— Oui, c'est compliqué à dire. Mais vous ne croyez pas que les chiens vont hurler?

— S'ils sont très vieux, non.

— Pas de pasteur presbytérien en mission dans le coin? reprit-il en se rengorgeant avec sévérité, non? Les harmoniums ne joueront-ils pas tout seuls à mon approche?

— Vous n'avez pas la tête.

— Et quelle tête ai-je donc?

— Une tête à ne pas se mettre dans un trou quand le vent souffle en montagne. Je l'ai compris avant vous. Vite, quatre heures vont sonner.

— Il faut faire le signal.

— Il est en place depuis votre arrivée. Ouvrons la fenêtre, maintenant. Et vos ficelles, non?

Piggymouth jeta un regard hésitant sur les blancs cordons qui gisaient hypocritement au coin de la cheminée, mais déjà, mademoiselle Ledru les ramassait pour les lui mettre dans les bras :

— C'est très utile là-bas, vous verrez.

Sa main touchait à l'espagnolette quand elle retomba vivement sur le poignet de Piggymouth pour lui imposer le silence absolu. Ce n'était plus cette fois la présomption d'une rumeur problématique. Le bruit était net, incontestable, démonstratif. Quelqu'un marchait au rez-de-chaussée. Un bruit de pas tout à fait nouveau qui ne correspondait vraiment à rien dans la pensée de Piggymouth et qui entrait dans le silence avec un mauvais goût inquiétant. Il y avait là un rythme, un poids, un souci de l'adhérence, une sonorité qu'il n'avait jamais entendue encore. jamais rêvée même. Sauf la pendule qui, n'étant pas de ce monde, titcaquait sans souci, les choses elles-mêmes dans la chambre semblaient se contracter, sur le qui-vive, et tous les portraits regardaient vers la porte. Le fauteuil était prêt à bondir. A tout hasard, Piggymouth se tint prêt à combattre le monstre de la région, tous les fantômes Picquavoine et Bordesoul, mais plus spécialement une compagnie de S.S. La main d'Ursule serrait son bras avec une vigueur surprenante qui lui parut exquise, malgré la vague d'inquiétude qui montait du rez-de-chaussée. Le pas continuait son chemin quand la pendule se mit à sonner quatre petits coups aigrelets, candides, vertueux, qui parcoururent joyeusement la vieille demeure comme un signal de fin d'alerte. Alors, les pas s'arrêtèrent, une porte claqua avec un bruit malotru et le silence revint. Piggymouth posa sur son hôtesse un regard vivement interrogateur.

— Oui, souffla-t-elle ; il y en a plein la maison.

— What ? Jésus Grand Dieu Sacré Seigneur Tout Puissant ! souffla-t-il.

— C'est ici la seule chambre qu'ils n'occupent pas. Jusqu'à présent, ils n'y sont jamais entrés. J'y ai mis toutes les choses auxquelles nous tenons.

— Si l'homme avait marché cinq minutes plus tôt, vous penseriez que c'est la peur qui me fait partir.

— Non, je vous jure. Et moi, si je vous dis maintenant : pressons-nous ! Est-ce la peur de vous garder, croyez-vous ?

— Non, je vous jure. Mais quand je pense au bruit de ma voix, aux...

— Les vainqueurs ont toujours le sommeil trop lourd et les nuits leur échappent. Allez prendre vos cigarettes sur la cheminée.

— Mais pourquoi m'avoir caché que la maison était pleine ?

— C'était si bon de parler avec quelqu'un qui ne savait pas. Vous repenserez à la chose plus tard, à loisir. Et puis, ajouta-t-elle en posant la main sur l'espagnolette, je vais tout vous dire : je craignais que vous ne fissiez un malheur.

Elle ouvrit la fenêtre, tout doucement, le regard tourné vers l'Américain qui la rejoignait avec précaution à travers les embûches de la chambre. Bien sanglé dans la redingote de l'aïeul Ledru, posant une main sur un dossier poli, caressant une têtière de macramé, il avançait dans le mince courant d'air glacé que lui soufflait au visage la fenêtre entr'ouverte. Tous deux prêtèrent l'oreille, front à front. Ils entendirent

enfin, au bout du potager, entre les maïs et le bois des Coudrettes, le délicat appel de la caille carcaillante avant l'aube.

— C'est lui, souffla mademoiselle Ledru, en écartant par deux fois le rideau, il vous attend. A droite, sur le balcon, vous trouverez un petit escalier de bois. Aucun danger ; ils ne viennent jamais par là, mais descendez quand même doucement. Et puis, vous suivrez l'allée des tilleuls jusqu'au bout et vous verrez le garçon derrière la barrière, c'est un petit trapu, Brennus est son nom et *malheur aux vaincus*, le mot de passe. Vous expliquerez votre cas.

Tout en parlant, elle avait, d'une main fière, à demi maternelle, comme Thétis ajustant la cuirasse d'Achille, boutonné le haut de la redingote où Piggymouth gonflait une poitrine épique.

— Adieu mademoiselle, dit-il, en regardant une dernière fois le lit fantôme à qui le courant d'air venait respectueusement parler d'appareillage. Les colonnettes se dandinaient aux bougies éventées, les hautes franges du baldaquin ondulaient à la brise, la superbe nacelle tirait sur ses amarres.

— Adieu et merci, dit mademoiselle Ledru, tandis que la caille timide carcaillait au bout du potager. Adieu et venez quand vous pourrez prendre un bol de café avec Biquet.

Ayant dit, elle embrassa Pigemaous sur les joues, trois fois, comme on faisait depuis toujours dans la famille.

JACQUES PERRET

## DOCUMENTS

# LES NÉGOCIATIONS FRANCO-RUSSES DE 1938 ET DE 1939

On a déjà lu dans la *Revue de Paris* plusieurs articles sur les négociations franco-russes qui ont précédé la seconde guerre. Dans un souci d'impartialité, nous publions aujourd'hui un nouveau témoignage qui nous paraît devoir contribuer à faire la lumière sur ce chapitre capital de l'histoire contemporaine (N.D.L.R.).

Le système de sécurité élaboré à Versailles par les Alliés croulait de toutes parts sous les coups d'Hitler : l'Allemagne avait réarmé ; elle avait réoccupé la Rhénanie en 1936. Elle venait de s'emparer de l'Autriche, un mois avant mon arrivée au Quai d'Orsay, le 13 avril 1938 ; désormais, *les fortifications tchèques construites face à l'Allemagne et non face à l'Autriche étaient tournées...* Rien ne protégeait plus la Tchécoslovaquie contre un nouveau coup de force d'Hitler. La menace s'affirmait le 22 avril — une semaine après la formation du nouveau Gouvernement français, — Henlein, chef des minorités allemandes, réclamait « l'indépendance de sa petite patrie »!...

Je précise qu'il me paraissait impossible de soutenir utilement contre l'Allemagne nos petits alliés de l'Est, sans l'aide de la Russie. Je ne doutais pas de sa puissance : dès 1934, après un voyage de sept semaines à travers son territoire, j'avais rendu compte, dans six articles parus dans *le Petit Parisien*, du développement de sa force militaire et industrielle. J'avais pu apprécier la discipline et l'entraînement des troupes. Et j'avais conclu : « La Russie fait tous les sacrifices pour son armée. Pour celle-ci, rien n'est assez beau, et elle est dotée d'un matériel formidable. »

Ministre des Affaires Étrangères, je réclamais constamment l'assistance russe dans les conditions les plus difficiles. Dans quelle mesure pouvions-nous, en effet, compter sur l'appui de l'U.R.S.S. ? Nous avions avec elle un pacte, signé le 2 mai 1935, dont M. Paul Reynaud a écrit avec raison « qu'il était l'instrument diplomatique *le plus inefficace* que la France ait jamais mis au monde ». En effet, cet engagement, limité

dans sa portée, ne pouvait jouer qu'en cas d'agression *directe* de l'Allemagne. De plus, cet accord était nul dans ses effets, car l'Allemagne et la Russie n'avaient plus de frontière commune, depuis 1919. La Russie ne pouvait attaquer l'Allemagne sans faire passer ses troupes par la Pologne et la Roumanie, qui refusaient.

Cette confusion facilitait la politique réaliste, souple et prudente de l'U.R.S.S., que le général Schweisguthe, envoyé en Russie en septembre 1936 par M. Daladier, ministre de Léon Blum, avait ainsi défini : « La Russie cherche à rejeter vers l'Ouest un orage qu'elle sent monter vers l'Est. *Elle ne veut pas être mêlée au prochain conflit européen, dans lequel elle aspire à jouer, comme les Etats-Unis en* 1918, *le rôle d'arbitre dans une Europe qui sera épuisée par une guerre sans merci* [1]. » Inutile de dire que je connaissais à fond ce remarquable rapport.

Trois semaines après mon arrivée au Quai d'Orsay, le 12 mai 1938, j'interroge, à Genève, le ministre russe Litvinov sur la manière dont son pays pourrait porter secours à la Tchécoslovaquie attaquée. Il me répond que son Gouvernement se refuse à envisager le passage par la force de ses troupes ou ses avions par le territoire de la Pologne ou de la Roumanie, car il ne se soucie pas d'entrer en guerre avec ces deux pays, liés eux-mêmes par un pacte. Mais M. Litvinov ajoute, non sans ironie, que la France, ayant les meilleures relations avec Varsovie et Bucarest, devrait obtenir aisément de l'une ou de l'autre cette autorisation!

Je m'en entretiens aussitôt avec mon collègue roumain, M. Comnène, bien connu pour ses sentiments antinazis et pour son amitié fidèle à notre pays. M. Comnène me répond très fermement qu'aucun Gouvernement roumain ne peut accepter de laisser passer les Russes sur son territoire et que, pratiquement, ce passage est impossible. Quelques jours plus tard, le 22 mai, il confirmait cette position à notre ambassadeur à Bucarest [2].

Nous interrogeons alors la Pologne. Son ambassadeur à Paris me répond catégoriquement, le 25 mai, « qu'à Varsovie, on s'opposerait par la force à tout passage de Russes et même à tout survol ». Et le maréchal Rydzsmigly, lui-même, oppose le même refus formel à notre ambassadeur [3].

*Juin-juillet* 1938 : nouvelles démarches françaises ayant toujours le même objet! M. Coulondre, alors ambassadeur à Moscou, voit M. Litvinov, qui lui reparle « d'une aide militaire à la Tchécoslovaquie, *en traversant le territoire roumain* ». Mais, le 9 juillet, notre ambassadeur à Bucarest confirme l'attitude roumaine [4].

1. Cité par Gabriel Hanotaux, *Journal*, octobre 1943.
2. M. Thierry m'en rendit compte par un télégramme que je reproduis dans mon livre, *De Washington au Quai d'Orsay*, p. 131 (Cheval Ailé).
3. Voir les textes, op. cité, p. 134 à 140.
4. Op. cité, p. 163 et 164.

Le 31 août 1938, j'envoie donc à notre ambassadeur à Moscou l'instruction suivante : « Étant donnée la gravité de la situation, je vous prie de demander à M. Litvinov dans quelles conditions Prague peut compter sur l'appui soviétique. » Cette fois, notre chargé d'affaires, M. Payart, rencontre, le 2 septembre, M. Litvinov. Celui-ci commence par dire à M. Payart qu'il est décidé à remplir ses engagements, à condition que la France observe les siens. Mais il ajoute : « *Etant donnée l'attitude négative de Varsovie et de Bucarest, M. Litvinov ne voit qu'une issue pratique : celle d'un recours à la Société des Nations. Il a mentionné, mais pour l'exclure à priori, l'éventualité du passage forcé des troupes soviétiques en dehors d'une décision de Genève à travers la Pologne et la Roumanie* [1]. » M. Litvinov ajoute qu'il *exclut absolument la bonne volonté polonaise*, mais peut-être la Roumanie consentirait-elle au passage, surtout *après avis de la S.D.N. En somme, depuis mai*, la position soviétique ne s'était nullement modifiée.

Je devais le constater à nouveau le 11 septembre, à Genève, où M. Litvinov me tint exactement les mêmes propos qu'à M. Payart. Les conditions d'une aide de l'U.R.S.S. restaient les suivantes : 1. La France devait, la première, donner son assistance à Prague ; 2. Il fallait ensuite que la S.D.N., réunie, recommandât à la Roumanie de laisser passer les troupes russes ; 3. Il fallait enfin l'assentiment du Gouvernement roumain, *pour l'aviation* autant que pour l'infanterie.

Ces deux dernières conditions — je le fis remarquer — étaient pour nous pleines de dangers. D'abord, il était probable que la S.D.N. (avec les artifices et les lenteurs de sa procédure) ne pourrait pas se réunir avant l'écrasement complet de la Tchécoslovaquie. Ensuite, la décision de la S.D.N. n'était valable que si elle était unanime ; or, il était *certain* qu'elle ne le serait pas, la Pologne, la Hongrie et beaucoup d'autres étant hostiles. Et enfin, même si, par miracle, on finissait par obtenir cette recommandation, elle resterait sans effet, puisque la Roumanie continuerait à refuser le passage aux troupes russes.

On voit dans quelle position périlleuse la France pouvait se trouver si elle prenait un jour l'initiative de déclarer, seule, la guerre à l'Allemagne ; car l'U.R.S.S. pourrait faire état ensuite d'un refus décisif de la Pologne ou de la Roumanie, rendant impossible son intervention, pour refuser son assistance. Mes craintes à ce sujet étaient parfaitement justifiées, comme l'avenir l'a prouvé, car c'est exactement ainsi que les choses se déroulèrent en 1939. Et une telle éventualité me semblait d'autant plus redoutable à une heure où je ne me faisais plus d'illusions sur la faiblesse militaire de la France et de l'Angleterre, car le président Roosevelt venait de nous dire : « Je ne puis vous donner ni un homme, ni un sou. La loi de neutralité empêchera même de vous envoyer les avions que vous avez commandés. » Le Gouvernement anglais, à son tour,

1. Op. cité, p. 199.

nous prévenait : « Pendant les six premiers mois, nous ne pourrons vous envoyer que cent cinquante avions et deux divisions sans équipement moderne. » Et le général Vuillemin formulait ce terrible avertissement : « Si nous avons la guerre, en quinze jours toute l'aviation française sera anéantie. »

Ayant pris connaissance des conditions posées par M. Litvinov, je les rapporte le même jour, 11 septembre, à Genève, à M. Comnène, qui est plus que jamais catégorique : « Le Gouvernement roumain ne peut pas autoriser les troupes russes à passer sur son territoire. Et une recommandation de la S.D.N. ne changera rien à notre décision. Au reste, dit-il, la question ne se pose pas *pratiquement*, car il faut vingt jours pour transporter une division de la frontière roumaine en Tchécoslovaquie et, pendant ce temps, la Tchécoslovaquie aura déjà été anéantie. Parlons clair! Il s'agit pour l'U.R.S.S. de nous reprendre sans combat la Bessarabie. Car, lorsque l'armée russe aura réoccupé ces territoires, elle ne les quittera plus jamais. » Et voici comment M. Comnène a relaté lui-même cette partie de notre entretien. « Le 11 septembre, M. Bonnet me posa la question de savoir si nous étions disposés d'accorder libre passage aux troupes russes. Je démontrai sur une carte de Roumanie qu'un tel passage *n'était même pas concevable*, car il n'existait pas de voies de communication directe entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie. Les troupes soviétiques risquaient d'être détruites par l'aviation, bien avant d'avoir atteint la frontière tchécoslovaque [1]. » Et M. Comnène note que M. Litvinov, qu'il a alors l'occasion de rencontrer à maintes reprises, *ne lui dit « pas un seul mot » de cette question*. La situation est donc inchangée.

Ce silence est significatif. Voilà donc le ministre d'un pays qui, soi-disant, brûle d'intervenir. Je lui propose d'utiliser au moins son aviation qui, pratiquement, sera hors de portée de la D.C.A. roumaine. Il refuse et exige une *autorisation pour l'armée de terre et de l'air*. Or, il a la chance d'avoir près de lui, comme collègue, le ministre roumain, qui peut lui donner ce consentement. Il ne lui en souffle pas un mot, alors que nous sommes à ce moment en pleine crise européenne. Enfin, le 21 septembre 1938, devant la S. D. N, M. Litvinov prononce un discours destiné à la propagande où il apporte cependant cette précision : « Lorsque, quelques jours avant mon départ pour Genève, le Gouvernement français s'adressa à nous pour savoir quelle serait notre position en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie, j'ai donné une réponse parfaitement claire et nette... *(Cette réponse à laquelle il se réfère, c'est justement la conversation avec M. Payart, qu'on vient de lire, et où il a fixé les conditions de l'assistance russe.)* Nous sommes décidés à remplir nos engagements d'après le Pacte et à prêter assistance à la Tchécoslovaquie

1. Déclarations à *la Suisse* du 8 août 1946. Il les précise dans *Preludi del grande Dramma*, Roma, 1947.

en même temps que la France, par tous les moyens dont nous disposons. » M. Litvinov ajoute aussitôt qu'il faudra réunir la S.D.N. « pour tirer au clair la position de certains autres États, dont l'assistance passive pourrait être extrêmement précieuse. »

De nombreux journaux ont cité souvent, depuis 1938, le discours de M. Litvinov, comme s'il contenait la promesse d'assistance illimitée de l'U.R.S.S. Il n'en est rien. M. Litvinov se réfère expressément dans son discours à la déclaration qu'il a faite le 2 septembre à M. Payart, dont on a lu le texte plus haut et qui définit toujours la position soviétique. Lorsqu'il affirme qu'il assistera la Tchécoslovaquie par tous les moyens dont il dispose et qu'il est nécessaire de « tirer au clair la position de certains États », cela signifie qu'il pose toujours comme condition formelle de l'intervention de l'U.R.S.S. l'autorisation de passage accordée aux troupes russes par le Roumanie. Si elle refuse, la Russie ne dispose évidemment « d'aucun moyen » et doit s'abstenir! L'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris me le confirmera d'ailleurs une fois de plus. Et l'on ne peut s'en étonner. *Car les beaux discours ne peuvent modifier la configuration de l'Europe, ni l'état d'esprit des Gouvernements polonais et roumains*, redoutant la main puissante qui, pour les protéger, serait prête à s'abattre sur eux. Et voici les conclusions qui s'imposent après l'examen objectif des documents diplomatiques : d'abord, le Gouvernement français, de mai à septembre 1938, a multiplié les démarches pour obtenir l'appui russe ; ensuite, Moscou n'a jamais accepté de passer *par la force*, ni en Roumanie ni en Pologne (ce qui aurait d'ailleurs mis contre l'U.R.S.S., au début de la guerre, une importante coalition hungaro-polono-roumaine de cent quarante divisions) ; enfin, l'U.R.S.S. a toujours exigé le consentement roumain ou polonais, qui lui fut toujours refusé, non seulement pour le passage de ses troupes, mais même pour le *survol de ses avions*.

Nous ne pouvions donc pas compter sur la Russie, en 1938, puisque la condition préalable à son action était irréalisable. Le *Times*, dans son supplément du 26 avril 1947, reconnaît que ce point ne peut pas être contesté. Il ajoute seulement. « Quand on regarde ce qui se passe en 1947, on est forcé de reconnaître que les Gouvernements polonais et roumains n'avaient pas tort... »

Le problème de l'alliance russe continue de se poser au cours de l'année 1939, et j'examine à plusieurs reprises avec l'ambassadeur de l'U.R.S.S. les précisions nécessaires à apporter au pacte franco-soviétique. L'entrée à Prague de Hitler, en mars 1939, activera les négociations que je mènerai sans relâche en vue de dresser devant l'Allemagne un barrage puissant pour empêcher la guerre. En avril 1939, j'eus l'occasion d'exposer mon programme diplomatique à M. Gafenco, ministre roumain. Il le résume ainsi : « Il faut lier, me dit M. Bonnet, la Russie à la cause de la paix. La participation de l'Union Soviétique est indispensable et décisive. *M. Bonnet tenait à bien mettre en évidence l'importance qu'il attachait à*

*l'appoint soviétique. Il voulait l'avoir à tout prix. Je fus frappé par la netteté de sa décision* [1]. »

Comment pouvions-nous sortir de l'impasse franco-russe? On sait que le pacte ne joue à notre profit que si la France est *attaquée* par l'Allemagne ; il importe, dans ce cas, que cette assistance soit précisée par une convention militaire, car l'U.R.S.S. et l'Allemagne n'ont pas de frontières communes. Si, au contraire, l'Allemagne attaque la Pologne ou la Roumanie, le pacte franco-soviétique lui-même est hors de cause. La Russie, qui n'est pas l'alliée de ces pays, n'a pas à intervenir. Bien plus, si la France entre en guerre par solidarité envers Varsovie ou Bucarest, la Russie n'est pas tenue de l'assister, *puisque la France n'a pas été attaquée* par l'Allemagne. C'est l'hypothèse qui va devenir la réalité en septembre 1939. Il fallait donc tenter d'amener l'U.R.S.S. à garantir aussi, par un nouveau pacte, la Pologne et la Roumanie. Cette dernière négociation ne pouvait, bien entendu, être menée que d'accord avec les Anglais ; d'abord, parce qu'il s'agissait de deux pays auxquels l'Angleterre venait de donner elle-même sa garantie et, ensuite, parce que le Gouvernement soviétique exigeait que l'Angleterre fût partie à cet accord.

Nos entretiens politiques avec Moscou commencent au début d'avril. Au Comité de la Défense nationale, réuni à Paris le 9 avril, je demande « que notre attaché militaire à Moscou entre en pourparlers avec le maréchal. Vorochilov ». Et, en même temps, je remets à l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris un texte qui couvre le cas de la Roumanie et de la Pologne. Cette laborieuse négociation va durer trois mois ; elle aboutira à un accord, le 24 juillet. Les prétentions de la Russie sont multiples. Tout d'abord, elle demande que les Pays baltes, malgré leur refus formel, soient compris dans ce traité. M. Litvinov l'exige. Ceux qui le considèrent comme le champion de l'indépendance des petits peuples feront bien de relire les télégrammes-ultimatums envoyés par lui, alors, dans les trois capitales baltes pour exiger leur soumission totale à Moscou! On oublie trop souvent que la politique extérieure russe n'a qu'un seul chef, M. Staline, et que celui-ci est résolu à reprendre tous les territoires perdus de 1919-1921... M. Litvinov est remplacé en mai par M. Molotov, et aussitôt le chargé d'affaires soviétiques à Berlin assure à notre ambassadeur que nous devons nous en féliciter : « La raison du renvoi de M. Litvinov paraît bien être, dit-il, dans l'hostilité bien connue de celui-ci contre la Pologne. Celle-ci était telle que, si l'on m'avait demandé pour qui M. Litvinov prendrait parti s'il avait à choisir entre l'Allemagne et la Pologne, j'aurais été bien empêché de répondre. Avec M. Molotov, la politique extérieure soviétique ne pourra que gagner en clarté. La France et l'Angleterre n'auront pas à le regretter... » Le débat sur les Pays baltes continue avec M. Molotov. « Pourquoi, nous a-t-on dit parfois, avez-vous

1. *Derniers jours de l'Europe*, p. 155.

discuté si longtemps sur ces Pays baltes, au lieu de les jeter par-dessus bord. » Qu'on nous excuse! Mais, à cette époque, on n'avait pas encore inventé et accepté la solution si pratique du « rideau de fer » et nous luttions pour essayer de protéger l'indépendance des petites nations contre toutes les hégémonies... D'ailleurs, notre discussion prolongée nous permet en juin d'aboutir à un accord parfaitement acceptable.

Mais un deuxième obstacle nous arrête. L'U.R.S.S., n'ayant pas de relations diplomatiques avec la Suisse et la Hollande, refuse de les comprendre dans l'accord. Après débat, nous nous inclinons. Enfin, Moscou propose de garantir réciproquement les États contre l'agression indirecte, dont il donne une définition que Londres repousse, parce qu'elle risque « d'éveiller la crainte des petits États » et de les faire passer du côté allemand.

Nous sommes le 10 juillet. Cette fois, le Gouvernement britannique perd patience, Il énumère ses concessions dans une note qu'il nous envoie : « Nous arrivons, dit-il, au point où nous ne pouvons manifestement plus continuer la méthode qui consiste à accepter chaque demande nouvelle mise en avant par l'U.R.S.S. 1. Nous avons accueilli sa demande tendant à englober les Pays baltes ; 2. Nous avons renoncé à ce que les Pays-Bas, la Suisse et le Luxembourg soient compris dans l'accord ; 3. Nous avons accepté de définir le cas « d'agression indirecte » ; 4. Nous avons accepté une clause nous interdisant de conclure séparément la paix ou l'armistice... Notre patience est à peu près épuisée. Notre Gouvernement pourrait avoir à réexaminer sa position d'ensemble. »

Est-ce la rupture? Je pense qu'elle entraîne immédiatement la guerre. Et je fais porter le 17 juillet le message suivant à Lord Halifax : « Je désire vous adresser cet appel personnel. Je n'ignore pas les concessions très importantes consenties à l'U.R.S.S. par nos deux Gouvernements. Mais nous arrivons à un moment décisif, où il nous paraît nécessaire *de ne rien négliger pour aboutir*. Il ne faut pas se dissimuler l'effet désastreux pour le maintien de la paix que produira la rupture des négociations. Je redoute même que ce ne soit le signal d'une action allemande sur Dantzig. J'estime, comme M. Daladier, que, dans de telles circonstances, il est d'une importance capitale d'aboutir à la conclusion d'une négociation, dont le succès nous paraît être aujourd'hui l'une des conditions essentielles du maintien de la paix. » Lord Halifax accepte alors une formule transactionnelle.

Enfin, le 24 juillet, en présence de nos ambassadeurs, M. Molotov constate qu'il n'y a plus que « des divergences de caractère secondaire. Les trois Gouvernements sont maintenant suffisamment d'accord, dit-il, sur les données fondamentales pour passer à l'examen des problèmes militaires. » Ainsi, le nouvel accord politique est pratiquement terminé. On décide de publier un communiqué. Nous demandons à ce que le texte soit paraphé. M. Molotov, d'abord favorable à ce projet, estime en fin de compte qu'il faut attendre la conclusion d'une convention mili-

taire. Nous acceptons encore ce point de vue, bien que contraire aux précédents.

Dès lors, une deuxième négociation commence. Elle sera menée par le maréchal Vorochilov du côté russe, l'amiral anglais Plumkett et le distingué général Doumenc. Brusquement, le 14 août, le maréchal Vorochilov jette dans le débat la question redoutable : « Les forces militaires soviétiques sont-elles autorisées à pénétrer sur le territoire polonais, à travers le territoire de Vilna et de la Galicie?... » Il exige une réponse rapide. Nous recevons cette nouvelle inquiétante le 15 août. Je prie sur-le-champ l'ambassadeur de Pologne à Paris de demander à M. Beck une réponse favorable immédiate. En même temps, le 15, je télégraphie à notre ambassadeur à Varsovie. Il verra le ministre polonais pour l'informer que « *s'il refuse, il assumera la responsabilité d'un échec des pourparlers militaires, avec toutes les conséquences qui en découlent.* » Peine perdue! Nous avons beau démontrer les 16, 17, 19 et 20 août qu'il s'agit cette fois pour la Pologne de sa propre défense, et que c'est une position intenable de se brouiller à la fois avec la Russie et avec l'Allemagne, le Gouvernement polonais refuse obstinément le passage des Russes, parce que, nous dit-il, s'ils pénètrent sur son territoire, ils ne s'en iront plus jamais!

Le 21 août, j'informe notre ambassadeur à Moscou que « le général Doumenc reçoit directement de M. Daladier les instructions qui lui donnent le pouvoir de traiter au mieux dans l'intérêt commun ». Le Gouvernement soviétique qui escomptait le refus polonais, nous fera d'ailleurs observer *que nous n'avons pas qualité pour engager la Pologne*, et que c'est de M. Beck lui-même qu'il attend cette autorisation...

Mais, le 22 août, c'est le voyage de Ribbentrop à Moscou ; et le 23, est signé le pacte germano-russe, qui annonce un nouveau partage de la Pologne. C'est le coup fatal pour notre négociation. M. Molotov reçoit le 25 août notre ambassadeur, M. Naggiar, qui nous en rend compte ainsi : « Le Gouvernement soviétique a constaté que, malgré les efforts de la France, de l'Angleterre et de l'U.R.S.S., le refus obstiné de la Pologne d'accepter l'aide militaire russe rendait impossible le pacte d'assistance tripartite. En ce qui concerne le pacte franco-soviétique du 2 mai 1935, M. Molotov a déclaré que rien dans le récent traité n'en interdisait le maintien. Et puis il a rejeté toute la responsabilité uniquement sur le Gouvernement de Varsovie. »

Ainsi, plus équitable en l'espèce que tant de Français, M. Molotov rend hommage à nos efforts... Pas une fois, il ne prononce le mot de « Munich » ou n'y fait allusion pour justifier le pacte germano-russe. Et M. Staline ne le fait pas davantage dans le discours radiodiffusé qu'il prononce le 3 juillet 1941 [1]. Le texte est peu connu. « On se demandera

1. Staline : *La grande guerre patriotique de l'Union Soviétique*, 1944, p. 9, reprod. dans *la Suisse contemporaine*, juin 1946, p. 592.

peut-être, dit-il, comment il a pu arriver que le Gouvernement soviétique ait accepté de conclure un pacte de non-agression avec des gens d'aussi mauvaise foi, avec des monstres tels que Hitler et Ribbentrop? N'y eut-il pas là une faute de la part du Gouvernement soviétique? — Absolument pas. Un accord de non-agression est un pacte de paix entre deux États. C'est précisément un accord de cette espèce que l'Allemagne nous offrit en 1939. Le Gouvernement soviétique pouvait-il repousser des offres de ce genre? Je pense qu'aucun État épris de paix ne saurait écarter un accord pacifique avec une puissance voisine, même si celle-ci est dirigée par des monstres et des cannibales, tels que Hitler et Ribbentrop. Cela, évidemment, à une condition rigoureuse, à savoir que l'accord pacifique ne porte atteinte ni directement, ni indirectement, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à l'honneur de l'État épris de paix. Or, le pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. était justement une entente de ce genre. Qu'avons-nous gagné par la conclusion du pacte de non-agression avec l'Allemagne? Nous avons assuré à notre pays *la paix pendant une année et demie*, ainsi que la possibilité de préparer ses forces pour *la défense* au cas où l'Allemagne fasciste aurait tenté d'attaquer notre pays en violation du pacte. Ce fut là un bénéfice très net pour nous et un désavantage pour l'Allemagne fasciste. »

On admettra que nul n'est plus qualifié que M. Staline pour définir les principes de sa politique extérieure; et ceux-ci le conduisent à tout sacrifier à l'intérêt supérieur de la Russie. Il n'envisage donc que la possibilité d'une guerre défensive et se félicite d'avoir gagné dix-huit mois avant de subir les assauts de Hitler.

Ce texte nous inspire entre autres les réflexions suivantes : si la Russie admet qu'elle n'était pas prête en 1939 (alors qu'elle pouvait compter sur l'appui de la Pologne et de la Roumanie), on peut penser qu'elle l'était moins encore *un an plus tôt, en* 1938, alors que par surcroît elle aurait eu contre elle les forces réunies de la Pologne et de l'Allemagne? Ensuite, on peut se demander pourquoi une politique sage, prudente, permettant de gagner vingt mois pour se préparer à la « défense » est considérée comme un trait de génie, si elle est faite à Moscou, et comme un crime si elle est menée à Londres ou à Paris... Mais ceci est une autre histoire!

GEORGES BONNET

# RESTAURER
# L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

L'ÉTAT lamentable des finances et de l'économie françaises n'est plus nié par personne. Il suffit en effet de regarder autour de soi pour constater le degré d'appauvrissement auquel nous sommes arrivés. Aussi bien, les représentants du Gouvernement multiplient-ils les déclarations les plus propres à convaincre le pays, s'il ne l'était déjà, que notre situation est catastrophique et susceptible de s'aggraver encore dans le courant de l'hiver.

Cet assaut de pessimisme est, à notre avis, inopportun, autant qu'il est excessif. Par inopportun, nous voulons dire que la crise au milieu de laquelle nous nous débattons était tellement prévue, que le vrai moment où un Français perspicace avait le devoir de s'inquiéter, est celui où furent mis en place, avec une allégresse inconcevable, les dispositifs destructeurs de la prospérité française. Alors, mais alors seulement, il convenait d'attaquer vigoureusement les erreurs grossières qui étaient commises, au lieu de les approuver ou tout au moins de les accepter avec indifférence. La situation est aujourd'hui bien différente. Ce qui devait arriver est arrivé. L'inflation déborde, notre or est parti, nos valeurs étrangères aussi ; nous en sommes à supplier pour obtenir des emprunts permettant d'assurer nos fins de mois ou de semaine ; le pain manque, les enfants des villes sont privés de lait, les boucheries sont fermées, l'essence fait défaut et, à en croire les augures, on ne sait pas si les foyers français seront chauffés cet hiver. Encore n'ajoutons-nous pas à ce tableau navrant de notre économie celui, aussi pitoyable, de la désagrégation politique, qui fait que nos tanks sont utilisés à capter des péniches de sucre, fuyant comme des tanches dans les canaux, ou que les machinistes de l'Opéra entendent distribuer eux-mêmes maillots et tutus. Mais, si triste que cela soit à dire, il vaut mieux que notre opinion se trouve en face des difficultés réelles, car elle est si légère qu'elle se refusait à y croire tant qu'elles n'étaient pas encore arrivées. Et c'est cet aveuglement qui nous désespérait. Aussi est-il permis de penser qu'au pessimisme sans écho que justifiait la politique aveugle que nous

avons suivie dans l'euphorie, peut succéder un optimisme relatif, si tant est que nous soyons désormais décidés à faire face courageusement à des difficultés qu'il ne s'agit plus de nier, et si nous avons la conviction que ces difficultés ne sont pas insurmontables.

Or, tel est incontestablement le cas. La vague d'effroi qui a déferlé sur notre pays est en effet, disions-nous aussi, exagérée. L'activité a repris un peu partout en France et notre production, si hélas elle n'atteint pas le niveau désirable, est du moins suffisante pour assurer la vie française. Ce qu'il importe surtout de savoir, c'est que les problèmes économiques de la France sont, comparés à ceux de la plupart des autres pays, extraordinairement faciles.

Nous ne sommes pas, comme certains pays, obligés d'importer toutes nos matières premières et par conséquent obligés d'avoir de larges marchés d'exportation, ce qui suppose pour des clients éventuels la capacité d'acheter et celle d'exporter leurs devises. Nous ne sommes pas non plus aussi vulnérables que les pays consacrés à une ou deux productions dominantes dont ils dépendent étroitement. Il est trop facile de chercher à expliquer l'invraisemblable aventure de notre économie par des circonstances géographiques ou matérielles dont nous ne serions pas maîtres. A priori, il faut se méfier de ces justifications spécieuses qui tendent toujours à détourner de soi la responsabilité de son état. Mais, en l'espèce, il faut d'autant plus les repousser qu'elles sont matériellement fausses Il serait bon que les Français, et surtout les dirigeants français, prennen contact avec le reste du monde, non pas sur le terrain des idéologie purement intellectuelles, mais de façon à regarder les épreuves qu'ont subies d'autres pays et la façon dont ils s'efforcent plus ou moins victorieusement d'en triompher.

Considérez par exemple la Hollande. Les destructions de la guerre y ont été proportionnellement plus fortes que dans tout autre pays. Les combats y ont duré un an de plus que chez nous. Ce pays agricole ne possède guère de charbon, on ne sache pas non plus qu'il ait des puits de pétrole et on imagine difficilement les chutes d'eau qu'il pourrait utiliser dans sa plaine infinie. Ainsi privée de toute source locale d'énergie, la Hollande s'offre pourtant le luxe d'éclairer toute la nuit des centaines de kilomètres d'autostrades magnifiques et de développer le trafic automobile en vendant l'essence, sans limitation, 8 fr. 80 le litre. Que peut en penser un Français qui parcourt la banlieue de Paris plongée dans la pénombre et qui, chez lui, est successivement en butte aux coupures et aux délestages, alors pourtant que la France possède de puissantes mines de charbon et de véritables châteaux d'eau dans les Pyrénées, les Alpes et le Massif Central? De plus, pendant les derniers mois, les importations de charbon étranger en France ont (ce que presque tout le monde ignore) dépassé la moyenne mensuelle d'avant-guerre, les États-Unis s'étant pratiquement substitués à tous nos autres fournisseurs extérieurs. Notre situation devrait donc être magnifique et pourtant nous

connaissons au contraire les plus terribles restrictions. C'est qu'il n'y a pas de miracle dans le monde, mais que tout est dans la façon de savoir utiliser ses chances et ses ressources.

Churchill, avec la magnifique vigueur intellectuelle que l'on sait, a pu dire récemment que la disette « que les sous-marins allemands n'avaient pas obtenue, un gouvernement anglais aussi incapable que prétentieux l'avait réalisée ». Cet impitoyable et rigoureux jugement nous rappelle opportunément que la façon dont une société est organisée fait beaucoup plus, pour la rendre riche ou misérable, que telle ou telle des circonstances matérielles que l'on invoque trop volontiers pour dissimuler son impuissance. Le monde entier a été frappé de stupeur lorsque l'Angleterre a manqué de charbon. Cela était aussi inattendu et paradoxal que de voir la France manquer de blé. Nous avons pourtant vu l'un et l'autre. Pour toutes les personnes qui pensent que le devoir des gouvernements n'est pas d'appliquer telle ou telle utopie, ou de triompher sur des affiches, mais bien de faire en sorte que ouvriers, paysans, fonctionnaires, vieillards ou enfants puissent manger à leur faim, s'habiller et se loger convenablement, il est incontestable que les méthodes suivies, puisqu'elles nous ont conduits où nous en sommes, sont absurdes.

Il ne s'agit plus de récriminer. Il ne s'agit même plus de prévoir, puisque les prédictions sont désormais réalisées. Il s'agit seulement de prendre les mesures qui, peu à peu, au lieu de contribuer à nous enfoncer davantage, nous permettront d'émerger du gouffre où nous gisons présentement.

Nous avons dit ici même ce que nous pensions du recours aux crédits extérieurs. On en grossit démesurément la nécessité parce qu'on veut les faire servir à tout autre chose que ce qui est leur rôle naturel dans une économie saine ou même simplement dans une économie en voie de guérison. Il est proprement inconcevable qu'un pays se mette délibérément en état de ne vivre qu'avec des subsides étrangers. Il n'est personne chez nous qui puisse s'y résigner, chacun se rendant compte d'ailleurs de ce qu'aurait obligatoirement de précaire et de temporaire une aussi dégradante infériorité. Ce que, par contre, nous savons, c'est que notre effort personnel de remise en ordre de nos affaires sera facilité par des emprunts extérieurs nous permettant de traverser la période de réadaptation. Les chiffres qui ont été déjà avancés laissent penser que si, naturellement, les crédits dont nous devons disposer ne suffisent pas pour assurer la poursuite indéfinie du déficit français, ils sont par contre supérieurs à ce qui est indispensable pour appuyer notre volonté personnelle.

La question décisive est de savoir si oui ou non la France veut se relever ; c'est donc au seul point de vue de l'efficacité des mesures proposées qu'il convient de juger ces dernières. Ce n'est pas ici le lieu de discuter telle ou telle partie du programme gouvernemental. Nous n'avons souci ni de défendre une thèse ni, au contraire, d'attaquer une politique. Il

s'agit tout simplement, en pure objectivité, et de façon sinon scientifique du moins empirique, de remettre l'économie française en ordre, c'est-à-dire d'apporter le remède le plus efficace à chaque trouble diagnostiqué avec le maximum de précision possible.

Nous sommes assez sceptiques sur les résultats à obtenir d'une réforme fiscale parce qu'on demande à celle-ci tout autre chose que ce qu'elle devrait nous apporter. Nous ne rappellerons jamais assez la disproportion aujourd'hui évidente entre le secteur productif, ridiculement réduit, et le secteur public, exclusivement dépensier, qui se fait soutenir par le premier comme une pyramide posée sur sa pointe. Une confirmation utile nous est donnée à ce sujet par une récente statistique du Ministère du Travail, comparant le montant des salaires distribués en 1938 et celui des salaires distribués en 1946. Le tableau se présente comme suit pour les principaux postes :

| | Montant des salaires payés. | |
|---|---|---|
| | 1938 | 1946 |
| | % | % |
| Agriculture | 12 | 8,8 |
| Mines | 3,2 | 3,8 |
| Industrie et Commerce | 62,9 | 57,8 |
| S.N.C.F. | 4,8 | 5,2 |
| Services publics | 8,7 | 13,8 |

Ainsi, sur 100 francs de salaires payés en 1938, 74,9 revenaient aux ouvriers et employés collaborant immédiatement à la création des richesses. En 1946, cette somme est déjà descendue à 66,6 et il faudrait aujourd'hui en déduire l'énorme rémunération du secteur nationalisé qui y était encore compris. Nous sommes bien obligés de constater que le rôle des véritables « supporters » de la richesse française est constamment réduit, ce qui est insupportable dans un pays qui s'appauvrit. Par contre, l'administration et les postes publics prennent une part croissante dans les salaires payés, en dépit de leur improductivité fondamentale et d'ailleurs normale.

Le problème du budget est compliqué par un second événement. Le secteur libre se décompose lui-même de plus en plus en un secteur officiellement connu, mais constamment réduit par le découragement des malheureux citoyens qui y vivent par un vieux souci de l'honnêteté et par l'amour traditionnel de la règle et, d'autre part, en un secteur occulte qui est en passe de devenir sous-jacent à la quasi totalité des transactions.

Tant qu'on ne voudra pas considérer ces deux faits comme dominants et qu'on ne cherchera pas à y pallier, les plus beaux programmes de réforme fiscale n'auront que la grâce frivole d'une chanson du vent dans les feuilles d'impôt. Et nous nous refuserons à voir un moyen d'assainissement dans la dilatation inattendue que l'on a conférée à l'impôt sur le capital, doté d'un cinquième quart pour nous faire peut-être penser aux temps heureux où la douzaine d'œufs en comptait treize.

Nous applaudirons par contre à tout ce qui allégera le secteur officiel et à tout ce qui tendra à rattraper les richesses occultes pour leur faire supporter un impôt rendu raisonnable par l'élargissement de sa base. C'est ainsi que les impôts sur les revenus ont des taux absurdes, parce que destructeurs de tout esprit d'initiative et de tout esprit d'épargne. La généralisation du contrôle de la taxation basé sur les signes extérieurs sera incontestablement une amélioration, mais à condition que cette taxation approximative ne connaisse pas les taux ridiculement lourds qui sont actuellement en vigueur, car les injustices par insuffisance d'impôt seraient remplacées par des injustices inverses, allant, elles, jusqu'à la spoliation complète (ou au delà), et désorganiseraient encore un peu plus une France si fortement ébranlée par ailleurs.

La lecture du programme fiscal de la C.G.T. nous montre à quel point les soucis réels de l'économie française sont éloignés des documents de cette espèce. Les surtaxes les plus funestes sont proposées, sans aucune référence aux expériences, pourtant désastreuses autant qu'immorales, faites en cette matière depuis de longues années. Avec une admirable précision dans l'erreur ce programme, ayant le choix entre diverses mesures, choisit à coup sûr la plus pernicieuse, celle qui, incontestablement, paralyserait les derniers secteurs où se réfugie la vie économique. Chacun sait par exemple que notre outillage est vieilli et qu'il convient de le moderniser au plus vite. Les entreprises bien gérées mettent en réserve les sommes nécessaires au renouvellement de leurs machines, de façon à les acheter dès que le marché leur en offre la possibilité. C'est grâce à cet effort d'autofinancement et d'autorenouvellement que les affaires françaises ont pu ne pas succomber, en dépit d'une politique générale désastreuse. On sait par contre que les entreprises d'État sont incapables de faire preuve de cette sagesse, leurs recettes ne pouvant évidemment pas faire face à leurs dépenses de renouvellement puisqu'elles sont obligées d'emprunter pour combler leur déficit d'exploitation normal. L'histoire de la S.N.C.F. à ce point de vue est extrêmement instructive : le déficit des dernières années a été fictivement comblé, pour partie du moins, par le reversement, au compte des recettes, des provisions faites pour l'entretien du matériel et qui ont ainsi été volatilisées sans être utilisées. Comment ne pas être confondu, dans ces conditions, de voir le programme de la C.G.T. comporter justement l'obligation pour les sociétés de se dessaisir de leurs réserves de renouvellement et de les confier à des organismes étatisés ou au Trésor lui-même, qui seraient théoriquement chargés, à leur place, de les employer pour les dépenser. Tant que l'on s'obstinera, à l'image du docteur Sangrado, à saigner le malade et à déclarer que s'il meurt la faute en est à la dernière pinte de sang qu'on lui avait laissée, il n'y aura évidemment rien à espérer.

En même temps que l'opinion est avertie que l'on prépare une réforme fiscale, elle l'est aussi des mesures qui seront prises pour suspendre ou retarder les investissements prévus tant par le Gouvernement que par

l'économie française au titre notamment du plan Monnet. Nous avons dit ce que nous pensions de ce plan, qui était fort bien fait, mais auquel manquait seulement l'essentiel, c'est-à-dire le moyen de le financer. Pour nous, de pareils programmes, si utiles qu'ils soient, restent des vues de l'esprit dès l'instant qu'ils sont proposés à un pays qui fait pertinemment tout ce qui dépend de lui pour s'interdire de la façon la plus totale l'accès des ressources dont, par ailleurs, il proclame qu'il a un pressant besoin. Le plan Monnet, comme tout programme de renouvellement ou d'expansion de l'économie, suppose un effort d'épargne absolument décisif en vue de créer des richesses nouvelles. Il est proprement stupéfiant que l'on ne voie pas l'opposition fondamentale qui existe entre le désir d'investir des fonds (que ce soit pour des constructions nouvelles, des aménagements ou des machines) et une politique qui pourchasse l'épargnant passé, présent ou futur comme s'il était un être parasitaire, bon à être détruit au même titre que les pires ennemis de la nation. Nous nous refusons à accepter de gaîté de cœur que l'on suspende l'équipement de la France sous le prétexte que notre pays ne serait pas capable de trouver les ressources nécessaires, car cette dernière affirmation est fausse. Ce qui est vrai, c'est que, si nous sommes obligés de suspendre l'application du plan Monnet, c'est parce que nous nous obstinons à faire une politique destructrice de la formation des capitaux et destructrice de la création des richesses. Les émissions nettes absorbées par le marché financier français en 1946 sont restées au chiffre dérisoire de 90 milliards, contre 194 en 1945 et 211 en 1944. Voilà la manifestation éclatante d'un mal auquel il faut parer. Nous attendons qu'on nous dise les mesures que l'on envisage pour faire cesser cette absurde et ruineuse situation. C'est là que gît la solution du problème, et non dans l'arrêt, désastreux et scandaleux, de nos trop rares chantiers. Cela est d'une évidence incontestable.

L'épargne est une production délicate, à la fois d'ordre psychologique, politique et économique, dont la naissance, le développement, l'usure obéissent à des règles certaines, comme fait tout autre phénomène humain. A priori, et même pour quelqu'un qui n'entrerait pas dans le détail des choses, on imagine sans peine qu'un régime qui arrive à faire que la France ne produise plus de pain et ne produise plus de viande soit à plus forte raison capable de stériliser la création de cette denrée susceptible qu'est l'épargne. Nous ne nous résignerons jamais à ce que, devant notre pays appauvri, on se borne à constater la disparition progressive de tous les éléments de richesse. Nous n'avons pas le droit de dire que la France, de façon absolue et congénitale, n'a plus de dollars ou n'a plus de capitaux. Ce serait le signe d'une irrémédiable décadence que de déclarer que les programmes nécessitant des capitaux sont renvoyés *sine die*, et que ceux nécessitant des dollars seront appliqués dans la mesure où on nous prêtera de l'étranger les sommes nécessaires. Dans tous les domaines, dont ceux-ci ne sont que deux exemples, nous devons

utiliser nos ressources, c'est-à-dire celles de toute la nation travailleuse, et toutes les richesses qui nous sont si généreusement offertes par la nature, pour en tirer le meilleur parti et élaborer nous-mêmes les capitaux dont nous avons besoin, comme nous avons le devoir de gagner les dollars que nous voulons dépenser, ainsi d'ailleurs que nous l'avons toujours fait au temps où nous en gagnions tellement que nous les prêtions au reste du monde.

Cette question de l'élaboration des capitaux sous-entend la réforme fondamentale sans laquelle rien ne sera fait en France et qui est la restauration monétaire.

C'est un fait qu'aujourd'hui nous n'avons plus de monnaie au sens réel de ce terme. Certes, nous disposons de signes monétaires qui circulent plus ou moins bien ou plus ou moins vite, mais ces signes sont complètement privés de la valeur permanente qui est l'attribut irremplaçable d'une monnaie véritable.

On pense bien que nous n'allons pas faire une étude théorique sur les phénomènes monétaires. Il n'y a pas de théorie qui tienne devant la constatation centrale que chacun de nous peut faire, que si les prix suivent une telle sarabande, c'est que l'instrument qui les mesure ne vaut rien. Nous n'arrivons pas à admirer le sérieux avec lequel les pouvoirs publics étudient le problème des prix. Car enfin, pour qu'il existe un prix (c'est-à-dire un rapport denrée-monnaie), il faut qu'une denrée ou un service soit comparé à un instrument de mesure identique à lui-même. Il n'y a plus de problème des prix dès l'instant qu'il n'y a plus de monnaie. Et par cela même les savantes cogitations dont les volutes entourent la question du rapport entre les prix et les salaires ne sont, elles aussi, que des mots sans consistance. La hausse récente désordonnée de certains produits est la preuve qu'on n'accepte pas de se débarrasser d'une richesse certaine pour en acquérir une dont personne ne sait ce qu'elle vaut. On entend encore de malheureux égarés déclarer qu'il n'y a pas assez de billets en France puisque le total de la circulation ne s'accroît pas aussi vite que les prix. C'est précisément là un des diagnostics du désordre monétaire, car le public, en la rejetant aussitôt dans la circulation, prouve son aversion pour la monnaie qu'on lui impose. Autrefois, on remarquait que la circulation totale de l'Allemagne, au moment où en imprimait des billets de billions ou de trillions de marks, était tombée au dixième de sa valeur-or d'avant-guerre. Aujourd'hui, on constaterait de même que la valeur de la circulation, exprimée en kilos de viande ou en tonnes de pommes de terre, est très inférieure à ce qu'elle était autrefois.

Cette pseudo-monnaie, qui est déjà inapte à assurer le service banal des échanges commerciaux, est, bien entendu, plus inapte encore à jouer le rôle de conservatrice de la valeur qui devrait pourtant lui être assignée. Comment veut-on que des prêts soient généralisés, et que

l'épargne se construise sur une monnaie qui n'a littéralement aucun fondement économique, étant donné que le seul processus pratique de son émission est la satisfaction des besoins immodérés d'un Etat en déficit? Quant à l'institution de l'invraisemblable caravansérail qui a nom Sécurité sociale (et dont au surplus presque tous les locataires s'évaderaient si on ne les y retenait de force), il est évident que la dégradation monétaire détruit le faible ciment qui lie la construction.

Parmi toutes les situations extravagantes au milieu desquelles se passe la vie présente de la France, il est étrange que l'on ne relève pas davantage la légèreté avec laquelle on prétend avoir nationalisé le crédit, alors que c'est l'État lui-même qui a commencé par supprimer la monnaie sans laquelle le crédit est inconcevable. Il est facile de déclarer pompeusement que la nation a repris dans ses propres mains la direction des circuits monétaires. Mais il est attristant de voir dans quel oubli on laisse l'autre aspect du tableau, lequel est la destruction de la monnaie depuis que l'État est seul maître de la création des billets de banque. On devrait s'indigner que l'État, dont le rôle est de permettre à la nation de posséder les instruments de son travail et les outils de sa prospérité, néglige à ce point ses devoirs les plus élémentaires, qu'il semble même en ignorer l'existence. Nous ne demanderions pas mieux que de voir l'État se charger de contrôler plus utilement pour le pays les mécanismes du crédit, mais ce serait après que nous l'ayons vu mettre la monnaie nationale à l'abri de tout péril, tandis qu'il l'y précipite. Faute de cette hiérarchie nécessaire dans les attributions et dans les responsabilités, l'intrusion de l'État dans un nouveau domaine ne compense pas les désordres qui résultent du mépris où il tient ses attributions essentielles.

Il est tout à fait inutile de faire des discours contre l'inflation si l'on continue non seulement à l'amplifier (car ce n'est qu'une conséquence) mais surtout à entretenir les conditions économiques et sociales qui la rendent inévitable. Une seule chose est nécessaire mais suffisante, c'est de mettre la monnaie à l'abri des appétits de l'État, c'est-à-dire de lui restituer sa valeur objective qu'elle retrouvera automatiquement au moyen de son autonomie. L'État peut être bien ou mal géré, il peut emprunter de façon raisonnable ou excessive, il peut même, hélas, aliéner les plus précieuses richesses nationales ; mais il n'a pas le droit de masquer son impécuniosité ou ses fautes au moyen de la destruction hypocrite de l'unité monétaire, car cela est contraire à la vérité même des choses, et celle-ci prend toujours sa revanche.

Certes la solidité du franc ne suffira pas, à elle seule, à restaurer l'économie, mais l'on peut être assuré que tant qu'elle ne sera pas solidement instituée tout le reste sera vain.

ED. GISCARD D'ESTAING

# LA MENNAIS CONTRE SON TEMPS

## Les problèmes de politique religieuse du XIXe siècle.

Avant la Révolution, il existait pour les catholiques français trois grandes institutions : l'Église gallicane et la Monarchie Très-Chrétienne en France, le Saint-Siège à Rome. L'histoire religieuse de l'Ancien Régime est celle des compromis réalisés entre ces forces, que séparent des rivalités, mais qu'unit la même foi.

Au sortir de la Révolution, elles sont toutes les trois transformées à des degrés différents : le catholicisme français, persécuté, revient à la vie, dépouillé des privilèges et des richesses qui faisaient la puissance de l'Église gallicane ; la Monarchie Très-Chrétienne a été détruite à jamais (la Restauration ne parviendra à rétablir la catholicité de l'État que pour quelques années) ; la Papauté a vu son autorité temporelle ébranlée et son autorité spirituelle fortifiée à l'épreuve de la tourmente.

La diminution de la puissance de l'Église en France, l'accroissement corrélatif de celle de l'État et, surtout, la disparition de leur communauté d'idéal, vont influer sur les rapports des trois institutions. L'histoire religieuse du XIXe siècle sera celle des problèmes que posent, d'une part, les relations de l'Église et de l'État, d'autre part celles de l'Église et du Saint-Siège. L'Église se dressera-t-elle, selon le vœu des catholiques intransigeants, contre la Société issue de la Révolution et l'État qui en est l'expression, ou essaiera-t-elle de s'entendre avec eux comme le demandent les catholiques libéraux ? En méfiance de la Papauté, s'associera-t-elle avec les gallicans à des doctrines et à des coutumes qui ont perdu leurs raisons d'être historiques ou, faute de pouvoir désormais s'appuyer sur l'État, se rapprochera-t-elle du Saint-Siège avec les ultramontains ? Problèmes qui, au terme de péripéties diverses, seront réglés, celui-ci par le triomphe des thèses ultramontaines au Concile du Vatican, celui-là par la décrépitude du catholicisme intransigeant entre les deux dernières guerres.

A la chute de Napoléon, l'Ancien Régime est un souvenir vieux d'un quart de siècle. La violence et le succès des persécutions religieuses ont révélé qu'en dépit de la fiction officielle d'un pays tout entier catholique, la déchristianisation de la France était déjà assez avancée en 1789 ; et la Révolution lui a fait faire de nouveaux progrès. Pour incarner à nouveau le pays en 1815, la Monarchie devrait se dépouiller de tout caractère sacré. Mais les ultras de la noblesse et du clergé, qu'on appellera le parti-prêtre, entendent que la Restauration ne soit pas un vain mot, que la Monarchie Très-Chrétienne et l'Église gallicane soient rétablies sur leurs anciennes fondations ; la Restauration monarchique doit se doubler d'une restauration religieuse afin que les prêtres montent la garde autour du trône.

Les évêques de la Restauration sont des grands seigneurs d'Ancien Régime qui, en réaction de l'irréligion révolutionnaire, proclament les droits et les devoirs de l'État catholique. En communion de pensée avec cet épiscopat suranné, la vieille génération du bas clergé, la plus nombreuse parce que le recrutement, tari pendant la Révolution, a été très faible sous l'Empire, estime qu'elle a le droit et le devoir d'intervenir dans la vie des fidèles pour les contraindre à agir en bons catholiques. Évêques et curés sont presque tous gallicans dans le sens ecclésiastique du mot ; quoique le souvenir des anciennes querelles avec le Saint-Siège se soit estompé, ils demeurent fidèles à la déclaration de 1682, cette charte de l'Eglise gallicane, qui n'admet pas que le Pape puisse se passer de l'accord des conciles. La Monarchie demeure, elle, gallicane au sens royal du mot, c'est-à-dire qu'elle entend réglementer et contrôler les manifestations de la vie religieuse. Son gallicanisme a d'ailleurs perdu tout caractère agressif vis-à-vis de la Papauté dont de communes épreuves l'ont rapprochée.

Le parti-prêtre ne parvient pas à refaire de l'Église une corporation indépendante richement dotée, ni à rétablir le concordat de 1516, ni à rendre leur liberté aux ordres monastiques, ni à restituer l'état civil au clergé ; ses succès sont plus limités. Le divorce est rayé du code civil, le nombre des évêques est augmenté, la loi sur la presse de 1824 punit les atteintes au respect dû à la religion, la loi de 1826 sur le sacrilège frappe de la peine des parricides la profanation des vases sacrés et des hosties. L'Université est placée sous la direction d'un évêque, monseigneur Frayssinous, qui exprime son désir de voir la jeunesse « de plus en plus élevée dans les sentiments religieux et monarchiques » ; l'enseignement supérieur est épuré, l'École Normale supprimée ; les évêques créent, sous le nom d'écoles ecclésiastiques, un enseignement secondaire catholique et, dans les lycées de l'État, le son des cloches et le murmure des prières remplacent les roulements de tambour napoléoniens. Cette conquête de la jeunesse se double d'une conquête des adultes par les missions qui n'épargnent pas aux villes de province les manifestations spectaculaires d'un catholicisme menaçant.

Si l'on se remémore les gestes symboliques qui illustrent cette politique, comme celui de Charles X suivant une procession le cierge à la main, ainsi que les légendes auxquelles donne naissance la Congrégation, association pieuse dans laquelle le public croit, non sans quelque exagération, découvrir un gouvernement occulte, et si l'on songe que la bourgeoisie n'a jamais été à aucune époque aussi hostile à l'Église, on ne s'étonnera pas que les enfants se révoltent dans les collèges, que les missions provoquent des troubles et, surtout, qu'il se forme contre le parti-prêtre une coalition de bourgeois incroyants, de légistes gallicans et de catholiques libéraux (qui ne portent pas encore leur nom).

Avec nos idées actuelles, nous croirions volontiers que cette coalition va s'attaquer au cléricalisme du régime. Mais on est alors habitué à voir l'État intervenir en matière religieuse et la notion de libéralisme gouvernemental n'est pas encore familière, même aux esprits cultivés. En vertu de réactions intellectuelles héritées du XVIIIe siècle, cette coalition va s'en prendre à l'ultramontanisme et aux jésuites, ces éternels boucs émissaires qui ont le tort de diriger la Congrégation et d'avoir ouvert quelques collèges.

Les ultras sont battus aux élections de 1827, Charles X, par les ordonnances de 1828, interdit l'enseignement aux jésuites et limite le développement des écoles ecclésiastiques. C'est déjà la défaite du parti-prêtre, une défaite qui prélude à son écrasement en 1830.

## La Révolution de 1830 et la réaction anticléricale.

L'explosion populaire des journées de Juillet détruit la Monarchie légitime ; elle frappe du même coup l'Église, sa trop intime alliée. A Paris, l'archevêché, le noviciat des jésuites, la maison des Missions de France sont mis à sac et l'archevêché le sera une fois encore l'année suivante, avec Saint-Germain-l'Auxerrois ; en province, quelques séminaires sont envahis et les calvaires fleurdelysés abattus. Le cardinal de Latil, archevêque de Reims, le cardinal de Rohan, archevêque de Besançon, monseigneur de Forbin-Janson, évêque de Nancy, émigrent en Angleterre ou aux États-Unis. Les prêtres ne sortent plus qu'en civil ; ils ferment les églises en semaine et osent à peine les ouvrir le dimanche. Des brochures stigmatisent « les infamies » des hommes noirs ; les théâtres donnent : *Les Jésuites*, *Les Congréganistes*, *Les victimes cloîtrées*, *Les dragons et les bénédictines*...

A les comparer aux terribles excès de la grande Révolution, on mesure la portée relative de ces violences ; c'est plus qu'une bourrasque, ce n'est pas un cyclone. Les choses sont atteintes, les personnes demeurent épargnées. La Monarchie légitime tombée, on ne craint plus le clergé et, les premiers mouvements d'humeur passés, il est visible qu'on éprouve pour lui plus de mépris que de haine. « La vieille religion est radicalement morte, note un observateur attentif, Henri Heine, elle est déjà en dis-

solution ; la majorité des Français ne veut plus entendre parler de ce cadavre et se tient le mouchoir devant le nez quand il est question de l'Église. » Casimir Périer, président du Conseil en 1831, confie à un ecclésiastique : « Le moment arrive où vous n'aurez plus pour vous qu'un petit nombre de vieillards ».

L'opinion de Casimir Périer est celle de la bourgeoisie, dont il est le meilleur homme d'État. La Restauration a été le régime d'une noblesse convertie par les leçons d'une révolution qui l'a arrachée du pouvoir ; la Monarchie de Juillet est le régime d'une bourgeoisie fortifiée dans son incroyance par le triomphe d'une révolution qui l'a portée à ce pouvoir. Ses philosophes, eux aussi, affectent vis-à-vis de l'Église une attitude de supériorité condescendante. Jouffroy est l'auteur d'un article retentissant dont le titre est explicite : *Comment les dogmes finissent*. Il croit le problème de la destinée insondable ; nous ne pouvons que lui donner des solutions temporaires liées à l'état du progrès. Victor Cousin, philosophe officiel d'un régime qui le couvre de dignités, au demeurant « sublime farceur » comme dit fort bien Sainte-Beuve, affirme la primauté de la raison sur la sensibilité et la volonté ; il ne voit dans la religion qu'un produit de la spontanéité individuelle : « La philosophie est patiente... Heureuse de voir les masses, le peuple, c'est-à-dire à peu près le genre humain tout entier, entre les bras du christianisme, elle se contente de leur tendre doucement la main et de les aider à s'élever plus haut encore ».

Les intellectuels à la Cousin sont en effet en avance sur l'opinion moyenne de la bourgeoisie, mais pour des raisons bien différentes. Alors qu'ils professent à l'égard de la religion un dédaigneux respect, les bourgeois s'attardent encore aux négations agressives et aux impertinences faciles du XVIIIe siècle. Ils ricanent plutôt que de chercher à comprendre : c'est ce qu'on appelle le voltairianisme. Il existe, certes, déjà sous la Restauration, mais il ne s'étale au grand jour, presque officiellement, que sous la Monarchie de Juillet.

Le roi Louis-Philippe, qui en est un produit supérieur, assiste à la messe avec sa famille pour faire plaisir à la reine Marie-Amélie, mais, officiellement, la Monarchie n'est pas catholique. La Charte reconnaît seulement que le catholicisme est « la religion de la majorité des Français » ; c'est la formule du Concordat. Le couronnement ne donne lieu à aucune cérémonie religieuse. Comme l'évocation de la Providence, le nom de Dieu disparaît des discours officiels et le Christ est retiré des prétoires.

Très faible à ses débuts, mal assuré de son destin, le Gouvernement est heureux de détourner contre l'Église les impatiences populaires. Après le sac de Saint-Germain-l'Auxerrois, le jeune Adolphe Thiers, sous-secrétaire d'État de Laffitte, empêche les gardes nationaux de protéger l'Archevêché et déclare à la tribune que « l'indignation légitime » de la population n'est que « trop motivée ». Il a hérité des précédents régimes un traité qui réglemente la vie de l'Église ; ce traité, il l'applique dans

l'esprit d'un gallicanisme parlementaire très évolué, c'est-à-dire dépouillé de toute sympathie, même de toute compréhension pour l'Église, et empreint de hargne administrative. Le budget des cultes est en diminution constante jusqu'en 1836 ; les congrégations religieuses : chartreux, trappistes, capucins, sont expulsées ; les ordonnances de 1828 sur les écoles ecclésiastiques strictement appliquées, et les aumôniers de régiment supprimés.

On pourrait croire que la chute de la Monarchie Très-Chrétienne et l'avènement d'une monarchie indifférente exerce une influence fâcheuse sur les relations avec Rome. Il n'en est rien. Le Gouvernement français, qui désire éviter toute complication extérieure, a donné des assurances pacifiques au Saint-Siège. Le Saint-Siège, de son côté, comprend que le courant anticlérical de l'opinion est trop puissant pour pouvoir être heurté de front et, dès le mois de septembre 1830, Grégoire XVI, en réponse à des évêques qui l'avaient consulté, leur dit sa joie de voir son « très cher fils en Jésus-Christ, le nouveau roi Louis-Philippe... animé des meilleurs sentiments » pour le clergé ; il conserve à ce monarque voltairien le titre de « roi très chrétien » et il dira bientôt à Montalembert, à propos de monseigneur de Quélen, le légitimiste archevêque de Paris : « Je déplore extrêmement l'intervention de l'archevêque dans la politique. Le clergé ne doit pas se mêler de politique ».

Monseigneur de Quélen est en effet de ces hommes que leurs sentiments ont dès leur enfance fixés dans une attitude qu'aucun événement n'est susceptible de changer. Il refuse de se rendre au Château — ainsi appelle-t-on les Tuileries — et se laisse même aller à des actes de sectarisme comme l'interdiction de prêcher faite à un abbé fondateur d'œuvres, sans autre motif, s'il faut en croire Montalembert, qu'une demande de secours de cet abbé à la duchesse d'Orléans ; mais, heureusement pour l'Église, monseigneur de Quélen est un isolé. Quand les laïques d'opinion légitimiste persistent à voir dans l'héritier de la branche aînée des Bourbons le représentant de Dieu sur terre — témoin ce gentilhomme sincèrement stupéfait d'entendre un prêtre lui affirmer que l'Église ignore les préférences dynastiques — ils n'engagent qu'eux-mêmes ; la noblesse légitimiste retourne d'ailleurs dans ses terres ou borne son hostilité à des épigrammes de salon. Et les ecclésiastiques ne compromettent pas le catholicisme par leur opposition politique ; après une brève période de refus au cours de laquelle, par exemple, les professeurs de la Faculté de théologie, à l'exception d'un seul, commencent par refuser le serment, le clergé se cantonne dans une prudente abstention. Dupin, légiste gallican dont la malveillance est aux aguets, reconnaît « qu'il fait le mort ».

Les mots d'ordre du Vatican, le sac de Saint-Germain-l'Auxerrois sont les motifs immédiats de cette sage réserve. Il en est un autre plus profond : son âge avancé ne porte plus au combat la génération déclinante des prêtres légitimistes. Et celle qui lui succède est en proie à une

véritable crise intérieure. Elle se pose des questions nouvelles : l'alliance de l'Eglise et de la Monarchie est-elle vraiment dans la nature des choses ? A une époque dominée par l'idée de liberté, est-il pour l'Église de salut politique hors de la liberté ? Le gallicanisme de l'État, c'est-à-dire son intrusion dans le domaine religieux, est-il justifiable dès que cet État n'est plus catholique ? Et le gallicanisme de l'Église l'est-il davantage ? Puisque l'Église n'est plus protégée par l'État, ne doit-elle pas se rapprocher de la Papauté et reconnaître toute l'étendue de son autorité ?

Qu'après la défaite, s'ouvre le procès des responsables, c'est une histoire de toujours ; que les jeunes prennent le contre-pied des vieux, c'est encore une histoire de toujours. Fait moins banal, un homme exceptionnel les entraîne qui, depuis de longues années déjà, a entrepris de renouveler la politique de l'Église et même de réformer l'Église.

## Les origines du catholicisme libéral.

Depuis la Révolution, l'Église a été servie par des clercs de valeur : un Boisgelin, un Maury, un Emery, un Frayssinous ; d'autres leur succéderont : un Lacordaire, un Dupanloup, un Pie, un Lavigerie. Et qu'ils se nomment Montalembert, Veuillot, de Mun, La Tour du Pin, Sangnier, les laïques n'en sont pas indignes. Chez les uns et chez les autres, le talent foisonne, nul pourtant ne possède de génie ; nul sauf un, l'abbé Félicité de La Mennais.

Lui dans l'ordre religieux, Karl Marx dans l'ordre social, sont les deux grands visionnaires du XIXe siècle. On peut décliner leurs idéaux, non pas nier leur clairvoyance : l'avenir a obéi à leurs prophéties. La proclamation de l'infaillibilité pontificale, la chute du pouvoir temporel des papes, le triomphe de la démocratie et, sous d'autres noms, jusqu'à l'Action catholique de Pie XI, La Mennais a tout annoncé : il a labouré d'un soc impérieux le vieux champ du catholicisme ; il en a retourné tout l'humus ; et les générations ont récolté une moisson inconnue. On l'a justement dit, il faudrait écrire, sur le groupe dont sa maison de La Chenaie a été le foyer, un livre qui serait pour le XIXe siècle ce qu'est pour le XVIIe *le Port Royal* de Sainte-Beuve : vie intellectuelle, discipline, politique, tout par lui s'est rajeuni dans l'Église. Or, avant de partir, le laboureur farouche a vu se lever les premiers épis du blé qu'il avait semé, et il les a reniés : la terre sainte lui était devenue étrangère, ennemie ; le catholicisme l'avait exclu de sa communauté comme on coupe un surgeon parasite ; lui-même avait rejeté le catholicisme de sa vie comme on émonde le bois mort. Le plus grand serviteur que le siècle ait donné à l'Eglise rendit le dernier soupir en refusant son accueil suprême.

Quel est le secret de ce contraste dramatique ?

En 1804, à vingt-deux ans, ce maloüin qui porte dans ses veines du sang de corsaire est déiste à la Rousseau. Sous l'influence de son frère, l'abbé Jean, il vient au Dieu des chrétiens, il s'abîme en lui, il aspire à une

immolation complète. Être chrétien, c'est être prêtre. Être prêtre? Longtemps il hésite, effrayé par la grandeur du sacerdoce. Quand enfin, en 1816, il célèbre sa première messe, à Paris, à la chapelle des Feuillantines, distinctement, il entend une voix lui parler : « Je t'appelle à porter ma croix, rien que ma croix, ne l'oublie pas ».

Porter la croix : une société déchristianisée, une Église ravagée, un clergé ignorant, des évêques serviles, plus de tribunaux, plus de congrégations... Porter la croix : après la Réforme, les jésuites ont jailli du sol chrétien déchiré; après la Révolution, Félicité de La Mennais et ses disciples... Voilà sa mission. Déjà, il pourrait dire, comme il le dira orgueilleusement plus tard : « Je leur apprendrai ce que c'est qu'un prêtre ». Et ce que peut un prêtre, un simple petit prêtre : « Les peuples sont ce qu'on les fait, criminels ou vertueux, paisibles ou remueurs, religieux ou incrédules, au gré de ceux qui les conduisent ». Il croit que l'Europe serait catholique dans dix ans si les princes le voulaient. « Quelle candeur effrayante! » Le mot est de monseigneur Frayssinous, le mot le plus juste peut-être dont on ait jugé La Mennais. Avec une inflexible logique, il poursuivra toujours ses idées jusqu'à leurs plus extrêmes déductions, sans souci des hommes et des choses. Il voit le but idéal, comme s'il était à portée de sa main; sous ses yeux, il ne voit pas les obstacles : clairvoyance d'un surhomme, cécité d'un infirme. « Ce Français, dit Léon XII — il devrait préciser : ce Celte ... — est un de ces amants de la perfection qui, si on les laissait faire, bouleverseraient le monde. »

En 1817, *l'Essai sur l'Indifférence*, où il récuse les motifs de crédibilité habituellement reçus et leur substitue le consentement du genre humain, a rendu La Mennais célèbre : « Ce livre réveillerait un mort », s'est exclamé monseigneur Frayssinous. En même temps qu'il édifie un monument doctrinal, La Mennais, dont la dictature spirituelle commence à s'exercer sur le jeune clergé, a formé des instruments d'action et groupé une élite de disciples : la *Congrégation de saint Pierre*, fondée en 1828, doit être la compagnie de Jésus de l'ère contemporaine qui éduquera le monde par la plume et par la parole. En 1830 fonctionnera un centre d'études au collège de Juilly. Mais c'est à La Chenaie que se retrouveront les intimes, les Gousset, les Donnet, les Gerbet, les Salinis, les Lacordaire, les Guéranger. Futurs prélats, orateurs, apologistes, historiens, la plupart de ceux qui comptèrent dans la vie de l'Église pendant trente ans ont connu, non loin de la route de Dinan à Combourg, la chère maison blanche au toit pointu, parmi les grands arbres d'une clairière cachée au milieu d'un bois de sapins. Ils ont vécu là dans la tendre atmosphère des rêves communs de jeunesse; ils ont écouté plusieurs fois par jour, avec une attention passionnée, un petit homme à la tête penchée qui parlait en frottant doucement ses mains jointes l'une contre l'autre. C'était une sorte de « chétif prestolet, souffreteux, rabougri, renfrogné », la tête couverte d'une courte calotte, le corps étroit enveloppé dans une redingote brune, tachée et élimée, dont les « basques étirées » lui battaient les pantoufles.

Sur sa face jaune, anguleuse, tirée par un long nez maladroit, un front plissé et des pommettes saillantes, deux yeux gris brûlant d'une flamme tourmentée qui étonnaient sans en imposer. On aurait dit « le sacristain de la paroisse ». Mais il parlait, le petit prestolet, d'une voix douce comme le frottement de ses mains jointes, avec parfois des éclats aigus comme le glaive de son regard. Et les mots suggestifs s'ajoutaient à d'autres mots, les phrases qu'on eût dites sorties d'un livre s'ajoutaient à d'autres phrases, les idées s'enchaînaient à d'autres idées « spontanément et sans rides » pour une déduction implacable.

Des thèmes ignorés du clergé français inspiraient ce prophète : la régénération de l'Église et de la société repose sur le Pape et sur le Roi, un Pape « logique », débarrassé de toute entrave épiscopale, un Roi « logique », débarrassé de toute entrave parlementaire.

Le Pape doit posséder un pouvoir souverain à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Église. Erreurs, les vieilleries des Pères de Constance sur la supériorité des conciles sur les Papes, celles de l'Assemblée du clergé de 1682 sur l'accord nécessaire entre le Pape et le concile pour qu'une décision dogmatique devienne définitive, et celles de monseigneur Frayssinous, dernier porte-parole autorisé du gallicanisme épiscopal, qui soutient la même thèse dans son ouvrage sur *Les vrais principes de l'Eglise gallicane*. La Mennais chante dans une langue lyrique l'infaillibilité doctrinale du Pape. Il en déduit sa toute puissance en matière de discipline. C'est au Pape qu'il appartient non seulement de conférer l'institution canonique aux évêques, mais de les nommer. Et La Mennais souffle un mépris sans mesure sur ces évêques qu'il dépouille de leur autorité : « Cet homme, écrit-il de monseigneur de Quélen, est atteint d'une maladie extraordinaire : il se lève la nuit en jetant des cris, fait appeler son médecin, son confesseur, et le mal suivant les uns n'est que dans son inquiétude, d'autres disent dans sa conscience ». Monseigneur Frayssinous est un « évêque schismatique... Quand on aura tiré parti de cet homme, on crachera dessus et son épitaphe sera faite ». Le corps épiscopal est fait de « laquais tonsurés ». « Ce sont des gens qui ne veulent pas marcher. Pan! un coup de pied dans le ... cela vous les pousse à cent pas. »

Cette suprématie du Pape, incontestable avant d'être incontestée, doit s'étendre aux princes. La Mennais fait planer au-dessus d'eux les doctrines théocratiques du moyen âge : « Sans Pape, point d'Église ; sans Église, point de christianisme ; sans christianisme, point de religion et point de société, de la sorte que la vie des nations européennes a sa source, son unique source dans le pouvoir pontifical ». Cette brève synthèse est de 1814 ; la même année, Joseph de Maistre écrit au duc de Blacas : « Rappelez-vous sans cesse cette chaîne de raisonnements : point de morale publique ni de caractère national sans religion, point de religion européenne sans christianisme, point de christianisme sans catholicisme, point de catholicisme sans le Pape, point de Pape sans la suprématie qui lui appartient ». Mais Joseph de Maistre, dont le livre *Du Pape* paraît cinq

ans après celui de La Mennais, est peu lu du clergé pour lequel La Mennais est un Père de l'Église.

Quant au roi, son rôle est d'appliquer aux hommes la loi de Dieu sous la direction pontificale. L'État actuel est athée ; il tolère les faux cultes ; il subventionne la religion « au même titre que les beaux-arts, les théâtres, les haras » ; l'Université, fille de la Révolution, corrompt la jeunesse par une instruction que seuls les serviteurs de Jésus-Christ ont mission de répandre. La Restauration, avec ses systèmes représentatif et parlementaire, autant de « bûches pourries », n'est donc pas la monarchie idéale rêvée par La Mennais. Il n'accepte ni sa tiédeur qui compose avec le mal, ni son gallicanisme qui asservit les hommes de Dieu. Ces idées, développées dans *La Religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil* (1826), lui valent les clameurs des royalistes et une condamnation à trente francs d'amende.

Entre la Monarchie du dévôt Charles X et ce monarchiste inattendu qui la juge impie, la rupture s'annonce prochaine. Elle est précipitée par les ordonnances de 1828. La Mennais la rend éclatante l'année suivante dans son nouvel ouvrage sur *Les Progrès de la Révolution et de la guerre contre l'Eglise*. La Monarchie trahit ses devoirs ; elle asservit l'Église. Que l'Église se lève contre son despotisme, qu'elle demande « la liberté promise par la Charte à toutes les religions, la liberté dont jouissent les protestants et les Juifs, dont jouiraient les sectateurs de Mahomet et de Bouddha s'il en existait en France... » La Monarchie opprime aussi le peuple. Une même servitude commande une même alliance. Que l'Église s'unisse au peuple, tout se fera par lui sous l'égide du christianisme.

L'idéal théocratique de La Mennais demeure, mais son instrument politique n'est plus le même. Il disait : le Pape et le Roi ; il dit : le Pape et le Peuple. On conçoit le scandale soulevé par ce changement. C'est dans les milieux les plus ultra que l'intransigeance de son catholicisme et de son royalisme ont donné audience à La Mennais. Et cette intransigeance même l'entraîne à des conclusions stupéfiantes pour des catholiques légitimistes, c'est-à-dire pour la plupart des catholiques. « Quel effet, monsieur l'abbé, a produit votre dernier ouvrage, lui écrit un correspondant au début de 1829. Le corps diplomatique assemblé pour demander à chaque cour la provocation de votre condamnation en Cour de Rome ; les évêques accourant de Paris comme si le feu était à leurs diocèses ; l'archevêque de Paris fulminant ; les autres se préparant à l'imiter ; les jésuites et leurs amis humiliés et mécontents. »

La Révolution de 1830 qu'il a annoncée donne raison à La Mennais et lui permet de pousser plus avant ses déductions. Que doivent faire les catholiques après la chute du trône et de l'autel ? Sont-ils condamnés à se solidariser avec les légitimistes et à travailler avec eux à l'avènement de Henri V, à s'acharner, alors que leurs ennemis sont au pouvoir, dans une politique déjà funeste lorsqu'il était en des mains amies. Suivant la formule d'un disciple de La Mennais, « le fils de Dieu est-il mort il y a

mil huit cents ans sur un gibet pour rétablir sur le trône la famille des Bourbons ? » Les fers de l'Église sont brisés et elle s'en forgerait elle-même de nouveaux ! « Rompez donc pour toujours avec des hommes dont l'incorrigible aveuglement met en péril cette religion sainte, qui sacrifient leur Dieu à leur roi et qui, s'ils prévalaient, dégraderaient vos autels jusqu'à ne plus être qu'un trône. » La Monarchie s'est effondrée, mais le peuple est victorieux. Tendez-lui donc la main ; il vous soutiendra « de ses robustes bras » et, qui mieux est, « de son amour. »

## « L'AVENIR ».

En octobre 1830, moins de trois mois après la Révolution, paraît le premier numéro du journal *L'Avenir*. Ce bulletin de naissance du catholicisme libéral porte ces mots en épigraphe : « Dieu et la liberté ». La Mennais l'a fondé avec Lacordaire et de Coux ; Montalembert se joindra bientôt à eux.

Lacordaire est le fils d'un chirurgien bourguignon. Sa famille, d'opinion bonapartiste, a tourné à l'opposition libérale sous la Restauration. Lui-même, d'abord rousseauiste, s'est converti. « Je suis arrivé à mes croyances catholiques par mes croyances sociales... rien ne me semble mieux démontré que cette conséquence : la société est nécessaire, donc la religion chrétienne est divine, car elle est le seul moyen d'amener la société à la perfection en prenant l'homme avec toutes ses faiblesses et l'ordre social avec toutes ses conditions. » Sans doute, le jour où il se couvrait de cette démonstration comme d'un déguisement, le romantique Lacordaire n'était-il pas d'humeur à avouer ses angoisses sentimentales. Un autre de ses souvenirs va plus loin : « Je me rappelle avoir lu un jour l'Évangile de saint Matthieu et d'avoir pleuré ; quand on pleure, on croit bientôt ». C'est le mot de Chateaubriand : « J'ai pleuré et j'ai cru ». C'est le mot de beaucoup de convertis de toutes les époques, et surtout de celle-là.

Catholique, comme La Mennais, Lacordaire est prêtre ; catholique et prêtre, à la différence de La Mennais : il demeure libéral. Au séminaire, sa situation a été difficile ; ardent, il aimait la discussion dans un monde où on ne l'aimait pas ; il s'y jetait avec pétulance pour soutenir des idées que l'on ne comprenait guère (ses supérieurs ont même douté de sa vocation). Monseigneur de Quélen, qui ne sait l'utiliser, le fait chapelain d'un couvent de Visitandines, puis, ce qui lui convient mieux, aumônier du collège Henri-IV. Mais que cette terre de la jeunesse incroyante est aride ! Et Lacordaire ne trouve pas davantage de consolation dans le clergé parisien, il ne s'y fait point d'amis alors qu'il éprouve si douloureusement le besoin de s'épancher. Il étouffe et il songe à aller aux États-Unis, où un air respirable accueillerait ce prêtre libéral. Le projet n'a pas de suite parce qu'avant de le mettre à exécution, il subit un autre attrait, celui de

La Mennais. Il y cède non sans hésitations, l'orthodoxie du maître lui laissant longtemps des doutes.

Lacordaire a alors vingt-huit ans, une figure ovale et des traits d'une extrême jeunesse qu'illuminent de magnifiques yeux sombres. Il parle bien ; plus tard, Veuillot lui reprochera de s'écouter ; à l'époque de *L'Avenir*, sa spontanéité est fraîche encore, et Charles de Montalembert, conquis dès leur première rencontre, le juge « charmant et terrible », avec des trésors de colère et de tendresse. « Déjà nous nous aimions comme on s'aime dans ces purs et généreux élans de la jeunesse et sous le feu de l'ennemi », écrira de son côté Lacordaire en évoquant le souvenir de son amitié pour Montalembert. Les vingt ans de cet autre romantique, doué d'une maturité peu commune, ont parcouru l'Allemagne, l'Angleterre, l'Irlande. C'est au cours d'un voyage dans ce dernier pays qu'il a reçu et lu pour la première fois un numéro de *L'Avenir*. Une lettre est aussitôt partie à l'adresse de La Mennais : « Tout ce que je sais, tout ce que je suis, je le mets à vos pieds ». Voilà Montalembert : il se donne tout entier : « Mon système à moi est de me compromettre ». Alexandrine de la Ferronays, dont le *Récit d'une tante* a immortalisé les touchantes amours, lui reproche « sa manie de crier, ses extases, ses fureurs subites ». Pourtant, le rencontrez-vous, il vous accueille avec une politesse compassée et Charles Nodier le décrit comme « le jeune homme le plus arrogant de Paris ». Une gravure nous le montre, les joues pleines, les cheveux plats, le regard assuré, un peu hautain. Ses adversaires — et ses amis — lui reprochent sa politique versatile, ses attaques hargneuses ; ils n'ont pas toujours tort. Esprit incertain, caractère emporté, cet aristocrate d'abord froid est un apôtre coléreux et magnifique.

Tel en son caractère, tel en ses idées. Dénué d'illusion sur la noblesse française, « abâtardie, sans intelligence, ni générosité », il rêve malgré tout d'un patriarcat qui ferait revivre l'idéal chrétien et féodal du moyen âge, le moyen âge de toutes les libertés, aristocratiques, corporatives, religieuses, dont Richelieu et Louis XIV, ces grands malfaiteurs, alliés ou amis des protestants et des Turcs, ont détruit les dernières survivances. Lui-même retourne à ce passé dans un château avec tourelles et douves, à La Roche-en-Breil, aux confins du Morvan et de la Bourgogne. La Monarchie de Juillet lui paraît un havre de tranquillité entre les « folies légitimistes et les horreurs républicaines ». Le péril démocratique est loin encore ; rien ne peut l'arrêter dans son élan vers La Mennais, bientôt pour lui un autre père.

A *L'Avenir*, Montalembert traite les questions de politique extérieure. La Mennais pose les principes généraux ; Lacordaire étudie les rapports de l'Église et de l'État ; les questions politiques et sociales sont l'apanage de de Coux, qui complète l'équipe et dont la personnalité semble pâle à côté de ces figures exceptionnelles. Ensemble, ils revendiquent la liberté sous ses nombreuses formes : liberté de la religion par la séparation de l'Église et de l'État, liberté de l'enseignement, liberté de la presse, liberté

d'association (c'est-à-dire surtout des congrégations), liberté du suffrage (c'est-à-dire suffrage universel) et liberté régionale (c'est-à-dire décentralisation).

Le point principal, et vraiment révolutionnaire de ce programme pour l'opinion catholique, est la liberté religieuse et son corollaire, la séparation de l'Église et de l'État. La Mennais sait bien que la doctrine de l'Église ne reconnaît point la liberté du mal. Mais lorsque l'unité de croyance a disparu, il peut advenir que le principe de la religion d'État soit appliqué a un autre culte que le culte catholique ; ainsi, la liberté des cultes et la séparation de l'Église et de l'État sont la meilleure garantie de l'indépendance de l'Église. La vérité ne peut d'ailleurs que triompher dans la lutte qui la met aux prises avec l'erreur. Certains jugent lourd le sacrifice du budget et des cultes ; mais quel est le plus lourd sacrifice : celui de l'argent ou celui de la liberté ?

Dans le domaine social comme dans les autres, les hommes de *L'Avenir* sont des précurseurs. Ils font la critique de la société issue de la Révolution de 1789 et posent, dans leurs principes, toutes les grandes thèses que développeront un demi-siècle plus tard les catholiques sociaux : sous l'Ancien Régime, les corporations groupaient les artisans dans les communautés organisées ; ils sont maintenant livrés à l'égoïsme des individus ; les « marchands de travail » exploitent les ouvriers ; les économistes ont tort de ne s'occuper que de la production des richesses et non de leur répartition, des valeurs matérielles et non des valeurs spirituelles ; la société devrait être fondée sur la famille, la commune sur l'association. « Une immense carrière, écrit encore La Mennais, s'ouvrira bientôt devant le prêtre, appelé à servir par des moyens nouveaux la portion souffrante de l'humanité. »

Ces apôtres qui ont voué leur vie au catholicisme ne se contentent pas d'écrire ; ils agissent. En vue d'assurer la propagande du journal, de défendre les droits de l'Église et de conquérir ses libertés, ils ont créé, en décembre 1830, *L'Agence générale de la liberté religieuse*, qui groupe les associations d'amis de *L'Avenir* et ses correspondants. L'Agence poursuit, devant les tribunaux, divers actes arbitraires et soutient en particulier le procès de l'école libre, qui attire un moment l'attention de l'opinion publique.

Forts de la promesse de liberté d'enseignement incluse dans la Charte, et pour protester contre le monopole de l'État par une manifestation plus tapageuse qu'un article de journal, en mai 1831, ils ouvrent une école primaire, malgré l'interdiction de la loi. Le jour de l'inauguration, rue des Beaux-Arts, devant quatorze enfants, Montalembert fait une leçon de grammaire, Lacordaire une leçon d'instruction religieuse ; l'après-midi, le commissaire de police dresse un procès-verbal et le lendemain matin il procède à l'expulsion. Un procès s'ouvre en chambre correctionnelle. Le père de Montalembert venant à mourir au cours des débats et son fils, héritier de sa pairie, devenant justiciable de la Chambre haute,

le président Pasquier l'invite à renoncer à son privilège de juridiction : « Vous vous égarez, mon enfant ; en suivant une autre voie, vous auriez un bel avenir ; vous auriez pu devenir quelque chose ». Et le jeune homme de répondre : « Il me suffit d'être quelqu'un ». Le procès a lieu. A l'interrogatoire d'identité, Montalembert, après avoir déclaré son nom, ajoute : « Maître d'école et pair de France ». Il prononce un discours qui est déjà d'un grand orateur ; Lacordaire à son tour attaque la mauvaise doctrine de l'Université, insupportable à une conscience catholique. Les coupables sont condamnés au minimum de la peine : cent francs d'amende. La charmante histoire de ce procès, qu'enjolive la jeune audace des délinquants, occupe une place de choix dans les annales catholiques du XIXe siècle ; en réalité, elle n'obtient des contemporains qu'un succès de curiosité. Madame Swetchine elle-même, cette grande dame russe convertie, dont le fin jugement et l'esprit subtil attirent dans son salon tous les catholiques notables de l'époque, ne la prend guère au sérieux. Des années s'écouleront avant que les catholiques puissent faire écouter leurs revendications scolaires.

Enfin, et sans doute faut-il ici reconnaître l'esprit généralisateur et les vues grandioses de La Mennais, l'équipe de *L'Avenir* se propose, grâce à une association internationale, de poursuivre à travers les frontières l'œuvre entreprise sur le plan national par le journal et par *L'Agence générale de la liberté religieuse.*

Si *L'Avenir* n'intéresse pas les milieux incroyants, il passionne au contraire l'élite catholique, laïque et ecclésiastique. Dans les dernières années de la Restauration, des royalistes selon la Charte et des catholiques trop modérés pour subir l'influence de La Mennais ont parcouru une évolution comparable à la sienne, mais avec plus de discrétion et de retenue. A la suite d'Ekstein, un Juif converti que son style nuageux a empêché de devenir un des maîtres à penser de l'époque, eux aussi ont constaté que la politique religieuse de la Monarchie légitime attirait les haines populaires sur l'Eglise sans lui apporter de garanties ; eux aussi ont pensé que le catholicisme avait plus à espérer de la liberté que des privilèges. Mais, tandis que La Mennais passait brutalement de la réaction à la Révolution, ils demeuraient dans des zones tempérées. Or, la secousse de 1830 les rend plus perméables à la rayonnante chaleur de *L'Avenir.*

C'est surtout dans le clergé que la nouvelle école trouve sa clientèle. Les abonnements d'ecclésiastiques affluent à ses bureaux ; en quelques mois, il en recueille deux mille, chiffre alors considérable. L'abbé Dupanloup écrit au cardinal de Rohan : « L'affaire de *L'Avenir* n'est pas à négliger. Tout le jeune clergé est perdu ». C'est-à-dire qu'abandonnant la légitimité, il aspire à pleins poumons et le cœur joyeux l'air nouveau dont il espère le rajeunissement de l'Église.

La Mennais n'est pas seulement l'idole des jeunes prêtres qu'il entraîne dans l'indépendance politique et la rébellion religieuse ; il est aussi le

scandale des vieux. Les autorités religieuses confinées dans leur légitimisme souffrent déjà d'avoir à supporter le gouvernement de l'usurpateur ; c'en est trop que d'entendre un prêtre enseigner la Révolution. De quel droit répand-il ses folles doctrines dans le clergé ? Qui l'autorise à préconiser l'alliance de l'Église avec ceux qui en veulent la destruction, et sa séparation d'avec l'État que les adversaires du catholicisme entendent précisément lui infliger, et à faire fi du budget des cultes sans quoi elle ne pourrait vivre ?

A partir du printemps de 1831, *L'Avenir* est l'objet de sanctions épiscopales. Le cardinal de Rohan n'a nul besoin d'être influencé par l'abbé Dupanloup pour le condamner dans un mandement. Monseigneur d'Astros, archevêque de Toulouse, l'imite et monseigneur Clausel de Montals, évêque de Chartres, en prohibe la lecture dans son diocèse. Des candidats à la prêtrise se la voient refuser parce qu'ils sont favorables à la nouvelle doctrine. « A chaque trimestre, écrit La Mennais, de nombreux abonnés me quittent en pleurant pour ne pas être obligés de quitter qui son professorat, qui sa cure, c'est-à-dire son dernier morceau de pain. »

Au début de l'automne 1831, tandis que *L'Avenir* est en but à cette campagne passionnée, ses ressources matérielles s'épuisent. La Mennais et ses lieutenants sont dans une impasse. Abandonner leur œuvre au moment où elle est si violemment battue en brèche serait s'avouer vaincus. Que faire ? Ils croient trouver une issue en invoquant un irréprochable motif de retraite : l'appel au juge suprême, au Souverain Pontife, qu'eux-mêmes iront porter à Rome. « Pèlerins de Dieu et de la liberté, nous partons, écrit La Mennais, pour aller comme autrefois Israël invoquer le Seigneur en Silo » et, dans son numéro du 25 novembre 1831, *L'Avenir* annonce qu'il ne paraîtra plus jusqu'à la décision pontificale.

Le voyage à Rome leur donne l'espérance d'une triomphale rentrée en scène. La Mennais est le plus grand défenseur que possède à l'époque l'infaillibilité pontificale, et la Papauté reconnaît si bien ses services que Léon XII a songé à le nommer cardinal de Curie. Mais il faut son immense faculté d'illusions, et toute l'inexpérience de Lacordaire et de Montalembert, pour en déduire que le Saint-Siège, même s'il approuve leur doctrine, les soutiendra contre toute la hiérarchie. Le Saint-Siège n'aime pas rendre des sentences sur commande ; le Saint-Siège n'aime pas à trancher les querelles ; le Saint-Siège n'aime pas à prendre parti dans les rivalités ; le Saint-Siège n'aime pas à se prononcer contre les autorités. O'Connel en Irlande, Mérode en Belgique, dressés contre les pouvoirs établis, se sont gardés d'en appeler à lui, alors que, dans leurs pays respectifs, ils parlaient au nom de tous les catholiques.

Et jamais le Saint-Siège n'a été moins susceptible de comprendre les innovations révolutionnaires. L'Ancien Régime, restauré à Rome en

1815, y poursuit sa lente décrépitude ; plus il est attaqué, plus il se cramponne à ses ruines. Chateaubriand en a diagnostiqué le « vice incurable » au temps de son ambassade : « Ce sont des vieillards qui nomment pour souverain un vieillard comme eux. Ce vieillard, devenu maître, nomme à son tour cardinaux des vieillards. Tournant dans ce cercle vicieux, le suprême pouvoir énervé est toujours au bord de la tombe ». En 1831, Grégoire XVI vient de succéder à Léon XII qui, de 1823 à 1829, a poursuivi la politique relativement modérée de Pie VII (le règne intransigeant de Pie VIII a été fort bref, de 1829 à 1830). C'est un bénédictin, théologien austère qui n'a jamais quitté son couvent avant de recevoir le chapeau, le type de ce que les catholiques libéraux appellent ironiquement « un Pape religieux », laissant entendre par là « ignorant de la politique ». Il est décidé à soutenir partout les princes au pouvoir parce que représentants de Dieu — c'est la raison doctrinale — et parce que remparts contre la Révolution — c'est la raison politique. — Lui-même, élu en plein soulèvement des États pontificaux, a assuré son autorité grâce aux baïonnettes autrichiennes. A la Pologne en armes contre la Russie pour le triomphe de la cause nationale et catholique, il enverra en 1832 le secours d'une encyclique où il attribuera son soulèvement aux manœuvres de « quelques fabricants de ruses et de mensonges qui, sous prétexte de religion, dans notre âge malheureux, relevaient la tête contre la puissance des princes. » Et, bien que l'indépendance de la Belgique ait été obtenue grâce aux catholiques contre le gouvernement protestant des Pays-Bas, il attendra 1842 et la sollicitation de Metternich pour lui envoyer un chargé d'affaires. Voilà l'homme à qui les trois « pèlerins de Dieu et de la liberté » proposent l'alliance de l'Église et des peuples contre la tyrannie des rois !

## L'ÉPREUVE.

Au Vatican, où le cardinal de Rohan et monseigneur Frayssinous, interprètes du haut clergé français, demandent leur condamnation, des rapports hostiles les ont précédés. Le nonce à Paris, futur secrétaire d'État, se dit « épouvanté » par la doctrine de La Mennais ; le ministre des Cultes Montalivet a écrit au ministre des Affaires étrangères Sebastiani qu'elle est d'une « révoltante absurdité » et Sebastiani donne des instructions en conséquence à notre ambassadeur Sainte-Aulaire.

La Mennais, Lacordaire et Montalembert arrivent le 30 décembre 1831. Ils sont froidement reçus. La Mennais, qui n'est pas homme à se satisfaire de la componction et des atermoiements romains, parle avec une indulgence dédaigneuse du Pape, « un bon religieux qui ne sait rien des choses de ce monde et n'a nulle idée de l'État et de l'Église ! » Il ne ménage pas son entourage, fait, à l'en croire, de « conseillers ambitieux, cupides, avares, lâches comme un stylet, aveugles et imbéciles comme des eunuques du Bas-Empire ». Lacordaire rédige un mémoire justifi-

catif auquel le cardinal Pacca répond le 28 février : le Saint-Père, qui « blâme les polémiques religieuses », leur donne, « en attendant que leusr doctrines soient examinées... liberté de rentrer en France ». Seul, Lacordaire comprend ce langage pourtant dénué d'équivoque. La Mennais et Montalembert s'entêtent ; ils sollicitent une audience que le Saint-Père leur accorde à condition que les questions religieuses ne soient pas abordées. Elle a lieu en présence du cardinal de Rohan et, seules, de banales paroles sont échangées. On reprochera avec raison à Grégoire XVI cet accueil trop froid. Le Pape aurait dû se souvenir du mot de Léon XII : « M. de La Mennais est un homme qu'il faut conduire les mains dans le cœur ». Il aurait été équitable, généreux et adroit, d'avoir pour lui des égards, mieux, de lui témoigner de l'affection. Il est pénible que le plus grand des serviteurs du Saint-Siège n'ait obtenu du Souverain Pontife qu'une audience protocolaire sous le contrôle de son adversaire le plus acharné. Imaginons un geste d'abandon, Grégoire lui ouvrant ses bras, le serrant contre lui : La Mennais, si nerveux, si impressionnable, ne l'eût jamais oublié...

Le prophète aveugle cherche encore à se convaincre que le silence pontifical lui tient lieu d'approbation. En juillet seulement, il quitte Rome, « ce grand tombeau où l'on ne trouve que des ossements ». Le 30 août, à Munich, au cours d'un banquet offert en son honneur, on lui apporte un pli sur un plateau d'argent ; c'est l'encyclique *Mirari vos :* les libertés, les doctrines susceptibles de porter atteinte aux pouvoirs établis, la séparation de l'Église et de l'État, toutes ses idées sont condamnées sans appel. Rentré à l'hôtel, il s'abandonne humblement devant trois témoins « muets de surprise et d'admiration » : « Dieu a parlé, il ne me reste plus qu'à dire : *Fiat voluntas tua* ». Et, le 10 septembre, les rédacteurs de *L'Avenir* font leur soumission officielle à la suprême autorité du vicaire de Jésus-Christ. Quel déchirement pour ces jeunes romantiques exaltés !

En vérité, La Mennais s'est incliné sans renoncer à aucune de ses positions intellectuelles. Son dernier mot n'est pas dit. Il commence par faire d'adroites distinctions sur la nature de l'encyclique, reconnaissant en elle un acte de gouvernement qui le condamne à l'inaction, non pas un document dogmatique qui puisse changer ses croyances. Puis, son tempérament violent reprenant peu à peu le dessus, dans des conversations privées, dans des lettres intimes, il se laisse aller à l'intempérance de son lyrisme : « J'ai vu là, dit-il du Vatican, le plus infâme cloaque qui ait jamais souillé les regards humains. L'égout gigantesque de Tarquin serait trop étroit pour donner passage à tant d'immondices ». Il insulte même Grégoire XVI, « ce lâche et imbécile vieillard ». De son côté, le jeune Montalembert qualifie l'encyclique *Mirari vos* « l'acte le plus funeste des annales de l'Église de France ». Lacordaire seul ne se laisse pas aller à ces excès de langage : douloureusement écartelé entre sa piété pour le maître et son inébranlable fidélité à l'Église, un soir, sans pré-

venir personne, il quitte La Chenaie, après une discussion sur le... duc d'Orléans. Qu'importe le prétexte : c'est la goutte d'eau! il a tort de fuir dans la nuit, il a raison de partir...

Pour La Mennais et Montalembert, l'équivoque se prolongera encore une année entière. La Mennais se déclare étranger aux affaires de l'Église afin de conserver son indépendance politique ; soumis comme chrétien, il est libre comme citoyen : « Que le Pape et les évêques se débrouillent comme ils pourront et, au lieu de nous faire les champions du catholicisme, laissons-là la hiérarchie et présentons-nous simplement comme les hommes de la liberté et de l'humanité ». En tant que prêtre, il assure observer un silencieux respect sur les questions litigieuses, mais ses lettres et ses propos démentent cette attitude, et ses adversaires le poursuivent avec cette ténacité passionnée que les hommes d'Eglise mettent trop souvent dans leurs querelles : « Il ne fallait pas, a écrit monseigneur Ricard, que cet homme, dont on avait juré la perte, conservât même l'auréole de la soumission. Qu'on ne m'accuse pas d'exagérer. Un témoin bien placé pour savoir la vérité nous a fourni sur ce douloureux mystère des détails tellement précis que, n'était la crainte de prolonger au delà d'une telle existence le scandale de cette poursuite systématique, nous pourrions en donner ici des preuves irrécusables ».

## La révolte.

A la fin de 1833, La Mennais est mis en demeure de faire une déclaration absolue de soumission à la doctrine. Ses disciples s'inclinent, en particulier Montalembert dont la préface du *Livre des pèlerins polonais*, un poème à Dieu et à la Pologne Christ des nations, a été quelques mois plus tôt sévèrement blâmée par Grégoire XVI. Lui-même obéit à son tour, mais avec quelles réticences! « J'ai signé, j'ai signé, j'aurais signé que la lune était tombée en Chine. » Une pareille soumission est sans valeur. Il n'a voulu que se libérer pour commencer une vie nouvelle consacrée à la politique, et l'on se demande dans quelle mesure il n'est pas détaché du catholicisme, s'il n'a pas même déjà cessé de croire à la divinité de l'Église. Ses *Paroles d'un croyant* sont rédigées ; elles paraissent quelques mois plus tard ; le Pape condamne dans l'encyclique *Singulari vos* ce long cri de haine contre les tyrannies. Dès lors, pour La Mennais, liberté et catholicisme s'excluent radicalement. Il ne voit plus dans l'Église que l'âne de la fable qui braie au profit des Gouvernements. Sa carrière de penseur, d'apologiste, de polémiste catholique, arrêtée depuis la suspension de *L'Avenir*, est définitivement close. Il écrira désormais son nom en un mot ; il consacrera, sans y déployer le même génie, le reste de son existence à la démocratie la plus combative, qu'il identifiera au christianisme, et il mourra dans une insoumission finale dont est seul juge Celui qui pèse toutes les responsabilités.

La tentative de *L'Avenir* pour concilier l'Église et le siècle a

échoué, et beaucoup de ceux qui, parmi les incroyants, ne cachaient pas leurs sympathies pour l'Église, s'en éloignent à jamais. L'évolution des romantiques est à cet égard caractéristique.

Au début du siècle, tandis que les derniers et incolores tenants du classicisme demeuraient attachés à un rationalisme épuisé, Chateaubriand a poursuivi la réaction sentimentale de Rousseau contre le scepticisme philosophique, tout en l'orientant vers le catholicisme. Sous la Restauration, on a vu dans son sillage Lamartine sortir d'un milieu légitimiste, Alfred de Vigny servir comme garde du corps, Victor Hugo afficher son royalisme. Les lieux communs des jeunes romantiques sont d'inspiration chrétienne. Par delà le XVIIIe siècle négateur, ils remettent en honneur le moyen âge croyant, ils exaltent la nature comme une œuvre divine, ils cherchent d'autres thèmes encore dans les mystères chrétiens et les récits bibliques. Le caractère traditionaliste, catholique et monarchiste du romantisme est si évident qu'en juillet 1830, à la fin des Trois Glorieuses, le révolutionnaire Blanqui, encore enivré de la victoire populaire, fait irruption chez un ami en criant : « Enfoncés les romantiques ». Les romantiques pour lui ne font qu'un avec les partisans du pieux Charles X.

Tout imagination, tout sentiment, la nouvelle école littéraire s'est construit un catholicisme poétique de fantaisie qui ne résiste pas à la première épreuve. Lorsque l'affaire de *L'Avenir* et la condamnation de La Mennais jettent une lumière crue sur l'incompréhension de l'Église en présence des aspirations du siècle, les âmes ardentes des romantiques désabusés se retirent d'elle. Les uns, avec Hugo, portent leur foi en disponibilité vers la religion du Progrès et de l'Humanité ; d'autres, avec Musset et Vigny, sombrent dans le doute et l'anxiété. Dès le *Génie du Christianisme*, la force trouble du romantisme littéraire a donné au catholicisme le meilleur de l'apport qu'elle lui réservait ; sous la Monarchie de Juillet, son équivoque alliance avec l'Église appartient au passé.

De nouvelles générations apporteront à La Mennais, au La Mennais de *L'Avenir*, une revanche posthume.

« On m'accuse d'avoir changé, a-t-il remarqué. Je me suis continué. Voilà tout. » Il est vrai que chacune de ses positions semble, selon son impitoyable logique, être postulée par la position précédente. Après avoir dit : le Pape et le Roi, puis le Pape et le Peuple, à l'entendre, la trahison successive du Roi et du Pape l'a laissé seul avec le Peuple. Laissons là ces implacables déductions. *L'Avenir* vint trop tôt dans un monde trop jeune. Sa politique religieuse, en avance d'au moins un demi-siècle, ignorait qu'entre les idées et les faits, il y a toute l'étendue de la nature humaine ; et elle fut compromise dès l'origine par des erreurs théologiques qui la destinaient aux foudres des congrégations romaines, en particulier la revendication d'une liberté sans freins (plus tard, les héritiers de La Mennais apprirent à faire les distinctions nécessaires entre le respect de la doctrine et les nécessités de la politique).

***

La condamnation de *L'Avenir* fut la dernière victoire du catholicisme légitimiste, la première défaite du catholicisme libéral et de la démocratie chrétienne (pour ne point parler du catholicisme social qui procède aussi d'origines contre-révolutionnaires). Mais les succès de l'extrême vieillesse ne retardent pas la mort, et les échecs de la jeunesse sont des expériences salutaires. Là où La Mennais voulait une révolution, l'Église commença, quarante ans plus tard, avec Léon XIII, poursuivit avec Pie XI et continue encore avec Pie XII, une longue évolution marquée d'incertitudes, de lenteurs, de retours en arrière, fatals de la part d'une institution si lourde de passé, si mêlée aux intérêts humains.

De *L'Avenir* aux mouvements d'Action catholique et au M.R.P., en passant par Lacordaire et *L'Ère Nouvelle* en 1848, le cardinal Lavigerie et le ralliement en 1891, les abbés démocrates de la fin du XIXe siècle, Marc Sangnier et *Le Sillon* au début du XXe, on retrouve, sous des formes politiques et sociales diverses, la même inspiration mennaisienne.

ADRIEN DANSETTE

# REMARQUES
# SUR LE MÉCANISME DU SACRIFICE

Le sacrifice est sans doute l'une des plus vieilles institutions humaines. Jeter des vies ou des denrées sur les autels des dieux nous paraît un usage si naturel que nous ne posons aucune question à son sujet. Tous les non-spécialistes de l'histoire des religions sont, à ce sujet, dans le même état de quiétude. Quant aux usagers des théories savantes, ils n'avaient pu jusqu'ici expliquer l'origine et le sens réel d'une coutume, dont l'importance est pourtant capitale. Des découvertes récentes faites en Afrique sont vraisemblablement appelées à éclairer la question sous un jour nouveau.

■ ■

Les Dogons (peuplade vivant sur les bords du Niger) font un fréquent usage du sacrifice et ont sur la signification de cet acte des idées fort claires. Disons d'entrée qu'ils le conçoivent comme un moyen d'entrer en communication, d'établir des contacts, des *échanges* avec des puissances surnaturelles.

Leur rite épouse de multiples formes allant de la simple libation à l'immolation d'animaux (et autrefois d'êtres humains). Ces formes répondent à des buts très divers : service des morts, service ordinaire des puissances, purification, consécration, divination, entretien de soi.

Mais cette diversité est purement apparente : le sacrifice sanglant, pour le prendre comme exemple, a, aux yeux des Dogons, un effet constant, qui est de promouvoir et d'actionner une certaine force, dite *nyama*, dans un sens voulu par l'homme.

Selon les conceptions des Dogons et même, on peut le dire, de la plupart des noirs de l'Afrique Occidentale, tout être animé possède, outre son corps, deux éléments distincts, dont l'un est qualifié littéralement d'ombre intelligente et dont l'autre, le *nyama*, peut être nommé force vitale.

La première correspond assez bien à la notion chrétienne d'âme. Elle est la partie transcendante de la personne ; elle est science, conscience et volonté ; aucun organe particulier n'est son refuge. Principe immortel, elle

a cependant une forme : elle est le sosie impalpable du corps. Elle reçoit aussi le nom de double et même de double « mobile », adjectif précisant son indépendance par rapport à son contenant (le corps) qu'elle peut quitter, notamment pendant le sommeil. Elle est hors qualité et quantité, immuable, égale à elle-même, insensible aux contingences, donc insensible à toute imprégnation, ni pure, ni impure. Même dans ses rapports étroits avec son support corporel, elle reste libre et détachée, comme un pilote peut l'être de sa machine. Pilote elle l'est, car elle guide l'action de son support, action dont le moteur est la force vitale.

Celle-ci ne peut être définie d'un mot : elle est une énergie en instance, inconsciente, susceptible d'usure ou de croissance, transformable en quantité comme en qualité, transmissible par contact ou à distance, matérielle, et cependant hors forme.

Tous les êtres animés, un grand nombre d'êtres inanimés et les puissances surnaturelles sont pourvus de cette force, dont le siège, pour les vivants, est le sang. Elle se transmet, chez les hommes par exemple, de père en fils, de génération en génération. Elle fait que l'être est vivant, qu'il a mouvement et parole. Chaque individu possède une part de celle de son père qui la lui a communiquée au moment de la procréation, une part de celle de sa mère, de certains de ses ancêtres qui sont en rapports religieux avec lui. Alors que l'on peut considérer l'âme de l'individu (double mobile) comme un tout personnel se déplaçant d'une seule pièce et qui, dans son existence, ne saurait recevoir qu'une seule affectation, la force vitale de chacun est conçue comme un composé de parcelles de toutes les forces des êtres auxquels l'individu participe, savoir de son peuple, de son clan, de ses ancêtres charnels et de son dieu. Elle est un amalgame qui le rattache ainsi aux groupes mythiques et sociaux dont il fait partie. La place manque pour exposer l'importance considérable d'une telle conception dans l'organisation des destins individuels ; il y a lieu cependant d'admettre que cet amalgame forme la personne, le « moi » de l'individu.

Il est évident que, durant la vie, l'une des grandes préoccupations de chacun sera l'entretien de ce moi ; il faudra favoriser son développement naturel, le défendre contre la désagrégation, contre les dangers de l'impureté, en un mot lui donner les moyens de persévérer dans son être. Le moyen le plus efficace sera de l'augmenter ou de le renouveler par l'apport de forces de même nature que celles dont il est formé, qui sont puisés dans d'autres êtres (naturels ou surnaturels) par le moyen du sacrifice sanglant.

Un tel sacrifice comporte comme élément essentiel la mise à mort d'une victime. Il est donc indispensable de connaître les effets de la mort sur l'économie spirituelle décrite plus haut.

La mort naturelle, qu'il s'agisse des hommes ou des animaux, a pour effet de séparer les supports corporels des principes immatériels, qui sont ainsi libérés. De ce fait, la force vitale erre dangereusement, dirigée par l'âme qui cherche à faire cesser l'inquiétude dont elle souffre. Pour parer à cette fâcheuse situation, les hommes ont été obligés d'inventer des techniques spéciales. Les funérailles et, plus tard, le culte des morts, ont pour but de régler cette situation insolite : il s'agit de permettre à l'âme d'entreprendre un voyage qui la conduira aux séjours éternels où elle trouvera le repos, et,

par contre, de conserver la force vitale dans la société pour y être réemployée à la formation de nouvelles personnes.

La mort sacrificielle, effet d'un meurtre rituel, donne les mêmes résultats immédiats que la mort naturelle : elle sépare les forces spirituelles de leur support matériel. Mais alors que l'être défunt conserve, dans sa nouvelle situation, une certaine indépendance, au contraire, dans le sacrifice, les forces libérées sont canalisées selon la volonté des sacrifiants.

■ ■

Quel est le mécanisme du sacrifice ? Quels mouvements opèrent les forces que le sacrificateur violente de ses mains dans la personne de la victime ? Car il s'agit bien plus de suivre les mouvements des forces invisibles que de s'intéresser à l'utilisation du corps, objet visible vers lequel se tournent généralement les regards.

Les éléments qui jouent un rôle dans le sacrifice sont les suivants : le sacrificateur, qui est l'agent d'exécution ; le sacrifiant, qui est le bénéficiaire humain de la cérémonie ; la victime ; l'autel.

Que se passe-t-il dans le domaine visible ? Le sacrificateur égorge la victime au-dessus de l'autel, qui est arrosé de son sang. Dans le même temps, l'homme formule une prière par laquelle il invoque la puissance divine et sollicite sa grâce. Après quoi, la victime est ouverte, et son foie prélevé est consommé par le sacrifiant.

Que se passe-t-il dans l'invisible ? Sous l'effet tout-puissant de la prière qui accompagne l'immolation, la force vitale de la victime suit tout d'abord le sang qui coule de la gorge et qui s'épanche sur l'autel. La force concentrée dans ce filet qui tombe pénètre dans l'autel, s'y emmagasine et trouve là une réserve de forces de même nature, qu'une longue série de meurtres rituels y ont déposées.

Dans le même temps, la puissance divine, qui a été alertée par la parole du sacrificateur, vient s'abreuver à l'autel et, de ce fait, se fortifie. Mais en s'abreuvant, la puissance, elle-même pourvue de force vitale, amène un flux qui est un apport nouveau. Il suit de là une « émulsion » à l'intérieur de l'autel, un amalgame bouillonnant dont deux courants vont sortir. L'un est capté par la puissance divine et constitue son bénéfice : cette partie du circuit permet de dire que le sacrifice est un don fait à la divinité qui vient se repaître du sang, des forces de la victime égorgée. C'est ainsi que les dieux vivent et s'enrichissent par le culte.

L'autre courant — et c'est lui le plus important du point de vue humain — remontant le filet sanglant, retourne vers la victime et, pénétrant dans les voies ouvertes par la mort, s'emmagasine dans le foie. La victime est alors dépecée et consommée en commun. Mais toutes ses parties n'ont pas la même vertu : la plus riche, on vient de le voir, est le foie, qui revient au sacrifiant, *car en lui s'est résumé le don qu'a fait d'une part de sa force la puissance surhumaine.*

Par cette consommation, le sacrifiant *assimile une part de la force du dieu.* Ainsi, par courants divers à double ou simple sens, se trouve fermé un cycle d'échanges entre l'invisible et le sacrifiant.

■ ■

Aux yeux des Dogons, le sacrifice représente donc le moyen d'utiliser la force d'une victime pour entretenir ou régénérer un être ou une puissance. Il est donc destiné à satisfaire l'instinct de conservation : il établit un courant de vie, et c'est cette dernière notion qui l'emporte dans la conscience des agents du rite. Il revient à répartir au mieux de certains bénéficiaires tout ce qui, dans la victime, n'est pas strictement individuel. Le dieu et le sacrifiant puisent à la même source d'énergie qui leur est ouverte par un meurtre « libérant » d'une part, des forces consommables et, d'autre part, un principe individualisé non consommable qui est l'âme. La personne de la victime se trouve donc dépouillée de sa force vitale qui vient enrichir d'autant les personnes des bénéficiaires. La partie individuelle, inutilisable, l'âme, suit sa destinée particulière.

Et ceci est vrai quelle que soit la victime. Etant donné que tous les êtres supportent une force vitale de même nature, il n'y a pas lieu de se poser la question de savoir pourquoi la liste des victimes est si variée, pourquoi, dans ces populations, elle s'étend du lézard à l'homme. La victime humaine n'est pas qualitativement différente de l'animal, elle ne l'est que quantitativement : l'immolation d'un homme met en mouvement plus de force que celle d'un animal.

Dans toutes ces opérations, l'autel joue un rôle de relai. Il est le point de rencontre de la force du dieu et de celle de la victime ; il est aussi le réservoir où s'emmagasinent ces forces, réservoir qu'on alimente par des immolations et d'où sortira une vertu efficiente qui, nous l'avons vu, remonte le courant du sang pour se loger dans le foie consommable. Chez les Dogons, on utilise une série d'autels spécialisés, c'est-à-dire consacrés à des puissances particulières et, de ce fait, exploités à des fins définies. De ce clavier de vertus, les usagers jouent selon leurs besoins.

Le mécanisme décrit ici s'observe dans tous les sacrifices des Dogons, qu'il s'agisse de communion, d'expiation, de purification. Nous avons de fortes raisons de croire qu'il fonctionne dans toutes les religions de l'Afrique noire, si tant est qu'elles ne sont pas les formes multiples d'une seule et même foi. Mais il faut aller plus loin : la question se pose de la possibilité de retrouver ce mécanisme dans d'autres religions.

Nous avons été amenés par la force des choses, et non par idée préconçue, à regarder d'un autre œil les sacrifices des religions antiques et modernes. Pour ne prendre que l'exemple des anciens Hébreux, nous avons été frappés du rôle dévolu au sang, de la place essentielle qu'il tient dans les sacrifices comme « élément de vie ». Il suffit de relire le *Lévitique* (XVII, II) : les Hébreux croyaient que « la vie est dans le sang », que « le sang fait expiation par la vie » qu'il contient. Le sang est la part réservée à la divinité ; c'est par lui qu'elle reçoit ce principe de vie dont elle est avide. Cette fonction du sacrifice hébreu est d'ailleurs admise, mais on n'est pas entré jusqu'ici dans le détail du mécanisme. Nous pensons qu'à la lumière des faits dogons, une étude féconde pourrait maintenant être entreprise.

MARCEL GRIAULE

# LE THÉATRE A MOSCOU

Au début de l'automne dernier, au moment même où allait commencer la saison de 1946-1947, un vent de panique souffla sur le monde théâtral de Moscou. Le Comité central du parti communiste, réuni le 26 août, avait examiné le répertoire des pièces que l'on se proposait de représenter sur les principales scènes de la capitale et l'avait condamné sans rémission. On dut suspendre toutes les répétitions en cours et improviser d'autres spectacles.

Quelle faute avaient donc commise les auteurs dramatiques et les directeurs des théâtres moscovites? Pourquoi avait-on infligé un blâme public extrêmement sévère au Comité des Arts, organisme officiel, ainsi qu'à l'Union des Écrivains soviétiques? Le réquisitoire du parti était très net. Il faisait aux responsables de l'art dramatique deux reproches essentiels : « On joue à Moscou beaucoup trop de pièces étrangères, tandis que les sujets soviétiques contemporains ne tiennent qu'une place infime dans les programmes. »

Le fait est qu'au lendemain de la guerre qui avait mis l'U.R.S.S. en contact direct avec la civilisation occidentale et ouvert de nombreuses fenêtres sur le monde, les écrivains et le public avaient eu le vif désir de connaître les œuvres représentées en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France. Les pièces soviétiques, trop imprégnées de la propagande, avaient sans doute fini par lasser. On voulait se divertir, voir autre chose, connaître les pièces qui avaient eu du succès à New-York, Paris ou Londres. En 1945, il y eut en U.R.S.S. un véritable engouement pour ce qui venait de l'étranger. Cédant à ce courant irrésistible, le Comité des Arts avait autorisé les plus grands théâtres de Moscou (le Théâtre Artistique de feu Stanislavski, le Maly Teatr, le Kamerny, le Théâtre Vakhtangov, etc.) à monter plusieurs pièces de Somerset Maugham : *Une Épouse idéale*, *le Cycle*, *Pénélope*, *le Meurtre de Mr. Parker*, de Morrison ; *l'Age dangereux*, de Pinero ; les dernières nouveautés américaines. On avait représenté aussi de vieilles pièces du répertoire français : *le petit Café*, de Tristan Bernard ; *la Poudre aux Yeux*, de Labiche, des comédies de Scribe, d'Augier et de Sandeau, et le public soviétique les avait accueillies avec faveur.

C'est précisément ce succès des pièces étrangères qui inquiéta et irrita le Comité central du parti. La curiosité à l'égard de tout ce qui ne portait pas la marque soviétique fut considérée comme une sorte d'évasion spirituelle, comme une émigration morale et, pour tout dire, comme une trahison envers l'U.R.S.S. Il fallait arrêter net ce courant dangereux, donner un violent coup de barre pour redresser la situation.

La presse approuva hautement les sages décisions du Comité central du parti. De violents articles contre les directeurs de théâtre reconnus coupables d'« idôlatrie » à l'égard des œuvres étrangères parurent dans la *Pravda*. On flétrit les faux intellectuels *(intelliguentiki)* qui étaient revenus d'Occident pleins d'enthousiasme pour tout ce qu'ils y avaient vu. On dénonça leur servilité à l'égard de la culture bourgeoise. La plupart des pièces étrangères, écrivit la *Pravda*, « sont des œuvres vides, vulgaires, qui prônent ouvertement les opinions bourgeoises et la morale bourgeoise, absolument étrangères au peuple soviétique ». On y trouve l'apologie du régime capitaliste ; la société bourgeoise y est peinte en rose. Le Comité des Arts a ainsi « tenté d'empoisonner la conscience des citoyens par une idéologie hostile à la société soviétique, de faire revivre les résidus du capitalisme dans l'esprit et dans les mœurs. »

On ne reprocha pas seulement au théâtre bourgeois d'être « insipide, mesquin, sans contenu idéologique ». On dénonça son immoralité, son cynisme. On s'en prit tout particulièrement à Somerset Maugham, qui avait bénéficié de l'engouement des milieux littéraires de Moscou. Ses pièces, dit V. Prokofiev, qui fut chargé de démolir la nouvelle idole, sont des spécimens de « drames de salon », pauvres de pensée. On n'y trouve aucune idée morale directrice et la vie contemporaine y est représentée sous un jour cynique. Le spectateur est invité à se délecter d'histoires d'alcôve. La façon dont Maugham traite les problèmes de la famille, de l'amour, de la fidélité, « répugne au sens moral de l'homme soviétique ». L'adultère et la débauche, qui ont reçu droit de cité dans la société bourgeoise, loin de constituer une offense à la morale, sont interprêtés comme une sorte de loi inhérente à la nature biologique de l'homme. Et Prokofiev analyse de ce point de vue *Une Épouse idéale*, où l'on voit l'héroïne, Constancia, reconnaître à son mari le droit à l'adultère, et où la mère de la jeune femme approuve la conduite frivole de son gendre. Dans *Pénélope*, dit-il, l'héroïne, conseillée par son père, manifeste de la froideur pour son mari et va jusqu'à lui ménager un rendez-vous avec sa maîtresse. L'œuvre de Maugham est donc un exemple particulièrement net de la « décadence de l'art bourgeois », accompagné de tendances réactionnaires et antidémocratiques. Indifférence à l'égard de la destinée humaine, scepticisme dissolvant, amoralité et cynisme, voilà ce qui constitue le contenu de la plupart de ses pièces.

Les œuvres d'autres écrivains étrangers sont encore plus condamnables. Prokofiev écrit que « la société bourgeoise contemporaine y est représentée comme une forme normale et intangible des relations humaines », que le spectateur y voit constamment prôner « l'idéal petit-bourgeois d'une vie belle et facile et la philosophie de la jouissance comme loi suprême, comme le sens même de la vie. »

La dramaturgie de l'U.R.S.S. doit donc s'affranchir résolument de l'influence occidentale. Les imitateurs soviétiques des Maugham, des Molnar

et des Tristan Bernard ne sauraient être tolérés. L'art soviétique est infiniment plus élevé que l'art occidental, conclut Prokofiev, et ce sont les écrivains de l'U.R.S.S. qui doivent servir de modèles à l'étranger.

L'Union des Écrivains soviétiques et le Comité des Arts, après le blâme public infligé par la plus haute instance du parti, convoquèrent à Moscou une conférence des auteurs dramatiques et des directeurs de théâtres. Cette conférence dura trois jours, du 18 au 20 novembre 1946. Tous les auteurs présents approuvèrent sans réserves la mercuriale du parti. Le rapport le plus significatif fut présenté par Constantin Simonov, qui est à la fois poète, romancier et dramaturge et qui jouit d'une grande autorité dans les milieux littéraires. Simonov souligna d'abord les erreurs commises par ses confrères Leonov et Korneitchouk et fit personnellement amende honorable. Il reconnut que dans sa propre pièce, *Hommes de Russie*, il n'avait pas su s'élever au-dessus du concept du patriotisme russe et montrer en quoi consistait le « patriotisme soviétique ». Puis il définit le rôle de l'art et des artistes en U.R.S.S. L'art et la politique, dit-il, sont intimement liés. Le dramaturge doit être « un homme politique », qui lutte pour l'idéal soviétique. Le répertoire théâtral doit s'inspirer de ce principe :

« Il nous faut mettre sur la scène l'homme soviétique, le constructeur de l'avenir dont les qualités d'âme et de caractère prouveront à nos spectateurs et au monde entier la supériorité idéologique et véritablement humaine de nos hommes formés par notre régime socialiste. »

Un énorme combat se déroule à l'échelle mondiale sur le front idéologique et il ne peut y avoir de répit :

« Nous devons lutter et nous lutterons sur ce front, non pas en opposant une résistance passive, mais en menant l'offensive contre nos ennemis. Cela est conforme à l'enseignement que nous donne le parti de Lénine-Staline. Cela répond à nos traditions, à notre caractère formé au cours des plans quinquennaux et trempé par la guerre. De la tribune de notre art, nous disons et nous dirons au monde entier, pour que tous l'entendent, que pour nous le communisme est la seule voie vers l'avenir qui s'offre à l'humanité, que notre idéal communiste demeurera immuable et que personne ne pourra l'ébranler. »

Et dans un autre passage de son rapport, Simonov dit encore d'un ton belliqueux : « Nous avons des ennemis. Ils sont suffisamment nombreux. Tirez sur eux, camarades artistes ! »

Les autres membres de la conférence s'exprimèrent dans le même sens et convinrent que la lutte contre l'idéologie ennemie devait être « aussi victorieuse que la lutte de l'armée rouge pendant la guerre patriotique ».

La conférence décida que le théâtre de l'U.R.S.S. devait traiter presque exclusivement des sujets soviétiques, peindre la réalité contemporaine, décrire « le héros de notre temps ». Le Comité des Arts et l'Union des Écrivains proposèrent, en conséquence, d'organiser des voyages dans les différentes régions

de l'U.R.S.S., afin que les dramaturges pussent se rendre compte de la vie matérielle et morale des citoyens soviétiques et s'en inspirer dans leurs œuvres.

Des sujets soviétiques... Le Comité central du parti, qui avait déploré que jusqu'ici ils n'eussent tenu qu'une place infime dans les programmes des plus grands théâtres de Moscou, avait fait une autre constatation beaucoup plus grave : cette petite minorité de pièces tirées de la réalité soviétique comprenait des « œuvres faibles et dépourvues d'idées ». Les citoyens soviétiques y étaient représentés la plupart du temps « sous un aspect monstrueusement caricatural, comme des êtres primitifs et peu cultivés, aux goûts et aux mœurs de philistins. » La vie soviétique y était défigurée, la langue incorrecte, la mise en scène déplorable. Et c'est probablement cette médiocrité des pièces soviétiques qui avait poussé les directeurs de théâtres à faire appel au répertoire étranger.

Espère-t-on obtenir à l'avenir de meilleurs résultats? La vie soviétique donnera-t-elle naissance à des chefs-d'œuvre? Pour améliorer la qualité de la production, le Gouvernement a décidé, en décembre, d'organiser pour 1947 un grand concours parmi les dramaturges de l'U.R.S.S. Les pièces devront s'inspirer des thèmes suivants : « La vie des ouvriers, des paysans kolkhoziens et des intellectuels ; les événements de la grande guerre patriotique ; l'héroïsme du peuple soviétique dans l'exécution du nouveau plan quinquennal stalinien ; la lutte pour le renforcement de l'État soviétique ; le rôle éminent du parti de Lénine-Staline dans le développement de la société soviétique ; la lutte des forces progressistes de l'humanité contre le fascisme et la réaction ».

Le jury chargé de récompenser les meilleurs pièces sera présidé par M. Khraptchenko, le président du Comité des Arts, qui sera assisté par M. Zavadski, régisseur du Grand Théâtre de Moscou et le dramaturge ukrainien Korneïtchouk. Six prix récompenseront les lauréats : le premier sera de 50 000 roubles, les deux autres de 35 000 roubles et les trois derniers de 25 000 roubles. Les résultats du concours seront proclamés dans le courant de l'automne 1947.

L'appât de sérieuses récompenses suscitera-t-il de nouveaux talents? Le Gouvernement, qui se propose de fêter avec éclat en novembre le trentième anniversaire de la révolution, espère que le théâtre révèlera au cours de l'hiver prochain des pièces dignes de ce grand événement historique.

Bouleversée par le brusque retrait des pièces étrangères, la saison actuelle n'a pas été brillante. On a dû revenir au vieux répertoire, aux pièces classiques d'Ostrovski, de Gogol, de Tchekhov et de Gorki. Les nouvelles créations ont été rares et la critique a été parfois sévère à leur égard. La *Pravda* a notamment souligné les erreurs commises par Vladimir Soloviev dans sa pièce en vers, *le Chemin de la Victoire*, représentée au théâtre Vakhtangov.

Plusieurs œuvres ont été cependant accueillies avec une extrême faveur. Ce sont *les Vainqueurs*, de Boris Tchirskov, *Pour ceux qui sont en Mer*, de Boris Lavreniev et surtout *la Question russe*, de Constantin Simonov. La première décrit « le tournant décisif » de la guerre[1] : l'écrasement de l'ennemi à Stalingrad grâce au plan génial de Staline. Inspiré par ce que la *Pravda* appelle « le plus grand événement de l'histoire militaire de l'humanité », Tchirskov a fait un brillant portrait du personnage central, le général-colonel Mouraviov, qui commande le front. Excellent soldat et bolchevik convaincu, Mouraviov est un héros très humain, qui sait écouter les conseils de ses subordonnés, qui reste près du peuple et qui est inspiré par le patriotisme soviétique le plus pur. Il est le « type d'homme de l'époque stalinienne ». Quant à la pièce de Lavreniev, elle met en relief le rôle des marins pendant la guerre. Selon la tradition du théâtre russe, elle oppose un personnage « positif », l'officier Maximov, à un personnage « négatif », le capitaine Borovski. C'est le conflit de ces deux hommes qui constitue l'essence dramatique de la pièce. Borovski est un bon marin, mais un égoïste et un ambitieux pour lequel la guerre est un moyen d'arriver. Pour se tailler un succès personnel, il compromet une opération navale et, quand il s'aperçoit que les choses tournent mal, il rejette toute la responsabilité de l'échec sur un camarade. Maximov incarne, au contraire, l'héroïsme, l'honnêteté et l'abnégation à l'état pur.

C'est certainement *la Question russe* de Simonov qui a été le plus grand succès de la saison. Elle constitue une violente satire de la presse américaine. Le héros de la pièce, un journaliste américain, refuse d'obéir à ses patrons qui lui demandent d'écrire un livre pour démontrer que l'U.R.S.S. veut la guerre. Du coup il perd sa place et même sa femme qui ne veut pas partager ses épreuves. Mais cet honnête garçon, victime de Hearst et de Mac Cormick, ne perd pas courage, car il sait qu'il y a deux Amériques : celle des trusts et des monopoles et celle de Lincoln et de Roosevelt..

Jouée sur de nombreuses scènes pendant la conférence des quatre ministres des Affaires étrangères à Moscou et alors qu'il y avait plusieurs dizaines de journalistes américains en U.R.S.S., *la Question russe* n'a évidemment pas contribué au rapprochement américano-soviétique, mais elle a valu à son auteur, en juin, le prix Staline.

La guerre reste le thème essentiel, le thème inépuisable des écrivains de l'U.R.S.S. Le théâtre artistique de Moscou a inscrit à son répertoire une pièce de Simonov, *les Jours et les Nuits*, tirée du roman du même nom sur la victoire de Stalingrad. C'est également un roman d'Alexandre Fadeïev, *La jeune Garde*, qui a été porté par l'auteur au théâtre : il évoque les exploits authentiques d'une équipe de jeunes communistes qui ont lutté clandestinement à Krasnodon, sur le frond Sud, contre les Allemands. Ce sont encore les sacrifices héroïques de membres du Komsomol qui constitueront le thème de la nouvelle pièce de M. Aliguer. Quant à l'écrivain Verchigora, il va lui aussi tirer une pièce de *Consciences pures*, l'ouvrage où il a décrit l'activité des détachements de partisans ukrainiens qu'il a lui-même commandés durant la guerre.

1. C'est sous ce titre de « Tournant décisif » que le même sujet a été mis à l'écran par le cinéaste F. Ermler. Ce film a obtenu le prix national au Festival de Cannes.

Parmi les autres nouveautés également consacrées à des sujets soviétiques, on annonce des pièces de B. Romachov sur les pionniers de la science ; de G. Fedorov sur la vie dans les chantiers navals ; de B. Gorbatov sur l'Arctique *(la Loi de l'Hivernage)* ; de Guerman sur la jeunesse de Dzerjinski, l'ancien chef de la Tcheka ; du cinéaste A. Dovjenko sur le célèbre naturaliste Mitchourine *(la Terre en Fleur)*, etc.

Ainsi, chaque théâtre sera en mesure d'exécuter les ordres du Comité central du parti communiste : préparer au moins deux ou trois spectacles tirés directement de la vie soviétique. La dramaturgie de l'U.R.S.S. ira de l'avant, dit la *Pravda*, « en suivant sa voie propre qui n'a rien de commun avec celle des pays capitalistes où les théâtres subordonnent leur activité aux intérêts du commerce et du profit. »

Dans l'art dramatique, comme dans les autres domaines de l'activité intellectuelle (roman, poésie, musique, cinéma), on assiste actuellement en U.R.S.S. à une crise de nationalisme. Sans doute, on ne frappe pas d'ostracisme tout le répertoire étranger, ancien et moderne. Les pièces classiques de Shakespeare, de Molière, de Goldoni, de Lope de Vega, de Calderon, continuent d'être jouées dans les théâtres soviétiques. On représente aussi des œuvres modernes et la *Pravda* fait observer que l'*Inspecteur est venu*, de Priestley, et *Pygmalion*, de Bernard Shaw, ont un succès considérable à Moscou. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une censure très stricte s'exerce sur la production artistique actuelle des « pays capitalistes ». On se gardera désormais d'importer des œuvres qui risqueraient d'empoisonner la conscience des citoyens, c'est-à-dire d'exciter leur curiosité à l'égard des civilisations différentes de la leur et de provoquer dans leur esprit des comparaisons dangereuses.

On leur a mille fois répété que la civilisation soviétique était supérieure à toutes les autres. Rien ne doit ébranler cette conviction. Il est entendu une fois pour toutes que « la culture bourgeoise est vouée à la stagnation et à la putréfaction ». Et c'est pourquoi Jdanov, dans son fameux rapport qui fut suivi d'une large épuration des milieux intellectuels[1], déclare avec orgueil :

« C'est notre littérature qui reflète un système plus élevé que n'importe quel système de démocratie bourgeoise et une culture infiniment supérieure à celle de la bourgeoisie. C'est donc à elle d'enseigner aux autres une nouvelle morale, valable pour toute l'humanité. »

Jdanov affirme encore que les hommes politiques et les littérateurs bourgeois s'efforcent de cacher à leurs peuples les réalisations de la culture sovié-

1. Ce rapport (publié le 21 septembre 1946) blâmait essentiellement les revues littéraires *Zviezda* et *Leningrad* d'avoir complaisamment accueilli les œuvres de l'humoriste Zochtchenko et de la poétesse Anna Akhmatova. Ces deux écrivains furent mis à l'index comme « ennemis du peuple ». La revue *Leningrad* fut supprimée. On nomma de nouveaux rédacteurs à la revue *Zviezda*. Le président de l'Union des Écrivains soviétiques, Nicolas Tikhonov, fut destitué de ses fonctions. On ne le remplaça pas, mais on nomma Alexandre Fadeïev, écrivain bien en cour, lauréat du prix Staline, secrétaire général de l'Union.

tique et tentent d'élever un rideau de fer qui ne laisse pas filtrer au delà de la frontière la vérité sur l'U.R.S.S.

Or, c'est le contraire qui se produit. Jamais on n'a publié autant d'œuvres soviétiques qu'aujourd'hui dans les « pays capitalistes ». Jamais on n'a projeté autant de films soviétiques sur les écrans « bourgeois ». Ni à New-York, ni à Londres, ni à Paris, il n'existe de censure ni de congrégation de l'Index à l'égard des œuvres de l'esprit, d'où qu'elles viennent.

Au nom de la liberté, l'Occident accepte le risque de la contamination communiste. Les dirigeants de l'U.R.S.S., eux, n'acceptent pas le risque d'une contamination bourgeoise. Ce sont eux, et eux seuls, qui opèrent un sévère filtrage et qui abaissent le rideau de fer entre le monde extérieur et l'U.R.S.S. Auraient-ils besoin d'élever des barrières artificielles s'ils étaient tellement convaincus de la supériorité et de l'invulnérabilité de la culture soviétique ?

ANDRE PIERRE.

# INVENTEURS ET INVENTIONS

En 1930, il se déposait en France 24.000 brevets d'invention dont le partage était sensiblement égal entre inventeurs français et demandes émanant de l'étranger. En 1937 étaient déposés 17.120 brevets dont 7.576 pour la France, 3.560 pour l'Allemagne, 1.482 pour les Etats-Unis, 1.072 pour la Grande-Bretagne. Le fléchissement s'atténue à 18.020 brevets pour l'année 1938, la dernière qui ne soit pas une année de guerre : les Français effectuent 6.298 dépôts, les Allemands 6.216, les Américains 1.144, les Anglais 890. Nous n'osons évoquer les chiffres des années maudites que nous voudrions effacer de notre mémoire. Mais pour 1944 les brevets d'invention délivrés en France tombent à 11.638 sur lesquels il ne faut pas compter moins de 5.500 brevets d'origine allemande. Ces chiffres conservent leur valeur d'avertissement ; ils ne deviendraient trompeurs que pour celui qui voudrait en tirer des déductions trop rigoureuses et qui oserait par exemple avancer que le génie inventif français fût tombé en léthargie.

Ce tarissement des sources apparentes de la création trouve son explication dans les circonstances exorbitantes du commun qui furent imposées aux chercheurs. Les Français n'ont pas cessé d'inventer malgré la pesanteur de l'occupation, en dépit de la précarité des organisations matérielles. Les travaux se sont poursuivis clandestinement dans les laboratoires mais comme nous ne voulions pas que l'ennemi eût connaissance de notre labeur réel, puisque tout était camouflé, nous n'avons rien pu réaliser. C'est ici qu'il importe de distinguer entre la capacité d'invention et la faculté de production, au sens propre du mot, c'est-à-dire de mettre au jour et de conduire sur le théâtre du monde les découvertes susceptibles d'une application industrielle.

Le goût de l'invention subsiste par bonheur et nous dirons qu'il est presque une nécessité. Que cet amateur qui tourne le bouton de son poste d'un geste désabusé devant cette merveille songe qu'il faut disposer de 48 brevets pour fabriquer un tube à vide à cinq électrodes et qu'un poste récepteur de radiodiffusion implique la mise en œuvre d'environ 600 brevets.

L'intérêt de l'inventeur dépassant le stade du bénéfice privé pour se mouvoir aisément sur le plan national, il est permis de se demander pourquoi il est si loin de jouir de la faveur des pouvoirs publics. Il n'est pas une loi, mais

surtout il n'est pas une ordonnance ou un décret qui ne soit publié sans qu'il ait pour résultat de restreindre les droits de l'inventeur. Là comme dans d'autres domaines, l'Etat manifeste son instinct d'accaparement, tandis que ses ministres ou ses représentants témoignent du goût de l'arbitraire et de l'appétence à vouloir tout embrasser sous leur régie impérieuse.

***

Le fisc est le premier ennemi de l'inventeur puisqu'il lui ravit son fruit. L'Administration des Conributions directes a toujours considéré les revenus de l'invention comme imposables tant du point de vue des impôts cédulaires que de l'impôt général sur le revenu. Ainsi arrivons-nous au résultat suivant : un ingénieur marié, avec un enfant, gagnant 100.000 francs par an qui, une année heureuse, cède un brevet d'invention pour 5 millions payera 1.250.000 francs d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et 2.711.000 francs d'impôt général sur le revenu, soit 3 millions 961.000 francs. De cette invention qui a condensé toute une période de son existence, de ses efforts et de ses espoirs, il lui restera un peu plus d'un million. Des mesures fiscales exceptionnelles doivent être consenties en faveur des inventeurs.

Certains s'expatrient et on pourrait citer plusieurs exemples de grands inventeurs qui se sont établis à l'étranger, privant ainsi la France, non seulement du bénéfice de leurs inventions passées et à venir, mais encore de leur propre personnalité, de leur expérience et du prestige qui s'attache à leurs découvertes.

Ainsi la première œuvre à accomplir en faveur des inventeurs consiste à les libérer d'une législation malfaisante qui les entrave.

***

Est-ce à dire que nous comptons sur l'Etat ? Est-ce que selon une expression consacrée il suffit d'appeler l'attention des pouvoirs publics sur ces élites pour leur restituer leur fonction dans la cité ? Certainement non.

Quel que soit l'intérêt de l'Etat, il ne faut pas oublier que la nature des brevets d'invention et de la propriété industrielle relève de la libre initiative et du jeu des forces les plus capricieuses et les plus intimes de l'imagination humaine. L'intervention du prince doit se montrer singulièrement circonspecte. Si nous sommes résolus à faire renaître des foyers spirituels éteints ou en sommeil, il convient tout d'abord de respecter le champ des entreprises individuelles et de favoriser la libre éclosion des idées qui précède le choix de leurs méthodes d'exploitation.

Le gouvernement provisoire de la République, à la veille de remettre ses pouvoirs à l'Assemblée Constituante, a voulu prendre le 2 novembre 1945 une ordonnance réorganisant le centre national de la recherche scientifique.

Nous ne sommes pas sûrs que des résultats pratiques répondent à de si nobles efforts. Sans doute dans le domaine de la recherche pure un tel insti-

tut peut jouer un grand rôle. Dans celui de la recherche appliquée il arrivera certainement à des résultats. Cependant nous ne pensons pas qu'ils puissent être comparables à ceux que nous devons espérer des cabinets d'étude et les laboratoires de recherches bien conduits dans l'industrie privée. Ici nous avons toutes les conditions du plein rendement. Un courant spirituel continu s'établit entre la spéculation et la technique. Les expériences sont immédiates ; la réalité sollicite l'imagination du chercheur ; les hypothèses sont empreintes des besoins pratiques. Les laboratoires de l'industrie privée n'ont pas le calme du cloître : ils évoquent plutôt le bourdonnement de la ruche. De plus ils sont stimulés par l'aiguillon de l'intérêt privé ; ils trouvent dans l'initiative individuelle et dans la liberté des concours le ressort toujours tendu de leur force aussi bien que dans l'indépendance des champs de prospection, les surprises et les trouvailles dans la souplesse. N'est-ce pas là la merveilleuse aventure qui advint à Irving Langmuir lorsqu'il commença de travailler dans les laboratoires de recherches de la General Electric.

Ses recherches antérieures sur la perte de chaleur des filaments de tungstène dans l'hydrogène avaient conduit M. Irving Langmuir à la découverte de l'hydrogène atomique et lui avaient permis de mesurer la chaleur considérable absorbée au cours de la dissociation de l'hydrogène. Quelques années plus tard M. Langmuir eut l'idée d'associer l'hydrogène à la pression atmosphérique et un arc électrique à intensité élevée. Il en est résulté, pour la technique, le procédé de soudure à l'hydrogène atomique, qui permet la soudure des aciers au chrome et l'obtention de soudures étanches au vide, et, pour tout le monde la possibilité de construire des réfrigérateurs électriques domestiques parfaitement hermétiques.

***

Conscients du rôle joué par les chercheurs, de bons esprits se sont préoccupés de défendre leur condition en réglant les rapports des inventeurs salariés et des employeurs. A vrai dire la jurisprudence s'était efforcée depuis longtemps de trouver des solutions équitables à ce conflit dont les termes sont infiniment variables, selon les contrats qui lient les parties, et suivant les circonstances qui accompagent la naissance de l'invention. Dans le projet de loi sur les brevets d'invention que nous avions soutenu à la Chambre en 1925 et au Sénat en 1933 et 1935 nous nous étions bornés à cristalliser dans un article concis les données de la jurisprudence. « L'invention due à un employé lui appartient en propre, sauf si elle rentre dans l'objet même de son contrat avec l'employeur ou si elle résulte directement du travail qui lui était départi. Une rémunération supplémentaire peut lui être attribuée dans des conditions exceptionnelles ».

Comme il paraît difficile d'obtenir du Parlement une loi d'ordre général sur les brevets d'invention, l'idée s'est fait jour dans des cercles d'étude et dans les milieux intéressés de limiter notre ambition à un projet de loi spécial concernant les inventions dues à des salariés. Un texte, fruit de longues délibérations, est en ce moment en deuxième lecture devant le Comité Supérieur des Inventions, avant qu'il ne soit soumis au Parlement. Nos collègues

s'appliquent à une rédaction laborieuse qui puisse allier la souplesse à la précision pour discriminer dans une usine et dans le laboratoire qui en forme souvent l'annexe, les inventions indépendantes, les inventions dépendantes et les inventions de service. En cette matière la prolixité du texte est souvent au détriment de la pertinence du droit. Ceux qu'un législateur inquiet de justice dans les rapports sociaux entend protéger sont-ils sûrs de trouver dans la loi un secours ou de subir de nouvelles entraves ?

Aujourd'hui, où il est fréquent que les ingénieurs travaillent en équipe, n'est-ce pas d'une singulière vanité que de prétendre évaluer un brevet pris isolément et d'entreprendre à son sujet une recherche de paternité qui risque fort d'aboutir à une captation ? Tel brevet n'est plus l'objet d'une exploitation unique. L'usage des brevets est réalisé sous plusieurs formes à des échelons différents, si bien qu'une interconnexion des inventions tendrait plutôt à verser tous les brevets d'une entreprise dans un patrimoine collectif. Il reste de ce débat que rien ne doit être négligé pour relever la condition de l'inventeur, disons mieux pour rappeler son éminente dignité et stimuler son zèle en garantissant en sa faveur une parfaite distribution de la justice.

⁂

La vocation internationale ouverte au droit de l'inventeur nous impose aussi certains redressements dans des conceptions ésotériques qui ne résisteront pas à de grands courants humains : ainsi de notre exigence draconienne de la nouveauté absolue de l'invention qui expose le créateur à une nullité, née de son fait personnel, lorsque avant de prendre son brevet, il se livre à des essais, communique son idée, la diffuse dans une conférence.

Nous avons souvenir d'avoir subi à la Conférence de Londres en 1934 un grand assaut de la part des Américains contre cette cause de nullité qui leur paraissait révoltante, alors que chez eux l'inventeur est admis à divulguer, et même à exploiter, son invention deux ans avant de se résoudre à la faire breveter.

Nous avions confié à notre savant collègue de la Délégation française, M. Camille Blétry, le soin de défendre au cours du débat le plus animé de la Conférence de Londres une thèse française plus libérale. Il fut chargé de faire en notre nom une déclaration à la séance solennelle de clôture pour rappeler que le gouvernement de la République avait toujours eu le souci de faire respecter les droits de l'inventeur indépendamment de toute considération économique et que, dès maintenant, nous voulions rechercher des mesures concrètes de manière à permettre au premier inventeur dans un pays de l'Union de faire prendre date légalement à sa création avant toute demande régulière de brevet de telle manière que non seulement cette demande ne soit pas invalidée par des faits personnels de l'inventeur dans l'intervalle mais encore que, le cas échéant, ce dernier soit admis à faire la preuve de sa priorité à l'égard d'un tiers.

⁂

Ce tableau qui laisse paraître plus d'ombres et de pénombres que de plages lumineuses pour les inventeurs ne doit pas nous induire au doute sur la

force de notre génie créateur et sa capacité de rayonnement qui brilla parfois d'un éclat si singulier. Certes, nous avons de grands retards à récupérer dans le domaine des fabrications, mais nous sommes encore en flèche dans certaines conceptions qui marquent des progrès reconnus, monnaie d'échange appréciable qui nous permettra d'intégrer par simple compensation à nos actifs techniques les conquêtes de l'industrie américaine. Risquons des exemples : la télévision où nous sommes arrivés, avant les Américains, à mettre au point, la télévision à haute définition, la détection des mines, les détecteurs américains ayant abandonné leur système en faveur du nôtre ; le radar, cette admirable invention, l'un des meilleurs outils de la victoire, où la contribution française aux découvertes de base fut éminente. Démonstration en fut administrée par mon ami Emile Girardeau dans une remarquable communication à l'Académie de la Marine le 7 décembre 1945, plus passionnante à lire que le plus beau des drames. C'est aux Français que revient l'honneur d'avoir installé, les premiers, en novembre 1934, sur le cargo « *Oregon* » de la Compagnie Générale Transatlantique un équipement utilisant l'écho électro-magnétique permettant de déceler un obstacle, de le localiser même avec une approximation assez large. De ce jour le radar était né. Les Anglais nous suivirent de près. Mais, malgré leurs essais, les Français ne perdaient pas leur avance sur le terrain technique.

L'équipement du « *Normandie* », construit dès août 1935, mettait à profit les enseignements de « l'*Oregon* ». Obligés d'accroître leur puissance les Français furent mis sur la voie du perfectionnement le plus important : la création du magnétron à impulsions. Celui-ci devait être le générateur de l'émission puissante sur ondes ultra courtes créée par la coopération franco-britannique. Qui ne connaît la fortune incommensurable de cette invention ?

Ainsi, nos ruines, les difficultés de notre mission pour sortir du chaos ne doivent pas nous dissimuler la puissance de certaines forces latentes dont le pays est travaillé. L'art est non seulement de les aider à se produire au jour mais encore de ne pas les froisser par des interventions intempestives. Or le plus grand mal dont nous puissions souffrir aujourd'hui est l'intrusion de l'Etat dans tous les domaines : au nom d'une fausse idéologie, des doctrinaires simplistes veulent absorber des richesses et des capacités de travail sous la discipline d'une régie collective. Rien ne serait plus funeste à l'éclosion des conceptions nouvelles et à la fécondité des inventeurs. Des hommes experts nous répètent que le travail fructueux est désormais le travail en équipe : cela ne signifie pas le travail sur commande ou le devoir obligé comme à l'école.

MARCEL PLAISANT.

# IMAGES DE PARIS

*La rentrée d'Arthur Rubinstein.* — En octobre 39, Arthur Rubinstein, tenu d'aller en Amérique du Nord et du Sud par d'importants contrats, quitta, avec sa femme et ses deux enfants la France qu'il aimait et habitait depuis plus de trente ans. Les événements ne lui permirent plus de revenir en Europe, et il se fixa en Californie, achetant à Pat O' Brien, l'acteur de cinéma, une charmante maison à Los Angeles. Mais un grand pianiste est forcément un grand voyageur, et si toute une partie de la terre, du côté de son cœur, lui demeurait interdite, il lui restait encore suffisamment de place pour promener son talent, et le Mexique, le Pérou, le Chili, l'Argentine, le Venezuela aussi bien que tous les États-Unis, réclamèrent de l'entendre.

C'est cet artiste fameux dans le monde entier que l'on vient ici d'avoir le bonheur d'acclamer à nouveau. Il nous est revenu, enrichi de deux autres enfants, et de la triste expérience de huit années douloureuses passées loln de sa terre polonaise et des trottoirs de Paris, qui, dès sa jeunesse, lui furent familiers. C'est en souvenir de tant de souffrances devinées et partagées qu'il a voulu que son premier concert chez nous fût donné au bénéfice de « Revivre », offrant avec générosité son cachet à cette œuvre, comme de loin en Amérique il n'a songé qu'à aider ses compatriotes, en créant une « Fondation Chopin », dont le slogan est *Chopin asks for his royalties* (Chopin réclame ses droits d'auteur). Il a ainsi amassé presque un demi-million de dollars pour secourir les musiciens pauvres de son pays natal, acheter des instruments à ceux qui n'en ont pas, enrichir la Philharmonique. Arthur Rubinstein n'oublie pas qu'il eût des débuts difficiles, et sait que les soucis matériels peuvent annihiler un artiste.

C'est en 1904 qu'il vint à Paris pour la première fois, invité par le comte Skaarzynski. L'impresario Gabriel Astruc fut convié à l'entendre jouer et lui fit signer un contrat de cinq ans, contrat modeste qui assurait tout juste sa subsistance. Il connut alors Jacques Thibaut, Ducasse et

Ravel, et débuta au Nouveau Théâtre, avec Chevillard comme chef d'orchestre. Une jeune inconnue avait payé pour chanter à ce même concert : c'était Mary Garden. Au cours d'une visite à Paderewski, à Morges — Paderewski dont il avait refusé jadis les leçons pour ne pas peiner le vieux maître de son enfance, Heinrich Barth — il joua devant un critique musical important de Boston, et fut engagé pour trente-cinq concerts en Amérique. C'était en 1906 et il découvrait New-York. Cette tournée, il en convient lui-même, ne fut pas un succès. Le tout jeune homme qu'il était alors s'intéressait davantage à la vie qu'à la musique. Tout le passionnait, le monde et les femmes, les dîners et les bals, et les nuits n'ajoutaient pas assez aux jours pour contenir tous ses appétits de plaisir. Il ne dormait pas, il ne travaillait pas, mais il trouvait cependant le temps de lire, et quand le livre était captivant, jusque pendant l'entr'acte de ses concerts. Il n'était pas encore conscient de ce qu'il devait à son art : la musique était en lui comme un sixième sens, et il ne s'étonnait pas plus de le posséder que celui de la vue ou de l'odorat. « Je dépensais mon capital de talent, explique-t-il, et je ne songeais pas à l'augmenter. » Prodigalité qui s'ajoutait à toutes celles qu'il avait déjà. Car, rentré à Paris sans un sou, il n'en était pas moins fastueux, dépensait sans compter, donnant des fêtes dans sa petite maison de Montmartre posée sur un jardin en quart de Brie, traitait ses hôtes jusqu'à l'aube, dans les boîtes de nuit, et au matin quand tous rentraient exténués, allait prendre chez Graff un pied de porc grillé, puis allumant un gros cigare, remontait à pied jusqu'à la rue Ravignan, en fredonnant quelque phrase de Beethoven ou Chopin, que souvent il devait jouer quelques heures plus tard dans un récital.

Ses dons, son tempérament, sa personnalité faisaient qu'il était adoré par tous ceux, chaque fois plus nombreux, qui venaient l'écouter et ne lui ménageaient pas les ovations ; mais les critiques souvent furent sévères. S'il ne s'était pas marié, s'il n'avait pas eu des enfants, se serait-il contenté toujours d'être cet enfant gâté du public, aux triomphes faciles, mais dont les musiciens exigeants savaient qu'ils pouvaient attendre encore davantage ? En tous cas, c'est pour sa famille, pour ses fils et ses filles, avoue-t-il, qu'il s'est mis à travailler vraiment, et « à faire des progrès », comme il le dit avec une charmante modestie. Non par une ambition de célébrité et de succès déjà largement atteints, mais par celle plus noble de laisser un grand nom, un nom de pianiste inattaquable à ses enfants : que l'on ne puisse jamais leur dire : « Oui, mais... » Ce retour en France, si émouvant pour lui après huit années d'exil forcé, n'est pas seulement un acte d'amour envers sa patrie d'élection, mais un touchant désir d'humilité à l'égard de certains souvenirs du passé, où sa gloire fut trop aisément gagnée : « Montrer que je joue mieux qu'alors ». Sur la scène du Palais de Chaillot et celle du Théâtre des Champs-Élysées, Arthur Rubinstein a pu constater, par l'enthousiasme unanime qu'il déchaîna, qu'il avait atteint le but que sa probité d'artiste s'était assignée.

Dernier né, à Varsovie, d'une riche famille d'industriels de Lodz, le petit Arthur était un enfant silencieux, que nulle hérédité particulière ne prédisposait à la musique. Silencieux, et même tardif, car à deux ans il ne parlait pas, et ne savait que chanter, traduisant ses puérils désirs par un air approprié. Ainsi chantait-il le quadrille des Lanciers quand il voulait du fromage, dont le nom polonais est homonyme. C'est à peu près au même âge qu'il jouait d'oreille, sur le piano de ses sœurs, les morceaux qu'il venait de leur entendre déchiffrer, poussant l'imitation jusqu'à tourner les pages du cahier qu'il ne pouvait lire, sur la note exacte où il le leur avait vu faire. Frappé par ses étonnantes dispositions, son oncle l'emmena à Berlin, à l'âge de quatre ans, voir le fameux Joseph Joachim, le plus célèbre violoniste du temps avec Paganini, l'ami de Brahms, Schumann et Mendelsohn, de Wagner et de Liszt. Avec la divination des grands artistes, celui-ci comprit qu'il y avait là autre chose qu'un cas clinique, et donna des conseils. On acheta un petit violon à l'enfant. Il le cassa tout de suite, et retourna à son piano : il n'aimait que la polyphonie. Ses parents n'ayant aucun désir d'en faire un prodige, le confièrent simplement à la maîtresse de piano de ses sœurs. Il joua une fois seulement dans un concert de bienfaisance, une sonate de Mozart. Mais soudain, tout comme dans les romans de Balzac, la famille Rubinstein fut totalement ruinée. On envoya Arthur, qui avait alors sept ans, au Conservatoire de Varsovie et on le laissa seul dans cette ville en pension. Il prenait des leçons particulières avec Rozycki, dont le fils, le compositeur actuel, était à peine plus âgé que lui. Arthur Rubinstein explique comment à l'époque, on était très cérémonieux en Pologne, où les enfants eux-mêmes se parlaient à la troisième personne, et s'appelaient entre eux « chevalier ». Et il raconte qu'il n'a jamais oublié le jour où le cachet de ses leçons ayant trop tardé a être payé, le jeune Rozycki entrebâillant la porte à son coup de sonnette lui dit : « Est-ce que le chevalier a l'argent ? » et sur sa réponse négative lui claqua le battant au nez, le laissant désemparé sur le palier avec son rouleau de musique. Cet incident décida ses parents à l'envoyer enfin à Joachim, à Berlin, où celui-ci intéressa à la carrière de son protégé quelques banquiers israélites, qui l'aidèrent à subvenir à son entretien et son éducation. C'est ainsi qu'on le confia au vieil Heinrich Barth, l'élève de Hans von Bulow et de Tausig. A onze ans, Arthur Rubinstein joua du Mozart en public à Postdam. Heinrich Barth, qui assistait au concert dans la coulisse, l'avait préparé, sermonné, discipliné pour qu'il se concentrât avant d'entrer en scène. Il étonna et enchanta l'auditoire. Il fut rappelé pour un bis, et très satisfait de lui joua la *Romance sans paroles* de Mendelssohn. Et tout trac aboli, il regarda dans la salle, fit des sourires à ses amis, perdit le fil de la mélodie, s'embrouilla, mais impertubable improvisa et termina brillamment le morceau. Il quitta son piano très penaud, et comme les enfants qui redoutent une gifle, revint le coude en avant protégeant son visage, vers son professeur. Mais Barth le saisit dans ses bras, l'enleva

de terre, et lui dit en l'embrassant : « Toi, sale gosse, tu réussiras ! » Arthur Rubinstein qui a un prodigieux talent de conteur, et un inépuisable choix d'anecdotes et d'aventures personnelles à sa disposition, mime celle-ci avec une drôlerie inimitable. Cependant s'il partage le rire de son auditeur, une certaine émotion tremble dans sa voix lorsqu'il évoque ce début de carrière et parle de son vieux maître qu'il vénère, et auquel il ne cesse d'être reconnaissant. Pourtant il avait quinze ans lorsqu'il le quitta, à cause de Chopin et de son premier amour. Car il eut cette chance de découvrir en même temps l'un et l'autre. Barth était anti-Chopin, et Arthur Rubinstein négligeait son grand compatriote et ne connaissait que les classiques allemands. Seulement il revint un jour à Varsovie pour y donner un concert, appelé par Meynarski, le directeur de la Philharmonique, dont il devait, bien plus tard, épouser la fille. La charmante Nella n'était pas née encore, et ce n'est pas ce joli visage qui troubla alors ce cœur d'adolescent. Mais une autre beauté lui fit entendre Chopin, et combina l'enchantement de l'âme et des sens. « Ce fut le drame de ma vie », dit Arthur Rubinstein, car Chopin et la dame l'obligèrent à rester à Varsovie et à abandonner ce Barth qui n'aimait que Beethoven. Celui-ci lutta quelque temps pour retenir à Berlin son élève préféré, mais les deux amours furent les plus forts.

Si le vieux maître en éprouva alors de l'amertume, il avait trop de foi en le talent qu'il avait vu naître, pour ne pas s'être consolé de sa déconvenue, avant même que dans le paradis des musiciens où il doit être aujourd'hui, et où sa récompense est sûrement d'entendre tout ce qui est harmonie sur cette terre, il ait compris ce qu'ajoute au génie de Chopin celui d'Arthur Rubinstein.

***

*Le Diable au Corps.* — Ce roman de Raymond Radiguet, il l'a écrit entre sa seizième et dix-huitième années. Il est mort à vingt ans, en corrigeant les épreuves du *Bal du Comte d'Orgel*, dans la chambre d'hôtel où « les soldats de Dieu, comme il disait dans le délire de sa fièvre typhoïde, le fusillèrent ». C'était en 1923.

Jean Cocteau aime à fréquenter la jeunesse, « qui lui apprend beaucoup plus que l'âge » et il eut toujours ce privilège de l'attirer et de la charmer. Un matin de 1918, on lui annonça « qu'un enfant avec une canne » demandait à le voir. C'était Radiguet, petit, pâle, myope, les cheveux mal coupés, mais avec un beau visage construit pour durer. Il apportait au poète des feuilles de cahier d'écolier, chiffonnées, qu'il approchait de son œil pour y lire des poèmes très courts qu'il venait d'écrire. Cocteau devina son génie, le força à travailler, l'enfermant, comme pour un pensum dans sa chambre afin qu'il finît un chapitre. Mais Raymond Radiguet ne fut pas un enfant prodige. Pour lui, comme pour Rimbaud, l'âge ne signifie rien. « Tous les grands poètes, écrit-il dans des notes retrouvées après sa

mort, ont écrit à dix-sept ans. Les plus grands sont ceux qui parviennent à le faire oublier. » Radiguet lui aussi y parvint. Rien de moins puéril, de moins naïf, que ce petit roman où il se penche sans complaisance aucune sur l'histoire de ce garçon de seize ans durant les derniers mois de l'avant-dernière guerre. Avec son gros œil myope, pareil à la loupe d'un entomologiste, il observe les mœurs de deux adolescents, créatures sans importance au milieu du bouleversement mondial, insectes qui croient passer inaperçus à la faveur du désordre de la fourmilière renversée. Impitoyablement, il note leurs allées et venues, les ravages de leur jeune appétit et leur monstrueux égoïsme. Il ne s'attendrit jamais sur eux, pourtant rien n'est plus pathétique que leur cynique aventure, où l'amour et la mort ne sont pas de leur âge, et marquent ces enfants précoces de l'étoile au front des prédestinés.

*Le Diable au Corps*, lancé par Bernard Grasset à grand tam-tam de réclame, « comme le chocolat Poulain », disait-il lui-même en riant, eut dans les années 20 un grand retentissement. Le souvenir de ce livre étonnant durait encore dans quelques mémoires, mais pour beaucoup déjà il n'était plus qu'un titre. Fallait-il une autre guerre, pour que ce roman, né d'une guerre, ressuscitât ? Il fallait plutôt que Claude Autant-Lara eût l'idée d'en tirer un film. Rien ne redonne plus de prestige à une œuvre que de la découper en images à l'usage des foules. L'entreprise est hasardeuse et paraît souvent sacrilège. Il est rare pourtant qu'elle desserve un chef-d'œuvre, même si elle le trahit, car du moins elle donne envie de le relire, et il arrive qu'elle le fasse lire à ceux qui ne le connaissaient pas. De quoi donc alors pourrait se plaindre l'auteur ?

Si Radiguet vivait encore, il aurait sans doute partagé les angoisses qu'éprouvèrent ses amis, en apprenant que le cinéma s'emparait de son roman. Il eût craint que ce petit livre qu'il avait voulu sobre jusqu'à la sécheresse ne fût enflé, déformé par ses adaptateurs, et que ce récit à la première personne, où les spéculations de l'esprit ne laissent pas de place au dialogue, parût affadi par l'alternance des répliques supposées des personnages. Mais aujourd'hui, tout comme ses admirateurs, il serait reconnaissant à Autant-Lara, Aurenche et Pierre Bost de leur audace à choisir la mince aventure, dont il mêla le fil ténu à la grosse trame du conflit de 14, comme prétexte à un des films les plus bouleversants que l'on ait jamais produits. Se serait-il retrouvé en Gérard Philippe, qui interprète son personnage, ou du moins le héros du *Diable au Corps* ? Peut-être pas, non plus qu'il n'eût trouvé ressemblant au Parc-Saint-Maur de son enfance, le Nogent-sur-Marne où le cinéma a placé l'action de son roman. Mais il aurait reconnu les images de sa guerre, avec son charme de « grandes vacances » pour un garçon de son âge, et la triste promiscuité du lycée avec l'hôpital, comme l'invisible présence de ce « front » immobile et tout proche, digue qui laissait déborder la marée des blessés et des permissionnaires, dont le flot régulier noyait tout le pays. Car à tous ceux qui sont nés au début de ce siècle, et ne furent en 14

que d'innocents spectateurs, Autant-Lara a su faire revoir ce qui suscitait leur attendrissement et leur pitié : c'est le pas sonore et pressé d'un soldat couleur du temps, casqué, la musette en bandoulière qui rentre chez lui pour une semaine de détente, ou le sempiternel cortège de ces camions à croix de sang d'où l'on extrait, pieds en avant comme pour les accouchements difficiles, des guerriers dont les souliers cloutés dépassent les brancards.

C'est sur ce fond d'une douloureuse monotonie que s'inscrit la liaison d'un jeune homme et d'une jeune femme, dont le mari n'est jamais là, parce qu'il se bat. Histoire banale, aventure fréquente à chaque guerre, et qui ici n'a d'intérêt, et n'a choqué quelques-uns, que parce qu'il s'agit d'un collégien dont la maîtresse a dix-neuf ans. Pourtant c'est leur jeunesse qui donne à leurs amours coupables la clarté du cristal, éclipse la laideur de leur trahison, et leur est cette prison où ils tournent, sans trouver d'issue à une aventure qui est plus grande qu'eux. Couple d'enfants sans gaieté, toujours prêts à se disputer et à se battre, qui se griffent le cœur, pleurent et se réconcilient, dont les caresses remplacent le goûter de quatre heures, et la sensualité jamais assouvie, les fringales de la croissance. L'odeur d'un feu de bois d'olivier embaumait le livre de Radiguet ; l'écran en suggère l'éclat et le parfum. Dans la chambre de Marthe il illumine les jeux des adolescents, il brûle encore durant leur étreinte, mais quand au matin ils se mettent à la fenêtre, le reflet des flammes ne fait plus resplendir leurs visages, et l'aube triste de la banlieue n'éclaire que leur jeunesse fanée par la volupté, et leur triste bonheur que le jour détruit, comme la mer un château de sable.

Si les adaptateurs cinématographiques du *Diable au Corps* ont su, sans s'attacher scrupuleusement au déroulement de l'action du roman, respecter son esprit et trouver dans le dialogue des équivalences à la pensée du narrateur, il leur restait encore à vaincre une difficulté, celle de l'interprétation. Eut-elle été seulement un peu moins parfaite que le film peut-être eût paru manqué. Mais Gérard Philippe et Micheline Presles y sont admirables. Celle-ci pouvait aisément paraître antipathique dans le rôle de la jeune épouse, qui oublie tous ses devoirs dans les bras d'un gamin dont elle est l'aînée, non seulement parce qu'elle a trois ans de plus que lui, mais parce que femme elle est plus précoce, et que mariée elle connaît déjà les servitudes de la chair. C'est elle, et Radiguet lui en avait laissé encore plus, qui prend presque toutes les initiatives. C'est elle aussi qui oublie son mari, au point de ne consentir à lui écrire que si son amant lui dicte ses mensonges, et la paie d'un baiser. C'est elle encore qui va jusqu'à dire : « Nous sommes récompensés d'avoir lu cette lettre de Jacques avant de la déchirer. Il m'annonce qu'il va y avoir une offensive et que sa permission est supprimée. » Mais Micheline Presles rend tout cela supportable, car incarnant une véritable égoïste, elle fait preuve d'une totale ingénuité. Son désir l'entraîne comme une aveugle, que tire un caniche. Son visage lisse comme un caillou, ses doux yeux sans regard,

sa bouche gourmande, sa voix nette, sa beauté et sa grâce enfin servent son personnage. Mais il lui faut un vrai talent pour devenir cette femme enceinte, portant un ventre douloureux, et sur le point d'accoucher dans un bar, au milieu du bruit et de l'agitation d'une veille d'armistice. Cette séquence du film remplace, avec beaucoup de force d'ailleurs, une scène du roman dont on regrette pourtant qu'Autant-Lara ne se soit pas servi : le lamentable aller et retour des amants, dans un train cahotant, fuyant leur logis des bords de la Seine, à la recherche d'un hôtel à Paris où passer la nuit. Elle, déjà grosse et fatiguée, lui têtu et sournoisement méchant comme un enfant peut l'être, et comme lui aussi trop intimidé pour oser jamais demander une chambre. Cet enfant-là, Gérard Philippe le représente à merveille. Il en a l'obstination, la violence et les sourdes rancunes. Brimé par sa maladroite jeunesse, il a pourtant des colères viriles, et parfois la tendre autorité d'un qui sait bien le prix du plaisir qu'il donne. Cependant son amour est plus simple et plus spontané que celui du héros de Radiguet, qui s'analyse trop, pèse et calcule ses actes, et n'est par deux fois infidèle que pour se prouver à lui-même qu'il est un roué. Mais c'est bien ce même malaise du jeune âge qui les gêne tous deux, les rend impuissants à savoir ce qu'ils veulent et impatients à trouver ce qu'ils cherchent. Éternel personnage de l'adolescent, dont le cœur vise trop loin, quand ses faibles bras sont encore incapables de ramasser sa proie. Décrit par Radiguet, dessiné par Autant-Lara, Gérard Philippe lui a donné la vie.

DENISE BOURDET

# LES LIVRES D'HISTOIRE

La légende veut que l'approche de l'an mille ait inspiré aux hommes une particulière terreur. Mais il faut en croire là-dessus M. Edmond Pognon[1] : le monde, en l'an mille, alla son train ordinaire. En cherchant bien, M. Pognon n'a déniché qu'un seul prédicateur qui ait annoncé la fin du monde pour cette date. Encore se fit-il vertement rabrouer par Abbon, abbé de Fleury, qui rapporte l'anecdote dans son *Apologie*. N'en doutons pas : l'an mille fut une année comme les autres. Cela n'empêche pas le dixième siècle d'être rempli d'événements : invasions normandes, élévation de la dynastie capétienne, restauration de l'empire en Allemagne, création de Cluny, batailles de clans à Rome, assassinats princiers, guerres féodales, sans compter les famines, les pèlerinages, les miracles, les présages et les découvertes de reliques. Et quelles reliques ! La verge de Moïse à Sens et le chef de saint Jean-Baptiste à Saint-Jean-d'Angély ! L'Europe chrétienne s'annonce, mais dans le chaos. De ce chaos, M. Pognon a tiré le livre le plus intéressant, le plus curieux, le plus humain et, pour tout dire, le plus amusant qui soit. Il lui a suffi de traduire et de publier bout à bout quatre ou cinq chroniques contemporaines, entr'autres *l'Ambassade à Constantinople* de l'évêque Liutprand, les *Histoires* de Raoul Glaber et la *Chronique du Limousin* d'Adhémar de Chabannes. L'époque n'est pas gaie, certes. Mais quelle vie et quel suc dans ces récits ! Quel relief y prennent les hommes et les choses ! Leurs naïvetés sont parlantes ! On s'intéresse à Glaber, moinillon agité, incommode, gobeur et révolté, qui change dix fois de couvents et que poursuit, pour la punition de ses péchés, un affreux petit diable, aux fesses « frémissantes », à la barbe de bouc et aux oreilles velues. On s'intéresse à ce Liutprand qui fut si mal reçu à Constantinople et dont le « reportage » enragé est d'une cocasserie incroyable. « L'empereur Nicéphore est un homme absolument monstrueux, un pygmée à la tête énorme, que ses petits yeux font ressembler à une taupe, encore enlaidi par une barbe courte et large, épaisse et grisonnante, affligé d'un cou pas plus gros que le doigt..., il a « un énorme ventre, le derrière sec », les cuisses trop longues et, avec cela, mal habillé, mal embouché, pourri d'orgueil, menteur et gueux, de surcroît. Quel ménage que celui du saint roi Robert le Pieux qui se laisse béatement voler par les pauvres qu'il nourrit, tandis que sa femme, l'altière Constance, en bonne ménagère qui sait compter, essaie en vain de rattraper les plats d'argent, les candélabres, les fourrures, les ornements d'or que son benêt de mari a laissés prendre à sa table ou couper à ses vêtements. »

1. L'*An Mille*, textes réunis et préfacés, par Edmond Pognon (Collections *Mémoires*, chez Gallimard).

On voudrait tout citer, tant on a eu de plaisir à lire. Notre temps n'est pas plus gai. Laissera-t-il des mémorialistes d'une telle verdeur ?

Si l'on ne savait que M. Aldous Huxley est un grand écrivain, il suffirait de lire le premier chapitre de son *Eminence Grise*[1] pour s'en convaincre. « Le moine avait retroussé son froc et ses jambes nues étaient crottées jusqu'aux genoux. Après les pluies du printemps, la route ressemblait à un marécage... Le soleil sortit de derrière les nuages. Le capucin leva les yeux et, d'après la position de l'astre dans le ciel, calcula qu'il devait être un peu plus de deux heures. Rome était encore distante de trois lieues. Il n'avait pas le temps de s'arrêter. Il lui faudrait faire, tout en marchant, son exercice d'anéantissement dans la Volonté essentielle... Il répéta lentement et à haute voix le *Pater noster ;* puis il s'attaqua à la phase liminaire de son exercice, l'acte de pure intention. Faire la volonté de Dieu... » Le récit se poursuit ainsi sur les trois plans entrecroisés, incidents de la route, méditation mystique, pensées politiques qui traversent avec insistance l'élévation vers Dieu. « Cornés comme ceux d'un sauvage par ses marches et contremarches incessantes à travers l'Europe, ses pieds nus pataugeaient dans les flaques dont ils faisaient rejaillir l'eau, se posaient sans hésitation sur les pierres au rythme des paroles récitées : « L'amour du Christ, l'amour du Christ... » On disait que le cardinal Neveu avait été froissé par la conduite de l'ambassadeur de Sa Majesté Catholique. « L'amour du Christ..., l'amour du Christ... » Ces Espagnols se perdraient constamment par leur arrogance stupide. « L'amour, l'amour, l'amour... » Enfin, tant mieux pour la France. Tout à coup, il s'aperçut que les mots qu'il se répétait encore s'étaient séparés de ses pensées... » Tout le chapitre est conduit avec un art consommé. M. Huxley a appelé un de ses romans *Contrepoints :* le mot vient de lui-même sous la plume.

Mais l'entrelacement subtil de la prière, de l'action et de la pensée profane n'est pas simple virtuosité. Le sujet du livre — un grand sujet — est précisément là : c'est la transformation, la déchéance, si l'on veut, d'une âme pieuse, née pour la contemplation, et devenue, sans presque s'en rendre compte, l'esclave de la politique, dans tout ce qu'elle comporte de réalisme, de manège et d'adhésion aux intérêts humains.

Le P. Joseph — François Leclerc du Tremblay — était né le 4 novembre 1577 : noblesse de robe du côté du père, noblesse d'épée du côté de la mère. Il grandit au milieu des troubles civils, parmi beaucoup de dangers et d'inquiétudes. Mais il est sain, robuste, habile aux exercices du corps, d'une intelligence très vive, avec une mémoire extraordinaire. A six ans, il est désigné par ses maîtres pour débiter, devant un auditoire nombreux et brillant, une oraison funèbre en latin, qui dura une heure. Il aurait pu aussi la dire en grec. La vocation lui vint tôt, à quatorze ans, à la suite d'une amourette, dont il perçut tout d'un coup le néant. C'était aux vêpres. Agenouillé devant l'autel, il ressentit en lui le tiraillement des deux amours, le profane et le sacré. Il y eut lutte. A la fin, il ne vit plus que le Christ

1. Aldous Huxley, *L'Eminence Grise*. Traduction de Jules Castier (1 vol. in-12. Editions du Rocher, Monaco).

cloué sur la croix qui, les bras ouverts, semblait l'attendre. Sa famille l'empêcha de remplir tout de suite son vœu. Il continua donc à se comporter en brave et honnête gentilhomme. Puis, devenu maître de ses actes, le 2 février 1599, il revêtit le froc de capucin.

Très vite, parmi les fils de saint François, il fut réputé comme le plus fidèle à la règle, le plus proche de l'idéal d'humanité, de bonté, d'austérité qui avait été celui du *poverello*. Devenu coadjuteur du provincial de Touraine, le voilà courant les routes, prêchant les campagnes, instruisant les novices, réformant les couvents. Il appartient à ce groupe de mystiques qui se réunissaient à l'hôtel Acarie et dont M. l'abbé Brémond a montré l'extrême importance dans l'histoire du sentiment religieux au XVII^e siècle. Pierre de Bérulle et son confesseur, André du Val, lui firent connaître un capucin anglais, le P. Benoît de Canfield, « le maître des maîtres », qui est à l'origine de cette merveilleuse renaissance de la religion intime et personnelle. Le P. Joseph demeura fidèle à ses enseignements. Dom Tarisse qui le vit à la fin de sa vie secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et l'un des puissants de l'Europe, témoigne qu'il continuait à diriger les religieuses de Fontevrault avec « tant de ferveur, de lumière et une si haute doctrine mystique, que c'est tout ce que les plus doctes, les plus contemplatifs, bien préparés, auraient pu faire et n'ont jamais peut-être fait. »

Mais comme beaucoup de mystiques, le Père Joseph était aussi supérieurement préparé pour l'action humaine. L'habitude de se concentrer pour la méditation donnait à sa volonté une force, une profondeur, une égalité et une persistance dans les desseins que les meneurs d'homme « professionnels », si l'on peut dire, sont très souvent loin de posséder au même degré. Le comte d'Avaux, un des négociateurs des traités de Westphalie, a dit de lui qu'il n'était jamais détourné de son chemin par une distraction et qu'il conservait en toute circonstance « la pleine jouissance des facultés de son âme ». Il rencontra Richelieu par hasard, ou presque. Richelieu était évêque de Luçon ; la province franciscaine qu'administrait le P. Joseph comprenait le Poitou. Richelieu était un évêque assidu, soucieux de prédication, le P. Joseph avait écrit une *Introduction à la Vie spirituelle* et, dans une région toute pénétrée d'hérésie, son éloquence passait pour faire des miracles. Richelieu rôdait autour du ministère. Le P. Joseph rêvait d'une Europe unie qui reprendrait la grande aventure des Croisades. Il se fera nommer supérieur des missions d'Orient et toute son activité politique ne sera pour lui qu'une préface à la tâche qu'il s'était assignée, entraîner le roi très chrétien à la reconquête des Lieux Saints.

L'idée n'est pas médiocre. Le P. Joseph s'est cru l'instrument de la Providence. S'il a été auprès de Richelieu nerveux, émotif, instable, l'incarnation du calme, de la volonté et de l'audace, il n'en a pas moins continué à vivre dans la pauvreté et les privations, portant cilice, multipliant les jeûnes, écrivant par milliers les lettres de direction, méditant sans cesse sur les souffrances du Christ et cherchant de toute son âme l'anéantissement en Dieu. S'est-il trompé sur les volontés de la Providence ? N'a-t-il pas prostitué les dons dont elle l'avait pourvu ? N'a-t-il pas sacrifié le divin à la terre et Dieu au démon ? M. Huxley le croit. Il a consacré des pages émouvantes à l'illustration du mysticisme pur. Mais il veut avoir trop raison. Il ne lui suffit pas que la politique soit par elle-même une tentation de

l'orgueil, il veut encore que cette politique — celle de la France — ait été une suite de violences, de fourberies et d'injustices.

Pour mieux accabler Richelieu et suggérer certaine assimilation, M. Huxley s'est appliqué à donner à son sujet une couleur contemporaine. Il fait du cardinal un « président du Conseil » ; il appelle Concini un gangster, alors qu'*aventurier* suffisait ; il dit que les récits de Croisade enflammaient les imaginations enfantines à la façon des histoires du Far-West ou des romans policiers d'aujourd'hui : ce ne serait encore que rajeunissement artificiel. Mais, à plusieurs reprises, il emploie aussi l'expression *politique de force* (est-il une guerre juste qui ait été gagnée autrement que par la force ?), et il appelle la monarchie des Bourbons un *gouvernement totalitaire :* c'est un énorme contresens.

La France de l'ancien régime n'est point une nation nivelée. C'est une confédération de provinces, d'ordres et de familles. Certes, à partir de Louis XIV, personne ne conteste plus la pleine puissance du roi, mais à toute décision gouvernementale s'oppose une masse de traditions, de contrats, de privilèges, de promesses, de faits acquis, que le droit n'oppose pas à la volonté royale, mais que les juristes admettent fictivement en être une expression et faire corps avec elle. Ces franchises, produits naturel de l'histoire et de la vie, font du gouvernement intérieur de la France une continuelle diplomatie. Les ministres les plus autoritaires, les plus épris d'unité, ont passé leur vie à négocier avec les villes, avec les Etats, avec les provinces, avec le clergé, à composer avec les métiers, avec les Grands, avec les Cours de justice. Comment peut-on appeler « totalitaire » un Etat dans lequel les magistrats, propriétaires de leur siège comme un notaire de son étude, pouvaient suspendre l'exécution des lois et répondre aux ordres du pouvoir par la grève des tribunaux ?

M. Huxley laisse entendre pareillement — et à vingt reprises — que Richelieu est responsable de la guerre de Trente Ans et des misères qu'elle a produites. Il accuse même le P. Joseph d'avoir répandu le cannibalisme et universalisé la pratique de la torture et de l'assassinat. Est-ce donc Richelieu qui a inventé le condottiérisme ? Organisé l'Union Evangélique ? Entrepris l'unification de l'Etat autrichien ? Organisé la défenestration de Prague ? Ecrasé les Tchèques à la Montagne Blanche ? Nommé Wallenstin généralissime ? Richelieu entre au Conseil en 1624, alors que la guerre allemande bat son plein depuis cinq ans. Elle ne fut pour lui qu'une nécessité de défense contre les rêves de domination nourris à Vienne et à Madrid par les deux princes de la maison d'Autriche, étroitement unis par la parenté et par les intérêts. Besançon et Arras étaient à l'Espagne. La liaison terrestre entre les deux monarchies se faisait par la Valteline, communication directe du Milanais espagnol au Tyrol autrichien : c'est là que s'alluma la querelle.

Les traités de Westphalie ont, dit M. Huxley, renversé la « tendance à la modernisation de la société allemande » et créé un « nouveau moyen âge artificiel et monstrueux ». Autre contresens. Ce n'est pas la France qui a imposé le morcellement de l'Allemagne : il était dans son histoire et dans ses vœux. Luther lui-même s'est vanté d'avoir enseigné aux innombrables princes « la plénitude de leurs droits et de leur puissance, réalisant ainsi ce que jamais les papes n'avaient pu faire ». Au surplus, si Richelieu avait à lui seul arrêté l'Allemagne sur le chemin de l'unité, aurait-elle motif à s'en

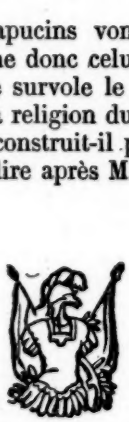
plaindre ? L'Allemagne des traités de Westphalie, c'est aussi l'Allemagne de Leibniz, de Bach, de Schiller, de Gœthe, de Mozart, de Beethoven même et de Kant, la plus civilisée, la plus riche et la plus pacifique des Allemagnes. Pendant tout ce temps où les traités de Westphalie furent respectés, la France entretint des relations amicales avec la plupart des Etats allemands et, quand elle fit la guerre à l'un d'eux, elle avait l'alliance des autres. La plante allemande est plus belle dans la division que dans l'unité. Benjamin Constant, qui a bien connu le Saint-Empire pour l'avoir longtemps habité, y avoir servi et y avoir pris femme, a judicieusement écrit : « Le traité de Westphalie valut à la nation allemande, à quelques exceptions près, un siècle et demi de liberté civile et d'administration douce et modérée. De cela seul que trente millions de sujets se trouvèrent répartis sous un assez grand nombre de princes indépendants les uns des autres et dont l'autorité, sans bornes en apparence, était limitée de fait par la petitesse de leurs possessions, il en résulta pour ces trente millions d'hommes une existence ordinairement paisible, une assez grande sécurité, une liberté d'opinions presque complète, et la possibilité pour la partie éclairée de cette société de se livrer à la culture des lettres, au perfectionnement des arts, à la recherche de la vérité. »

M. Hauser a justement caractérisé la politique de Richelieu par ces deux mots : modération et sagesse. C'est la modération qui, après la défaite des protestants, lui fait confirmer toutes leurs libertés religieuses ; c'est la sagesse qui lui fait écarter toute idée d'annexion en Belgique, sachant bien et disant qu'une frontière commune entre la France et les Provinces Unies serait la fin des bonnes relations entre les deux alliés.

Mais s'il est vrai qu'un livre nous intéresse, à la fois par son contenu et par la nécessité intérieure qui l'a fait naître, on est bien obligé de se poser une question. M. Huxley a publié son *Père Joseph*, aux Etats-Unis, en 1941. Quel sentiment le poussait, à cette date et en ce lieu, à émouvoir le public contre un prétendu impérialisme français ? Quelle nécessité l'obligeait, à la façon de l'illustre Pr. Grimm, à publier ce plaidoyer contestable en faveur de la pauvre Allemagne victime du méchant Richelieu, initiateur de la politique de force ?

Le dicton assure que les capucins vont toujours par deux. *Le Père Joseph* [1] de M. Lafue accompagne donc celui de M. Huxley. La distance est grande entre les deux. M. Lafue survole le sujet beaucoup plus qu'il ne le creuse. Le chapitre consacré à la religion du Père est déplorablement superficiel. Du moins M. Lafue ne reconstruit-il pas les faits selon une vue arbitraire. On se trouve bien de le lire après M. Huxley : il sert à le redresser.

PIERRE GAXOTTE



1. Pierre Lafue. — *Le Père Joseph* (1 vol. petit in-8°. Le Rayon d'Histoire, chez Hachette).

Les dépositions apportées par les principaux acteurs du grand drame qui secoua le monde se succèdent. A quelques détails près, elles tendent toutes aux mêmes conclusions ; mais chacune, selon le caractère et le tempérament du témoin, a sa tonalité propre. C'est un débat intérieur, indéfini et douloureux, qui marque celle de l'ex-chancelier d'Autriche Schuschnig, dans son livre *Requiem* (Editions Solft) traduit par M. André Françon.

Succédant au chancelier Dollfuss, que les nazis avaient assassiné en juillet 1934, M. Schuschnig chercha pendant près de quatre ans à sauver l'indépendance de son pays, de plus en plus menacé par Hitler, mais, le 12 mars 1938, il dut abandonner la partie, passer ses pouvoirs au gouverneur nazi Seyss-Inquart, et traverser les rues de Vienne, où flottaient déjà les drapeaux à la croix gammée, pour rentrer chez lui. Il voulait partager le sort commun de ses compatriotes, la férocité de Hitler s'acharna contre lui : arrêté, emprisonné, traité comme un criminel, transféré de geôle en geôle, il ne fut libéré qu'après l'écroulement du III^e Reich. Ces épreuves, si dures qu'elles aient été, paraissent peu de chose auprès du tourment qui, visiblement, n'a cessé de le hanter : a-t-il bien fait ? pouvait-il faire mieux ? C'est pour répondre à ces questions qu'il a écrit son livre, dont chacune des deux parties : *Kyrie...*, *Absolve Domine* sonne comme un psaume funèbre.

Les reproches qu'on lui adresse, il les connaît bien : n'avoir pas, délibérément, pratiqué une politique hostile à l'Allemagne nazie ; s'être plié, sans une résistance armée, aux exigences de Hitler ; avoir accepté de faire entrer dans son gouvernement les ministres nazis qui avaient été désignés par Hitler pour préparer l'annexion ; avoir donné le département, capital, de la police à Seyss-Inquart ; avoir lancé l'idée d'un plébiscite, puis y avoir renoncé, devant la fureur des nazis ; enfin, dans la journée décisive du 11 mars 1938, n'avoir pas tenté de réprimer le soulèvement des S.S. autrichiens, concerté avec Gœring. Sauf sur le premier de ces points (car s'appuyant sur de savantes considérations historiques et juridiques, il montre qu'une hostilité systématique de l'Autriche à l'Allemagne nazie était impossible, et même impensable), il n'est pas absolument sûr d'avoir eu raison. Non, croit-il, qu'une énergie plus prononcée, ou une opposition par les armes eussent été capables de changer le cours du destin, mais elles eussent, cela n'est point douteux, contraint Hitler à se charger de son premier grand crime international, le mettant ainsi en posture très nette d'agresseur. Certes, devant la conscience universelle, la position de l'Autriche et la propre position de M. Schuschnig eussent été meilleures ; il eût pu également, ménageant l'avenir, chercher asile à l'étranger, ce qui lui eût personnellement épargné sept ans de géhenne. Il a estimé pourtant que la résistance armée eût entraîné une guerre civile, sanglante et sans espoir, qu'il n'avait pas le droit de disposer du sang des autres, même pour la plus grande gloire de l'Autriche. « La résignation ou le martyre ? » Poignant débat, quand on pose la question non pour soi-même, mais pour un peuple entier.

On sent bien que, profondément chrétien, M. Schuschnig n'a pas fini de tourner et de retourner dans son cœur l'angoissant problème. Sa lancinante méditation nous émeut, mais notre intérêt se concentre sur les pages où le chancelier relate, avec une exactitude évidente, ses entrevues person-

nelles. En particulier la visite qu'il fit, le 12 février 1938, au Berghof, où l'attendait Hitler, donne une sensation de vérité inouïe. Bien que le récit soit dépouillé de tout ornement littéraire et qu'il ne vise jamais à l'effet, il est l'un de ceux où le monstrueux dictateur se dessine le plus fortement. Jamais illustration plus frappante de la fable : *le Loup et l'Agneau* ne fut présentée par l'histoire. L'accueil fait au chancelier d'Autriche, le : « Nous ne nous sommes pas rencontrés pour discourir de la jolie vue et du temps qu'il fait », par quoi Hitler coupe court aux compliments de courtoisie, puis le ton progressivement menaçant, l'accusation formulée de « fortifier la frontière autrichienne contre le Reich », l'annonce que l'Allemagne ne peut supporter plus longtemps « les provocations d'un petit Etat », et la conclusion : « La persécution contre les nationaux-socialistes doit finir ou bien j'y mettrai fin moi-même avant peu », — tout, jusque dans les moindres répliques, semble une transposition du célèbre dialogue : « Tu la troubles ! » — Comment l'aurais-je fait, si je n'étais pas né ?... »

Plus nuancés sont les récits des entretiens avec Mussolini ; il est vrai qu'en 1934 Mussolini, portant ses divisions jusqu'au Brenner, avait fait échouer le premier putsch nazi contre Vienne. M. Schuschnig en avait gardé de la reconnaissance pour le Duce ; il croyait même que celui-ci l'épaulerait encore dans sa lutte pour l'indépendance de l'Autriche, mais ses illusions se dissipent à mesure que Hitler, grâce à la guerre contre l'Ethiopie, et à la guerre civile d'Espagne, prend barre sur le dictateur italien. Sous nos yeux, peut-on dire, nous voyons fondre les sympathies de Mussolini pour l'Autriche. Et sa dernière communication faite à M. Schuschnig reflète à merveille le mélange de peur et de compassion qui habitait maintenant le brillant second. Le 11 mars 1938 un fonctionnaire des Affaires étrangères apporte au chancelier ce message : « Le gouvernement italien déclare, *pour le cas où on le consulterait*, ne pouvoir donner aucun conseil dans la situation présente. » Impossible d'exprimer la lâcheté diplomatique avec une plus élégante simplicité.

***

M. Pierre-Etienne Flandin, en écrivant *Politique française* 1919-1940 (les Editions nouvelles), a eu, on le pense bien, des préoccupations fort différentes de celles qui hantaient M. Schuschnig. Il tenait d'abord à réfuter certaines légendes qui le présentent comme un admirateur de « Munich » et un partisan de la paix tout prix, mais il voulait aussi — de là le titre du livre — brosser un large tableau des événements qui, entre les deux guerres, ont abouti à la catastrophe de juin 1940. Etranger au gouvernement, depuis les élections de 1936, il se sent parfaitement à l'aise pour juger une politique dont il ne fut, en aucune manière, responsable, et il la juge avec une extrême sévérité.

Car M. Pierre-Etienne Flandin — c'est une force pour la critique — compte peu d'amis politiques, pas plus à gauche qu'à droite du Parlement, pas plus à l'Est qu'au Nord de l'Europe. Par contre il a des adversaires bien définis et il ne les ménage point. Il enrage encore de leurs courtes vues et de leurs fausses manœuvres. C'est principalement l'attitude du gouvernement britannique, lors de la réoccupation de la Rhénanie, au printemps

1936, qu'il réprouve : ses atermoiements, ses réticences concernant la mise en jeu du pacte de Locarno, sa force d'inertie qui paralysa nos velléités d'intervention. M. P.-E. Flandin n'a pas pardonné aux dirigeants anglais de nous avoir mis dans une posture de matamores impuissants, pas plus qu'il ne leur a pardonné de nous avoir brouillés avec Mussolini à propos de l'affaire éthiopienne, car il considère que l'Italie était seule capable, au moins pour un temps, de faire contrepoids aux ambitions dévorantes de l'Allemagne.

Il n'y a d'ailleurs là aucune trace de xénophobie, puisque M. P.-E. Flandin n'est pas plus tendre pour nos propres gouvernants. Ses griefs ? Ils ont bluffé en faisant croire à la Grande-Bretagne que nous disposions d'une armée plus forte et mieux équipée qu'elle n'était ; ils ont agi avec trop de légèreté d'abord, avec trop de scrupules ensuite, en donnant des garanties à la Tchécoslovaquie et à la Pologne, puis en se considérant comme tenus par des engagements qui, en droit (estime M. P.-E. Flandin) ne les liaient pas. Ils ont outrepassé, et même violé, la Constitution, en entrant dans la guerre. Cela, pour les erreurs de direction ; quant aux fautes, tactiques ou techniques, elles lui apparaissent si nombreuses qu'il se borne à en souligner quelques-unes.

Bref, au regard de M. P.-E. Flandin, la France n'a vraiment qu'un mérite, mais il est grand : celui de s'être sacrifiée pour l'intérêt de ses Alliés et particulièrement de la communauté anglo-saxonne, en acceptant d'entrer dans la guerre à un moment qui marquait, « au cadran du Destin l'heure de sa défaite militaire ». On aperçoit que cette conclusion ne diffère pas sensiblement de celle que M. Paul Reynaud a donnée à son dernier livre : *la France a sauvé l'Europe*. Mais il serait excessif d'en déduire que M. Paul Reynaud et M. P.-E. Flandin prouvent ainsi la communauté de leurs vues et l'affinité de leurs caractères.

***

Saturés de sang et d'horreur, nous avons maintenant tendance à écarter les livres qui nous ramènent vers l'Enfer, en disant : « Assez ! nous voulons vivre ! » Il est bon, malgré tout, que le désir de vivre ne triomphe pas trop tôt du souvenir et qu'un ouvrage comme *le Ghetto de Varsovie* (Albin Michel), journal de Mary Berg recueilli par S.-L. Scheiderman et traduit par L. Baillon de Wailly, nous rappelle les crimes monstrueux d'un peuple qui, lui, a tout intérêt à se faire oublier.

A quinze ans, Mary Berg, fille d'une citoyenne américaine et d'un antiquaire polonais, se trouva prise dans le terrible siège de Varsovie. Après la chute de l'héroïque capitale, les grands malheurs commencèrent pour elle et pour tous les Juifs polonais, ceux-ci fussent-ils convertis au christianisme depuis plusieurs générations. Grâce à un journal qu'elle tint au jour le jour et qu'elle réussit à sauver, nous participons à l'effroyable aventure de l'adolescente.

Selon un sadisme méthodique et progressif, les nazis ont résolu d'exterminer tous les Juifs de Pologne, et c'est ce supplice de la mort lente, après sincérité d'accent des plus émouvantes.

la torture par l'espérance, qui nous est conté, avec une simplicité et une

Les nazis ont eu l'idée diabolique d'enfermer dans un immense quartier de la ville et d'y entasser plus de trois cent mille Juifs : c'est le ghetto de Varsovie, un ghetto artificiel, avec des rues murées, des chaussées barrées de fils barbelés, des portes gardées par des factionnaires, un puzzle extraordinaire où les aryens et les Juifs vivent séparés, mais parfois face à face. Dans cette cité du désespoir, la vie est étrange, dramatique, ardente. La mort, sous les traits de brutes en uniforme allemand, frappe obstinément, aveuglément : on tue pour rien, par plaisir, par distraction ; la menace de la mort pèse sur tous les gestes, même les plus innocents. Et cependant, on fréquente les cafés, on se rassemble, on chante, on joue la comédie, les jeunes gens s'instruisent fébrilement, s'exaltent, sentent flamber en eux les passions. La terreur nazie s'exaspère devant cette lenteur à mourir ; elle fauche à pleins bras, déporte vers les camps d'où l'on ne revient point les travailleurs et les autres. Ceux qu'on ne veut pas transporter sont abattus, comme du bétail : ainsi sont massacrés, un matin, tous les enfants d'un asile, en compagnie du docteur qui les avait recueillis et soignés. Mais trois cent mille hommes à tuer, c'est long ! L'assaut final lancé en avril 1943 se heurte à la résistance juive qui mitraille les assaillants. Le ghetto est écrasé par l'artillerie lourde ; il flambe ; les défenseurs disparaissent dans le brasier, tombent sous les balles ou sont traqués dans les souterrains... Le monde n'apprendra que bien plus tard cette épopée fantastique.

On mesure la profondeur du drame en voyant avec quelle ardeur la mère de Mary Berg travaille à se faire enfermer, elle et les siens, dans la prison de Varsovie, où tous resteront plus de six mois dans des conditions épouvantables. C'est que les « privilégiés vont en prison » et que la prison, réservée aux citoyens non-polonais, ouvre les portes de l'espoir. Comparée au ghetto, cette geôle est une sorte de paradis, dont les élus, enviés, se demandent parfois s'ils n'ont pas trahi leurs frères en s'évadant vers la prison. Oui, si nous nous sentions gagnés par un vague attendrissement pour le sort de l'Allemagne vaincue, il serait bon de lire ou de relire le journal de Mary Berg.

⁂

Madame Jeanne Ramel-Cals, dont l'humour languedocien et le coup de crayon spirituel manquaient depuis trop d'années à notre littérature, reparaît avec un délicieux ouvrage, intitulé *Cordes-sur-Ciel* (Fayard). Eclatant et riant comme une grenade entr'ouverte, le livre est le fruit des loisirs forcés que l'occupation allemande donna à madame Jeanne Ramel-Cals. Fuyant un Paris vert-de-gris, elle fait retraite dans sa cité natale, Cordes, où elle donne refuge à un petit groupe d'amis et d'artistes de talent (car les amis, aussi, ont ou n'ont pas de talent). Cette petite ville du Tarn, toute en hauteurs et en souterrains, est d'une extraordinaire richesse historique : les peuples s'y sont mêlés, les mystiques les plus étranges s'y sont affrontées, elle demeure comme pétrifiée dans le moyen âge. C'est ce qui a tenté notre auteur : elle fait revivre et vivre Cordes à sa manière, qui n'est point celle des érudits, mais plutôt celle de Rabelais, Balzac ou Giraudoux. L'art et la drôlerie se fondent en un cocktail savoureux, qu'on peut goûter sous les formes et d'un texte charmant et de dessins en couleurs fort amusants. Cordes, on le sent bien, est très loin de Varsovie.

⁂

Aux témoignages hebdomadaires sur la mystérieuse Russie s'est ajouté, le mois passé, un document irréfutable : le recueil de quatre reportages, dont un en croquis, faits par quatre journalistes situés aux quatre coins de la politique : madame Dominique Auclères, du *Figaro*, M. Charles Ronsac, de *Franc-Tireur*, M. Claude Veillet-Lavallée, de *France-Soir*, M. Roger Parry, de l'agence France-Presse. Le livre s'intitule *Moscou-47* (Edition Tiranty), comme il est naturel, puisqu'il fut écrit à l'occasion de la conférence qui se tint à Moscou au printemps de cette année.

Abstraction faite de précautions oratoires, de clauses de style ou de formules plus ou moins courtoises, la quasi-identité des observations et des conclusions est frappante. Tous préviennent : « Surtout, ne comparez pas. » Car la comparaison aboutirait, inévitablement, à faire apparaître, en Russie soviétique, un niveau de vie incomparablement plus bas que dans les nations occidentales, ainsi qu'une conception de la démocratie absolument inacceptable pour nos cerveaux. Le plus sympathisant des quatre reporters se montre effaré par le fanatisme tranchant, le dogmatisme sans faille des jeunes étudiants ; le plus sensible souffre de voir les Moscovites s'entasser encore dans des sous-sols assez sordides ; le plus impartial s'étonne de ce qu'un ménage de petits fonctionnaires ne puisse s'offrir un déjeuner au restaurant qu'une fois par an, et encore !

Bref, le moins qu'on puisse dire, c'est que la vie n'est ni très facile, ni très gaie pour la Russie de ce monde. Il est vrai que les Russes croient en un monde meilleur — pour demain ou après-demain. Rien ne vaut d'avoir la foi.

PIERRE AUDIAT

# LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE

La seconde session des « Rencontres internationales de Genève », qui s'est tenue du 1er au 13 septembre, n'a pas eu moins de succès que celle de l'an dernier. Organisée par le professeur Antony Babel et un groupe d'universitaires, d'écrivains et de notabilités genevoises, elle s'est déroulée par un temps splendide et a été parée de spectacles artistiques qui s'ajoutaient aux attentions d'une cordiale hospitalité. Le sujet choisi était : *Progrès technique et progrès moral*. Il semblait bien différent de celui de l'an dernier, *l'Esprit européen* ; mais M. Jacques Siegfried, qui ouvrit la série des neuf conférences, s'appliqua à montrer que c'était en réalité le même, celui de la civilisation. Pour lui, la civilisation occidentale issue de la Grèce païenne, formée par vingt siècles de christianisme non moins que par l'émancipation philosophique de l'époque des Lumières et par les conquêtes scientifiques du XIXe siècle, se caractérise par une conception de la connaissance qui implique l'usage « agressif » de la raison, un humanisme qui fait de l'homme un but en soi, jamais un moyen ; enfin, une tendance à multiplier la puissance de l'homme par la machine. Ce dernier trait a donné la suprématie à la race blanche d'Occident, mais il a changé les conditions de la science : « d'apollinienne » ou désintéressée qu'elle était chez les Grecs, elle est devenue utilitaire et « dyonisiaque ». Elle a fait naître une technique qui se retourne contre elle et asservit l'homme à l'outil.

Cette technique, maintenant oppressive et malfaisante, est-elle favorable ou hostile à la morale et à la culture ou n'est-elle que compatible avec elles ? M. Siegfried estime qu'elle est compatible, mais devient néfaste lorsqu'elle dépasse un certain degré. Il y a une juste proportion entre les conditions de la vie et les inventions de l'intelligence pratique. La civilisation est une harmonie qui peut s'accommoder d'un progrès technique très limité, comme aux grandes époques de l'histoire, dans l'Antiquité, au moyen âge, au XVIIe siècle. Malgré l'étonnante floraison scientifique de notre époque, la civilisation a commencé à décliner dès le moment où l'esprit de désintéressement a fait place à l'esprit d'utilité, où la science a oublié qu'elle descendait de la pensée philosophique pour se mettre au service de la volonté de puissance.

En développant cette doctrine de juste milieu, M. Siegfried ne sut d'ailleurs pas définir le point d'équilibre entre la technique et la science pure, même entre la culture et la morale s'il faut reconnaître que celle-ci peut être pervertie par celle-là. Enfin, comme nous le remarquâmes dans un des « Entretiens », la distinction entre science pure et technique est artificielle, l'une et l'autre étant tellement mêlées que, par exemple, sans la technique des instruments d'observation, la découverte des lois de la nature serait aujourd'hui impossible. Chez les Grecs eux-mêmes, la science était issue de besoins matériels et on peut soutenir qu'il en a été très souvent ainsi au cours de l'histoire. Une « trêve des inventions » est donc chimérique et nul ne saurait empêcher science et technique conjointes d'aller jusqu'au bout de leurs possibilités.

Le problème, tel qu'il fut posé par M. Siegfried le premier jour, fut un excellent point de départ pour des débats qui, malheureusement, s'écartèrent plus d'une fois de la sérénité académique pour tomber dans les disputes politiques les plus brûlantes. En invitant trois orateurs du parti communiste, les professeurs Haldane, Prenant et M. Pierre Hervé, les organisateurs devaient s'y attendre et, probablement, ils l'avaient voulu ainsi. M. Marcel Prenant avait pris comme thème : « Le progrès humain vu par un biologiste », et M. Haldane : « Influence du progrès technique sur le progrès moral ». Pour ces deux biologistes, farouchement darwinistes et marxistes, l'homme est un animal amélioré à qui l'évolution promet un avenir magnifique, grâce à la science et à la technique croissantes. La morale est une conduite imposée par la vie en société. Elle se perfectionne au fur et à mesure que la technique apporte des conditions plus douces. C'est ainsi, dit M. Haldane, que la suppression de l'esclavage est due à une découverte technique qui a permis d'utiliser la force animale. Si le bilan moral de la technique se solde peut-être par un déficit, à cause des inventions guerrières, il sera entièrement positif le jour où le capitalisme sera éliminé du monde, où personne n'aura plus profit à détruire son prochain.

Cette apologie du collectivisme marxiste ne fut pas du goût de tous, et on le vit non seulement dans la suite des Conférences et dans les Entretiens, mais dans les réactions du public. Un philosophe russe spiritualiste très indépendant, M. Nicolas Berdiaef, s'attacha à définir « L'homme dans la civilisation technique ». Sans être hostile au

communisme, il le souhaiterait sur le modèle de la foi des premiers chrétiens, inspiré par le principe d'amour et non par la haine et la coercition. Les sociétés anciennes étaient des communautés organiques. Les « masses » sont inorganiques. Privées de principe spirituel, elles seront les victimes d'une technique qui les écrase. Le remède est de les réintégrer dans la communion religieuse, de les animer d'une fraternité réelle.

D'autres conférenciers, M. Théophile Spoerri, qui proposa les « Eléments d'une morale créatrice », M. Emmanuel Mounier, qui étudia « le Christianisme et la notion de progrès », tentèrent eux aussi de dégager du marxisme théorique ce qui pourrait être concilié avec le christianisme. Ils ne boudent pas au progrès technique, mais n'admettent pas qu'on nie le spirituel, qu'on ignore le sacré. Tant de critiques convergentes piquèrent les marxistes, qui se défendirent vivement de n'avoir pas de morale. Ils multiplièrent les citations de Hegel, Feuerbach, Marx et Engels pour prouver que le communisme n'était pas un matérialisme. M. Prenant assura même qu'on pouvait être communiste et chrétien. Mais quelqu'un rappela que toutes ces discussions étaient assez byzantines pour un parti politique qui n'a qu'une ambition : conquérir le pouvoir; après quoi, les amusements spéculatifs seraient clos, et pour longtemps. On exprima aussi une surprise profonde de voir surgir tant d'optimisme, tant de confiance en l'homme, alors que la bombe atomique est suspendue sur la triste moisissure dont parlait Renan en ses Dialogues. La morale n'a, hélas, plus le temps de maîtriser la technique !

Pour être complet, il faudrait citer encore les conférences de M. Eugenio d'Ors, philosophe espagnol, qui parla « du paternel et du fraternel », autrement dit de l'autorité et de la fraternité comme principes sociaux du salut; de M. Guido de Ruggiero, historien italien de la civilisation, qui ne désespère pas de voir remonter les valeurs spirituelles pour limiter les méfaits de la technique; du sage hindou Siddheswarananda, qui ne méprise pas la science et la technique occidentales autant qu'on l'aurait cru. Il faudrait citer les colloques où s'escrimèrent, parfois brillamment, parfois trop verbeusement, des invités comme MM. Julien Benda, Robert Aron, Pierre Hervé, Arminjon, Georges Friedmann, Jean Lescure, P.-E. Victor, mademoiselle Davy, M. Plisnier, M. Ansermet. Il faudrait citer les universitaires genevois Victor Martin, William Mackenzie, Marcel Raymond, qui parlèrent noblement de l'Esprit ou conseillèrent la révolte de l'individu contre la tyrannie collective. Mais les Editions de la Baconnière publieront prochainement le compte rendu *in extenso* de ces controverses passionnantes.

RENÉ SUDRE.

# * * LES REVUES * *

La revue *Fontaine* publie plusieurs manifestes lettristes qui sont passablement extravagants. La lettrie est, paraît-il, « *l'art qui accepte la matière des lettres réduites et devenues simplement elles-mêmes. Elle rend visible le fait pressenti que la poésie n'a rien à voir avec la littérature.* » M. Isidore Isou, dont dix volumes vont paraître prochainement, paraît-il, chez Gallimard, nous avertit que « *l'avenir de l'Art ne pourra être que sur-lettriste et non sous-lettriste.* » Cette information n'est pas claire et, si l'on veut avoir une impression nette sur la portée du mouvement, il vaut mieux se référer aux poèmes lettristes dont une anthologie nous est offerte dans ce numéro de *Fontaine*. Voici une stophe de M. François Dufrêne.

*Yulce, Yulce*
*Youduli dulce*
*Yulce, yulce*
*Kzill odaline*
*Djilce, djile*
*Hando bokjile*
*Djilce, djile*
*Yli zlideline*

Nous croyons devoir faire remarquer aux lecteurs qu'il s'agit là non pas d'un texte étranger, mais français.

# * CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE *

## * SAINT-GUILHEM LE DÉSERT * VALLÉE INSPIRÉE DU LANGUEDOC

(chez Christian, 58, avenue d'Assas, Montpellier)

ETUDE sur l'abbaye de Saint-Guilhem (Hérault), dont le fondateur fut le célèbre duc d'Aquitaine, Guillaume, « homme de guerre et de prière », connu dans les légendes sous le nom de Guillaume d'Orange (IXe siècle). L'auteur-éditeur, M. Christian, énumère avec ferveur les pèlerins illustres qui vinrent visiter les reliques de « Saint-Guilhem » — avant de décrire avec enthousiasme les singularités architecturales des cloîtres, dont l'un d'entre eux peut être contemplé, non dans le Languedoc, mais à New-York, où on l'a expédié par caisses. Un récit de la vie légendaire de Guillaume, dû à M. Pierre Jourda, nous donne un aperçu des exploits du futur saint qui, avant d'édifier son monastère et de revêtir le froc, pourfendit une extraordinaire quantité de Sarrazins. Quelques bons dessins de M. Christian évoquent le site impressionnant au milieu duquel a été édifiée l'abbaye. Ils permettent aussi d'apprécier la beauté de la grande abside et des fameux cloîtres romans.

M. T.

## AU DELA DU NATIONALISME

par Henri DE MAN

*(Cheval-Ailé, Genève)*

L'EXPÉRIENCE nous montre que le sentiment national des peuples est incompressible ; tout prouve cependant à l'observateur de sang-froid que, dans le monde actuel, les Etats nationaux et souverains sont de monstrueux anachronismes. Comment échapper à cette contradiction? En essayant de bâtir l'unité supranationale du monde sur les nations, puisqu'on ne peut pas le faire contre elles. L'internationalisme a fait faillite; inaugurons l'ère du supra-nationalisme. A quelques nuances près, la thèse qu'expose Henri de Man dans *Au delà du Nationalisme* est celle que Wells défendit pendant les vingt dernières années de sa vie et qu'a reprise, en 1945, Emery Reves dans *Anatomie de la Paix*. L'analyse des faits est impeccable. Des hommes aussi différents (par la formation, et par l'attitude politique depuis 1940) que de Man, Clarence Streit, Koestler, Aldous Huxley se retrouvent d'accord sur les mêmes arguments. Mais, lorsque de Man explique que le seul moyen d'écarter la catastrophe d'une troisième guerre mondiale est de « *transférer le plus tôt possible à un gouvernement mondial les moyens d'agression et de puissance dont la possession par l'un ou l'autre groupe suscite l'inquiétude et la méfiance du voisin* », il parle exactement de poser le grain de sel sur la queue de l'oiseau. Il l'admet, d'ailleurs. Non sans angoisse. Ayant à parier entre la catastrophe guerrière et le gouvernement mondial, c'est la catastrophe qu'il prendrait à deux contre un.

Reste pourtant un immense sauvetage à tenter : celui de la civilisation. Entreprise à laquelle tous les esprits lucides de notre temps doivent concourir. Si la conquête hitlérienne ne s'était pas souillée par des procédés atroces, elle eût tout de même fini par provoquer une insurrection générale. Un autre impérialisme — exercé au profit d'une nation — provoquerait fatalement une autre insurrection. De quoi s'agit-il donc? Non pas de nier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : ce droit est profondément inscrit dans la conscience universelle. Mais de convaincre les peuples (lesquels, à l'opposé des élites, ne l'ont pas encore compris) que *disposer d'eux-mêmes dans le sens où l'entendent les nationalismes intégraux équivaut à se suicider*.

La souveraineté de la France — que cela nous plaise ou non — n'a guère plus de valeur pratique aujourd'hui que la souveraineté du Danemark. On ne fera que déplacer le problème en substituant des antagonismes de blocs ou même de continents autarchiques aux antagonismes nationaux. Une des raisons des succès communistes en Europe est la conscience confuse qu'ont les peuples du continent que tous leurs problèmes sont radicalement insolubles sur le plan national. Si le marxisme n'était qu'une promesse de salles de bains, de radios et d'autos à chacun, les innombrables mécontents d'Europe seraient pro-américains et non pro-soviétiques. Mais il est aussi une doctrine universelle qui bénéficie de l'absence d'un autre universalisme efficace sur le plan terrestre : « L'esprit humain, demandait Wells à la fin de sa vie, est-il au bout de son rouleau? »

P. F.

## CERVANTÈS

*(1 vol. 294 p., Desclée de Brouwer)*

par Max Daireaux

Voici un livre souhaité de bien des lecteurs : une « vie » exacte, vivante, exemplaire, de Cervantès, sans l'ombre de pédantisme, ni la moindre grandiloquence, où les faits parlent d'eux-mêmes grâce à leur juste mise en place et leur juste éclairage. En France, l'ombre projetée par don Quichotte obscurcit généralement le visage de son auteur. Quelle existence plus ardente et plus lamentable, plus généreuse et plus démunie peut-on proposer à tous ceux qui ne songent qu'à se plaindre de la leur ! Il fallait pour en résumer les circonstances, en faire paraître les contrastes, en rendre sensible l'insaisissable même, un esprit à qui la langue et l'esprit espagnol soient familiers et qui soit, en français, un écrivain de qualité. Cervantès, à qui les bonnes fortunes furent si étrangères de son vivant, connaît celle-ci trois siècles après sa mort. Au milieu du fatras de tant de livres inutiles, combien il est agréable de rencontrer, bien écrit et bien fait, un livre nécessaire.

G. J.-A.

## ※ ※ LA VÉRITÉ ※ ※ SUR LA BOMBE ATOMIQUE

par André Labarthe

*(Éditions Défense de la France)*

André Labarthe, seul journaliste ayant assisté aux expériences de Bikini, fait bien œuvre de journaliste lorsqu'il nous conte ce qu'il vit les 1er et 25 juillet de l'année dernière. Mais il sort déjà des limites habituelles du simple reportage en faisant revivre au début de son ouvrage le cataclysme artificiel d'Hiroshima ; on retrouve une atmosphère dramatique au moins aussi intense en maint passage du livre, en particulier lorsqu'il évoque les effroyables dangers courus par les savants qui se consacrent aux recherches atomiques et quand il retrace, dans son chapitre sur « L'effort allemand », en quelques pages d'une sobriété épique, l'extraordinaire aventure que fut ce coup de main sur l'usine de la Norsk Hydrogen, dont quelques hommes parvinrent à détruire la réserve d'eau lourde. Le succès de cette expédition, digne des meilleurs romans d'aventures, permit à l'industrie atomique des Alliés de prendre une année d'avance sur l'ennemi.

Outre ces chapitres de reportage et surtout d'histoire, près d'un tiers de l'ouvrage est consacré à un exposé concis et clair des découvertes qui ont permis de concevoir, puis de réaliser les transmutations artificielles et la libération de l'énergie nucléaire. Grâce à cet effort de vulgarisation scientifique — venant d'un homme particulièrement autorisé par ses connaissances et ses recherches — le public peut se faire aisément une idée de ce que peut être le principe de la bombe atomique.

Le livre se termine par un exposé d'arguments contre le « secret atomique ».

L. AMAR.

## L'HOMME A LA RECHERCHE ※ DE SON AME ※

par C.-G. Jung

*(Éditions du Mont-Blanc, Genève, 1946)*

In-8°, 425 p.

La publication de *L'Homme à la recherche de son âme* réussira-t-elle à diffuser assez largement les remarquables idées de C. G. Jung pour qu'on cesse de confondre, dans les pays de langue française, la psychanalyse tout entière avec la seule théorie de Sigmund Freud ?

Les conférences et les cours rassemblés sous ce titre ont pour but, en effet, d'opposer à la théorie freudienne d'un inconscient essentiellement soumis à l'instinct sexuel, une définition plus complexe de la personnalité, équilibrée, dans la vie normale, entre une tendance à se tourner vers le monde extérieur et une tendance contraire à se pencher vers le monde intérieur, à se plonger dans son affectivité, à se fondre avec sa vie inconsciente pour rejoindre ce qui, dans l'inconscient, cesse d'être personnel pour devenir collectif.

Car l'inconscient, animé par l'énergie instinctive tout entière et, pour ainsi dire, par « l'élan vital » propre à chaque homme, recèle tous les trésors et les vestiges de l'âme primitive, qui remontent à la surface, par exemple, par l'intermédiaire de complexes et de rêves, dès qu'un déséquilibre trop marqué intervient entre « l'introversion » et « l'extraversion », entre l'orientation vers le monde intérieur et l'orientation vers le monde extérieur.

Les études rassemblées par Jung veulent précisément avoir pour second but, et pour but pratique, de rendre intelligible les avertissements que les complexes ou les rêves nous transmettent symboliquement.

L'effort de synthèse que Jung a tenté

entre les divers maîtres de la psychanalyse est, on le devine, fort compliqué. Les thèmes essentiels ne sont pas décrits et analysés de façon directe. Si l'intention est de pure vulgarisation, elle est trop développée et difficilement utilisable. Si elle est proprement scientifique, elle fait souvent double emploi avec des textes plus importants et plus précis, déjà traduits en français. Mais j'ai cependant rencontré un homme fort sage qui déclarait que ce livre lui avait sauvé la vie.

R. P.

## ※ INTRODUCTION ※ AUX EXISTENTIALISMES

par Emmanuel Mounier.

*(Éditions Denoël).*

M. Emmanuel Mounier nous donne aux Editions Denoël le recueil des articles parus en 1946 dans sa revue *Esprit*. Un livre court, de lecture facile et attrayante. Dégageant successivement un certain nombre de thèmes essentiels, l'auteur met remarquablement l'accent sur ce qu'il y a de commun aux divers existentialismes. Nous comprenons mal, par suite, ce qui le conduit à accuser les oppositions entre existentialismes chrétiens et athées sous la forme d'une sorte de manifeste contre le « sartrisme » — qu'il qualifie d'ailleurs d'inexistentialisme. Il va de soi qu'il n'y aurait pas grand sens à reprocher à Sartre son athéisme ; aussi s'adresse-t-on de préférence à des considérations d'ordre moral. On déplore sa hantise de l'être, et qu'elle lui dissimule la beauté de l'Infini en autrui et dans le monde, l'amenant ainsi à se replier sur une liberté subjective qui n'est qu'une forme d'égocentrisme. Tout à l'inverse, on nous vante la plénitude et l'inexhaustibilité de cet être qu'il repousse, et corrélativement les expériences humaines du dépassement, du débordement, du mouvement vers un plus-être ; puis on passe à la notion du meilleur, et aux « expériences » de la fidélité, du pardon, du loyalisme. Mais il est clair que l'on a glissé, sans prévenir, du plan du fait, des sentiments spontanément éprouvés, au plan de la valeur et des conduites authentiques — accessibles seulement au prix d'une conversion. La fidélité humaine n'est pas en continuité avec celle du chien. Il n'y a pas d'entraînement libérateur de la part de l'être sans une acceptation active de la part de l'homme — et celle-ci implique un pouvoir essentiel de refus : entre l'expérience naturelle d'une omniprésence enveloppante et la portée signifiante de cette expérience, il n'y a *rien*, sinon le libre recul d'une conscience qui se refuse à *être unie*, pour *assumer* son union. Ce libre recul est un « néant » par rapport à la plénitude d'être à partir de laquelle il s'effectue. Sartre n'a guère fait jusqu'ici que décrire ce processus de recul — qui s'apparente assez au « défi » de certains existentialistes chrétiens, et qui est sans doute le ressort même de toute attitude morale. C'est pourquoi il pourrait n'être pas très fructueux d'opposer cette phase négative à des philosophies où le négatif et le positif s'interpénètrent étroitement dès l'abord, mais qui plaideraient en vain la cause du positif si elles n'impliquaient elles-mêmes, pour lui conférer sa véritable positivité, un moment de négation — le moment de la conscience hostile et solitaire. Du point de vue moral, l'acte de foi ne se situe valablement que par-delà la « passion inutile » de croire ; aucune valeur ne se conquiert dans l'abandon à l'être. De telles perspectives, d'ailleurs, ne sont point étrangères au représentant actuel de la tradition personnaliste, et telle est bien, tout compte fait, l'atmosphère vivifiante qui se dégage d'un livre où les tentations polémiques de l'auteur cèdent souvent le pas à un mouvement de pensée particulièrement compréhensif.

Francis Jeanson.

## ※ LES CONFESSIONS ※ DE J.-J. ROUSSEAU

*(Éditions Nationales)*

Bonne édition, en un seul volume des *Confessions* et des *Rêveries d'un Promeneur solitaire*, précédées d'un essai sur Rousseau et son œuvre autobiographique dû à Pierre Grosclaude. La réunion de ces deux œuvres capitales se justifie pleinement. Rousseau a écrit lui-même qu'il considérait les *Rêveries* comme un « appendice de ses *Confessions* ». Nous regrettons que, dans la bibliographie, on n'ait pas fait figurer l'étonnant témoignage de Boswell sur Rousseau publié par M. Schinz dans la *Revue de Paris* des 15 mai et 1er juin 1933.

M. T.

*Le Directeur-Gérant :* Marcel THIÉBAUT

*(Croquis et dessins de Drian, Christian Bérard et Claude Tolmer.)*

IMP. CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 6297-11-47